

GUERRES

& Histoire

Exclusif !



La tragédie du K-8
Trois rescapés racontent
le naufrage du
sous-marin nucléaire
soviétique en 1970
dans l'Atlantique.



Les mousquetaires,
troupes d'assaut
et police d'État



Les jonques géantes
de Zheng He: les vraies
dimensions du mythe



Révolte des bagaudes,
les guérilleros gaulois
face aux légions



**Les troupes africaines,
chair à canon ?**

Dossier spécial centenaire 1914 - 2014

**50 idées
reçues
sur
la Grande Guerre**



L 17103 - 18 - F: 5,95 € - RD



EDITORIAL

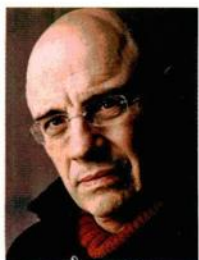
Pour l'Européen du XXI^e siècle, la Première Guerre mondiale est incompréhensible. Pourquoi elle se déclenche, pourquoi elle dure cinquante-deux mois, pourquoi les soldats acceptent d'aller au bout de la nuit, comme dira Louis-Ferdinand Céline, lui-même vrai dragon et faux héros, tout cela n'entre plus dans aucune catégorie de notre entendement. Si l'on posait la question aujourd'hui : « en 1939, seriez-vous parti sac au dos » ? La réponse ne fait guère de doute tant notre monde a fait du nazisme l'incarnation durable du mal absolu. Mais à un « seriez-vous parti à l'été 1914 ? », l'immense majorité hausserait les épaules. Cet éloignement temporel et conceptuel de la Grande Guerre laisse la place à une montagne d'idées reçues, que le dossier de ce numéro 18 s'efforce de dissiper. C'est bien là un paradoxe alors que descend sur nous la grêle de centaines de livres dédiés au centenaire : globalement, la Grande Guerre s'obscurcit, sa réalité, sa raison d'être, son inhumanité et son humanité se perdent dans les ténèbres.

Prenez un point parmi d'autres, celui de la modernité militaire de la Grande Guerre. Le grand public vit sur des clichés, dont le plus éculé est sans doute celui des attaques massives à la baïonnette de files compactes en pantalons garance. On ne voit plus que ce conflit réputé stérile et immobile comme la mort accouche des chars, de l'aviation de combat, des sous-marins de haute mer, des tactiques d'infiltration, des Feuerwartz inventées par l'artillerie allemande, des techniques d'interception et de décryptage des communications radio, etc. Est-il une seule image venue de cette guerre, via le cinéma ou la littérature, qui ne soit largement fautive ? L'Union sacrée, le capitalisme belligère, le massacre voulu des troupes de couleur, l'imbécillité criminelle des officiers, les fusillades pour l'exemple, le manque d'ardeur des méridionaux, etc. Nous avons sélectionné 50 idées reçues sur une liste qui comportait plus de cent items !

J'attire votre attention sur un second point important de ce numéro, le naufrage du sous-marin nucléaire soviétique K-8 en avril 1970. L'enquête a duré six mois. Yacha MacLasha, notre monsieur monde russe, a retrouvé des acteurs clés et des lampistes de cette catastrophe à peu près complètement ignorée. Il lui a fallu renverser les obstacles de la distance, d'une mémoire refoulée, du remords, de la peur et de la méfiance durable vis-à-vis de l'Occident. Mais le résultat est là : un article terrible et magnifique. Il marque l'engagement de *Guerres & Histoire* à vous fournir une information de qualité, des angles nouveaux, des exclusivités, bref tout le savoir-faire de la marque *Science & Vie*. Inoxydablement vôtre. ■

Jean Lopez, directeur de la rédaction

NOTRE COMITÉ ÉDITORIAL



■ **Jean Lopez**
Directeur de
la rédaction.



■ **Pierre Grumberg**
Rédacteur en chef
adjoint.



■ **Yacha MacLasha**
Reporter polyglotte.



■ **Michel Goya**
Colonel, historien
et tacticien.



■ **Laurent Henninger**
Historien, chargé
d'études à l'Irsem.



■ **Benoist Bihan**
Chercheur en études
stratégiques.



■ **Maurin Picard**
Reporter au long
cours établi en
Amérique du Nord.

EXCLUSIVITE

6-12 → **Naufrage du K-8, une tragédie soviétique en trois actes**

C'est une histoire extraordinaire, unique, que G&H rapporte de l'ex-URSS : celle du sous-marin nucléaire K-8. Désarmé par un incendie, il a sombré au fond de l'Atlantique le 12 avril 1970, à 1 450 km droit à l'ouest de Brest. Avec 52 marins... Trois de leurs camarades survivants nous ont raconté leur tragique odyssée.

SUR LE FRONT

18 → **Caméra au poing France, 1939-1940 : l'armée de l'air avant la tourmente**

Mal équipée, dotée d'une doctrine inadaptée et d'un système de commandement absurde, l'armée de l'air de 1940 avait besoin d'un miracle pour tenir. Elle n'a eu d'autre choix que le sacrifice.

72 → **La guerre oubliée Bagaudes, les insurgés de la Gaule romaine**

Fiscalité pesante, ordre social figé, corruption, désordre politique dans un Empire romain en crise... La révolte gronde en Gaule à la fin du III^e siècle, au point de nécessiter l'envoi de plusieurs légions pour la mater.

80 → **Troupes « Les mousquetaires sont voués à la guerre de siège »**

Bretteurs et aventuriers rebelles ? Les mousquetaires sont avant tout des troupes de choc dotées d'armes à feu. Et aussi, sous Louis XIV, des policiers politiques piliers du régime absolutiste.

86 → **Aux armes ! Les monstres fantômes de la marine chinoise**

À l'orée du XV^e siècle, les jonques de l'amiral Zheng He auraient été les plus gros vaisseaux de bois jamais construits. C'est un mythe, mais qui cache la réalité d'une marine chinoise à son éphémère apogée.

CHRONIQUES

79 → **Opérations spéciales par Jean-Dominique Merchet Du Guesclin et Boule de suif**

106 → **D'estoc et de taille par Charles Turquin « Trop de murs, pas assez de ponts ! »**

RUBRIQUES

14 → **Actualités... de l'histoire militaire dans la presse et la recherche.**

28 → **Vos questions à la une ! Écrivez-nous, nous répondons.**

84 → **Un objet, une histoire La hallebarde, une arme polyvalente par excellence**



92 → À lire, à voir, à jouer

Interview de Jean Lopez, directeur de la rédaction de *G&H*, qui propose dans son dernier ouvrage une relecture de l'opération soviétique Bagration de l'été 1944. Suit l'actualité de l'édition, des expositions, des sorties DVD, du jeu vidéo et du wargame.

104 → Courrier des lecteurs

DOSSIER SPECIAL CENTENAIRE

50 idées reçues sur la Grande Guerre → 32-69

34 → Premières passes d'armes

Inévitable, cette guerre causée par le capitalisme que Jaurès aurait empêchée s'il avait survécu ? Rien n'est moins sûr. Et le lobby français de la teinture rouge n'est pour rien dans la couleur des pantalons !

38 → Les chefs

Les généraux alliés ont-ils mérité leur réputation de bouchers insensibles ? Idée à revoir. Tout comme celle d'excellence prêtée à leurs homologues allemands. N'ont-ils pas perdu la guerre ?

42 → Les armes

Le fusil Lebel, les gaz, la baïonnette... Voici les symboles de 14-18 qui a pourtant vu naître l'artillerie moderne, les chars, la guerre aérienne et sous-marine.

48 → Les opérations

Non, la Grande Guerre ne s'est pas jouée seulement en France dans les tranchées ! À l'Est, au Moyen-Orient, d'immenses armées ont combattu. Et la décision, au début comme à la fin, s'est jouée sur le mouvement.

52 → Les combattants

L'hécatombe aussi inouïe qu'incompréhensible a engendré après guerre moult légendes sur le sacrifice d'unités désignées par leurs origines - Provence, Bretagne, Flandres, Afrique noire... La mort s'est en fait montrée plus égalitaire qu'on ne croit.

58 → Les protagonistes

Trop souvent limitée au conflit franco-allemand, la guerre englobe une immense diversité de nations. Dont la réputation mérite souvent réexamen, voire réhabilitation.

62 → Vrais et faux héros

Chevaleresques, les aviateurs l'ont parfois été, mais aussi et surtout des soldats obsédés logiquement par l'efficacité.

À réviser également la réputation des héros et anti-héros Mata Hari, Lénine, Céline...

66 → L'arrière

La Grande Guerre n'a pas épargné les civils, loin de là. Et l'occupation allemande de 1914, précédée d'un cortège d'exactions notamment en Belgique, annonçait déjà celle de 1940.



Naufrage du K-8, une tragédie

Propos recueillis et traduits du russe par Yacha Maclasha, à l'été 2013.

Le 12 avril 1970, le sous-marin nucléaire K-8 sombre à 1 450 km des côtes françaises, droit à l'ouest de Brest.

L'épave gît toujours au fond de l'Atlantique, avec ses deux réacteurs, quatre armes nucléaires et les corps de 21 marins et de leur capitaine. À ce bilan, s'ajoutent trente autres tués dans l'incendie qui a désarmé le navire.

Nous avons retrouvé trois rescapés de cette catastrophe. Pour la première fois, ils livrent leur version des faits.

Les sous-marins de la série « Projekt 627 » comme le K-8 essuient en URSS les plâtres de la propulsion nucléaire : premiers équipés, ils sont admis au service à partir de 1959 sans tests suffisants. D'où une meurtrière série d'accidents.

G&H : Le 16 février 1970, le sous-marin nucléaire d'attaque K-8, troisième navire de la classe que l'OTAN appelle *November*, quitte la péninsule de Kola à travers la mer de Barents, contourne la Scandinavie, se glisse dans l'Atlantique, puis pénètre en Méditerranée par Gibraltar. Ses ordres : pister les porte-avions américains *Midway* et *Saratoga*. Que faisiez-vous à bord ? Vladimir Kachirsky [*alors capitaine*

de premier rang, équivalent d'un capitaine de vaisseau, et plus haut gradé à bord] : Je suis un spécialiste expérimenté des sous-marins dans l'Atlantique et en Méditerranée, et je connais bien le K-8. Bessonov [*le commandant du K-8, NDLR*] effectue sa première mission en tant que capitaine et je dois superviser sa navigation. Ce qui ne l'empêche pas d'être un excellent commandant. Stanislav Possokhine [*chef starchina, équivalent d'un premier-maître*] :

Spécialiste de la navigation, mon poste est situé sous la passerelle de commandement, dans le compartiment III.

Vladimir Pranouza [*chef starchina*] : Je suis spécialiste des systèmes de refroidissement du réacteur, dans le compartiment VI.

Que se passe-t-il avant l'accident ?

V. Pranouza : Dans la nuit du 15 au 16, nous faisons surface pour recevoir les messages radio.



soviétique en trois actes

La mission doit se terminer le 1^{er} avril, tout le monde est heureux à l'idée de rentrer bientôt. Et là, Moscou nous ordonne de charger un stock de provisions se trouvant sur le *Boïki*, qui nous attend dans les parages. Je n'oublierai jamais cette nuit : près de l'île de Capri, la mer est calme, il fait très beau et nous, les marins qui chargeons les provisions, nous nous régalons de respirer l'air marin. Mais il n'y a pas assez de place pour les boîtes de nourriture et les **chandelles à oxygène** [dispositif de production d'oxygène en situation d'urgence ; voir p. 9, NDLR], stockées un peu partout.

S. Possokhine : Ces nouvelles provisions ne peuvent signifier qu'une prolongation de la mission.

Et, effectivement, après avoir repassé le détroit de Gibraltar, nous recevons l'ordre de participer aux **manœuvres Okean**, dans l'Atlantique.

Quand l'accident se produit-il ?

V. Kachirsky : Le 8 avril à 22 h 30, alors que nous naviguons à 140 m de profondeur, une alerte incendie se déclenche [dans le poste d'écoute sonar ; voir le plan du K-8 p. 8, NDLR], dans le compartiment III, puis dans le compartiment VII. Pas de chance, c'est là où se trouvent respectivement les deux postes clés du navire : la passerelle de commandement et le PC des réacteurs nucléaires.

S. Possokhine : Le 8 avril, je prends mon quart à 20 heures dans le poste de navigation. À 22 h 30, j'entends

un bruit bizarre, puis de la fumée apparaît, suivie d'un message d'alerte : « *Incendie dans le poste central.* » Je prends tout de suite mon respirateur **IDA-59** et ses bouteilles d'oxygène.

V. Pranouza : Je me repose dans ma couchette, dans le compartiment IX, à la poupe. Et tout à coup, une alerte incendie retentit dans le compartiment III, suivie 30 secondes après par une autre dans le VII. Au début, nous pensons à un exercice. Puis on voit de la fumée entrer... C'est alors qu'arrive en courant Simakov, le commandant de notre compartiment. Il ferme la porte étanche qui mène au compartiment VIII.

Comment le feu apparaît-il en deux endroits simultanément ? On a

Les **manœuvres Okean** (ou Océan) célèbrent en avril-mai 1970 le centenaire de la naissance de Lénine. D'une ampleur inégalée, elles mobilisent 80 sous-marins (dont 15 nucléaires), 84 navires de surface et 45 de soutien appartenant aux quatre flottes (Baltique, mer Noire, Pacifique, Nord).

L'appareil **IDA-59** (pour 1959 année de conception) sert à la respiration en milieu contaminé ou à l'évacuation. Il comprend un masque étanche connecté à un circuit fermé où l'air respiré est débarrassé du CO₂ (par une cartouche de chaux sodée) puis réenrichi par de l'oxygène en bouteille.

« Perdre le contrôle du compartiment des deux réacteurs nucléaires menace l'Europe entière. »

VLADIMIR KACHIRSKY

LE K-8, PERFORMANT MAIS FRAGILE

Conçus en urgence en 1952 en réponse au *Nautilus*, premier sous-marin nucléaire américain en construction, les « Projekt 627 » ont quatre années de retard quand le premier d'entre eux entre en service début 1959. En dépit de l'effort industriel colossal dirigé par l'ingénieur Peregoudov, le K-3 est déjà obsolète : en avril de la même année, l'US Navy sort le *Skipjack* en goutte d'eau, compact, silencieux et rapide... Faute de mieux, Moscou construit cependant treize Projekt 627. Le K-8 est le troisième, mis en service le 31 décembre 1959.

La grande faiblesse du K-8 tient à la plomberie complexe chargée d'apporter l'eau de refroidissement aux réacteurs, puis d'en extraire l'énergie sous forme de vapeur sous pression. Le 13 octobre 1960, la rupture d'une canalisation manque de causer la fonte d'un réacteur. Le navire entier est contaminé, un marin meurt et douze autres sont gravement irradiés.



Vladimir Alexeevitch Kachirsky est né le 31 mai 1930. Élève officier de

la Haute École de la marine balte en 1948, il en sort lieutenant en 1952. Puis il intègre la flotte du Nord où il reste jusqu'en 1971. Il sert d'abord sur des sous-marins diesel puis, à partir de 1955, sur des sous-marins nucléaires. De 1961 à 1965, il est second sur le sous-marin K-8. En août 1965, il est nommé commandant du K-21 et devient commandant adjoint de la division des sous-marins. Il est décoré de l'ordre de l'Étoile rouge (deux fois) et de la médaille russe du Courage. Il vit à Saint-Petersbourg.



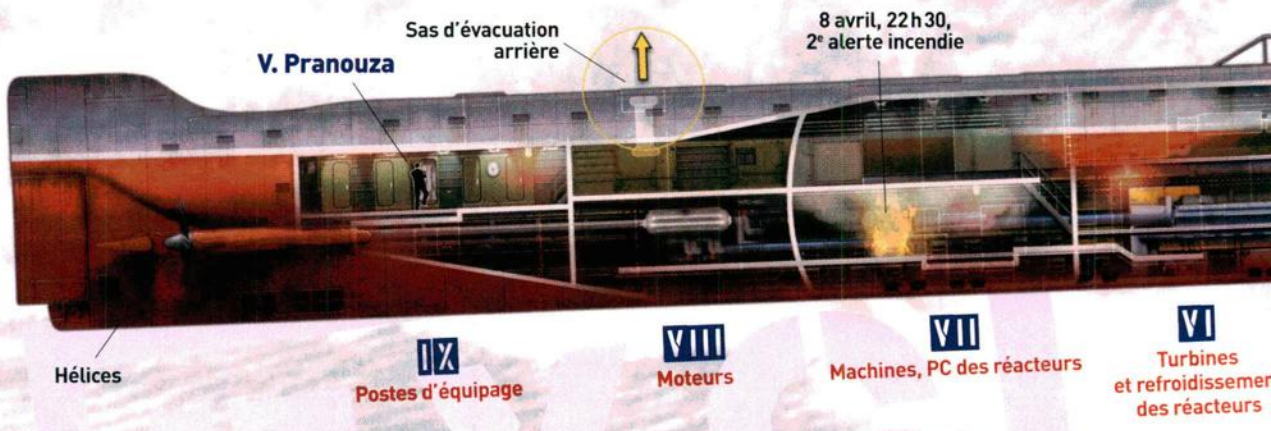
Stanislav Alexandrovitch Possokhine est né le 9 novembre 1945. Appelé en

1964, il étudie à l'école de la marine de Kronstadt avant d'être affecté sur le K-8 comme spécialiste des turbines. Un nouveau stage d'études en fait ensuite un spécialiste de la navigation. Après le naufrage, il a fini sa carrière capitaine de premier rang et vit à Astrakhan.



Vladimir Nikolaevitch Pranouza est né le 19 novembre 1948. Il est appelé

dans l'armée le 12 novembre 1968, étudie à Kronstadt avant d'être affecté à la flotte du Nord sur le K-8 où il est spécialiste des systèmes de refroidissement. Démobilisé en 1971, il vit à Retchitsa, en Biélorussie.



parlé des chandelles à oxygène, éparpillées partout...

V. Kachirsky : Non, les chandelles avaient été déposées dans les endroits adéquats. L'enquête n'a pas pu établir la cause de l'incendie. À mon avis, il a dû se produire un court-circuit dans le câblage électrique. En revanche, c'est vrai que les chandelles, une fois touchées par l'incendie, ont commencé à exploser et à alimenter le feu.

Que décidez-vous ?

V. Kachirsky : Il faut faire surface pour sauver l'équipage, mais pour ça, il faut que les réacteurs continuent à fonctionner. Remontés à 60 m, nous autorisons les officiers responsables — le capitaine de 3^e rang Khaslavski, le capitaine lieutenant Tchoudinov et les premiers lieutenants Tchougounov et Chostakovski — à quitter le PC du compartiment VII. Ils laissent partir les sous-officiers dans le compartiment VIII, mais eux restent sur place. Vous comprenez, si perdre le contrôle du compartiment III met l'équipage en péril, perdre celui des deux réacteurs nucléaires menace l'Europe entière. Il faut impérativement arrêter les réacteurs, en assurant leur refroidissement, ce qui implique de faire fonctionner les pompes. Le bateau a mis quatre à cinq minutes pour émerger, puis

Le K-8 est mu par deux hélices et autant d'arbres, solution classique éprouvée sur les U-Boote type XXI dont les Soviétiques (et les Américains pour le *Nautilus*) s'inspirent après 1945. Mais cet appareillage frotte dans l'eau. Il ruine les performances et se révèle de plus extrêmement bruyant, ce qui rend le navire très repérable.

il en a fallu une dizaine pour refroidir les réacteurs et baisser les barres de contrôle [qui piègent les neutrons responsables de la fission nucléaire dans le cœur du réacteur, NDLR]. Ce laps de temps a suffi à tuer les quatre officiers. Tchoudinov, avec une voix extraordinairement calme, nous a dit adieu : « *Nous n'avons plus d'oxygène. Nous restons ici. Sans rancune !* »

Pendant ce temps, que se passe-t-il à vos postes ?

S. Possokhine :

J'entends le bruit de l'air chassé dans les ballasts et je comprends que nous remontons en surface. Les générateurs qui alimentent le système de navigation sont remplacés par les batteries de secours et tout continue à fonctionner, tout comme l'éclairage d'urgence. Comme je ne reçois par d'ordre

de quitter mon quart, je reste... Je vois alors le marin Solonovitch qui porte son masque, mais sans ouvrir l'oxygène. Il étouffe. Alors je lui enlève le masque et je connecte les bouteilles. Bientôt, la chaleur devient insupportable. Je suis complètement trempé, mon poste

est envahi de fumée et je n'y vois presque plus rien. Alors je décide de monter sur la passerelle : personne. J'entends qu'on essaye de mettre en marche des générateurs diesel dans le compartiment IV et je veux y aller, mais la porte est fermée. Je me dirige donc vers la porte du compartiment II, fermée aussi. Je frappe. On me demande combien nous sommes, s'il y a du feu. Je dis que je suis seul et qu'il n'y a pas de flammes. Personne n'ouvre.

V. Pranouza : Du compartiment IX, à travers la porte fermée, on entend les hommes coincés dans le VIII qui frappent et qui crient : « *Ouvrez, ouvrez !* » Ça dure quelques minutes... et puis le silence. On sait qu'ils n'ont pas assez de respirateurs, car au moment de l'incendie ils étaient dix-neuf au lieu de neuf. C'est horrible, mais nous savons que si nous ouvrons, nous allons mourir aussi. Les cloisons, d'ailleurs, n'empêchent pas la fumée d'entrer et nous essayons de boucher les petits trous avec une sorte de mastic. Comme il n'y a pas assez de respirateurs IDA — le règlement en prévoit quatre et nous sommes dix-neuf —, nous utilisons les chandelles à oxygène. Avec précaution, pour ne pas déclencher une autre incendie. Pour rester calme, certains racontent des histoires drôles, les autres gardent le silence...



Khaslavski



Tchoudinov



Tchougounov



Chostakovski

Le K-8 embarque en principe comme **équipage** 107 marins (dont une trentaine d'officiers) – mais ils sont 125 lors de l'accident – pour des croisières de durée potentiellement infinie mais limitées par les vivres (et la résistance humaine) à deux mois. Leur chance de survie face aux sous-marins américains ? Elle est assurée par la vitesse du navire et sa profondeur d'immersion supérieure : 300 m contre 200.

8 avril, 22 h 30,
1^{re} alerte incendie



L'**armement** du K-8 comporte 8 tubes lance-torpilles de 533 mm (contre 6 au *Nautilus*), avec 24 torpilles à guidage acoustique et 4 torpilles anti-sous-marines à tête nucléaire (20 kilotonnes, soit 20 % de plus que la bombe d'Hiroshima). Les systèmes de détection actifs (sonar) et passifs (hydrophones) placés dans le menton restent très en deçà des équipements américains.

V Réacteurs nucléaires **IV** Groupes électrogènes **III** Passerelle, postes de commandement **II** Batteries, postes d'équipage **I** Torpilles

Les deux **réacteurs** de 70 MW sont positionnés l'un derrière l'autre, ce qui donne un navire allongé (109,8 m, contre 77 m au *Skipjack*) et augmente le déplacement : 4 750 t en plongée, 30 % de plus que le bâtiment américain. Bien mieux profilé et plus compact, ce dernier se contente de 15 000 ch, contre 35 000 au K-8, pour filer la même vitesse de 30 nœuds (55 km/h).

Le sous-marin fait surface vers 22 h 40. Que se passe-t-il alors ?

V. Kachirsky : À part dans les compartiments III et VII, les marins sont restés à leur poste, mais on ignore leur situation. Pachine, le chef mécanicien du bord, part voir ce qu'il se passe [les compartiments VI, V et IV sont progressivement évacués entre 22 h 50 et 0 h 20 ; seuls le lieutenant Gousev, commandant du groupe des turbines, ainsi que trois autres marins restent sur place, ce qui leur coûtera la vie, rapporte le journal de bord, NDLR]. Il faut également réparer la radio défaillante pour envoyer le signal de détresse, ce qui se révèle impossible. Ensuite, il faut évacuer les marins qui se trouvent à l'arrière du sous-marin par l'unique trappe qui s'y trouve, celle du compartiment VIII.

S. Possokhine : Vers minuit, je commence à manquer d'oxygène : un IDA suffit pour deux heures au repos, mais moins quand on bouge et qu'il fait chaud. Je retourne donc à mon poste et je prends le masque de réserve. À tâtons, je remplace le masque, je connecte les bouteilles. Pas facile, mais j'y parviens. Une fois mon souffle retrouvé, je décide de remonter sur la passerelle. Là, je vois le commandant Bessonov et le capitaine de 2^e rang Tkatchev. J'enlève le masque et je ressens un immense plaisir à respirer l'air... J'ai mal car je suis brûlé par endroits.

Quand je sors sur le pont, je vois que des marins tentent d'ouvrir la trappe du compartiment VIII. Mais ils n'y parviennent pas...

V. Kachirsky : Un marin du compartiment a chassé par erreur de l'air dans le compartiment VIII. La surpression empêche d'ouvrir la trappe. Finalement, quand nous y arrivons enfin à 2 heures du matin, trois hommes sortent. Les 16 autres sont morts ou vont mourir dans les heures qui viennent, intoxiqués. Dans ce compartiment était installée une infirmerie, où se trouvait un jeune enseigne opéré la veille. Le médecin Soloveï lui a donné son masque, un acte héroïque qui lui a coûté la vie.

V. Pranouza : Vers 2 h 30, le compartiment IX est enfin libéré et nous pouvons tous sortir sur le pont. Là, nous voyons nos camarades allongés, sans vie... C'est terrible.

Quel est le bilan à ce moment-là ?

V. Kachirsky : Nous comptons 30 morts sur 125 hommes, 14 corps sont restés dans le sous-marin. Seuls les deux compartiments de l'avant, I et II, restent accessibles, mais la fumée y pénètre aussi.

Pourquoi y a-t-il 125 hommes et non 107, selon l'effectif théorique ?

S. Possokhine : Il y a Kachirsky, qui supervise Bessonov ; l'officier du KGB qui surveille l'équipage, et puis l'OSNAZ, un détachement particulier

■ Sous-marins *November* : la classe tous risques

Le « *Projet 627* », connu sous le code OTAN de *November*, est lancé en novembre 1952 pour calmer une angoisse du Kremlin : les Américains ont mis sur cale en juin le *Nautilus* et la flotte soviétique n'a rien à opposer à cet engin révolutionnaire, auquel son réacteur nucléaire offre rapidité (43 km/h) et autonomie illimitée en plongée. Bien que physiciens et ingénieurs mettent les bouchées doubles, le premier K-3 (baptisé *Leninski Komsomo*) n'entre en service que le 4 juin 1958, près de quatre ans après son rival américain. Le K-3, pourtant, fait peur à Washington : avec deux réacteurs offrant 35 000 chevaux (contre 15 000 au réacteur du *Nautilus*), un *November* suit le porte-avions nucléaire *Enterprise* lancé à 57 km/h... Ces performances époustouflantes ont cependant été obtenues en brûlant les étapes et font des *November* des pièges mortels. Les treize *Projets 627* construits sont impliqués dans une bonne dizaine d'accidents graves où plus de 100 marins trouvent la mort, sans compter des dizaines d'irradiés au sort incertain et le relargage massif de radioactivité dans l'environnement. Mis en service le 31 décembre 1959, le K-8 souffre lui-même d'une rupture de canalisation de vapeur en 1960 (un tué, douze blessés), tandis que 39 marins sont tués en 1967 dans un feu à bord du K-3. Le dernier *November* quitte le service en 1992. Le K-3, ultime survivant, devrait devenir un musée à Mourmansk.

de guerre électronique chargé d'écouter les porte-avions américains et de déchiffrer leurs messages radio. Et enfin, il y a des conscrits en formation.

Ce sureffectif a-t-il un impact sur la survie ?

S. Possokhine : Je ne sais pas combien il y avait d'IDA à bord, mais je sais qu'il y en avait pour l'effectif théorique, plus des réserves. Je pense que le problème a été qu'au moment de l'incendie, la répartition à bord ne correspondait pas à celle des masques par section... L'IDA pèse 13 kg et occupe un espace énorme ; donc, physiquement, il est impossible de l'avoir en permanence sous la main.

Une **chandelle à oxygène** produit de l'oxygène en faisant réagir à haute température (600 °C) du chlorate de soude et du fer. La chandelle sert de dispositif d'appoint ou de secours dans les espaces confinés (sous-marins, avions, vaisseaux spatiaux...). La conjonction chaleur et oxygène fait de l'appareil un lance-flammes potentiel en cas de dommage, avec des conséquences gravissimes. Une chandelle défectueuse a ainsi causé la mort de deux marins britanniques à bord du sous-marin *Tireless* le 21 mars 2007.

Mis en service en 1962, le quadriturbopropulseur **Lockheed P-3 Orion** reste encore aujourd'hui le principal avion de patrouille anti-sous-marin de l'US Navy. Son équivalent dans la Royal Navy en 1970 est l'Avro **Shackleton**, introduit en 1951 et dérivé du fameux bombardier Lancaster.

La **flotte du Nord**, centrée à Severomorsk (près de Mourmansk, au nord de la péninsule de Kola, voir carte p. 11), regroupe les navires soviétiques opérant dans l'Atlantique. La moitié des sous-marins (soit environ 45 en 1970) y sont rattachés depuis la base de Gremikha (à l'est de la péninsule de Kola).



Ce badge commémoratif portant la date de l'accident est fièrement arboré par les survivants du K-8. Tous ont été médaillés, mais l'accident a été soigneusement caché au pays.

■ L'épave du K-8 représente-t-elle un danger ?

G&H a posé la question à **Alexandre Nikitine**, ancien sous-marinier soviétique et expert de l'ONG norvégienne Bellona, dont l'un des objectifs est d'alerter le monde sur les risques de pollution radioactive.

« Le risque, c'est que la corrosion attaque les enveloppes métalliques qui protègent le réacteur et que l'eau de mer se retrouve en contact avec le combustible nucléaire. L'accident du K-8 a eu lieu il y a presque quarante-quatre ans. *A priori* la corrosion a déjà fait son travail et les éléments radioactifs ont été libérés dans l'environnement. Ces éléments sont-ils dangereux ? Je n'ai pas les données pour l'évaluer. Mais l'épave est éloignée de la côte (1450 km) et se trouve à une grande profondeur (plus de 4000 m). Des quatre sous-marins soviétiques encore immergés, le K-8 est celui qui présente le moins de danger. C'est un sous-marin nucléaire de première génération, avec des réacteurs encore modestes et donc moins de combustible que dans les navires plus récents. S'il existe un péril, c'est à proximité immédiate du navire. Si l'on en croit par exemple le dernier rapport de surveillance du *Komsomolets*, qui a coulé en avril 1989, le danger disparaît dans un rayon de 50 à 100 m autour de l'épave. En clair, je ne vois pas de danger, en dehors d'une contamination possible des espèces de poissons et autres êtres vivants qui fréquentent ces profondeurs. »

Le navire se trouve alors en surface, désamarré, sans électricité et toutes les tentatives de transmissions radio échouent. Il fait beau, la mer est calme, le vent modéré. Commence une longue attente... Puis, à 14 h 15, le 9 avril, l'espoir apparaît à l'horizon.

V. Kachirsky : Un cargo canadien [qui est plus probablement américain, voir encadré p. 12] attaché au port de Toronto apparaît en effet. Au début, Bessonov et moi, nous hésitons, mais Argo Vill [l'homme du KGB, NDLR] nous autorise à le contacter. Nous voulons seulement leur demander d'utiliser leurs moyens radio pour alerter Moscou. Mais les Canadiens s'approchent de nous [à moins de 1000 m, selon le journal de bord, NDLR], font le tour du sous-marin et repartent. Ils doivent cependant informer Washington, car des avions américains **Orion** apparaissent. Si les Canadiens nous avaient aidés, la suite aurait pu être différente, car le cargo bulgare qui donne l'alerte n'apparaît que le jour suivant. Et pendant tout ce temps, l'incendie ravage le bateau...

Vladimir Belik, lieutenant-capitaine à l'époque, a déclaré que, au moment où l'équipage a constaté que le bateau était canadien, vous n'avez même pas essayé de demander son aide.

V. Kachirsky : Faux. Belik ne faisait pas partie du commandement et il ne pouvait pas savoir.

S. Possokhine : Quand les officiers voient que le cargo est canadien,

ils nous ordonnent de descendre à l'intérieur du sous-marin. Eux seuls restent en haut et le capitaine fait distribuer des armes. Qui sait ce qui peut se produire ? C'est la guerre froide et nous sommes prêts à tout.

V. Pranouza : Je ne sais pas ce qu'il s'est passé car je suis en bas, à ce moment-là... Mais selon les conversations que j'ai entendues plus tard, j'ai compris que le commandement n'avait pas demandé d'aide. En tout cas, un avion de patrouille Orion américain puis un **Shackleton** britannique nous tournent autour, larguent des bouées pour nous espionner, prennent des photos...

Enfin, le lendemain 10 avril à 7 h 30 arrive le cargo bulgare *Avior*...

V. Kachirsky : Grâce à lui, nous pouvons contacter enfin Moscou, par son port d'attache de Varna, car les Bulgares utilisent une autre fréquence et ne peuvent pas contacter la **flotte du Nord**. Comme le niveau de gaz carbonique s'élève même dans les compartiments intacts, nous décidons [vers 16 h 30, NDLR] d'évacuer 43 marins sur l'*Avior*. Pendant la nuit du 10 au 11 avril, trois navires soviétiques (le *Sacha Kovalev*, le *Komsomolets Litvy* et le *Kassimov*) viennent à notre rencontre. Des marins sont encore

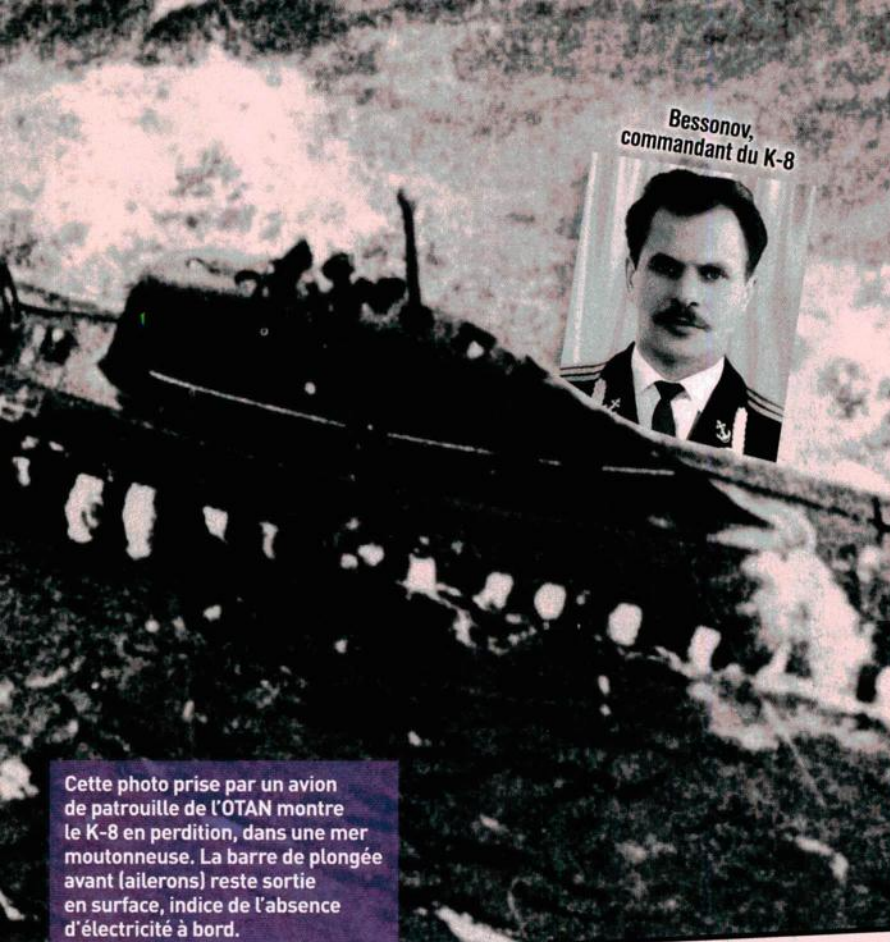
évacués sur un des navires et le *Komsomolets Litvy* tente de remorquer le K-8. Mais la mer forçait, les vagues soulèvent notre sous-marin à hauteur du pont du cargo et les câbles en acier cassent comme des ficelles. Le dernier bateau arrivé est un navire militaire de renseignement, le *Khariton Laptev*. J'y monte et je peux établir un contact complet avec Moscou.

V. Pranouza : Moi, je reste sur le K-8. La tempête est si violente qu'il faut fermer la trappe avant, car l'eau entre par en haut. Mais comme de l'oxyde de carbone pénètre dans les compartiments avant, des camarades perdent conscience... Pachine, le chef mécanicien, insiste alors pour nous faire transférer dans la baignoire [la passerelle au sommet du kiosque à l'air libre, NDLR]. Nous sommes serrés comme des sardines en boîte, mais au moins nous pouvons respirer... Le 11 au soir, Bessonov lance : « Ceux qui veulent quitter le navire, lèvent la main. » Personne ne se manifeste. Personne. Et Bessonov dit : « Dans ce cas, je vais choisir moi-même. » Et c'est ainsi que je quitte le K-8.

S. Possokhine : À 22 h 10, le 11 avril, trente d'entre nous encore à bord sont envoyés sur le *Kassimov*. Il ne reste à bord que vingt-deux hommes, dont le commandant

« J'ai compris que le commandement n'avait pas demandé d'aide au cargo canadien. »

VLADIMIR PRANOUSA



Bessonov, commandant du K-8

Cette photo prise par un avion de patrouille de l'OTAN montre le K-8 en perdition, dans une mer moutonneuse. La barre de plongée avant (ailerons) reste sortie en surface, indice de l'absence d'électricité à bord.

Bessonov, pour poursuivre les tentatives de remorquage. Nous devons les remplacer au matin du 12.

Mais à 6 h 20, le K-8 coule avec Bessonov et 21 marins. Pourquoi étaient-ils à bord ? Selon le rapport du chef mécanicien Pachine, de l'eau pénétrait dès le 9 avril dans les compartiments arrière et il réclamait l'évacuation de tout l'équipage.

V. Kachirsky : C'est vrai que l'arrière s'enfonçait. Pachine a proposé d'y transférer de l'air pour rétablir l'assiette, mais les réserves étaient épuisées. Et puis il y avait cette tempête de force 8...

La tempête s'est déclenchée dans la nuit du 10 au 11 avril et Pachine réclamait l'évacuation dès le 9 au soir.

V. Kachirsky : Mais qu'est-ce que cela veut dire, « évacuer » un sous-marin ? Cela veut dire l'abandonner ! Alors que les Canadiens, les Américains et les Anglais tournaient autour de nous comme des rapaces ?

Les instructions de Moscou ont-elles forcé Bessonov à rester à bord ? Sergueï Bodrikov, le capitaine du Khariton Laptev, a déclaré : « Il n'y a eu aucune instruction pour le sauvetage de l'équipage.

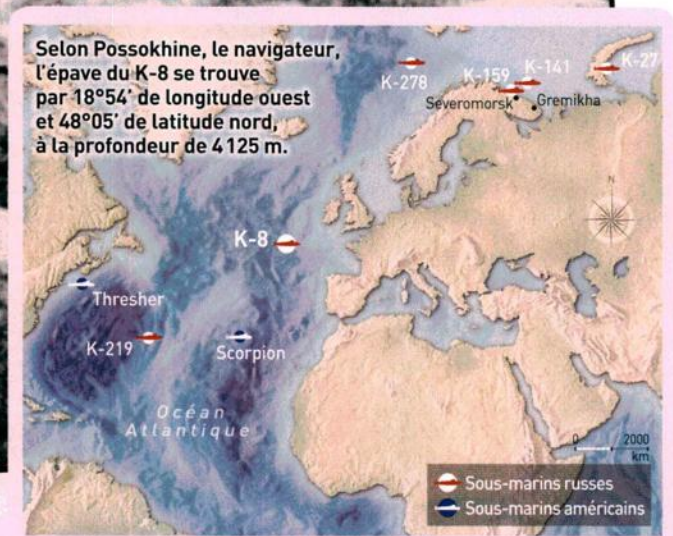
Moscou s'intéressait à l'état du sous-marin et à la possibilité de son sauvetage, mais pas au sauvetage des hommes. »

V. Kachirsky : Pas du tout ! Bessonov et moi donnions les ordres. Il est resté avec vingt et un volontaires indispensables pour le remorquage. Je devais le remplacer le lendemain... Sauf qu'il n'y a pas eu de lendemain... Nous étions entourés par des navires soviétiques et cela nous rassurait. Nous étions sûrs que l'aide viendrait : nous attendions l'arrivée de navires militaires proches. Et jamais un de nos sous-marins n'avait coulé en surface.

S. Possokhine : Un de mes amis est mort dans l'accident du 8 septembre 1967 sur le K-3 [voir encadré p. 9]. Il y a eu un incendie dans le premier compartiment, celui des torpilles, à cause d'un joint du système hydraulique qui devait être en cuivre mais qui était en caoutchouc... Pour éviter le pire, on a noyé le compartiment et ses trente-neuf hommes. Vous n'en trouverez pas mention. Selon la version officielle, ils sont morts d'une intoxication au monoxyde de carbone. Voilà ma réponse.

Le feu semble une plaie des sous-marins soviétiques.

S. Possokhine : Les *November* étaient des navires de première



Selon Possokhine, le navigateur, l'épave du K-8 se trouve par 18°54' de longitude ouest et 48°05' de latitude nord, à la profondeur de 4 125 m.

Au fond des océans, gisent sept sous-marins nucléaires

La marine soviéto-russe a perdu en mer cinq sous-marins nucléaires. Outre le K-8, premier de la liste, le K-219 (classe *Yankee I*) sombre le 3 octobre 1986 au large des Bermudes (explosion d'un missile contaminé par une fuite d'eau de mer, six morts). Le K-278 *Komsomols* (classe *Mike*) coule le 7 avril 1989 dans la mer de Barents (feu à bord, 42 morts). Le K-141 *Koursk* (classe *Oscar II*) est victime le 12 août 2000 de l'explosion d'une torpille (118 morts) en mer de Barents. S'ajoutent le K-159 (classe *November*), perdu lors de son remorquage le 28 août 2003 (neuf morts) en mer de Barents, et le K-27 (Projet 645 classé *November* mais différent), irrémédiablement contaminé en 1968 par un accident de réacteur (au moins 30 morts) et sabordé dans la mer de Kara en 1982. Les Américains ont, eux, perdu deux sous-marins. Le *Thresher* s'abîme le 10 avril 1963 au large du cap Cod (inondation en plongée, 129 morts). Le *Scorpion* est perdu le 22 mai 1968 (cause inconnue, 99 morts). L'épave du *Koursk* ayant été remontée en 2001, il reste donc sept sous-marins nucléaires au fond des mers, avec douze réacteurs et potentiellement vingt-deux têtes nucléaires (si elles n'ont pas été récupérées, les Américains disposant dès 1964 de sous-marins capables de descendre à 4 500 m). À l'exception du K-27, coulé par seulement 33 m, toutes les épaves se trouvent à des profondeurs évitant (en principe...) un risque grave de contamination radioactive.

génération. C'était la course aux armements, la guerre froide. Il fallait faire vite et on partait en mission même si certains éléments n'étaient pas achevés ou testés.

V. Kachirsky : Au total, sur le K-8, j'ai connu trois accidents et j'ai d'ailleurs été irradié, mais ce n'est pas beaucoup pour un navire de première génération. C'est comme cela qu'on apprend... Les systèmes

L'équipage du K-8 pose à Gremikha en 1969, avant l'arrivée du commandant Bessonov. L'état d'esprit reflété par cette image est étrange: les marins, notamment les officiers, ont l'air résignés. Fatigue après une longue mission? Pressentiment de la catastrophe? Leur navire, il est vrai, a mauvaise réputation. Il a subi au moins trois accidents avant 1970.



Le titre de **héros de l'Union soviétique**, créé en 1934, est le plus prestigieux décerné aux citoyens militaires ou civils pour actes de bravoure. L'**ordre de l'Étoile rouge**, institué en 1930, récompense également la bravoure. L'**ordre d'Ouchakov**, créé en 1944, est une preuve de valeur exceptionnelle réservée aux marins.

énergétiques étaient le maillon le plus faible — surtout les générateurs de vapeur. Je ne pense pas que les Américains aient ignoré les problèmes de ce genre. Vous pensez qu'ils ont eu moins d'accidents? Non, ils les cachent mieux et c'est tout!

Y a-t-il eu des sanctions contre l'équipage?

S. Possokhine: Non. Trois jours après le naufrage, nous sommes

arrivés à Severomorsk [la base de la flotte du Nord]. De là, nous sommes partis à Chtchouk-Ozero, une base de repos, où nous avons été pris en charge par les médecins. En même temps, la commission d'État, avec l'amiral Kassatonov à sa tête, a mené son enquête. Ils ont fait venir un sous-marin de même type. On nous interrogeait, en posant beaucoup de questions. Il fallait se souvenir de tous les détails: où on avait été, à quel moment, ce qu'on faisait à tel moment, etc.... Nous avons passé dix-sept jours sur place avant de retourner à Gremikha, d'où nous avons été envoyés en vacances. De retour, nous avons tous été décorés lors d'une réunion solennelle.

V. Kachirsky: Tous les officiers et les morts ont été décorés de l'**Étoile rouge**. Bessonov a été décoré à titre posthume de la médaille de **Héros de l'Union soviétique**. Les marins survivants ont été décorés de l'**ordre d'Ouchakov**. Moi, j'ai eu l'Étoile rouge.

Les réacteurs et les quatre torpilles nucléaires à bord présentent-ils un risque?

V. Kachirsky: Aucun. Les armes sont bien protégées et l'épave se trouve à plus de 4 000 m de profondeur.

Avez-vous signé un document où vous vous engagiez au silence?

S. Possokhine: Non. En revanche, trois ans après la catastrophe,

quand le monument dédié aux morts du K-8, financé par notre équipage, a été inauguré à Gremikha, personne ne nous en a informés pour que nous assistions à la cérémonie.

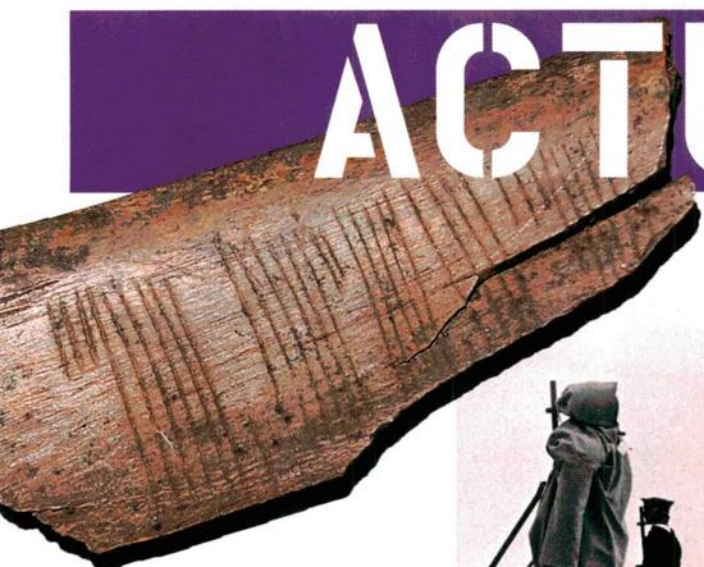
Épilogue: En avril 1970, les journaux soviétiques célèbrent le fastueux centenaire de la naissance de Lénine, mais ne font nulle mention du K-8... « C'est le prestige du pays mais pas la vie de ses citoyens qui comptait pour nos dirigeants », résume Tamara Khaslavskaja, veuve d'un marin tué. *Même quand l'État a décoré les victimes, rien n'a été organisé. On nous a convoqués au voenkomat [commissariat militaire local, NDLR] et un officier nous a donné le livret de décoration, sans la médaille: à quoi bon gaspiller des métaux précieux pour des morts? »* ■

Pour en savoir +

- *La Dramatique Histoire des sous-marins nucléaires soviétiques*, Lev Giltsov, Nicolai Mormoul, Leonid Ossipenko, Robert Laffont, 1992.
- *Disasters of the Deep*, Edway Gray, Pen & Sword, 2003.
- *Rising Tide, the Untold Story of the Russian Submarines that Fought the Cold War*, Gary Weir, Walter Boyne, Basic Books, 2003.
- *Le Naufrage du K-219*, Peter Huchthausen, Igor Kourdine, R. Alan White, Presses de la Cité, 1998.

L'avis de la rédaction de G&H

Ces trois témoignages sont exceptionnels: c'est la première fois, à notre connaissance, que la catastrophe du K-8 est ainsi évoquée en détail en Occident. L'affaire, en revanche, n'a rien d'exceptionnel: les accidents ont été nombreux dans la flotte sous-marine soviétique, construite vite et mal dans l'espoir illusoire de rattraper le retard pris sur les Américains. Si le déroulement de l'accident semble désormais clair, il reste des zones d'ombre. Outre l'origine étrange du double court-circuit fatal, l'identité du cargo canadien qui « refuse » son assistance, acte impardonnable en mer, est mystérieuse. Selon le livre de bord du K-8, reconstitué après le naufrage, il s'agirait du *Clyde Ore*. Reste que ce cargo construit à Hambourg en 1960 bat pavillon américain en 1970. Huit navires de ce type ont été construits, dont trois ont fini effectivement au Canada en 1976. S'agit-il d'une confusion? En outre, les officiers du K-8 (dont Kachirsky était le chef) ont-ils réellement demandé de l'aide à ce cargo? Les dires de certains de nos témoins permettent d'en douter. Enfin, maintenir des marins dans un navire en perdition par une tempête épouvantable ne plaide guère en faveur du respect des vies humaines... La peur d'abandonner un sous-marin ultrasécrit a dû jouer sans aucun doute. On le reverra dans la catastrophe survenue sur le K-219 en 1986, où l'équipage miraculeusement sauvé (après un probable sabordage organisé par le capitaine) aura les pires ennuis car on leur reprochera de ne pas avoir tout fait pour sauver le navire.



La pierre de Rosette du code viking déchiffrée

« Embrasse-moi » : tel est le sens (surprenant) d'un message viking écrit en runes codées. Vieux de 800 ans, il vient d'être déchiffré pour la première fois par un chercheur de l'université d'Oslo, K. Jonas Nordby. Malgré la frivolité apparente du propos, retrouvé sur une pièce de bois (ci-dessus) enfouie sous le port de Bergen et signée de deux garçons, « Sigurd » et « Lavrans », la découverte est de taille pour les runologues, confrontés à tout un corpus encore mal compris. Ce code dit « de jötunvillur » révèle que les peuples nordiques n'usaient pas des runes pour communiquer de précieux secrets, mais pour s'échanger des informations très prosaïques, un peu à la façon de nos SMS actuels. « *Voire*, ajoute K. Jonas Nordby, pour apprendre le langage et se défier de pouvoir déchiffrer le sens caché » de ce « texto » du XIII^e siècle. Reste maintenant à savoir ce que d'autres décryptages vont donner. ■ M. P.



27 décembre 1960, Reggane (Sahara algérien). Lors de ce 3^e essai nucléaire français, des mannequins sont habillés comme des militaires pour étudier la protection du personnel.

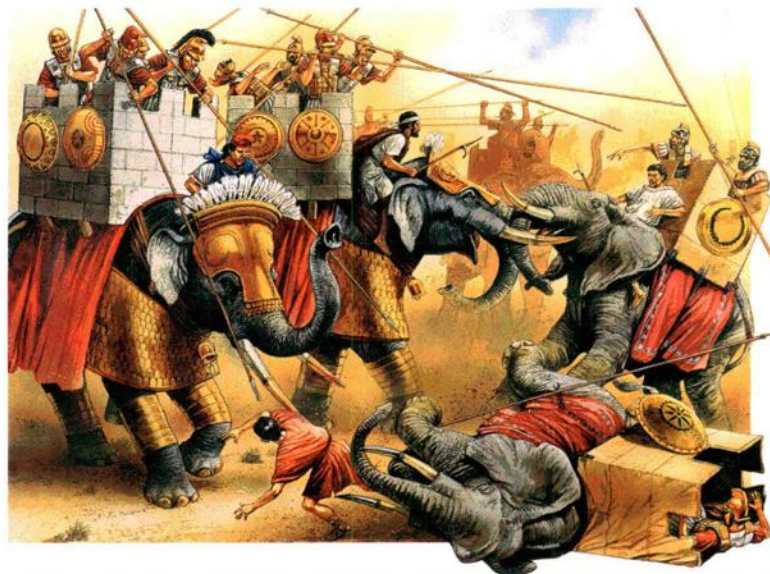
Les essais nucléaires français sont retombés plus loin qu'on ne l'a admis

Déclassifiée en avril 2013 et révélée en février dernier par le quotidien *Le Parisien*, une carte des retombées des essais nucléaires français dans le Sahara provoque un début de scandale en Algérie et en Afrique subsaharienne. Ce document démontre que les particules radioactives produites par les essais atmosphériques menés au début des années 1960 se sont disséminées dans toute l'Afrique occidentale, atteignant le golfe de Guinée en une semaine, et en Méditerranée, touchant non seulement le Maghreb mais aussi les côtes espagnoles et la Sicile. Si cette carte constitue une preuve de plus de la dissimulation par

les autorités françaises de leur connaissance des effets des tests, les faits eux-mêmes n'ont rien d'une découverte. Des études médicales ont de longue date démontré que l'ensemble des essais nucléaires aériens des différentes puissances de l'atome – France, États-Unis, URSS, Grande-Bretagne, Chine... – a eu sur la santé des hommes de la planète des conséquences sévères, en particulier une hausse du nombre de cancers. Le document pourrait cependant donner lieu à des poursuites judiciaires contre l'État, la perspective de compensation financière aidant... ■ B. B.

La génétique démolit le scénario de la bataille de Raphia en -217

Les éléphants jouent un rôle clé dans la bataille de Raphia (217 av. J.-C.) qui oppose en Palestine deux lointains héritiers d'Alexandre le Grand, Ptolémée IV d'Égypte et Antiochos III de Syrie : si l'on en croit l'historien grec Polybe, source principale, les éléphants d'Afrique du premier auraient eu peur des éléphants d'Asie du second, plus gros. Affirmation incohérente, car les seconds sont en réalité de taille inférieure. Ptolémée (vainqueur *in fine*) aurait-il utilisé des éléphants de forêt, plus petits que leurs cousins des savanes ? Cette explication classique ne tient pas, affirme l'Américain Alfred Roca, généticien à l'université de l'Illinois (Urbana-Champaign) : en analysant l'ADN des éléphants d'Érythrée, patrie certifiée des animaux recrutés par Ptolémée, il montre que ces pachydermes sont bien en réalité apparentés aux animaux de savane. Polybe a dû se tromper quelque part... Ou bien les animaux d'Afrique, plus difficiles à domestiquer, ont-ils refusé la guerre des hommes ? ■ P. G.

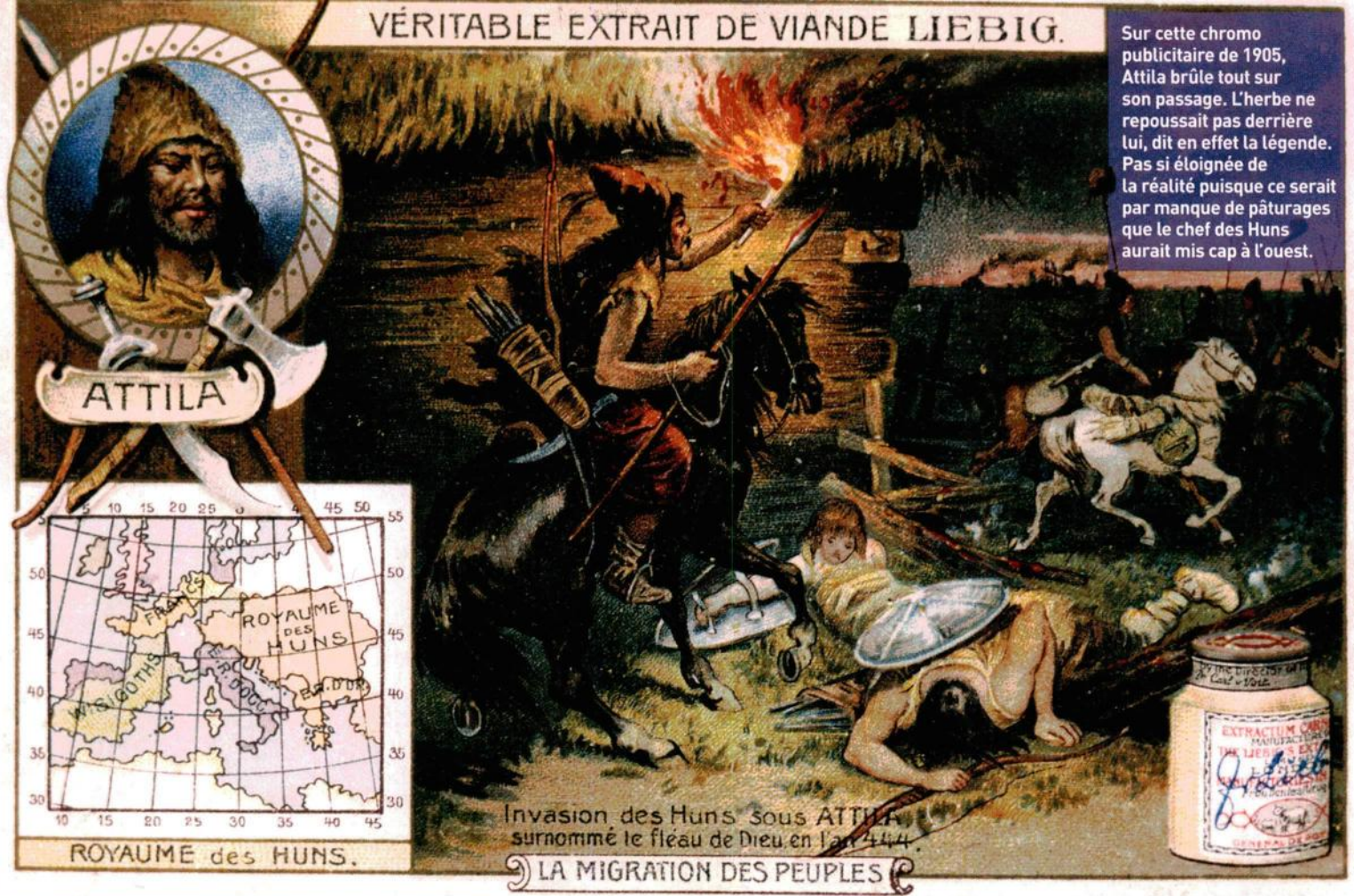


En chiffres

10 millions. C'est le nombre de morts de la Grande Guerre toutes nations confondues, soit 1,5 million de plus que les statistiques officielles, selon une nouvelle étude de l'historien Antoine Prost qui inclut les soldats morts de maladie une fois rentrés chez eux et les victimes de commotion cérébrale, effet secondaire des bombardements. ■ M. P.

Peste de Justinien (541-767, 30 à 50 millions de morts) et peste noire (1347-1352, 50 à 100 millions de morts), deux des pires épidémies de l'histoire de l'humanité, auraient été causées par la même bactérie *Yersinia pestis*, selon une équipe internationale de biologistes... On a retrouvé un os pelvien du roi anglais de Wessex Alfred le Grand (846-899)... ou de son fils Édouard l'Ancien (874-924). Alfred est devenu « grand » en repoussant temporairement les invasions vikings... Les cerfs de la frontière germano-tchèque ont intégré

Sur cette chromo publicitaire de 1905, Attila brûle tout sur son passage. L'herbe ne repoussait pas derrière lui, dit en effet la légende. Pas si éloignée de la réalité puisque ce serait par manque de pâturages que le chef des Huns aurait mis cap à l'ouest.



Invasion des Huns sous ATTILA surnommé le fléau de Dieu en l'an 444

LA MIGRATION DES PEUPLES

Les Huns chassés des steppes par la sécheresse

C'est parce que le manque d'eau avait ruiné l'écosystème de la steppe que les invasions hunniques du VI^e s. auraient été provoquées, forçant ces nomades asiatiques à migrer vers l'ouest en quête de contrées plus accueillantes pour leurs bêtes et leurs clans. Cette thèse audacieuse émise par Edward Cook, paléoclimatologue à l'université Columbia (New York), vient combler un vide. Si l'on connaît en effet les facteurs qui ont déclenché le déferlement des vagues barbares sur la façade occidentale de l'Europe de la fin du IV^e s. jusqu'aux Mongols de Gengis Khan parvenus en Europe de l'Est en 1236, les historiens n'ont que peu d'indices sur le parcours des Huns d'Attila, partis des rives de la Volga en 370 et établis en Pannonie (actuelle Hongrie) au début du V^e s., pour s'attaquer à l'Empire romain d'Occident en 447-453 et précipiter sa ruine définitive.

En fait, affirme Edward Cook dans son étude, ce sont au total trois mégasécheresses (*megadroughts*) qui auraient frappé l'Asie centrale sur une période allant de 360 à 550. La première, la pire des trois, coïncide parfaitement avec le début de la grande migration hunnique. La deuxième, survenue dans les années 430, aurait atteint son paroxysme en 480. La troisième, autour de 550, correspond exactement à l'arrivée des Avars dans les plaines d'Europe de l'Est. Pour en arriver à cette constatation, Cook a décortiqué les oscillations du phénomène climatique appelé El Niño (ou ENSO : *El Niño Southern Oscillations*) dont les scientifiques disposent d'une modélisation historique complète sur 2000 ans grâce à l'étude de stries d'arbres au Mexique, en Nouvelle-Zélande et dans le centre nord de la Chine. Cet épisode de réchauffement irrégulier (sa fréquence est de deux

à sept ans) de l'océan Pacifique sur les côtes occidentales de l'Amérique finit par impacter toute la planète, en alternance avec un épisode de rafraîchissement appelé La Niña. C'est ainsi que, par une série de rebonds climato-météorologiques successifs, le régime des pluies de mars à juin en Asie centrale, vital pour les steppes, est perturbé dans le sens de l'abondance ou de la pénurie. Une succession d'épisodes particulièrement accentués du tandem Niño/Niña aurait ainsi engendré le mécanisme de l'invasion selon le scénario suivant. Un Niño accompagné de pluies abondantes, favorables aux pâturages, aurait permis aux nomades de construire leurs forces. Puis seraient intervenues les Niña supersèches évoquées plus haut... « *Il est concevable, écrit Edward Cook, que cette période d'intense aridité ait incité les Huns nomades à chercher de*

meilleures conditions de vie plus à l'ouest de leur habitat traditionnel, jusqu'aux portes orientales de l'Empire romain, ce processus migratoire s'accompagnant naturellement d'invasions et de conquêtes » à la force de l'épée. Notez la prudence du propos : le chercheur préfère en effet attendre que des fouilles archéologiques puissent venir étayer ce qui selon lui demeure « *une simple hypothèse, appelée à être confirmée ou invalidée* ». En attendant, on connaît au moins les raisons de la fin des invasions : les hordes d'Attila et leurs alliés goths (voir G&H n° 10, p. 70) sont stoppés en Gaule en 451 par une coalition romano-barbare lors de la bataille des champs Catalauniques (près de Châlons-en-Champagne), avant de refluer en désordre sur les Alpes et l'Italie du nord. Et de disparaître à jamais... ■ Maurin Picard

dans leur comportement territorial l'existence du rideau de fer, révèlent des zoologistes tchèques. Les animaux ne franchissent pas l'ancienne frontière, en dépit du démontage des obstacles ••• La frégate *Hermione*, réplique du navire de Lafayette aux États-Unis en 1780, fera sa première escale à Bordeaux en octobre prochain avant ses essais en haute mer ••• Grosse colère au Bangladesh à cause du film *Gunday* : cette production de Bollywood présenterait la guerre d'indépendance du pays sous l'angle unique d'un conflit



Claus Schilling, à son procès en 1946. À Dachau, ce spécialiste de médecine tropicale teste des médicaments antipaludisme sur un millier de détenus. 30 à 40 % n'y survivent pas.

Les SS voulaient recruter des moustiques pour répandre le paludisme

La présence d'un institut d'entomologie à Dachau s'éclaire d'un nouveau jour : on savait que le Reichsführer avait la phobie des mouches, que les SS étudiaient le typhus, propagé par les puces, qui ravageait les camps... Mais les SS s'intéressaient aussi au paludisme montre l'historien allemand Klaus Reinhardt, de l'université de Tübingen. Et pas seulement, comme on le pensait, pour se protéger d'une éventuelle attaque : ils étudiaient bien comment propager la maladie – ce que confirment les recommandations du chef de l'institut, Eduard May, à la recherche d'une espèce de moustique assez résistante pour un épandage. May, à la différence de son collègue médecin Claus Schilling (pendu en 1946), refuse cependant l'inoculation du paludisme sur les détenus et le projet reste embryonnaire. Il semble cependant que May ait également tenté de travailler sur la peste. ■ P. G.

La correspondance privée d'Heinrich Himmler déçoit les historiens

Émoi dans la communauté des historiens du III^e Reich : les lettres d'Heinrich Himmler à sa femme Marga (ci-contre, avec leur fille Gudrun), que l'on croyait perdues, ont réapparu après un parcours obscur en Israël – où elles ont inspiré un film à la réalisatrice Vanessa Lapa, *Der Anständige* (« Le décent »), présenté au festival de Berlin cette année – et sont traduites en français*. Il n'y a guère



de doute sur l'authenticité des quelque 700 lettres (!) d'Himmler à sa femme de 1927 à 1945. En revanche, leur intérêt historique est discutable. Le Reichsführer SS

Hambourg recycle ses indestructibles tours de Flak

Les Flaktürme (tours de DCA) qui, depuis trois quarts de siècle, défigurent le centre urbain de Berlin, Vienne et Hambourg, pourraient avoir enfin retrouvé une raison d'être. En béton armé quasi invulnérable, elles présentent toutes les qualités requises pour servir de centrale électrique et alimenter un réseau de chaleur. Telle est l'expérience lancée dans la cité hanséatique, où l'un de ces trois hideux blockhaus a été recouvert de panneaux photovoltaïques, tandis que ses flancs abritent désormais un réservoir de plusieurs millions de litres d'eau. De quoi pourvoir solidement 3000 foyers en chauffage et 1000 autres en électricité. ■ M. P.



IBA HAMBURG

raconte bien à Marga sa vie quotidienne, mais il reste toujours flou sur ses missions. Ainsi, il ne fait aucune mention de ses inspections dans les camps d'extermination et ne donne guère de détails. « Dans les jours qui viennent je serai à Lublin, Zamosc, Auschwitz, Lemberg [Lviv], puis à nouveau au quartier général », écrit-il le 15 juillet 1942, et ainsi de suite... Après la biographie d'Himmler écrite par Peter Longerich (éditions Héloïse d'Ormesson, 2008), on n'apprend donc rien. Les amateurs d'études socio-psychologiques curieux de savoir comment une idylle familiale peut

Il y a 750 ans...

Simon de Montfort battait le roi Henri III d'Angleterre.

Opposant les nobles révoltés menés par Simon V de Montfort, 6^e Earl de Leicester (et sans lien de parenté avec le duc de Bretagne homonyme), aux loyalistes d'Henri III Plantagenêt, la bataille de Lewes, le 14 mai 1264, marque une étape importante dans l'érosion du pouvoir royal au profit de l'aristocratie parlementaire en Angleterre. Lewes, tout près de Brighton sur la côte sud anglaise, est un épisode de la « seconde guerre des Barons » (1264-1267), l'une des nombreuses guerres civiles que connaît l'Angleterre jusqu'au xvii^e s. Victorieux à un contre deux, les barons y rencontrent un succès éphémère : ils seront vaincus l'année suivante à Evesham, où leur chef Montfort est tué. Mais ce dernier aura eu le temps de mener une œuvre réformatrice, certes cassée par les Plantagenêts restaurés, mais dont l'héritage restera dans les mémoires : soumission de la monarchie au Parlement et à la loi, élargissement du Parlement aux représentants de la gentry non noble. ■ B. B.

se conjuguer avec le meurtre de masse trouveront plus de réponses dans les travaux de l'historien de la Shoah Christopher Browning que dans cette ennuyeuse correspondance. ■ Y. McL.
* *Heinrich Himmler d'après sa correspondance avec sa femme, 1927-1945*, Michael Wildt et Katrin Himmler, Plon, 22 €.

indo-pakistanaï ••• Quatre résistants français entrent au Panthéon, sur décision de François Hollande : Germaine Tillion, Geneviève de Gaulle-Anthonioz, Pierre Brossolette et Jean Zay ••• La Hongrie repousse l'édification d'un monument controversé qui présente le pays et ses Juifs comme pures victimes de l'agression nazie. Passant sous silence l'alliance étroite conclue entre Berlin et le régime fasciste du régent Miklos Horthy ••• Le porte-avions américain *Forrestal*, premier supercarrier de l'US Navy, part à la ferraille au Texas.



France, 1939-1940

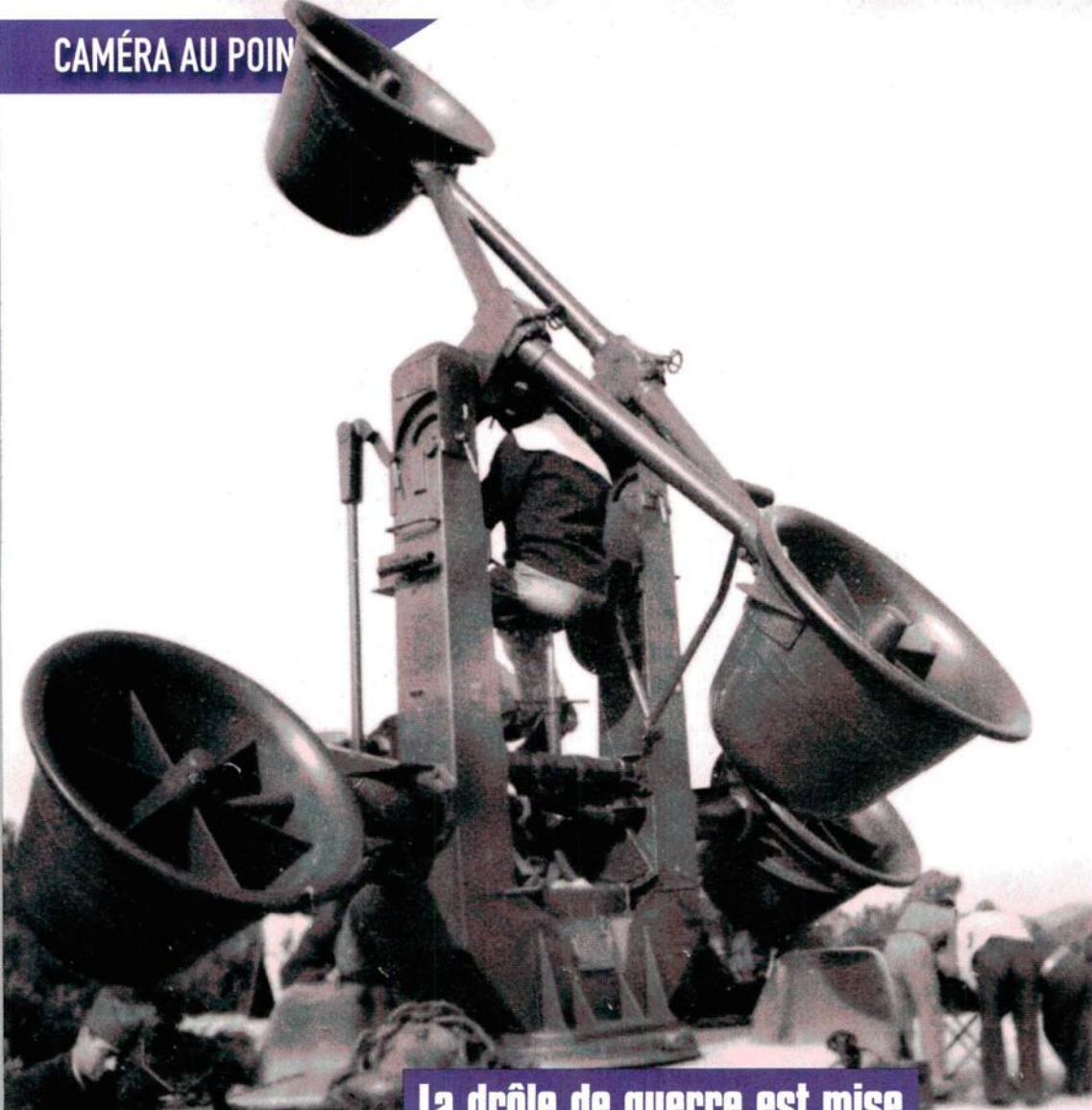
L'armée de l'air avant la tourmente

En septembre 1939, l'armée de l'air est précipitée dans la guerre alors qu'elle est engagée, depuis que son réarmement a enfin décollé, dans un processus qui vise à la moderniser en profondeur. Ses chefs profitent du répit inespéré que constitue la drôle de guerre pour la préparer à une offensive allemande jugée inévitable.

Par Patrick Facon, historien • Photos : Service cinématographique de l'armée de l'air

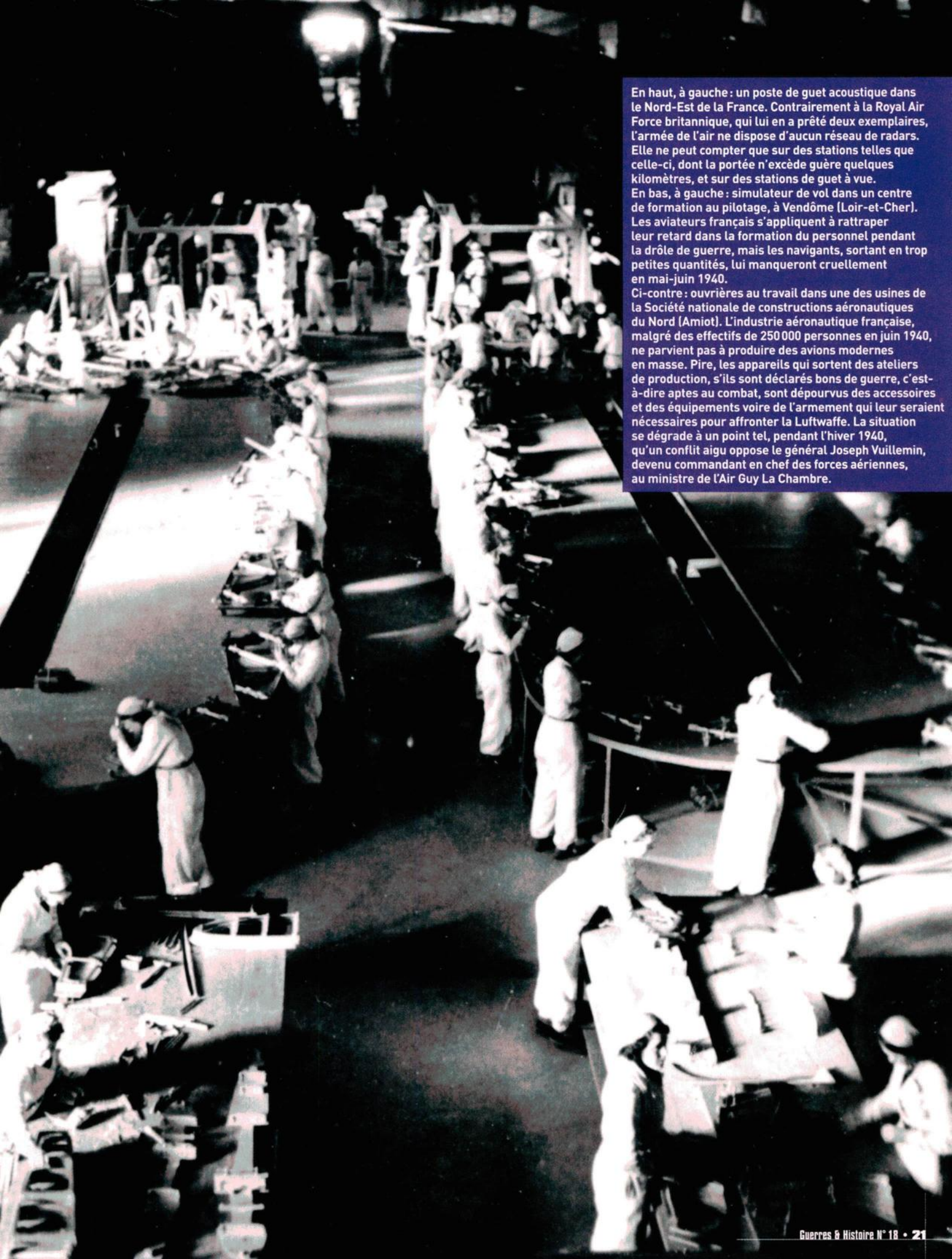


Des Breguet 693 procèdent à un exercice de bombardement à très basse altitude au-dessus du polygone de tir de Vernon (Eure), le 14 avril 1940. Deux ans auparavant, le général Joseph Vuillemin, chef d'état-major général de l'armée de l'air, confronté au problème de l'appui aux forces terrestres, a choisi de privilégier l'attaque à grande vitesse, en vol rasant. Rejetant le principe de doter les forces aériennes de bombardiers en piqué, tels qu'en emploie la Luftwaffe, il préfère recourir à cette méthode préconisée par le théoricien italien Amedeo Mecozzi, un des adversaires les plus résolus de Giulio Douhet (voir G&H n° 2, p. 90). Las ! La doctrine française est brutalement et définitivement invalidée le 12 mai 1940. Des Breguet 693 et 695 lancés à l'attaque de colonnes motorisées allemandes dans le secteur de Tongres, en Belgique, sont décimés ce jour-là par la Flak (14 avions perdus ou gravement endommagés sur les 18 engagés).



La drôle de guerre est mise à profit pour tenter de rattraper les retards en matériel et en pilotes formés.





En haut, à gauche : un poste de guet acoustique dans le Nord-Est de la France. Contrairement à la Royal Air Force britannique, qui lui en a prêté deux exemplaires, l'armée de l'air ne dispose d'aucun réseau de radars. Elle ne peut compter que sur des stations telles que celle-ci, dont la portée n'excède guère quelques kilomètres, et sur des stations de guet à vue.

En bas, à gauche : simulateur de vol dans un centre de formation au pilotage, à Vendôme (Loir-et-Cher). Les aviateurs français s'appliquent à rattraper leur retard dans la formation du personnel pendant la drôle de guerre, mais les navigants, sortant en trop petites quantités, lui manqueront cruellement en mai-juin 1940.

Ci-contre : ouvrières au travail dans une des usines de la Société nationale de constructions aéronautiques du Nord (Amiot). L'industrie aéronautique française, malgré des effectifs de 250 000 personnes en juin 1940, ne parvient pas à produire des avions modernes en masse. Pire, les appareils qui sortent des ateliers de production, s'ils sont déclarés bons de guerre, c'est-à-dire aptes au combat, sont dépourvus des accessoires et des équipements voire de l'armement qui leur seraient nécessaires pour affronter la Luftwaffe. La situation se dégrade à un point tel, pendant l'hiver 1940, qu'un conflit aigu oppose le général Joseph Vuillemin, devenu commandant en chef des forces aériennes, au ministre de l'Air Guy La Chambre.



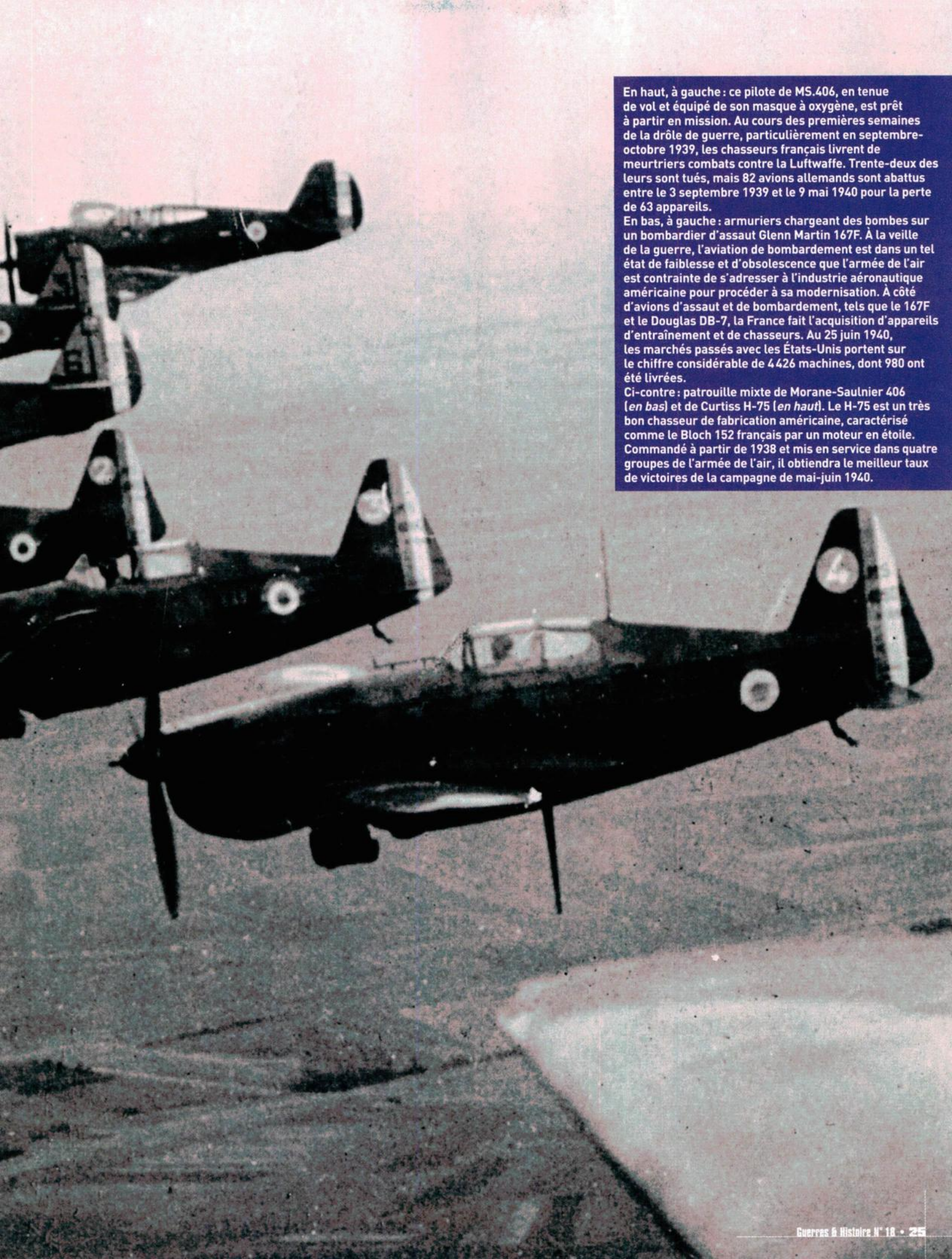
**En mai, la chasse française
dispose de trop peu d'appareils modernes
capables de rivaliser avec ceux de la Luftwaffe.**



À la veille de l'offensive allemande à l'Ouest, l'aviation de chasse française, malgré la priorité qui lui a été accordée dans les plans de réarmement, dispose d'une majorité d'appareils inférieurs à ceux de la Luftwaffe tels que le Morane-Saulnier 406 (voir p. 25). En juin 1940, l'armée de l'air n'aura reçu que fort peu des machines modernes qui lui ont été promises, comme le Dewoitine 520 (ci-contre), et aucun Arsenal VG.33, sur lequel sont fondés de grands espoirs. C'est avec moins de 700 pilotes qu'elle affronte la Luftwaffe allemande et la Regia Aeronautica italienne lors de la bataille de mai-juin 1940. Plus de la moitié, soit 362, sont tués et blessés ou disparaissent au combat, lors de ces six semaines tragiques, révélant l'ampleur des sacrifices que cette spécialité a consentis. Les pertes s'accroissent à un tel rythme que, pour alimenter en personnel les unités engagées en première ligne, le général Vuillemin est contraint de prélever dans les centres de formation les moniteurs ainsi que leurs avions.



Pour moderniser son aviation
de bombardement, l'armée de l'air se tourne
vers l'industrie aéronautique américaine.



En haut, à gauche : ce pilote de MS.406, en tenue de vol et équipé de son masque à oxygène, est prêt à partir en mission. Au cours des premières semaines de la drôle de guerre, particulièrement en septembre-octobre 1939, les chasseurs français livrent de meurtriers combats contre la Luftwaffe. Trente-deux des leurs sont tués, mais 82 avions allemands sont abattus entre le 3 septembre 1939 et le 9 mai 1940 pour la perte de 63 appareils.

En bas, à gauche : armuriers chargeant des bombes sur un bombardier d'assaut Glenn Martin 167F. À la veille de la guerre, l'aviation de bombardement est dans un tel état de faiblesse et d'obsolescence que l'armée de l'air est contrainte de s'adresser à l'industrie aéronautique américaine pour procéder à sa modernisation. À côté d'avions d'assaut et de bombardement, tels que le 167F et le Douglas DB-7, la France fait l'acquisition d'appareils d'entraînement et de chasseurs. Au 25 juin 1940, les marchés passés avec les États-Unis portent sur le chiffre considérable de 4426 machines, dont 980 ont été livrées.

Ci-contre : patrouille mixte de Morane-Saulnier 406 (*en bas*) et de Curtiss H-75 (*en haut*). Le H-75 est un très bon chasseur de fabrication américaine, caractérisé comme le Bloch 152 français par un moteur en étoile. Commandé à partir de 1938 et mis en service dans quatre groupes de l'armée de l'air, il obtiendra le meilleur taux de victoires de la campagne de mai-juin 1940.

En 1939, l'armée de l'air, comptant sur l'aide britannique dans ce domaine, a volontairement sacrifié la modernisation de son aviation de bombardement. L'Amiot 143, en service dans plusieurs groupes de cette spécialité, a été développé au début des années 1930. Il n'en sera pas moins engagé (en vain) contre les divisions Panzer devant Sedan, en mai 1940.



En mai 1940, l'armée de l'air a perdu la course contre la montre engagée neuf mois plus tôt.

« **L'**infériorité de notre aviation est la cause principale, matériellement et moralement, de la défaite sur la Meuse », claironne le général Gamelin, commandant en chef des armées françaises en 1939.

Ce jugement et beaucoup d'autres de même nature en disent long sur le ressentiment à l'égard d'une armée de l'air accusée de tant de maux. Une armée de l'air à laquelle les grands chefs n'ont pas encore pardonné son indépendance acquise à grand-peine en avril 1933. En mai 1940, à la veille de l'offensive générale allemande à l'Ouest, cette armée n'est âgée que de sept ans. Et souffre à l'évidence de nombre de maladies de jeunesse qui en grèvent lourdement l'efficacité.

La méfiance est extrême entre une armée de l'air qui redoute de revenir dans l'orbite des forces terrestres, qu'elle vient tout juste de quitter, et une armée de terre qui craint de ne plus avoir de moyens aériens capables de lui apporter son soutien. Il s'ensuit des luttes exténuantes qui aboutissent à la création de structures de commandement redondantes et contre-productives sur lesquelles chacun des deux partenaires entend exercer son autorité propre. C'est ainsi que, à la veille de la campagne de 1940, l'aviation est scindée en deux tronçons hermétiques, au mépris de l'efficacité opérationnelle : les forces aériennes réservées (chasse, bombardement, reconnaissance stratégique), dépendant de l'armée de l'air ; les forces aériennes de coopération,

bien trop nombreuses au demeurant, affectées en propre à l'armée de terre. Pire, au nom d'un principe suranné, hérité tout droit de la Grande Guerre, près de 50 % des formations de chasse dépendent des armées terrestres. Portés par le rêve d'autonomie opérationnelle qui les conduit à privilégier une aviation stratégique, les pilotes, quant à eux, négligent la mission essentielle d'appui des forces au sol. Le désordre est complet.

Les lauriers de 1914 ont fané

Alors qu'elle a fourni un effort considérable en 1914-1918 (50 000 avions et 93 000 moteurs produits), l'industrie aéronautique française s'est endormie sur ses lauriers. Elle s'est engagée dans un déclin technique dont elle ne parvient à s'extraire que peu de temps avant la guerre. Avec des résultats parfois remarquables au demeurant, quoique trop tardifs. Ses effectifs ont crû de façon considérable, passant de 88 000 en juin 1939 à près de 250 000 un an plus tard. Le développement dans le domaine des machines-outils et de surfaces couvertes s'est révélé lui aussi colossal. Néanmoins, le processus de réarmement aérien, souvent mené dans la précipitation et, parfois en dépit du bon sens, s'identifie à un marasme inouï. Les retards accumulés dans les sorties sont tels que des avions commandés en 1933 ne sont pas encore entrés en service en 1938. Le matériel flambant neuf qui équipe nombre d'unités n'en est pas moins complètement dépassé. Enfin, cette industrie, voulant faire trop vite, n'est pas capable, bien

qu'elle ait pris son rythme de croisière en 1939, de fournir à l'armée de l'air des avions prêts à faire la guerre.

Résultat, l'armée de l'air aborde la bataille du printemps 1940 dans des conditions d'infériorité numérique non pas dramatiques mais inquiétantes, de l'ordre de 2,5 contre 1 en faveur de la Luftwaffe ; mais elle bénéficie du soutien non négligeable la Royal Air Force, même si la stratégie prioritaire de cette dernière réside dans la protection du territoire britannique. Elle a été surprise par la déclaration de guerre en pleine rénovation et ne prévoit d'achever le processus de réarmement dans lequel elle s'est engagée qu'au printemps 1941. Ses unités de chasse ne disposent pas encore d'assez d'avions comparables au Messerschmitt Bf 109 allemand, tandis que son aviation de bombardement, en cours de transformation dans le Midi, est d'une faiblesse insigne. Pilotes et équipages partiront au combat sur des avions souvent dépassés, portés par une doctrine d'emploi surannée, une industrie et un système de ravitaillement inadaptés à la guerre moderne et incapables de lui permettre d'agir dans la durée. Sans que les dés aient été pour autant jetés, la bataille de mai-juin 1940 sanctionne une politique qui a largement failli. ■

Pour en savoir +

À lire • *L'Armée de l'air dans la tourmente, mai-juin 1940*, Patrick Facon, Economica, 1997.

• *Vie et destin des pilotes de guerre*, Claude Carlier, Gallimard-SGA/DMPA, 2011.

À voir • *Mai-juin 1940 – L'impensable défaite*, doc. de Georgette Elgey et Maurice Vaisse, France 3, mai 2000.



En 988, pour sceller son alliance avec Byzance, le grand-prince de Kiev Vladimir I^{er} envoie 6 000 guerriers varègues à Basile II. Ils aideront l'empereur à consolider son trône dès l'année suivante lors de la victoire d'Abydos contre Bardas Phocas.

Le premier État russe de l'histoire serait une création des Vikings. Légende ou fait historique ?

OLIVIER MAULER, NEUCHÂTEL (SUISSE)

L'État de Kiev connu sous le nom de « Rous » n'a pas été créé par des Vikings, appelés aussi Varègues (voir G&H n° 2, p. 79 pour l'origine de ce nom). Il serait sinon difficile d'expliquer pourquoi sa langue est, dès l'origine, le russe et non le suédois, langue maternelle de ces Scandinaves. Ce pseudo-État varègue n'a pas non plus été centré sur Novgorod, comme le prétendent certains historiens. En fait, les Varègues apparaissent dans la région après la formation de l'État de Kiev, premier État des Slaves de l'Est dont le noyau remonte au VI^e s. et qui est consolidé entre la fin du VIII^e et le début du IX^e s. autour du cours moyen du Dniepr. À partir de la deuxième moitié du IX^e s., les Vikings commencent leurs raids contre les tribus slaves et finnoises des bords de la Baltique, donc fort loin de Kiev. Leur zone de pénétration se limite aux lacs des Tchoudes, Ilmen et Belozersk, en Russie du Nord. Vers les années 870, les princes de Kiev construisent des villes fortresses (Novgorod, Staraïa Roussa) pour stopper ces invasions. Puis ils utilisent les turbulents Vikings comme une force mercenaire à leur service. Une partie des chefs varègues intègre même les rangs des boyards (nobles) de Kiev. Certains deviennent voïvodes, c'est-à-dire gouverneurs et commandants militaires. Au X^e s., Sveneld exerce même la fonction de principal conseiller des grands-princes Igor I^{er} (913-945) et Sviatoslav (964-972). Mais Igor I^{er} n'a pas lui-même d'origines varègues contrairement à ce qu'on peut lire par exemple sur Wikipedia ! Au XII^e s., durant les luttes pour la domination du premier État russe, le grand-prince Mstislav I^{er} (1125-1132) trafique le texte de la chronique *Povest vremennykh Let* (« L'Histoire des temps passés ») rédigée par le moine Nestor et qui narre les origines de la Russie. Ces commentaires sont à l'origine du mythe de l'État varègue. Mstislav justifie en effet ses prétentions au trône d'une part en faisant valoir qu'il est le beau-fils du roi de Suède Inge I^{er}, d'autre part en inventant une origine varègue à l'État de Kiev. ■ Y. McL.

L'art opératif soviétique a-t-il eu un effet sur la doctrine allemande au cours de la Seconde Guerre mondiale ?

PIERRE-ROMAIN THIONNET, LABERGEMENT-SAINTE-MARIE (25)

Aucun ! Ni pendant ni après d'ailleurs : les mémoires des officiers allemands ayant combattu à l'Est comme les travaux doctrinaux de la Bundeswehr à partir de 1954 ignorent totalement la notion même d'art opératif, qui ne sera partiellement importée que dans les années 1980 après les travaux américains sur la question (voir G&H n° 17, p. 88). Cette cécité opérative s'aggrave, pendant le conflit, d'une incapacité quasi générale à penser

les questions stratégiques : l'officier de la Wehrmacht est un technicien de la guerre dont la pensée se limite à l'emploi tactique des forces armées. La stratégie lui échappe presque entièrement, mais aussi la logistique dès lors qu'elle dépasse le cadre du soutien des forces sur un théâtre d'opérations ou le renseignement stratégique. Les plans allemands, en URSS mais aussi en Méditerranée, sont conçus sans tenir pleinement compte

des moyens logistiques... ou des capacités ennemies ! C'est aussi ce qui explique que les généraux d'Hitler n'aient jamais réellement pu le convaincre de changer ses options stratégiques : le Führer raisonne d'abord selon des critères liés au projet nazi, là où la Wehrmacht ne lui oppose que des arguments militaires immédiats. Bref, le pays de Clausewitz n'a sans doute jamais vraiment compris son plus grand penseur militaire... ■ B. B.

En 1940, l'état-major français avait-il un plan d'invasion de l'Allemagne nazie ?

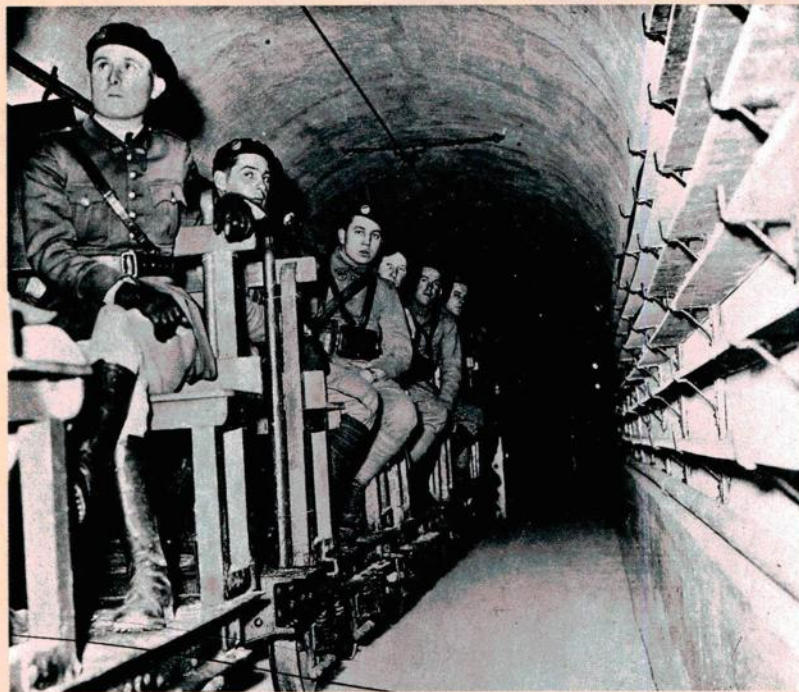
OLIVIER MAHÉ, NANTES (44)

La planification stratégique française est purement défensive : il s'agit de créer un front défensif continu, comme en 1914, pour permettre à la mobilisation alliée de se réaliser pleinement, notamment du point de vue industriel (*ci-contre, transport de troupes par le rail dans la ligne Maginot en 1939*). Ce n'aurait été que vers 1941-1942, une fois la mobilisation

portant ses fruits, qu'une offensive aurait été envisagée. L'offensive française limitée, lancée en Sarre avec 11 divisions à la mi-septembre 1939, n'est absolument pas une invasion, mais une tentative malhabile de soulager la pression sur la Pologne, bien sûr en pure perte. En fait, ni Allemands ni Alliés ne sont vraiment prêts à la guerre en septembre

1939. La différence est que l'Allemagne, dotée d'un outil offensif limité mais efficace, décide de jouer son va-tout en mai 1940. La France, elle, a préféré attendre de disposer des moyens nécessaires à une offensive généralisée, semblable dans son déroulement – une avance sur un large front – à celle que mèneront les Alliés en 1944-1945.

Ce choix, sans doute sage du point de vue stratégique, aurait supposé d'être capable de tenir sur la durée une défense active : or tant les moyens que la doctrine opérationnelle de l'armée française l'en empêchaient. ■ B. B.



La citation

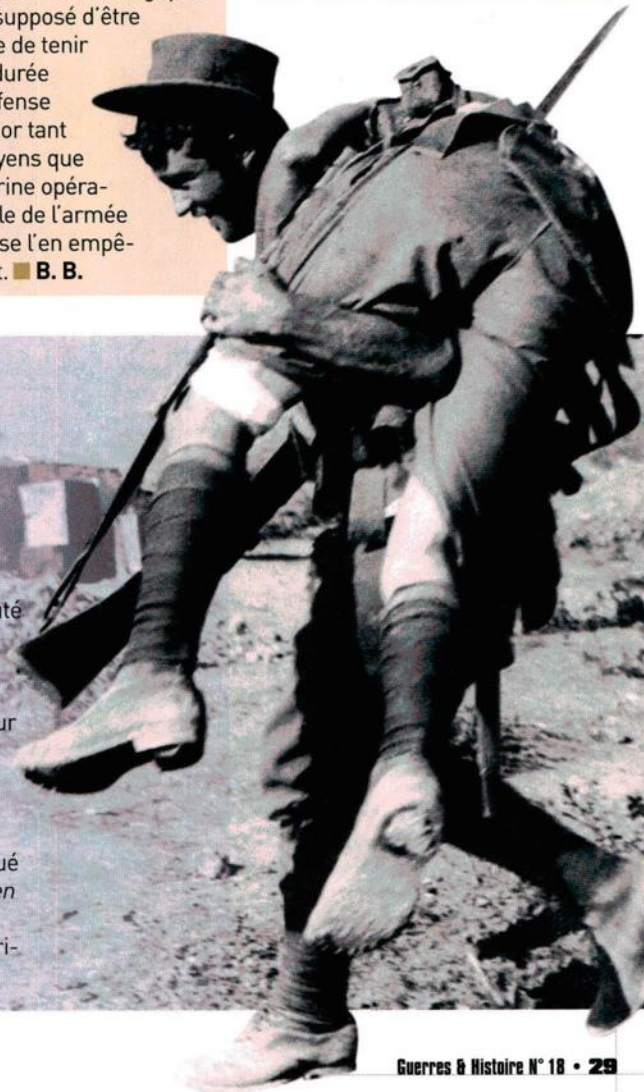
« Je vous conseille de vous trouver quelques civils. Un civil intelligent, six semaines suffisent pour en faire un officier intelligent. Un officier crétin, vous aurez beau y mettre l'éternité, vous n'en ferez jamais un officier intelligent. »

Henry « Hap » Arnold,
commandant en chef de l'USAAF,
à Ira Eaker chargé de fonder
ex nihilo la 8^e Air Force en 1942.

Qui, de Churchill ou de Kitchener, porte la responsabilité du désastre des Dardanelles ?

O. TAVIOT, RENNES (35)

Churchill est le concepteur et le promoteur en novembre 1914 du plan de débarquement à l'entrée du détroit des Dardanelles, destiné à bouter les Turcs hors de l'alliance austro-allemande et à rétablir un lien avec l'allié russe par la mer Noire. Premier lord de l'Amirauté (soit ministre de la Marine), Churchill se rend certes coupable de nombreuses fautes dans l'affaire, notamment d'avoir sous-estimé les capacités militaires turques. Reste qu'il est facile de lui faire porter seul la casquette. Si les réticences du ministre de la Guerre Herbert Kitchener sont parfois évoquées, il semble bien que le désaccord porte sur des aspects opérationnels du plan : Kitchener veut en faire une affaire strictement navale puis insiste sur des moyens limités, sans nier aucunement la justification stratégique du projet. De plus, il insiste pour placer à la tête du débarquement un homme à lui, le général Hamilton, dont l'incompétence et le manque de discrétion expliquent grandement le fiasco. Quand le corps expéditionnaire mis à terre le 25 avril 1915 à Gallipoli est rembarqué le 9 janvier 1916, plus de 46 000 soldats alliés sont morts (*ci-contre, en 1915, un Australien de l'Anzac porte un camarade blessé*). Mais Kitchener meurt le 5 juin 1916 quand son bateau explose sur une mine, ce qui lui évite de rendre des comptes. Et Churchill est sacrifié seul pour sauver la tête du Premier ministre Asquith (*voir aussi p. 51*). ■ P. G.



Dans de nombreux films et jeux, on peut voir **catapultes, balistes** et autres engins trouver les rangs dans les batailles rangées. Quel était **l'impact réel** de ces machines ?

DOMINIQUE OSWALD, HOUILLES (78)



Les Grecs utilisaient surtout ces pièces dans les sièges, avec des engins parfois très puissants capables de lancer des pierres pesant jusqu'à 25 kg. Alexandre le Grand est le premier à développer un corps d'artilleurs « de campagne », maniant de petites catapultes (engin lançant alors des traits et non des pierres comme au Moyen Âge) « préfabriquées », pesant moins de 50 kg. Plus tard, sous la République romaine et au début de l'Empire, chaque légion sera pourvue d'une soixantaine de petites catapultes légères, les « scorpiens » (une par centurie). Elles seront déployées au début des engagements, en tir tendu d'une centaine de mètres, puis, une fois les troupes au contact, en tir parabolique. Cela donnera à la légion une « puissance de feu » de 250 traits par minute. Mais il est très peu probable que des balistes, capables de lancer missiles ou pierres mais lourdes et difficiles à déployer en campagne, aient été présentes – comme on peut le voir au début du film *Gladiator* (image ci-contre) – lors des batailles en rase campagne... ■ É. T.

Rommel était-il vraiment un stratège hors pair ou a-t-il bénéficié de la propagande nazie qui recherchait un héros au peuple allemand ?

PIERRE-ROMAIN THIONNET, LABERGEMENT-SAINTE-MARIE (25)

Erwin Rommel (1891-1944) est un tacticien compétent et relativement talentueux, sans plus. Mais il bénéficie d'une triple propagande en sa faveur. Tout d'abord, celle du régime nazi. Celle, ensuite, du régime ouest-allemand d'après la guerre, à la recherche de héros militaires qui puissent être considérés comme antinazis – or Rommel est lié aux conjurés du 20 juillet 1944 qui ont tenté un attentat contre

Hitler. Enfin, cette propagande est largement relayée par les Anglo-Américains dans un but similaire, et ce d'autant plus qu'ils travaillent à reconstituer une armée allemande dans le cadre de l'OTAN (voir G&H n° 7, p. 64). C'est la combinaison de ces récits qui construit, au fil des ans, un personnage que l'on peut considérer comme un « produit marketing » proche de la perfection... ■ L. H.





Beaucoup des pertes « occidentales » en Irak et Afghanistan ont été causées par des bombes artisanales. Quels sont les moyens de réduire cette menace ?

EMMANUEL B., VITRY-EN-CHAROLLAIS (71)

Comme pour toute menace, les réponses sont à la fois technologiques et tactiques et visent soit à empêcher l'engin explosif improvisé (EEI ou IED pour *Improvised Explosive Device* en anglais) de se déclencher, soit à en limiter les effets destructeurs (*ci-dessus, des marines d'une compagnie de reconnaissance victimes d'une mine antichar près de Falloujah en Irak, en novembre 2004*). Les véhicules sont ainsi équipés de brouilleurs, destinés à empêcher la mise à feu des IED à distance par l'adversaire. De nouvelles catégories de véhicules, baptisés MRAP (*Mine Resistant Ambush Protected*) ont été développés, avec des caisses et des blindages spécialement étudiés pour protéger leurs occupants en cas d'explosion, mais aussi leur permettre de s'extraire rapidement – nombre de soldats tués ou blessés ont été brûlés vifs parce qu'ils étaient bloqués dans leur véhicule. Mais ces véhicules, lourds et peu maniables, sont paradoxalement rendus plus vulnérables par leurs faibles capacités tout-terrain : coincés sur les axes routiers, il est aisé de prédire leur trajet et de prévoir des pièges en conséquence.

La meilleure solution est donc de combiner brouilleurs et adaptation technique des matériels (et des protections individuelles du combattant) avec une approche tactique consistant... à se passer autant que possible de la route : en employant des moyens de transport aérien (avions, hélicoptères, toutefois vulnérables si l'adversaire dispose d'armes antiaériennes) ou des véhicules blindés plus légers que les MRAP, mais réellement tout-terrain, contournant les points les plus probablement piégés.

Enfin, il faut sécuriser les lignes de communications terrestres en les surveillant : outre des postes (check points), les Américains ont ainsi employé en Irak des drones et des appareils de surveillance pour pister les équipes de pose d'IED, ensuite détruites par une frappe aérienne ou un raid terrestre, de forces spéciales par exemple. ■ B. B.

Les affrontements n'étant pas directs entre les deux blocs pendant la guerre froide, comment évaluer l'efficacité d'un char par exemple ?

FRÉDÉRIC FLAHAUT, ÉCHENEVEY (01)

Les comparatifs entre matériels sont toujours malaisés, ceux-ci étant pensés pour des armées aux doctrines parfois radicalement différentes. En outre, la qualité des équipages joue également un rôle majeur. Pendant la guerre froide, pour connaître les atouts et les faiblesses de leurs matériels, les armées des deux camps ont recouru à plusieurs méthodes d'évaluation comparative. L'une consiste à se procurer les caractéristiques théoriques des véhicules, ce qui permet par exemple de réaliser des comparaisons sur papier, mais aussi et surtout par simulation informatique. L'autre, à évaluer directement des véhicules livrés (souvent

contre argent) par des déserteurs adverses ou capturés dans les affrontements directs entre les armées alliées engagées dans des combats périphériques. Ces combats constituent d'ailleurs le meilleur moyen d'en apprendre le plus. Américains, Britanniques et Soviétiques tireront ainsi un immense profit des conflits israélo-arabes, où leurs matériels se font face. En ce qui concerne la France, l'AMX-30 n'a connu le feu que lors de la guerre du Golfe, au terme de la guerre froide et alors qu'il est déjà obsolète ; le T-72 (*ci-dessous, un modèle irakien encore en service en 2008*) était alors lui-même quasiment dépassé. ■ B. B.



Le mot : « adjudant »


Il vient de l'espagnol *ayudante* (de *ayudar*, « aider ») qui signifie « assistant » et s'emploie pour désigner un sous-officier dès le XVII^e siècle. En France, depuis la fin du XVIII^e siècle, l'adjudant est le sous-officier le plus élevé en grade, le seul à avoir un cheval en temps de guerre. En 1887, l'armée place un adjudant par compagnie. Mais le mot s'utilise aussi longtemps pour parler d'un officier adjoint ou d'un commandant adjoint (adjudant-major, adjudant de place, adjudant-général). ■



1914
2014

50 idées reçues sur

Un dossier réalisé par Julie d'Andurain, Patrick Bouhet, Jean-Claude Delhez, Michel Goya, Pierre Crumberg, Laurent Henninger, Pierre Jardin, Jean Lopez, Yacha Maclasha et Remy Porte.



Un groupe de soldats allemands traîne un canon d'infanterie quelque part en France en 1917. Faute de tracteurs et de chevaux, la traction humaine reste largement en vigueur pour les pièces inférieures à 300 kg.

la guerre de 14-18

Pantalons rouges suicidaires, tranchées meurtrières, généraux bouchers, chevaliers du ciel, fusillés pour l'exemple... Le tout débouchant sur une victoire pas bien comprise et un bilan terrible mais abstrait. Ces clichés ont la vie dure ! Le centenaire est l'occasion de rouvrir les dossiers et découvrir que la Grande Guerre n'a pas été exactement celle que vous croyez.



Premières passes d'armes

Jouée dans l'enthousiasme puis la confusion, notamment en France, la tragédie de 1914 est particulièrement propice aux légendes. À commencer par la plus tenace : celle d'une guerre mécaniquement inévitable.



1 - Rien ne pouvait enrayer la marche à la guerre

A la suite de l'attentat de Sarajevo, si l'on en croit l'image d'Épinal largement répandue, l'Europe aurait connu un processus mécanique et incontrôlable de « marche vers la guerre » du fait de l'existence de deux alliances opposées : la Triple-Entente (France, Russie, Grande-Bretagne) et la Triplice (Allemagne, Autriche-Hongrie, Italie). Cette idée reçue, où des décideurs se montreraient incapables de peser sur les événements, mérite d'être sérieusement révisée. Tout d'abord, aucune des alliances ne connaît d'automaticité dans

la mise en œuvre d'un accord militaire. La Triple-Entente est en fait constituée par un réseau de relations bilatérales. Certes, la France et la Russie sont liées par un accord militaire depuis 1893, mais celui-ci est défensif. Lors de la crise bosniaque de 1908, Paris télégraphie ainsi à Saint-Pétersbourg que, ses intérêts vitaux n'étant pas engagés dans les Balkans, la France n'interviendrait pas militairement si la Russie faisait le choix de s'engager. Entre la France et le Royaume-Uni, l'Entente cordiale de 1904 ne concerne que les différends coloniaux outre-mer. Si les relations se sont améliorées depuis, aucun texte n'oblige Londres à entrer

en guerre sur le continent aux côtés de Paris. Entre le Royaume-Uni et l'empire des tsars, la situation est encore plus nette : le litige en Asie centrale a été réglé, mais le premier refuse formellement tout accord à caractère militaire ou naval. Côté Triplice, on sait que les relations entre Italie et Autriche-Hongrie restent tendues. Il faut aussi avoir conscience que l'alliance Berlin-Vienne n'est qu'une alliance par défaut, aucune des deux puissances centrales ne pouvant y renoncer sous peine d'isolement diplomatique. Le deuxième point qui s'oppose à une vision purement mécaniste est que chaque pays, loin de laisser jouer

Sur la Pariser Platz, à Berlin, en août 1914, un groupe de jeunes mobilisés manifeste son enthousiasme.

des engrenages inscrits dans des traités, s'efforce de prouver sa détermination et d'éviter l'isolement. Au cours de ce qu'il est convenu d'appeler la « crise de juillet », on observe que le Reich apporte certes son soutien à la Double Monarchie, mais que celui-ci est conditionné dans l'esprit des dirigeants berlinois par deux critères : que la crise soit vite résolue et qu'elle reste limitée à une confrontation austro-serbe. En hésitant à lancer immédiatement une opération de représailles contre la Serbie, les autorités de Vienne prennent le risque de provoquer une réaction de la Russie, ce qui ne manque pas lorsque l'ultimatum autrichien est enfin adressé à Belgrade à la fin du mois. La mobilisation russe – mais n'oublions pas que la mobilisation partielle ou totale des armées est aussi, à l'époque, un moyen de pression diplomatique en montrant sa détermination affichée – entraîne en cascade celle de l'Allemagne puis des autres nations.

Enfin, dernier point, il convient de souligner que si aucun dirigeant (civil ou militaire) ne souhaite la guerre, tous sont prêts à l'accepter. Ainsi, les ultimes tentatives pour sauver la paix – celle de Guillaume II, directement adressée à ses cousins Nicolas II et George V, et celle du Premier ministre britannique Asquith qui propose une conférence générale des puissances européennes – se heurtent davantage à des réticences psychologiques qu'à des impératifs techniques. Dans toutes les capitales, chacun craint la guerre mais en restant persuadé, d'une part, que céder aux exigences du voisin serait une déchéance teintée de déshonneur et, d'autre part, que le sort des armes réglerait la question en quelques mois. En 1914, la guerre est encore considérée comme un moyen « normal » de défendre son bon droit et ses intérêts vitaux lorsque les options diplomatiques échoient. ■ Rémy Porte

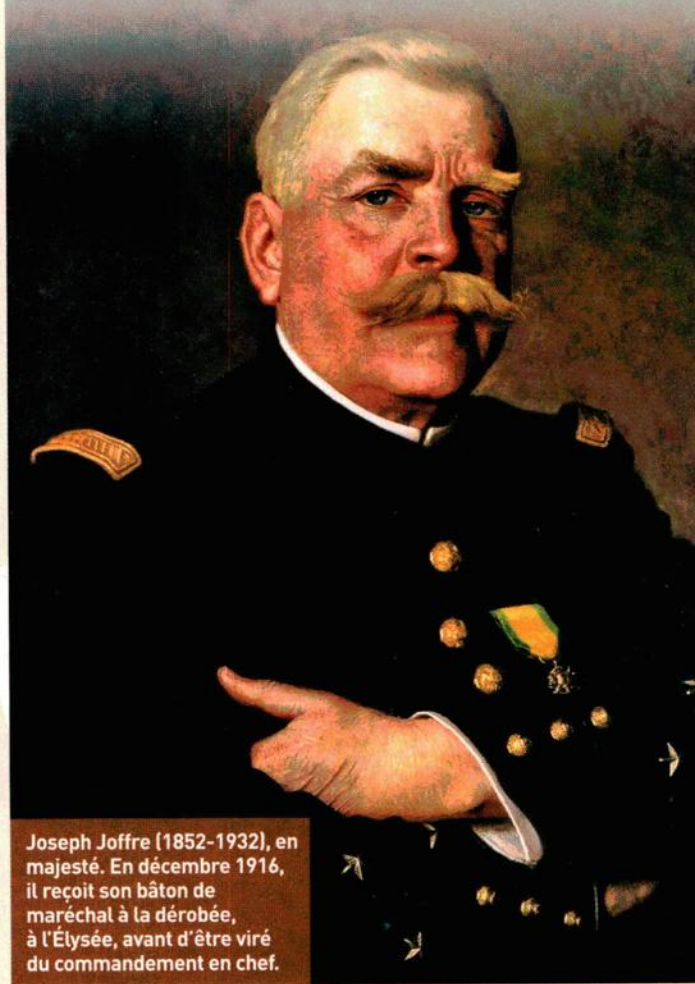
2 - Pantalons rouges : la faute aux producteurs de garance



Une unité d'infanterie à Paris dans les premiers jours de la guerre. Tous portent le pantalon garance.

Le soldat français serait entré en guerre avec des pantalons (et des képis) rouges, imposés par le lobby économique des producteurs d'une plante tinctoriale appelée garance. Ainsi l'entregent d'une poignée d'industriels expliquerait pourquoi des millions de Français ont dû se balader au front en couleur rouge, quand Allemands et Britanniques avaient déjà opté pour le *Feldgrau* et le kaki bien moins voyants. Pure légende : le dernier producteur de garance a fermé boutique au XIX^e siècle. Et pour teinter les pantalons français, il faut importer du colorant chimique... d'Allemagne ! Et tant qu'à s'accrocher à des formules révolues, comme la couleur des uniformes, pas besoin d'invoquer des intérêts économiques : il y avait assez d'avis rétrogrades dans l'armée, la politique et les médias pour assurer une longue vie aux pantalons rouges. Et une plus brève, hélas, à ceux qui les ont portés. ■ Jean-Claude Delhez

3 - Les limogeages, une vengeance de Joffre



Joseph Joffre (1852-1932), en majesté. En décembre 1916, il reçoit son bâton de maréchal à la dérobée, à l'Élysée, avant d'être viré du commandement en chef.

On limoge beaucoup dans l'armée française de la Grande Guerre. C'est d'ailleurs en 1914 qu'apparaît le verbe « limoger » – l'infortunée préfecture de Haute-Vienne, chef-lieu de la 12^e région militaire, étant choisie comme résidence forcée des militaires incompetents. Une légende tenace prétend qu'il n'y a, derrière cette pratique, qu'une basse vengeance du général en chef, Joseph Joffre : il en aurait profité pour écarter ses ennemis et nommer à leurs postes ses propres poulains... C'est vrai, la pratique du limogeage est bien décidée par Joffre et le ministre de la Guerre. Mais le vainqueur de la Marne, qui a le dos large, constitue une belle cible pour planter des poignards. Car la mécanique du renvoi des militaires ne permet pas une instrumentalisation. Elle repose en effet, comme souvent dans l'armée, sur la voie hiérarchique : l'initiative du renvoi de l'incompétent et le choix de son remplaçant sont laissés au commandement de terrain, supposé le plus à même de juger ses subordonnés. Si c'est Joffre et le ministre qui prennent la décision *in fine*, ils ne font qu'entériner la proposition parvenue par la voie hiérarchique. Une exception à cette règle : les généraux d'armée (suite de groupe d'armées), qui n'ont d'autre supérieur hiérarchique que le général en chef. Mais même dans ce cas, c'est bien souvent l'envoyé de Joffre au sein des états-majors qui enclenche le processus d'éviction, que le patron de l'armée française ne fait qu'avaliser. Il ne s'amuse donc pas à faire sauter des têtes qui ne lui reviennent pas pour pousser ses pions. ■ J.-C. D.

1914
2014

4 - La doctrine de l'offensive à outrance a failli causer la perte de la France



Une mise en scène d'une charge d'infanterie française en rangs serrés.

Le **Grand Quartier général**, centre nerveux de l'armée, est institué dès le début de la guerre pour assister Joffre en sa qualité de commandant en chef des armées. D'abord localisé à Vitry-le-François, il s'organise comme tous les états-majors français en quatre « bureaux » : effectifs-équipement ; renseignement ; opérations ; logistique.

Voilà une légende tenace : c'est à cause de sa doctrine agressive que l'armée française s'est fait massacrer en 1914, frôlant de peu le désastre. En fait, condamner le principe même de la doctrine offensive est ridicule. Il est tout simplement indispensable qu'une armée adopte une attitude *globalement* offensive pour s'imposer à l'adversaire. À l'été 1914, *toutes* les réglementations d'emploi de *toutes* les armées européennes prônent l'offensive : il ne s'agit pas d'une spécificité française. Toutefois, au-delà des aspects purement doctrinaux, il existe bien, dans les armées comme au sein de la société dans son ensemble, un courant de pensée qui alimente excès et dérives. Trois points particuliers méritent ici d'être soulignés.

D'abord, les règlements de manœuvre et d'emploi émis à partir de 1913, très souvent présentés comme symbolisant le caractère excessif de « l'offensive à outrance », ne peuvent être matériellement utilisés pour former cadres et soldats. Les derniers manuels, parus au printemps 1914, ne sont diffusés qu'au cours des mois de mai et juin. Les unités engagées dans les opérations actives à partir du mois d'août sont donc commandées et manœuvrent en fonction de règles établies au début du *xx^e* siècle, bien avant que le thème de l'offensive ne devienne à la mode.

Deuxième point : le contenu même de ces documents, au-delà des premières pages très générales qui se bornent à mettre en relief (de façon sans doute excessive) quelques principes, est ambigu et parfois contradictoire. Au fil des différents paragraphes et articles, les règles de la combinaison des armes et de la progression en sûreté sont souvent rappelées. Comme l'exprime le commandant en second de l'École supérieure de guerre, la France entre en fait dans le conflit sans avoir de doctrine fermement établie. Enfin, les fameuses conférences prononcées en 1911 par le lieu-

tenant-colonel de Grandmaison, considéré comme le prophète de la doctrine décriée, ne visent pas le niveau tactique, mais l'échelon supérieur que nous appellerions aujourd'hui « opératif », au niveau d'un théâtre d'opérations. Pour une part incomprises et mal relayées, elles contribuent cependant à entretenir le mythe de « l'offensive à outrance », sans que l'intéressé ou l'État-Major général n'en soient directement responsables.

En fait, c'est dans la qualité de la formation des chefs de corps, brigadiers et éventuellement divisionnaires français qu'il faut rechercher prioritairement la cause de l'hécatombe subie dans les premières semaines de guerre. La responsabilité personnelle des officiers qui commandent au contact est ici directement engagée : ce sont eux qui lancent en avant les unités d'infanterie sans soutien d'artillerie ou sans reconnaissance suffisante. Et dès le 25 août, en considération des pertes subies, paraissent les premières directives du **Grand Quartier général** (GQG ; voir aussi p. 47) qui rappellent l'importance des mesures préparatoires et de sûreté afin de préserver l'infanterie. ■ R. P.

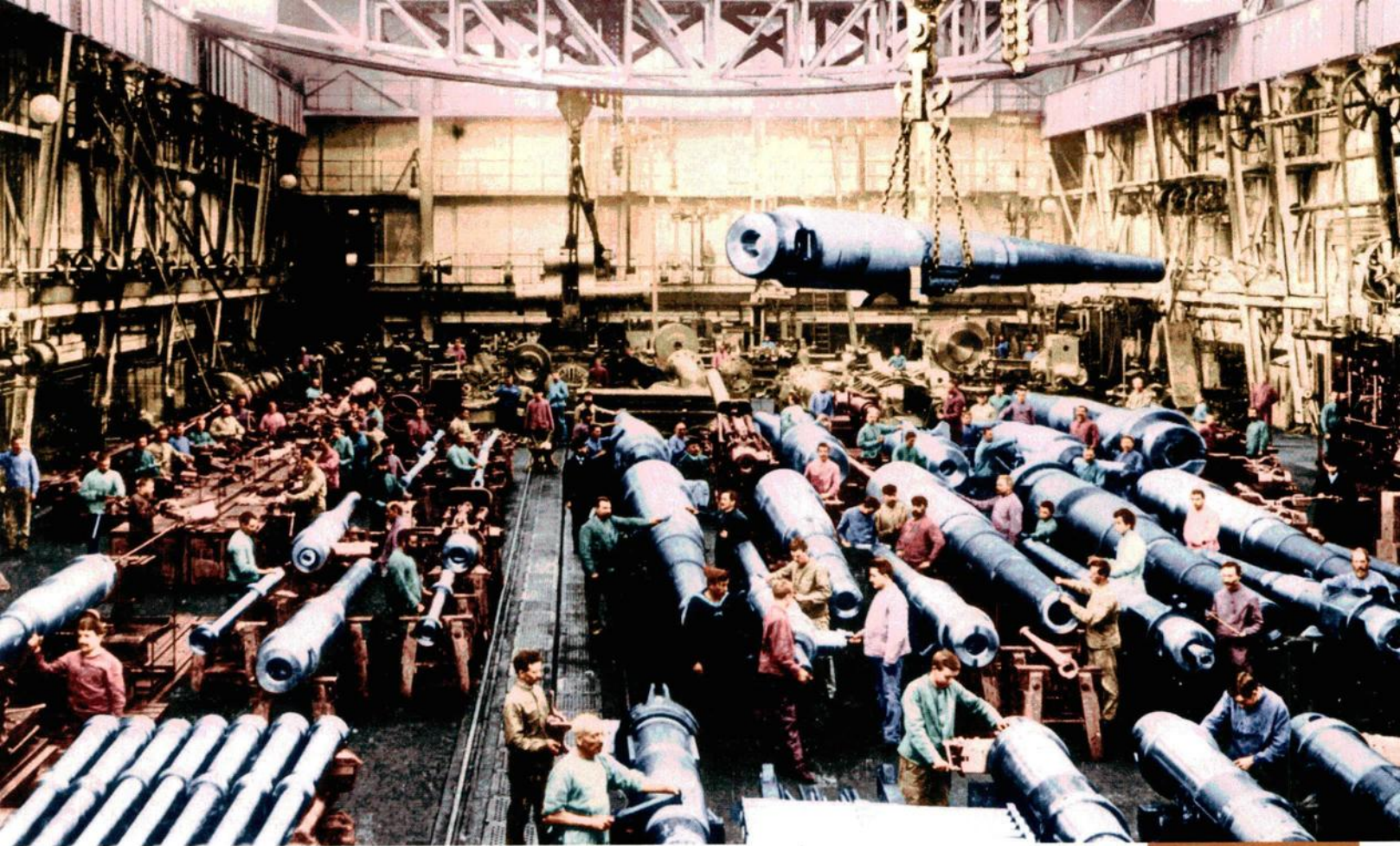
5 - Ah, si Jaurès n'avait pas été assassiné !

Depuis un siècle, la figure de Jean Jaurès apparaît comme celle d'une sorte d'archange de la gauche et du socialisme français. Et tout ce monde de spéculer sans fin sur la paix qui n'aurait pas manqué de triompher si le grand homme n'avait pas été abattu au café du Croissant le 31 juillet 1914 par l'extrémiste de droite Raoul Villain... À voir ! Ce qu'on sait du leader socialiste incite à pondérer considérablement le culte pacifiste qui lui est rendu. Certes, il rappelle dans un discours de juillet 1914 qu'il a la possibilité de lancer la grève générale prônée par l'Internationale ouvrière en cas de déclenchement des hostilités. Mais il est bien conscient qu'il n'a guère les moyens de concrétiser cette menace. Et les autorités gouvernementales le savent bien, elles aussi, puisqu'aucun dirigeant ouvrier n'est arrêté. De plus, les logiques de la guerre échappent complètement à Jaurès, et il n'a aucune prise sur



Jaurès s'exprime contre la loi des trois ans de service militaire, au Pré-Saint-Gervais le 25 mai 1913.

ce qui se trame dans les cabinets ministériels, les chancelleries diplomatiques ou les états-majors. Enfin, son socialisme n'est pas totalement marxiste et donc pas véritablement internationaliste : il se situe plus dans la continuité idéologique et politique des républicains de la Révolution. Au fond, Jaurès est plus jacobin qu'internationaliste et il n'aurait pas manqué de le montrer s'il avait vécu quelques jours de plus : en voyant ses camarades allemands députés voter les crédits de guerre, il n'aurait pu faire autrement que de les approuver à son tour du côté français. Il se serait alors, selon toute probabilité, rallié à l'Union sacrée (voir p. 67) au nom de la défense de la patrie comme le font d'ailleurs les socialistes le 2 août. Cela dit, l'assassinat de Jaurès, immense personnalité, provoque à gauche un tel choc dans les jours et semaines qui suivent que ses héritiers politiques auraient voté à peu près n'importe quoi... ■ Laurent Henninger



6 - « Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage... »

Cette célèbre citation de Jaurès, ainsi que le livre publié en 1916 par Lénine, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, ont constitué pendant longtemps le socle explicatif du déclenchement de la Première Guerre mondiale. On sait aujourd'hui que les choses sont bien plus complexes que cela. Pour commencer, tous les secteurs économiques et financiers n'ont pas intérêt à la guerre en 1914, loin de là, notamment le secteur des assurances ou celui des sociétés minières ! Pour une bonne partie d'entre eux, elle représente même une perturbation majeure qu'il s'agit d'éviter à tout prix (voir p. 68) – malgré des rivalités très réelles, notamment entre Allemands et Britanniques. Et puis, les économies nationales sont souvent très imbriquées : France et Allemagne sont ainsi première partenaire l'une de l'autre. Industrie et finance n'entrent donc guère dans le processus décisionnel de déclenchement de la guerre, qui reste très largement de nature purement politico-militaire. Pour ceux des diplomates, politiciens et

militaires qui sont favorables à la guerre, celle-ci n'est qu'un mode de régulation « normal » des relations internationales, comme il l'est depuis les traités de Westphalie, au XVII^e siècle, *a fortiori* lorsqu'ils pensent que l'engagement sera court et limité en violence. Tout au plus peut-on déceler une préoccupation économique à l'état-major allemand : le problème stratégique des ressources terrifiées en effet les décideurs militaires de Berlin, où l'on pense, en substance, qu'il faut déclencher la guerre au plus vite et la mener très rapidement, au risque de subir une pénurie catastrophique. Mais c'est la peur de manquer qui justifie ici l'agression, pas l'impérialisme associé au capitalisme. Si l'on peut innocenter l'économie pour les causes *immédiates* de la guerre, il en va différemment sur le long terme et si l'on prend en compte l'arrière-plan géopolitique global. Les tensions ne cessent en effet de monter depuis les années 1890. La rivalité navale, en particulier, se surajoute à la rivalité économique, industrielle et commerciale qui

oppose Allemagne et Royaume-Uni. La course aux armements n'est pas freinée, loin de là, par les industriels qui réalisent des profits considérables avec la fabrication et la vente de matériels militaires, *a fortiori* des matériels lourds, gros dévoreurs de capitaux, comme les navires de guerre ou l'artillerie. L'amiral von Tirpitz, avocat de la marine de rêve du Kaiser, exige en 1908 un quart du budget national pour acheter de nouveaux cuirassés (voir notre article sur le *Dreadnought*, G&H n° 2, p. 84). De quoi produire de bonnes vibrations dans les aciéries Krupp. Enfin, affirme la marxiste allemande Rosa Luxemburg dans sa théorie des débouchés économiques, les grandes puissances s'affrontent sur les colonies (et donc les voies maritimes qui y mènent) dans le but « d'acheter » leur classe ouvrière. Le contexte global poussait à l'affrontement et certains historiens et économistes l'affirment aujourd'hui : si la guerre n'avait pas éclaté en 1914, elle aurait éclaté en 1916 ou en 1917, de même qu'elle avait failli éclater en 1911 avec l'affaire d'Agadir, au Maroc. ■ L. H.

Au cœur de la Ruhr, à Essen, Krupp usine des pièces de 240, 150 et 77 mm. Ci-dessous, Eugène II Schneider (1868-1942), à la tête des usines du Creusot (Saône-et-Loire), et ses deux fils. L'Allemand Krupp et le Français Schneider, « marchands de canons », incarnent un patronat supposé belliqueux.





Les chefs

L'hécatombe justifie la recherche de responsables et les généraux en prennent logiquement pour leur grade. S'ils n'ont pas épargné le sang, tous n'ont pas été des imbéciles insensibles. Ils n'ont, surtout, pas compris comment franchir avant 1918 l'obstacle tactique des tranchées.

Philippe Pétain (1856-1951) n'est qu'un colonel en 1914, prêt à prendre sa retraite. La guerre lui offre une fin de carrière fulgurante : tacticien distingué en Belgique puis sur la Marne, il est général d'armée en juin 1915, commande à Verdun et prend la tête des armées françaises le 15 mai 1917. C'est lui qui réorganise l'armée victorieuse de 1918. Il est fait maréchal le 19 novembre 1918.

Le **fort de Douaumont** appartient à la ceinture d'ouvrages construits à partir de 1874, sous la supervision de l'ingénieur Séré de Rivières afin de protéger Verdun. Il est désarmé en 1915, ce qui explique que les Allemands s'en emparent aisément dès le 25 février. Ils en font alors un élément important de leur propre défense. Il est repris le 24 octobre et l'événement signe la défaite symbolique du général en chef allemand Falkenhayn (voir p. 50).

Si le nom de **Philippe Pétain** pendant la Grande Guerre est intimement lié à celui de la bataille de Verdun, le titre de « vainqueur » peut pourtant lui être contesté. C'est le 25 février 1916, quatre jours après le début de l'offensive allemande, que Pétain, alors à la tête de la 2^e armée, reçoit en plus le commandement du secteur de Verdun. Il réorganise immédiatement la défense en innovant. D'abord,

il met en place quatre groupements de secteur de part et d'autre de la Meuse. Afin de ménager les troupes, les divisions n'occupent pas ces secteurs de manière permanente mais selon un système inédit de rotation. Ces mouvements et la logistique de la bataille s'effectuent par voie ferrée et surtout par la route (la « voie sacrée » qui va de Bar-le-Duc à Verdun) grâce à un flot continu de camions. Pétain crée aussi le premier groupe de chasse français pour reconquérir le ciel (voir G&H n° 17, p. 82).

Tout cela permet de résister pendant plus de deux mois aux assauts allemands mais ne suffit pas au GQG (voir p. 36) qui exige de reprendre le terrain perdu. Pétain s'y refuse prétextant ne pas disposer d'assez d'artillerie pour cela. Il se contente de contre-attaques limitées mais ordonne au général Nivelle, à la tête du 3^e corps d'armée, de préparer la reprise du **fort de Douaumont**, saisi par les Allemands le 25 février. Le général Mangin (voir p. 52), commandant la division chargée de

98 ANS APRÈS
LA BATAILLE DE VERDUN
CONTINUE DE FAIRE DES
GUEULES
CASSÉES...



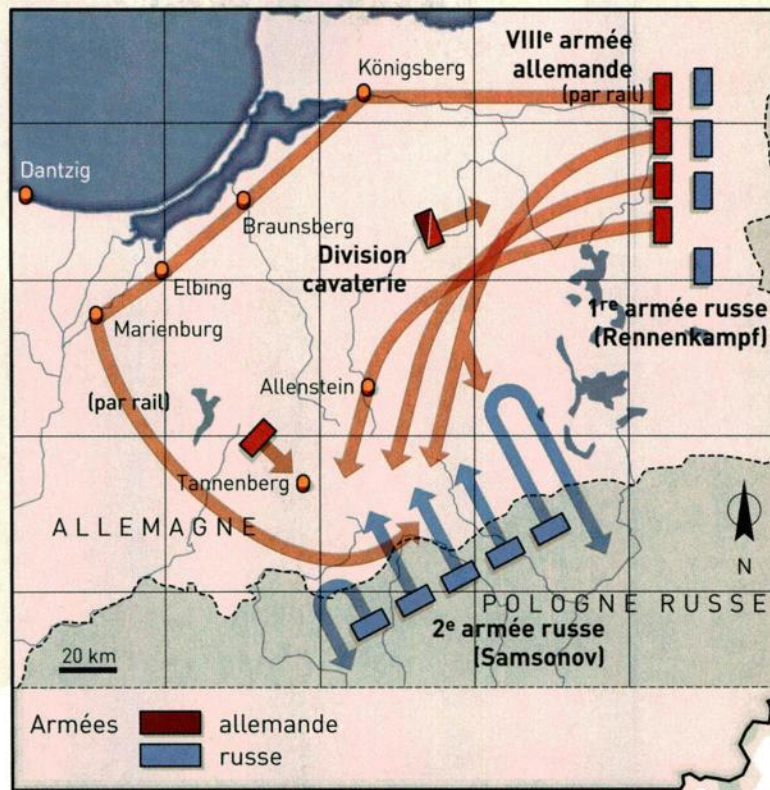
7 - Pétain, le vainqueur de Verdun

l'attaque, déclare alors : « Pétain est vraiment par trop défensif. Il a perdu beaucoup d'influence et il ne fera jamais qu'une guerre de bouts de tranchées. » Le 20 mai, agacé par ses réticences mais incapable de désavouer le général le plus populaire parmi la troupe, Joffre nomme Pétain à la tête du groupe d'armées du Centre. Nivelles, jugé plus agressif, est nommé à la tête de la 2^e armée.

Brillant artilleur, Robert Nivelles, colonel au début de la guerre, a connu une promotion presque aussi rapide que celle de Pétain. L'attaque qu'il a préparée pour la reprise de Douaumont le 22 mai échoue cependant, comme l'avait prédit son prédécesseur, à cause du manque d'artillerie. Nivelles est donc forcé à la défensive jusqu'à ce qu'en juillet le déclenchement de la bataille de la Somme oblige les Allemands à suspendre leur effort à Verdun.

Ce n'est qu'à l'automne que Nivelles dispose des moyens nécessaires à la reprise du terrain perdu. Après une série d'opérations limitées, une grande offensive remarquablement organisée recapture Douaumont le 24 octobre. Le 15 décembre, une nouvelle offensive ramène les Allemands sur leurs lignes de départ. Fin 1916, donc, Nivelles est incontestablement le vainqueur de Verdun, au moins dans l'esprit des politiques. C'est lui qui, avec des méthodes offensives innovantes, a conduit la bataille pendant les deux tiers du temps, repris le fort symbole de Douaumont, avant de repousser définitivement les Allemands. Nivelles sait d'ailleurs très bien organiser sa promotion. Une chanson, *La Nivelette*, lui est consacrée. Le plus jeune de tous les commandants d'armée, il est choisi le 25 décembre 1916 pour remplacer Joffre à la tête des armées françaises plutôt que Pétain, pourtant son supérieur hiérarchique. Pour les poilus, en revanche, il en va un peu différemment : Pétain reste pour eux celui qui a su éviter le désastre fout en se préoccupant de leur sort.

Quelques mois plus tard, en avril 1917, Nivelles applique à grande échelle les méthodes de Verdun pour percer le front allemand sur l'Aisne... Mais il échoue complètement – l'offensive qui devait apporter la victoire coûte 187 000 pertes – et sa persistance dans l'erreur déclenche les mutineries. Nivelles est banni de l'histoire, remplacé à la tête des armées et dans les esprits par Pétain. ■ **Michel Goya**



AOÛT 1914, TANNENBERG : LA LÉGENDE EN MARCHÉ
En août 1914, Ludendorff démontre l'étendue de son habileté tactique face à deux armées russes qui s'apprêtent à envahir la Prusse-Orientale. Il opère une rocade foudroyante avec son aile gauche qu'il ramène devant Samsonov, vite anéanti. Une division de cavalerie donne le change à Rennenkampf, en attendant le retour des 4 corps dans une seconde rocade aussi meurtrière que la première.

Le Generalfeldmarschall **Alfred von Schlieffen** (1833-1913) est à la tête de l'État-Major général de l'armée impériale de 1891 à 1906. Il est chargé de trouver une solution à l'éventualité d'une guerre sur deux fronts. C'est l'origine du plan qui porte son nom. Schlieffen passera des milliers d'heures à remâcher la bataille à front renversé de Cannes, l'alpha et l'oméga de la pensée militaire germanique [voir G&H n° 7, p. 46].

8 - Ludendorff, un stratège de génie

Disciple du planificateur de la guerre contre la France **Alfred von Schlieffen**, **Erich Ludendorff** cherche comme lui l'anéantissement de l'adversaire par un enveloppement permettant de saisir son flanc et de menacer ses arrières. C'est ainsi qu'il opère à l'Est en 1914 et 1915, avec une fortune variable. S'ils sont écrasés ainsi à Tannenberg (23 au 30 août 1914), les Russes apprennent bientôt à esquiver les manœuvres. Impuissant à provoquer la bataille décisive, Ludendorff en rend alors responsable son supérieur, le chef d'état-major Erich von Falkenhayn. Ce dernier refuse de placer à l'Est le centre de gravité des forces allemandes, parce qu'il ne croit pas à la possibilité d'anéantir un adversaire qui dispose en quantité d'hommes et d'espace. Mais Falkenhayn échoue à Verdun [voir p. 50]... Et il doit céder en août 1916 son poste à **Hindenburg**, dont Ludendorff est le coéquipier.

Une fois aux commandes du front Ouest, ce dernier découvre l'impasse stratégique dans laquelle l'armée est enfermée. Réduit à la défensive, il cherche un substitut offensif dans la guerre sous-marine « à outrance » [voir p. 44], faute capitale qui entraîne les États-Unis dans la guerre. Mais les Allemands gardent un immense atout : début 1918, la Russie s'avoue vaincue [voir traité de Brest-Litovsk p. 65]. Comment jouer cette carte ? Ludendorff pourrait choisir la défensive : il consoliderait les acquis en s'appuyant sur les ressources de l'Est, afin d'amener l'Entente à un compromis. Mais il préfère attaquer à l'Ouest pour arracher la victoire totale avant l'arrivée des Américains. C'est en France que Ludendorff veut frapper. Il y espère la percée qui débouchera en terrain découvert et lui offrira la manœuvre d'enveloppement qui l'obsède. Rompant avec la doctrine de Schlieffen, pour qui le succès sur le terrain doit servir la stratégie, il se concentre sur les seuls aspects tactiques : il ne choisit pas de percer là où les perspectives d'exploitation lui donneront un gain politique, mais là où le front lui semble le plus mal défendu, en espérant que l'application de la force brutale le fera s'effondrer. Ses coups de boutoir montrent une grande maîtrise tactique, mais, comme il est à prévoir sur le front Ouest, ils ne peuvent déboucher en profondeur : l'adversaire refoulé a toujours le temps de reconstituer une ligne de résistance qui étouffe l'attaque. En août 1918, l'échec est manifeste. Ludendorff abandonne ses assauts. Il tente de revenir à l'alternative défensive qu'il avait rejetée et jure qu'il se maintiendra sur le sol français et soumettra l'adversaire à sa volonté. Vains espoirs. Ludendorff a perdu ses meilleures troupes, les Américains sont là en masse... et c'est Foch qui possède l'initiative. ■ **Pierre Jardin**

Après un parcours typique d'officier d'état-major, le général **Erich Ludendorff** (1865-1937) est promu en 1904 à l'État-Major général. Le prestige tiré du succès de Tannenberg en 1914 en fait un remplaçant tout désigné de Falkenhayn sur le front Ouest en août 1916. Il est nommé « premier quartier-maître général », titre créé pour lui et qui lui permet de chapeauter la direction réelle de la guerre. Défait en 1918, il arrive par une manœuvre politique à faire porter la responsabilité de l'échec au nouveau gouvernement parlementaire allemand. Il jette ainsi les bases de sa légende personnelle de général invaincu et invente le mythe du « coup de poignard dans le dos ». Mêlé au putsch nazi de 1923, il finit par gêner Hitler, qui l'évince.

Le général **Paul von Hindenburg** (1847-1934) gagne une gloire immense lors des deux batailles de Tannenberg (août 1914) et des lacs Mazures (septembre 1914) qui casse l'offensive russe en Prusse. Il est fait maréchal, prend la tête du front oriental puis, le 29 août 1916, celle de l'État-Major général. Avec son compère Ludendorff, il exerce ensuite la direction de fait du Reich en guerre.



9 - Joffre, Nivelle, Mangin, ces généraux bouchers

À en croire de nombreuses œuvres littéraires ou cinématographiques, les généraux de la Grande Guerre auraient été des « bouchers » insensibles aux pertes humaines. Cette critique s'exprime pendant le conflit lui-même de manière discrète et souvent privée, puis s'impose sur la place publique dès le début des années 1920. Portée par un mouvement pacifiste, voire antimilitariste, hétérogène et polymorphe, cette vision s'appuie sur la perception de fantassins « chair à canon », sur l'image d'une « France des veuves et des femmes en noir », sur la présence de centaines de milliers de gazés, amputés, gueules cassées. Elle répond autant au besoin de comprendre pourquoi la guerre a été si longue et si meurtrière qu'à la revendication d'une reconnaissance sociale du sacrifice. Et comment expliquer tant de drames sans envisager le mépris des élites pour les humbles, ou, pire, une action volontaire ?

Cette interprétation *a posteriori* ne résiste ni au constat des faits, ni à l'analyse. D'abord les

chefs, quand ils ont des fils en âge de combattre, s'exposent aux mêmes drames que n'importe quelle famille française : les généraux Mazel, Franchet d'Espèrey, Dantant ou Néraud, les amiraux Chocheprat et de Marolles perdent un fils, les généraux Pouydraguin, Ditte et Goybet deux, de Castelnau

Foch qui voit disparaître fils et gendre, apprennent les décès après plusieurs jours de retard et d'inquiétude, parfois alors qu'ils préparent une nouvelle offensive. Au point que leurs officiers d'état-major raconteront avoir retenu quelques heures l'information.

Dans leurs souvenirs, avec pudeur, les généraux expliquent que le sens du devoir et les

QUE CEUX QUI PENSENT QUE J'AI ÉTÉ UN GÉNÉRAL BOUCHER LÈVENT LA MAIN !



responsabilités leur interdisent d'exprimer publiquement leur peine et c'est dans les correspondances privées, souvent adressées à l'épouse, qu'on en trouve la trace. Et si Joffre, lui, n'est pas directement concerné, car il n'a qu'une belle-fille, il n'en écrit pas moins : « *Je frémis en pensant aux souffrances qu'endurent nos soldats... et ma pensée va sans cesse vers eux.* »

Au point qu'à partir de 1915, il hésitera à rencontrer les soldats allant au front, comme au début de la guerre, tant il sait bien combien ceux qui survivront seront peu nombreux. Enfin, les généraux appelés aux plus hautes responsabilités sont littéralement corsetés par les exigences de leurs fonctions. Les engagements ultérieurs de la plupart d'entre eux en faveur des anciens combattants blessés de leurs grandes unités témoignent de leur sensibilité personnelle à cette dramatique question des pertes subies... et acceptées. ■ R. P.

LA NOTE DU BOUCHER

Général en chef / Offensive	Pertes alliés et allemandes
Joffre / Champagne 20 déc. 1914 - 17 mars 1915	93 000 / 46 000
Joffre / Artois 3 mai - 18 juin 1915	130 000 / 73 000
Joffre / Champagne 25 sept. - 6 nov. 1915	145 000 / 97 500
Joffre / Artois-Loos 25 sept. - 4 nov. 1915	110 000 / 51 100
Falkenhayn / Verdun 21 février - 18 déc. 1916	542 000 / 434 000
Haig et Joffre / Somme 1 ^{er} juillet - 18 nov. 1916	615 000 / 650 000
Nivelle / Chemin des Dames 16 avril - 9 mai 1917	187 000 / 163 000
Ludendorff / Offensive de printemps 21 mars - 18 juillet 1918	690 000 / 863 000

On a reproché à Joffre les « grignotages » de Champagne et d'Artois en 1915. Mais ils tuent moins que les grandes offensives de 1917 et 1918 et ils ont, en partie, soulagé

l'armée russe en pleine déconfiture en Pologne. Les chiffres montrent aussi que la Somme et les offensives du printemps 1918 ont saigné à blanc l'armée allemande.

10 - Haig, un crétin meurtrier

Le général Douglas Haig (1861-1928), commandant en chef de l'armée britannique en France de décembre 1915 à la fin de la guerre, est surnommé outre-Manche « Haig le Boucher ». De fait, les offensives qu'il a conçues et dirigées, la Somme (juillet-novembre 1916) et Ypres-Passchendaele (juillet-novembre 1917), coûtent respectivement 420 000 (dont 57 000 le premier jour) et 240 000 tués et blessés, pour gagner quelques kilomètres carrés d'un océan de boue. C'est vrai, les Allemands ont sans doute plus souffert, notamment en 1917. Mais, comme le remarque l'historien britannique John Keegan, Hindenburg (voir p. 39) dispose en Russie d'une armée de rechange. Il a les moyens d'une guerre d'usure alors que les Britanniques sont à court d'hommes. Ce bilan fait-il de Haig un imbécile ? Lloyd George, le Premier ministre qui pourtant le choisit comme chef faute de mieux, le décrit « brillant... jusqu'en haut des bottes ». Son obstination bornée à répéter des assauts suicidaires, sa maniaquerie, son manque de compassion, son ambition sans scrupule et ses préjugés antifrançais (gênants dans une coalition...) sont documentés. Occulte à tendance mystique, il se croit investi d'une mission divine et voit dans ses soldats des martyrs à sacrifier. Reste qu'aucun général en 1916-1917 (Nivelle, Joffre...) n'est parvenu à trouver comment sortir des tranchées. En outre, Haig démontre tant en 1914 qu'en mars 1918 et surtout dans l'offensive finale qu'il dirige d'août à novembre, considérée comme un sommet militaire britannique, qu'il est un tacticien compétent. Et un organisateur doué : l'armée de 1918, équipée en masse de tanks (voir p. 44), n'a plus rien à voir avec celle de 1916. ■ Pierre Grumberg



11 - Le GQG a exercé une dictature

Employée avant 1918 dans les discours parlementaires, la presse ou les papiers privés, l'expression « dictature du GQG » a fait florès après guerre. Elle se justifierait dans les premiers mois du conflit par diverses mesures : envoi du gouvernement à Bordeaux, informations (trop) partielles sur le déroulement des combats, extension jugée excessive de la zone des armées, interdiction aux parlementaires de se rendre sur le front, et même oppositions entre généraux. En fait, non seulement la forme républicaine de gouvernement a été respectée mais le terme « dictature » est à replacer dans le contexte de l'époque. À la base des reproches adressés à Joffre, patron du GQG, figure sa lettre au ministre de la Guerre Alexandre Millerand fin août 1914, après le transfert du gouvernement à Bordeaux : « Je tiens à rester seul juge de ce qu'il est utile de dire de manière à ce que les opérations militaires ne puissent en souffrir [...] Le gouvernement de Paris est sous mes ordres, et par suite, n'a pas à correspondre directement avec le gouvernement. » Par « gouvernement de

Paris », Joffre entend le « gouvernement militaire » (GMP), flanqué de personnalités politiques importantes, s'adresse directement au ministre, voire au président du Conseil, en contredisant parfois les décisions du GQG. Profondément républicain, Joffre se contente ici de faire respecter la voie hiérarchique et la plénitude de son commandement. Pour le reste, Joffre et le GQG ne font que pallier début septembre la désorganisation de l'État, dont certains services essentiels nomadisent entre Lyon et le Sud-Ouest et sont privés d'une partie de leur personnel mobilisé. La campagne impose par ailleurs son rythme et le GQG doit prendre des initiatives non prévues par les textes réglementaires, en particulier pour garantir l'approvisionnement de l'armée. Joffre ne sort jamais du cadre législatif fixé antérieurement par la Chambre et fait régulariser dès le printemps 1915 les initiatives prises à l'automne tandis que les administrations retrouvent leurs pénates et leurs prérogatives à Paris. Jamais la République n'a été remise en cause. ■ R. P.



Les armes

Bien plus moderne qu'on ne le croit, le conflit a révélé la quasi-totalité des technologies militaires encore en usage. Et n'a laissé qu'une part minime aux vedettes que sont pourtant restés la baïonnette et les gaz.

12 - La baïonnette, symbole de la Grande Guerre

Une baïonnette au bout d'un fusil **Lebel** : voici l'arme emblématique de la Grande Guerre, presque toujours associée à l'idée d'assaut. En réalité, si on examine

les statistiques du Service de santé aux armées – reprises par le médecin Raoul Mercier dans *Le Vrai Visage du combattant* (1932) –, les pertes par armes blanches ne dépassent pas 0,9 % en 1914 et disparaissent en 1917. Ces données, qui ne font que confirmer la tendance amorcée dès le milieu du XIX^e siècle, incluent d'ailleurs les sabres et les lances de cavalerie de 1914, comme celle qui blesse le lieutenant Jean de Lattre de Tassigny, et, par la suite, les poignards. Le combat à la baïonnette relève plus de la symbolique du courage que d'une réalité.

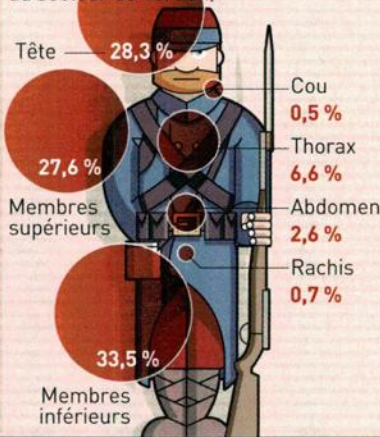
Cette mystique de l'arme blanche est issue en France de la glorification de l'antique exemple romain et des armées de la Révolution mais aussi de l'exaltation de l'esprit offensif poussé jusqu'à l'« outrance » dans les années précédant la guerre. Si elle perdure encore longtemps

dans l'hebdomadaire *L'Illustration*, elle disparaît vite chez les combattants. Ainsi le capitaine Charles Delvert écrit-il dans ses *Carnets d'un fantassin* parus en 1935 : « Nos idées sur le combat étaient tellement fausses alors que nous croyions tous devoir bientôt nous escrimer du sabre contre les baïonnettes allemandes ! [...] La bataille d'Ethé (22 août 1914) nous enlevait à tous et pour toujours l'idée de nous intéresser et au sabre et à la baïonnette. » Pour Charles-Maurice Chenu (*Du képi rouge aux chars d'assaut*, 1932) : « Le "déjeuner à la fourchette", la baïonnette, personne n'en veut plus. Ce déjeuner, d'ailleurs, n'est qu'une simple formule, et ne nourrit pas. La balle, la mitrailleuse, la grenade ont triomphé de la baïonnette, qui n'est plus guère qu'un symbole d'attaque : le projectile a tué l'arme blanche. » Henry Morel-Journal fait une description saisissante de la réalité de la « charge à la baïonnette » dans son *Journal d'un officier du 74^e régiment d'infanterie* et de *l'Armée française d'Italie* paru en 1922 : « La charge à la baïonnette, telle que les journaux

NATURE DES AGENTS VULNÉRANTS PENDANT LA BATAILLE DE VERDUN



LOCALISATION DES BLESSURES (sur un échantillon de 37 620 blessés de trois hôpitaux ordinaires d'évacuation du secteur de Verdun)



L'OBUS, L'ARME MEURTRIÈRE

En 14-18, sans nul doute, c'est l'obus qui tue, mutilé ou rend invalide. D'où la distribution des blessures majoritairement à la tête et aux membres. Les gaz blessent mais tuent peu, contrairement à ce que l'on croit.



Des Sammies de la 83^e division américaine s'entraînent au maniement du fusil et au lancer de grenades, au Mans, en octobre 1918. En détourné, le fusil Lebel. La baïonnette a été une des armes les moins létales du conflit.

la racontent, est une légende que certains permissionnaires entretiennent sur les terrasses de café. En réalité, les hommes empêtrés dans leurs cartouchières, leurs musettes, leurs bidons, ne savent pas se servir de leur baïonnette, on les désarmait d'un coup de bâton; l'immense majorité d'entre eux n'a jamais piqué personne. Une charge à la baïonnette, c'est une bande de gens apeurés qui se lancent en avant en fermant les yeux et en serrant leurs armes contre leurs poitrines. [...] Le véritable corps à corps est extrêmement rare; celui des deux adversaires

qui a le moins de confiance en sa force se rend ou lâche pied quelques secondes avant le choc. » Perception française? Non pas. Sur les 48 combats de l'échelon section ou compagnie de 1914 à 1916 que décrit l'officier Erwin Rommel dans *L'infanterie attaque - Enseignements et expérience vécue* (paru en Allemagne en 1937), il n'y a qu'un seul exemple de contact physique lorsqu'un homme, surpris lors d'un raid de nuit, empoigne la gorge d'un soldat français. Le futur *Generalfeldmarschall* lui-même raconte s'être trouvé nez à nez face à des soldats français dans un bois. N'ayant plus de munitions, il décide de foncer sur les Français... Mais il est

touché bien avant de pouvoir les frapper de sa baïonnette. L'apparition des tranchées, si elle rapproche les adversaires, les rend aussi peu visibles. Dans ces fossés larges de 1,60 m au maximum, les fusils avec leur baïonnette font 1,80 m de long et sont devenus bien encombrants. Plus de 60 % des pertes sont alors le fait de l'artillerie, alors que de nouvelles armes se développent, plus adaptées au combat de tranchées. La fascination de l'arme blanche trouve alors un nouveau mythe: celui du poignard de tranchées, qui ne sert pourtant guère plus que les baïonnettes. « On a donné, on donne encore, aux soldats des poignards de tranchée, écrit Henry Morel-Journel. Ils ne s'en sont jamais servis. » La véritable arme du combat rapproché dans les tranchées? C'est la grenade. ■ Michel Goya

Le fusil d'infanterie **Lebel** est adopté en 1887 par l'armée française. De calibre 8 mm, contenant 10 cartouches, ce matériel est alors à la pointe du fait de l'utilisation de poudre sans fumée et de balles chemisées permettant une vitesse initiale élevée et une portée augmentée (800 m en tir de précision).



13 - Les gaz, un péril terrifiant



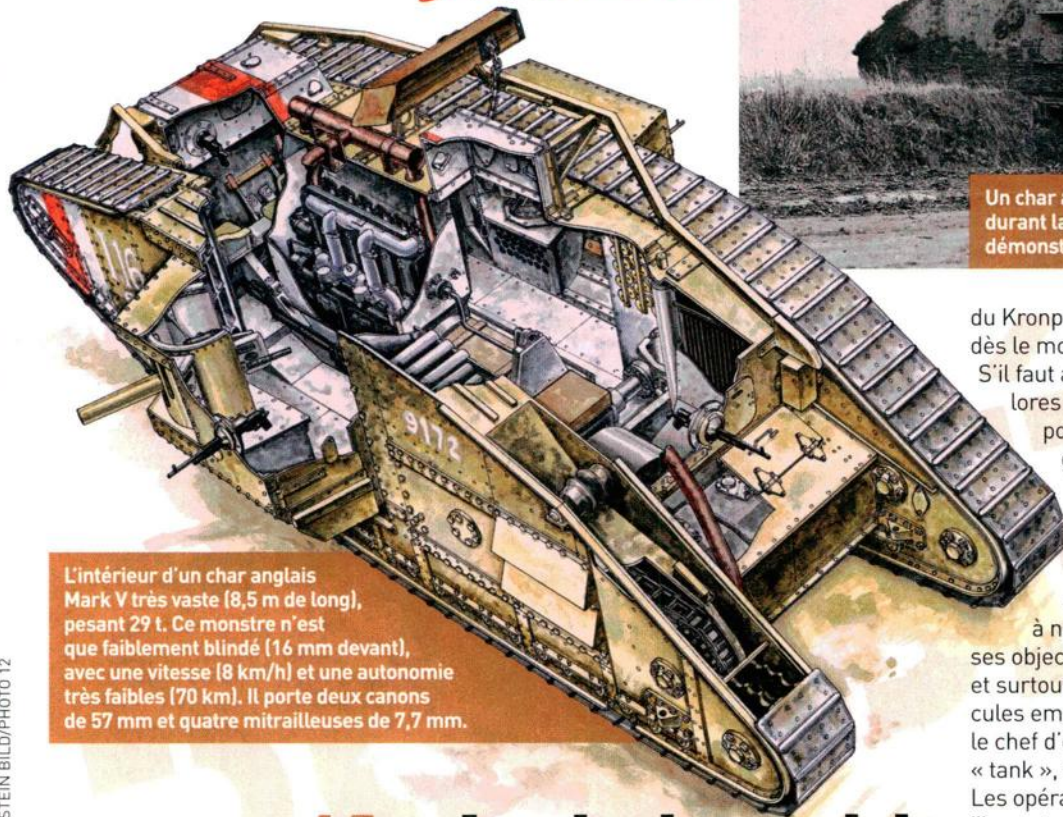
Les gaz causent sur le front Ouest 17 000 tués et 480 000 blessés. Soit 3 % des pertes totales et 0,5 % des morts. Ces chiffres montrent une efficacité militaire plutôt limitée (au moins à l'Ouest, car à l'Est les Russes, mal équipés et mal soignés, sont bien plus vulnérables). Pourquoi donc 25 % des obus sont-ils chargés de gaz en 1918? Avant tout parce que la statistique brutale ne peut pas prendre en compte les aspects psychologiques, insiste l'historien Olivier Lepick. Si les premiers gaz de 1915, verdâtres et odorants comme le chlore, sont aisément repérables et contrés avec des masques rudimentaires, il en va différemment de la seconde génération comme le phosgène de 1916 ou l'ypérite (gaz moutarde) de 1917, incolores, quasi inodores, persistants et difficiles à contrer par leurs effets retardés. Ces gaz-là font régner sur le champ de bataille une menace permanente, angoissante. Impossible de savoir si le trou d'obus salvateur, apparemment vide, n'est pas contaminé. Les souffrances atroces et prolongées jusqu'à plusieurs semaines infligées aux mourants ajoutent encore à la terreur (même si, d'après les statistiques britanniques,

seules 3 % des atteintes sont fatales, pour 2 % d'invalidations définitives et 70 % des blessés retournés à leur unité sous six semaines). De quoi contribuer à user d'autant plus des nerfs déjà bien éprouvés, et déclencher des paniques, des redditions. En outre, aspect capital, le gaz oblige au port du masque qui réduit considérablement l'efficacité du combattant: quiconque en a porté un, même moderne, sait à quel point il est difficile (voire impossible) de courir, viser, communiquer... Enfin, le gaz, qui blesse 28 fois plus qu'il ne tue (quand le ratio tués/blessés en 14-18 est de 1 contre 1,7 à 2,5 environ), impose une charge considérable aux services sanitaires de l'adversaire: comme l'a cyniquement résumé Basil Liddell Hart, « il est plus utile de blesser que de tuer »... Tous ces caractères, transportés consciemment ou non dans la mémoire des vétérans, sont transmis au grand public et expliquent l'omniprésence des gaz dans la mémoire collective. La terreur des gaz est amplifiée enfin par l'absence de blessure visible, en rupture, explique fort bien l'historien Stéphane Audoin-Rouzeau, avec la constante anthropologique qui associe la chasse et la guerre à l'effusion du sang. Tous ces éléments, ajoutés au masque dont le groin transforme l'homme soldat en bête aveugle et monstrueuse, expliquent pourquoi les gaz se sont imposés comme un symbole de la Grande Guerre. ■ P. G.

RUE DES ARCHIVES - RMN (FUSIL) - COLL. MUSÉE DE LA GRANDE GUERRE (MEAUX) / D. PAZERY - ULLSTEIN BILD/PHOTO 12



Un char anglais Mark IV capturé par les Allemands durant la bataille de Cambrai, en 1917, fait démonstration de ses pouvoirs de franchissement.



L'intérieur d'un char anglais Mark V très vaste (8,5 m de long), pesant 29 t. Ce monstre n'est que faiblement blindé (16 mm devant), avec une vitesse (8 km/h) et une autonomie très faibles (70 km). Il porte deux canons de 57 mm et quatre mitrailleuses de 7,7 mm.

14 - Les tanks anglais ont fait la différence

Le 16 avril 1917, l'armée française lance à **Berry-au-Bac**, dans l'Aisne, sa première attaque de chars. L'affaire, engagée avec des engins peu fiables et sans soutien d'infanterie, est un fiasco : 57 des 132 machines engagées sont détruites.

Le 16 septembre 1916, 49 « tanks », c'est-à-dire des véhicules blindés chenillés armés de canons ou de mitrailleuses, attaquent à Flers (Somme). C'est la première fois que les chars sont engagés. Ce jour-là, ils obtiennent un succès tactique (soit « *quelques villages ruinés* », commente un Churchill sarcastique). Mais ils éventent le secret de leur conception comme le prouve une interview

du Kronprinz de Bavière reprise par la presse française dès le mois d'octobre.

S'il faut attendre 1917 pour que les premiers chars tricolores apparaissent sur le front, les Français n'étaient pourtant pas en reste. Dès le 14 décembre 1915, le général Estienne a été autorisé à poursuivre ses travaux sur la construction d'un engin blindé à chenilles. Mais ce n'est qu'en juin de l'année suivante qu'il prend connaissance des projets britanniques. La première opération française, menée à **Berry-au-Bac** le 16 avril 1917, démontre à nouveau le potentiel de l'arme mais n'atteint pas ses objectifs. Elle n'a donc aucune conséquence tactique, et surtout s'avère coûteuse. Pour caractériser les véhicules employés – et rendre compte de la mort de leur chef, le chef d'escadron Bossut –, on emploie de plus le mot « tank », entérinant l'idée d'une arme britannique. Les opérations de 1917 puis de 1918 marquent pourtant l'importance grandissante des nouvelles unités blindées françaises, notamment la bataille du moulin de Laffaux le 5 mai 1917, celle de Villers-Cotterêts le 18 juillet 1918, tandis que les chars britanniques combattent à Amiens le 8 août suivant. À la fin de la guerre, aucune opération majeure n'est conçue sans l'appoint des chars, dont celui qui définit la physionomie que nous leur connaissons encore : le Renault FT-17. Si les Britanniques ont bien engagé leurs machines les premiers, ils n'ont construit en novembre 1918 que 2391 « tanks » contre 3977 « chars » français (dont près de 2000 alignés au front). Ce sont bien les engins français qui ont fait peser le poids le plus lourd sur l'ennemi par leur nombre et leur participation sans cesse renouvelée aux combats en 1918. ■ Patrick Bouhet

15 - La guerre sous-marine a failli mettre l'Angleterre

Lancé en novembre 1917, ce sous-marin allemand U-140 coulera sept navires alliés avant d'être livré à la fin de la guerre à l'US Navy.

De février à juin 1917, U-Boote et mouilleurs de mines allemands envoient par le fond 3844 000 tonnes de navires marchands. Le Royaume-Uni n'a plus que six semaines de blé en réserve. En avril, l'espérance de vie d'un cargo dans l'Atlantique nord est de quatre traversées...

Et l'amiral von Holtzendorff, qui a juré en décembre 1916 d'étrangler l'Angleterre en cinq mois à condition de couler 3 millions de tonnes sur la période, semble en passe de réaliser sa promesse. Et pourtant. Le royaume, bien que

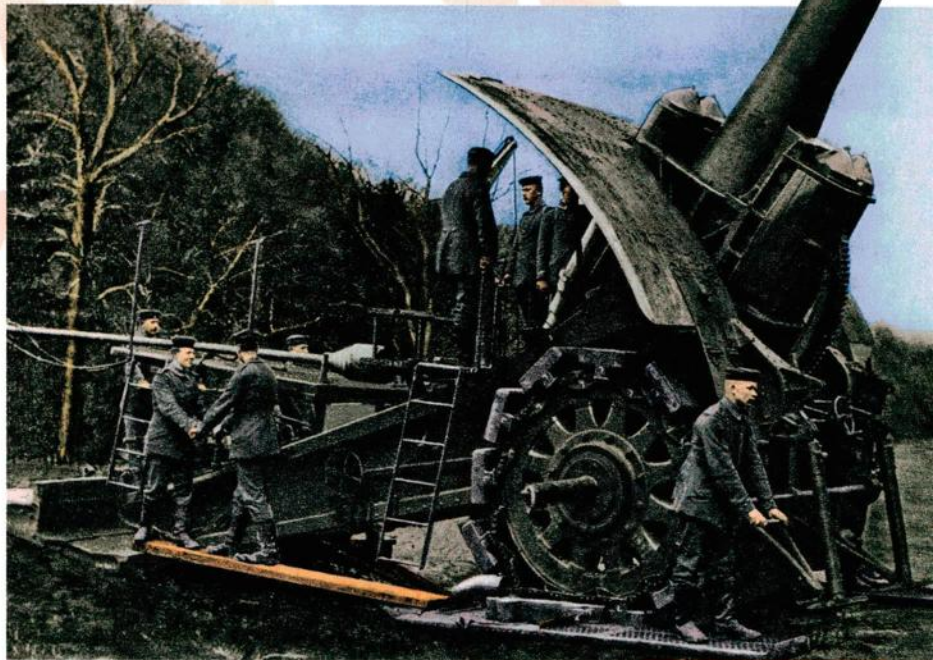
rudement atteint, tient le coup et la crise passe dès l'automne. C'est que la Kaiserliche Marine a fort mal calculé son affaire, explique l'historien britannique H. P. Willmott. Elle a sous-estimé les dommages à infliger, les capacités des chantiers navals

16 - Les meilleures armes sont allemandes

L'historiographie est plutôt avantageuse pour l'armée de Guillaume II, que l'on croit vaincue par le nombre et un effondrement intérieur du régime. On crédite notamment l'Allemagne d'avoir toujours doté son armée des meilleurs équipements. Ce n'est qu'en partie vrai et encore seulement au début de la guerre. En 1914, en effet, l'armée du Kaiser s'appuie sur le budget le plus important et une très solide industrie militaire. Elle est la plus puissante au monde et logiquement la mieux armée. D'autant plus que, tout en conservant la conscription, elle a fait un choix qualitatif : elle n'incorpore pas tout le contingent mobilisable pour pouvoir mieux l'entraîner et l'équiper – ce choix, rétrospectivement, a peut-être coûté la guerre à l'Allemagne qui ne disposait pas en septembre 1914 d'un rapport de force numérique suffisant pour l'emporter contre la France.

L'armée allemande de 1914 dispose de deux avantages spécifiques. D'abord, une artillerie lourde de siège équipée de mortiers géants de 210, 305 et 410 mm ainsi que de lance-mines (*Minenwerfer*) de 250 mm. De quoi faciliter la prise rapide des places fortes et aussi, grâce aux seconds, mieux s'adapter à la guerre de tranchées. Ensuite, les Allemands affichent une grosse supériorité dans l'artillerie lourde de campagne : celle-ci dispose d'environ 1 100 obusiers de 105 et 150 mm [contre 300 en France] dans les unités pour contrebattre les pièces adverses. Ces obusiers se révéleront ensuite utiles pour les puissantes et rapides préparations précédant les grandes offensives. Mais les Français disposent, eux, de 4 000 canons de campagne de 75 mm, très supérieurs aux quelque 3 000 77 mm allemands, notamment par leur cadence de tir (15 à 20 coups par minute contre 8 à 10).

Par la suite, les armements des différentes armées se valent et l'équilibre technique est à peu près atteint dans l'infanterie en 1916. Dans l'artillerie, hormis les canons géants d'une utilité marginale qui frappent Paris en mars 1918, les Allemands sont techniquement rattrapés par les Français en 1917 qui, bien que disposant de moins de pièces, lancent autant d'obus qu'eux l'année suivante. Dans les airs, les générations d'avions se succèdent



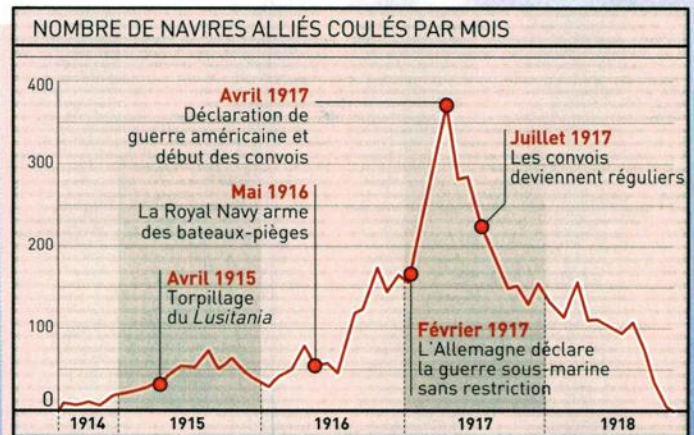
Le mortier allemand de 420 surnommé « Grosse Bertha » lance un projectile de 900 kg à 10 km. Trop coûteux, trop lourd, difficile à déplacer, il n'a pas d'effet important sur le conflit. Les Allemands seront plus innovants dans les préparations d'artillerie.

rapidement à l'avantage des uns et des autres. Les avions de chasse français SPAD XIII et britanniques Sopwith Camel valent bien les Fokker D.VII allemands. Les Allemands innovent au printemps 1918 avec les escadrilles d'Halberstadt CL. II, appareil spécialisé dans l'attaque des troupes au sol. Mais les Français répondent à la fin de la guerre avec le bimoteur triplace Caudron R XI. La grande faiblesse de l'Allemagne est l'industrie automobile. Et son grand raté est évidemment le char. Alors que Français et Britanniques se dotent de blindés chenillés dès 1916 (voir G&H n° 5, p. 42 et ci-contre p. 44), il faut attendre la fin de la guerre pour que les Allemands sortent enfin une vingtaine de monstrueux et patauds A7V (30 t, seize hommes). Entre-temps, plus de 3 000 FT-17 français (6,5 t, deux hommes) et 1 600 Mark IV et V britanniques (29 t, huit hommes) ont changé le cours de la guerre. ■ M. G.

terre à genoux

et les réserves anglaises (30 % des cargos sous pavillon britannique naviguent ainsi ailleurs que dans l'Atlantique nord, où ils sont rappelés en 1917). En outre, le choix allemand d'une « guerre sans restriction », où tout ce qui flotte est considéré comme cible, aliène automatiquement les États-Unis, dont l'entrée en guerre est effective en avril et qui saisissent d'emblée dans leurs ports 600 000 t de navires de la Triplice réfugiés. Enfin (et surtout selon Willmott), contrairement à ce qu'espère Berlin, la terreur compréhensible des marines marchandes neutres est calmée par l'argent anglo-américain.

Le clou dans le cercueil des espoirs de Holtzendorff est l'adoption – en mai, mais mieux vaut tard que jamais – des convois par la Navy. Cette mesure contre-intuitive, qui consiste à concentrer les cargos vulnérables pour limiter leurs chances de détection, porte ses fruits et les pertes mensuelles tombent en novembre à moins de 400 000 t. Les U-Boote sont quasi invulnérables, radars et sonars n'ayant pas été inventés : 73 seulement sont perdus en 1917, essentiellement à cause d'un gigantesque effort de minage britannique. Mais les prédateurs sont tout aussi myopes que leurs proies, et ils n'ont pas inventé les tactiques de meute qui feront les beaux jours de la Kriegsmarine en 1941-1942. ■ P. G.

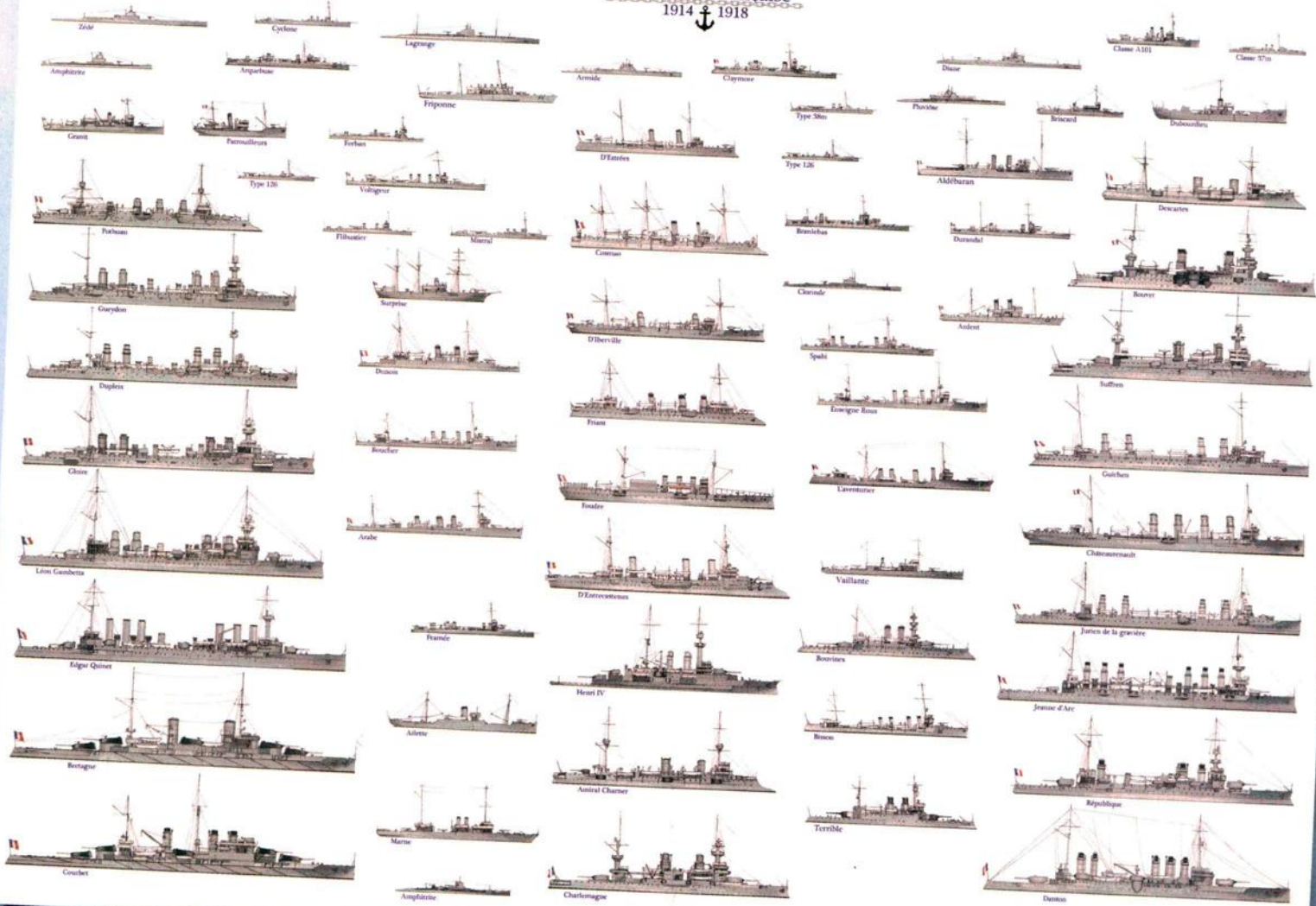


UNE MENACE RÉELLE MAIS VITE CONTRÉE

La crise du tonnage allié ne dure que de janvier à juillet 1917. La pratique des convois escortés et les capacités de construction anglo-américaines ramènent les pertes à un niveau raisonnable dès l'automne 1917. Il s'agit d'un fiasco stratégique car les 4 à 5 millions de tonnes coulés dans cette période sont payées par l'Allemagne de l'entrée en guerre des États-Unis.



La Marine Française
1914 - 1918



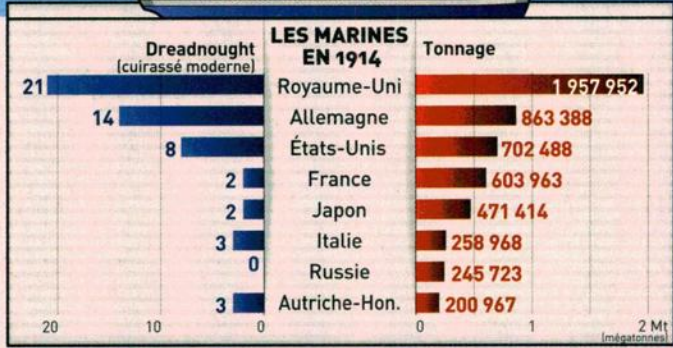
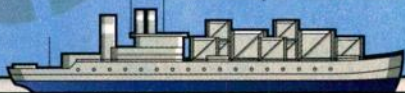
En 1918, la Marine nationale ne dispose que de sept cuirassés modernes : quatre de classe *Courbet*, trois de classe *Bretagne* (en bas à gauche sur la planche).

17 - La Royale n'a pas fait grand-chose

En France, il ne vient à l'idée quasiment de personne que la Marine nationale, en dehors du bref et

tragique épisode des Dardanelles (voir p. 51), ait pu jouer un rôle essentiel dans le conflit. Tout au plus évoquera-t-on le combat des fusiliers marins sur l'Yser en octobre 1914. C'est vrai qu'au début de la guerre, la flotte tricolore est déclinante. Un vaste programme de modernisation et de construction a certes été lancé en 1912, mais il ne doit aboutir qu'au début des années 1920 et la France n'occupe que le 4^e rang mondial, loin derrière la Grande-Bretagne, l'Allemagne et les États-Unis, et presque rattrapé par le Japon. La marine doit cependant assurer le lien avec l'immense empire colonial français et répondre à des exigences opérationnelles qu'elle seule peut assumer, comme par exemple le transfert des troupes d'Afrique du Nord puis la responsabilité de la lutte navale en Méditerranée.

Pour remplir ces missions, des milliers de bâtiments civils sont réquisitionnés et leurs équipages militarisés. Paquebots, cargos, caboteurs, chalutiers et yachts sont massivement employés à partir de 1915, dans les eaux du Grand Nord pour ravitailler la Russie et surtout en Méditerranée : sur les lignes allant au Maghreb, en Adriatique pour bloquer la flotte austro-hongroise, en mer Égée en soutien de l'armée de Salonique... L'artillerie embarquée du *D'Entrecasteaux* et les hydravions contribuent à mettre en échec l'offensive turque contre le canal de Suez au printemps 1915. Les services de renseignements de la marine sont très actifs au Levant et les navires français sauvent du massacre plusieurs milliers d'Arméniens. Limiter la Première Guerre mondiale aux seules opérations terrestres serait donc à la fois faux et injuste. ■ R. P.



LA ROYAL NAVY JOUE LES PREMIERS RÔLES

L'équipement de la Marine nationale est largement obsolète. Incapable de suivre la course aux Dreadnought, elle laisse la Navy affronter les Allemands et se borne à des missions secondaires mais vitales : garder les liaisons avec l'empire et tenir les Autrichiens en respect en Méditerranée.

18 - L'aviation n'a pas eu d'influence sur les combats au sol



La RAF fait construire 5300 exemplaires de l'excellent Bristol F.2 Fighter, voué à l'observation mais chasseur au besoin.

Si Foch peut encore considérer l'aviation en 1910 comme un sport sans réelle utilité militaire, il n'en est plus de même en 1914. Lors de l'entrée en guerre, la France et l'Allemagne disposent d'un peu moins de 200 appareils opérationnels sur le front du Nord-Est, essentiellement employés à des missions de reconnaissance et d'observation.

Très rapidement, ces modestes engins se montrent irremplaçables pour identifier les axes de progression adverses. Ainsi, début septembre, des aviateurs signalent le changement d'orientation de la 1^{re} armée allemande, information qui permet aux Français d'attaquer victorieusement sur la Marne.

Très vite, l'apport des avions aux opérations dépasse largement le cadre du renseignement, comme Joffre s'en rend compte dès novembre 1914 : « L'aviation militaire n'est pas seulement, comme on avait pu le supposer autrefois, un instrument de reconnaissance. Elle s'est rendue, sinon indispensable, du moins extrêmement utile pour le réglage du tir de l'artillerie. Elle a montré, en outre, que par

le lancement de projectiles à explosifs puissants, elle était en mesure d'agir comme une arme offensive, soit pour des missions éloignées, soit en liaison avec les autres troupes. »

Dès 1916, les généraux ont compris que le sort des batailles au sol dépend de la maîtrise de la troisième dimension, ainsi que le résume Pétain au commandant de Rose, le fondateur de la chasse française chargé de contrer les 22 escadrilles allemandes qui couvrent l'offensive contre Verdun : « Nettoyez-moi ce ciel ! » La création de la puissante division aérienne (à 42 escadrilles dont 24 de chasse et 15 de bombardement !), en mai 1918, marque l'aboutissement de ce processus, dont les effets sont par exemple palpables en septembre lorsque plus d'un millier d'avions de tous types sont engagés dans le cadre de l'offensive franco-américaine de Saint-Mihiel (voir p. 60). À la fin de la Grande Guerre, l'aviation est totalement intégrée dans le processus de planification des opérations au sol, comme le prouvent quelques années plus tard les expériences de la guerre du Rif. ■ R. P.

19 - L'espionnage a joué un rôle mineur



Une des rares photos d'« espion » fusillé. Son identité demeure controversée, comme celle du peloton !

Quand on pense espionnage, on imagine un agent en imperméable mastic de la guerre froide ou les multiples maîtres – Cicéron, Sorge, Trepper... – qui ont marqué de leurs exploits la Seconde Guerre mondiale. La Grande Guerre, en revanche, avec ses duels d'artillerie et ses attaques massives, semble bien éloignée des finasseries d'agents secrets et de leurs officines occultes. Qui sait par exemple que le lieutenant-colonel Zopff n'est pas le chef de l'espionnage bordure chargé d'éliminer Tintin mais le patron des services français en 14-18 ?

La Grande Guerre est le premier conflit où l'espionnage joue un rôle majeur. Il y prend toutes les formes qu'on lui connaît depuis : foisonnement des agences de

renseignements, campagnes de destruction, propagande et intoxication, écoute des transmissions, réseaux de « résistance », multiplication des agents de tous bords, etc. Dès 1915, les Français déposent par avion des espions et des saboteurs derrière les lignes allemandes. Des réseaux d'observateurs civils se déploient en territoire occupé pour suivre les mouvements des trains militaires. Tout cela est encore de l'amateurisme par rapport à l'action d'espions patentés qui, infiltrés en territoire ennemi (ou recrutés parmi la population locale), en rapportent de véritables scoops : des semaines à l'avance, l'espionnage français connaît le projet d'attaque allemande contre Verdun, et son homologue allemand l'offensive alliée sur la Somme !

À côté du renseignement humain [assez classique ; voir aussi p. 63 et 64], apparaissent déjà les prémices de la guerre électronique actuelle : écoute des communications, cassage des codes, brouillage, radiogoniométrie (localisation d'une émission radio par triangulation)... Toutes les grandes nations s'écoutent : surtout les Français et les Britanniques mais aussi les Autrichiens, les Allemands, les Italiens, les Américains, etc. On connaît les succès de la chambre noire de l'Amirauté britannique (Room 40) ou encore l'affaire

du **télégramme Zimmerman**, dont le décodage incite Washington à entrer en guerre. Dans ce domaine, Paris est aussi actif que Londres, et sur tous les fronts (Grèce, Espagne, Maroc, front français...). La Grande Guerre est d'ailleurs une date clé pour les écoutes puisqu'elle conduit à la création en 1919 de la Government Code and Cypher School (GCCS, l'école gouvernementale de codage et chiffage britannique), ancêtre de l'actuel Government Communications Headquarters (GCHQ, quartier général des communications du gouvernement fondé en 1946), pilier du réseau Echelon avec la NSA américaine.

L'espionnage dans la Grande Guerre, ce sont enfin les manœuvres sournoises menées par des services spécialisés. Les Allemands, par exemple, développent à cette occasion une belle variété d'organismes aussi entreprenants que méconnus. Citons la NfO (Nachrichtenstelle für den Orient : agence de renseignement de l'Orient) chargée de soulever le monde musulman contre les puissances de l'Entente. Ou encore la section politique de l'état-major, qui pousse les Irlandais à la révolte contre le pouvoir de Londres et qui organise d'audacieuses campagnes de destructions dans les pays ennemis mais aussi chez les neutres. ■ J.-C. D.

Le **télégramme Zimmermann** est envoyé par Arthur Zimmermann, secrétaire d'État allemand aux Affaires étrangères, à son ambassadeur à Mexico le 16 janvier 1917. Il contient une proposition faite au Mexique d'entrer en guerre aux côtés des puissances centrales au cas où l'Amérique rejoindrait l'Entente. Intercepté et révélé par les services britanniques, il joue un rôle majeur dans l'entrée en guerre des États-Unis.



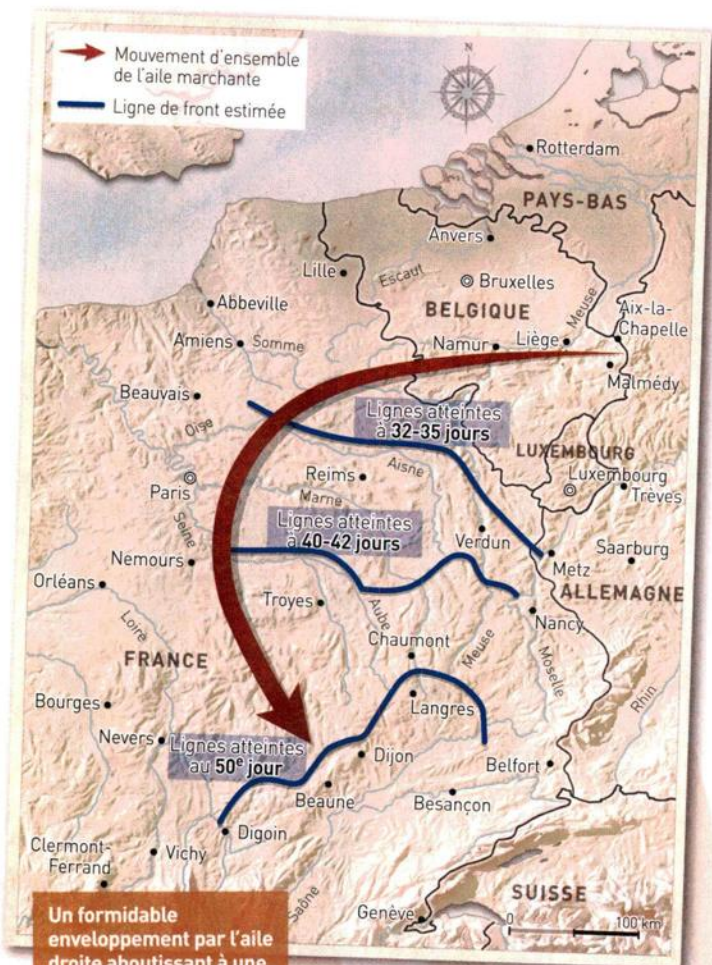
Un téléphone de campagne allemand. Plus sûr que la TSF, le téléphone pouvait malgré tout être écouté en récupérant les courants de terre.



Les opérations

Les Allemands (presque) vainqueurs grâce à leur plan génial ?
 Vision surévaluée. Salonique, une opération de jardinage ?
 Vision sous-évaluée ! En fait, aucune des grandes batailles
 de la guerre ne répond exactement à l'idée qu'on s'en fait.

20 - Le plan Schlieffen est passé à deux doigts de la réussite



Un formidable enveloppement par l'aile droite aboutissant à une bataille à front renversé, tel est le plan Schlieffen. L'ampleur des mouvements, l'audace des présupposés, la lutte constante contre la montre en font une véritable utopie militaire, très caractéristique de la tradition allemande.

Le général Helmuth von Moltke (1848-1916), dit **Moltke le Jeune**, est le neveu du célèbre chef d'état-major prussien de 1870. Il occupe le poste de son oncle à partir de 1906 et jusqu'à son évincement le 14 septembre 1914 au profit du général von Falkenhayn. Il pousse l'empereur Guillaume II à la guerre mais ses nerfs le trahissent lors du déclenchement des hostilités. L'historiographie traditionnelle le tient pour responsable de l'échec du plan Schlieffen.

Dans son mémoire de 1905, Alfred von Schlieffen, chef de l'État-Major général de l'armée du Kaiser (voir p. 39), expose un plan d'attaque qui doit apporter en quelques semaines la victoire allemande.

Ce plan est resté dans les mémoires comme un exemple de perfection : il aurait probablement fonctionné, c'est certain, sans une contre-attaque miraculeuse sur la Marne...

En réalité, cette vision ne correspond pas à la réalité. Pour commencer, le « plan » n'en est pas un : il s'agit plutôt d'un concept opérationnel fondé sur des prémisses hasardeuses, et dont les chances de réussite sont de ce fait aléatoires (voir carte ci-dessus). Pourquoi ? D'abord parce que Schlieffen envisage une guerre contre la seule France, privée de tout allié, et part de l'hypothèse d'une armée tricolore

placée en défensive en Lorraine. Il veut la détruire par une manœuvre d'enveloppement, qui suppose des forces dont il ne dispose pas et de piétiner les neutralités néerlandaise, belge et luxembourgeoise. Il compte sur la dynamique propre à l'offensive pour désarticuler toute résistance et parvenir au-delà de l'Oise, livrer bataille à front renversé et rejeter l'adversaire vers l'Est en l'empêchant de se replier vers la Loire.

Schlieffen, qui cède son poste en 1906, ne mettra pas en œuvre son ambitieux programme. Mais son successeur **Moltke le Jeune**, lui, le reprend en août 1914 en dépit d'un contexte stratégique radicalement modifié par l'ouverture d'un deuxième front à l'Est.

Afin de muscler son aile droite, chargée de tourner l'armée française, Moltke la dote de douze corps d'armée, le maximum autorisé par la logistique. Mais il réduit l'ampleur du mouvement en décidant de respecter la neutralité néerlandaise (pour conserver une ouverture sur l'extérieur en cas de guerre longue), ce qui le prive d'une rocade ferroviaire. Doutant que les Français resteront sur la défensive, il attribue huit corps d'armée à son aile gauche pour contrer une attaque venue de Lorraine.

Dès le début de la campagne, cette crainte est confirmée : on sait à Berlin que Joffre va chercher à attaquer, en articulant ses forces sur une ligne plus allongée que prévu. Le front à l'ouest de Verdun sera donc mieux tenu. Mais il est trop tard pour adapter

en conséquence le déploiement de l'aile droite. La dynamique de l'offensive semble pallier ce défaut, puisque la bataille des frontières (voir p. 51) donne l'avantage aux Allemands. Mais ces victoires « ordinaires » ne permettent pas de saisir l'aile gauche française. Le dispositif français n'est pas désarticulé : il n'est pas rabattu vers l'Est - la clé du plan -, mais se replie frontalement.

Tout dépend alors de la possibilité de renforcer l'aile droite, d'autant qu'elle s'est affaiblie en route pour couvrir ou assiéger des places. Mais les prélèvements sur l'aile gauche font en effet rage en Lorraine, où les Allemands ont rejeté les Français sur leurs lignes fortes de Nancy à Épinal, et Moltke veut maintenir la pression pour les y fixer. Il sait par ailleurs que ces renforts risqueraient d'arriver trop tard, le sabotage des réseaux ferrés belge et français interdisant tout déplacement rapide. Joffre n'a pas ce problème : pensant son aile droite à couvert, il peut utiliser ses rocade intactes pour ramener du monde à gauche (où se trouve, autre grain de sable imprévu, le contingent britannique) et contre-attaquer sur la Marne l'aile allemande découverte, numériquement affaiblie et en bout de course logistique. La manœuvre de Joffre est bien vue, mais pas miraculeuse. La défaite allemande se lit déjà dans les présupposés de Schlieffen : adversaire sur la défensive et sans alliés, absence de frictions et d'aléas logistiques... ■ **Pierre Jardin**

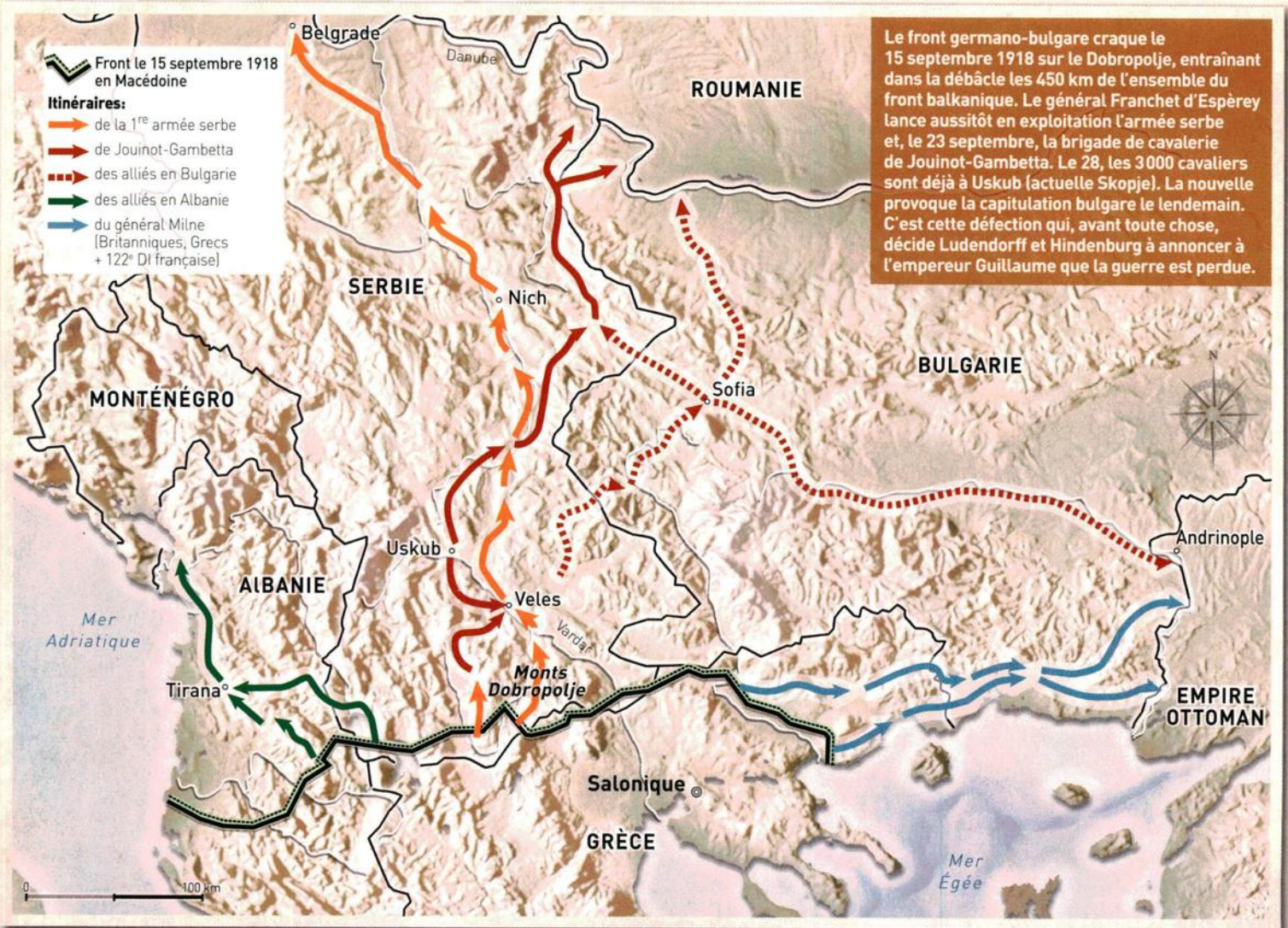
21 - Salonique, un front secondaire

La conception très franco-française d'une Première Guerre mondiale centrée sur le front occidental, globalement entre le **Vieil-Armand** et la Somme, a longtemps conduit à passer sous silence, ou à minimiser, l'importance des fronts dits « secondaires » ou « périphériques ». Celui de Salonique est à cet égard emblématique. De l'automne 1915 à l'été 1919, les Alliés (Français, Britanniques, Serbes, Italiens, Russes, ultérieurement Grecs et même Albanais) ont entretenu en Grèce du Nord plusieurs centaines de milliers d'hommes, mal équipés, mal ravitaillés, dans des conditions climatiques et sanitaires extrêmement difficiles. Les oppositions entre le commandant de l'armée d'Orient, le général **Sarrail** et le GQG d'une part, entre les gouvernements français et britanniques d'autre part, condamnent longtemps ce front de Salonique à l'immobilisme. Pourtant, l'idée d'origine – formalisée dès novembre 1914 dans un rapport du colonel de Lardemelle remis au président de la République – se trouve justifiée en 1918. Lorsque Franchet d'Espèrey, successeur de Sarrail, parvient à rompre les lignes bulgares et à contraindre Sofia à accepter l'armistice à la fin du mois de septembre, c'est sur le front d'Orient qu'une première puissance ennemie doit accepter une défaite capitale : elle ouvre la route de Budapest,

de Vienne, et pourquoi pas de l'Allemagne du Sud. Hindenburg considère d'ailleurs, à la suite de cette offensive des armées alliées d'Orient (AAO), que la guerre est alors définitivement perdue pour le Reich. Stratégiquement habile, le principe d'un investissement des puissances centrales attaquées sur leur flanc le plus faible n'a pourtant jamais bénéficié des moyens qui auraient permis de mener le projet à bien, puisque, pour la majorité des hommes politiques comme du haut commandement français, une priorité absolue doit être accordée au front de France, tandis que les Britanniques privilégient catégoriquement le Moyen-Orient. Clemenceau, évoquant avec mépris les « *jardiniers de Salonique* », contribuera à minimiser leur rôle et à les maintenir dans l'oubli. Au-delà de la non-reconnaissance de l'importance de leurs actions, il en résulte également le déni de leurs souffrances. En effet, outre la faim, la soif, le froid, la boue, les épidémies entre 1915 et 1918, les « poilus d'Orient » sont démobilisés plus tardivement que leurs camarades du front occidental : ils occupent la Bulgarie, la Hongrie et se battent en Russie du Sud et en Crimée jusqu'au printemps 1919 avant de rejoindre, pour certains, Constantinople ou le Levant. ■ R. P.

La bataille du **Vieil-Armand** (Hartmannswillerkopf en allemand) désigne une série d'engagements discontinus qui se déroulent de janvier à décembre 1915 dans le département du Haut-Rhin alors allemand. L'enjeu en est le contrôle d'un sommet des Vosges surplombant la plaine alsacienne. Une bataille sanglante (25 000 Français tués) rendue encore plus atroce par des froids terribles.

Le général **Maurice Sarrail** (1856-1929) prend la tête de la 3^e armée le 30 août 1914 à la veille de la bataille de la Marne. Joffre le limoge en juillet 1915. Ses amitiés à gauche lui valent ensuite le commandement du corps expéditionnaire franco-britannique à Salonique jusqu'à la fin 1917. Après la guerre, il est haut-commissaire de la République en Syrie.





22 - Verdun vise à saigner les Français à blanc

La **course à la mer** désigne l'ensemble des manœuvres qui suivent la bataille de la Marne, de la fin septembre à la fin décembre 1914. Chacun des deux camps tente de déborder l'aile occidentale de l'adversaire et de s'emparer des ports sur la Manche et la mer du Nord. Le front se fige ensuite pour trois ans de la mer du Nord à la Suisse.

Verdun est un carnage effroyable qui tue 300 000 soldats, en blesse 400 000 et coûte des pertes quasi identiques aux deux armées adverses. Ce n'est nullement ce à quoi songeait Falkenhayn. Son vrai but – chercher une paix de compromis – n'est pas atteint non plus : Verdun ne remet pas en question l'offensive alliée sur la Somme et, en Russie, Brusilov ruine définitivement l'armée austro-hongroise, ponctionnant d'autant les réserves allemandes.

Erich von Falkenhayn (1866-1922), nommé chef de l'État-Major général en septembre 1914 en remplacement de Moltke battu sur la Marne, a justifié dans les années 1920 sa décision d'attaquer à Verdun par sa volonté de « *saigner l'armée française à blanc* ». Cette brutalité mérite nuance. Falkenhayn cherche en fait à jouer au dur afin de corriger la réputation de mollesse qu'ont établie ses rivaux, Hindenburg, Ludendorff (voir p. 39) et autres jusqu'aboutistes. En réalité, s'il cherche bien à imposer une bataille d'usure, Falkenhayn réfléchit en termes de stratégie, mieux que le tacticien Ludendorff ne l'a fait. D'abord, il prend acte de l'impossibilité d'envelopper les Français lors de la **course à la mer** de l'automne 1914. À l'Est, les tentatives visant à envelopper l'armée russe à l'hiver 1915 ont échoué tout autant. Aux projets grandioses de Hindenburg, Falkenhayn oppose désormais son scepticisme.

Il ne croit pas possible de saisir un adversaire qui dispose d'un réservoir d'hommes et d'espace immense pour se replier et durer.

De tout cela, Falkenhayn tire une conclusion raisonnée : l'Allemagne n'a pas seulement le choix entre victoire ou défaite, elle peut aussi ne pas perdre. Pour ce faire, lui

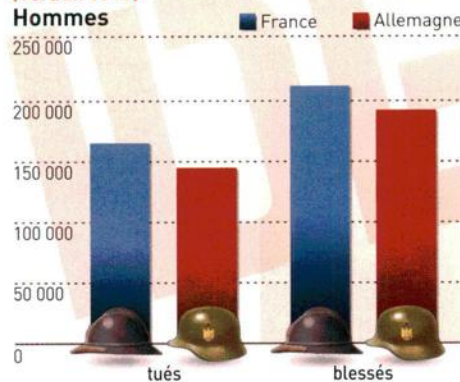
faut d'abord instiller dans l'esprit adverse que la victoire est impossible. Il convient ensuite de garder l'initiative dans la défensive en jouant des lignes intérieures pour porter alternativement des coups offensifs à l'Ouest et à l'Est, destinés à briser la capacité opérationnelle de l'ennemi et à user ses forces. Parallèlement, Falkenhayn compte sur la diplomatie pour valoriser les résultats obtenus en cherchant à rompre l'alliance pour en sortir soit la Russie, soit la France. Confronté fin 1915 à la menace

d'une offensive générale alliée, Falkenhayn entend la prévenir en attirant sur un point choisi par lui une partie des forces qui devront y participer et diminuer ainsi le risque de voir son front percé.

Ce point choisi, c'est Verdun. Tactiquement, Falkenhayn joue sur l'acceptation sans discussion du dogme exigeant la reconquête à tout prix du terrain perdu. Enfoncé par un premier assaut, l'ennemi se lancera dans des contre-attaques qui le mèneront sous le feu de l'artillerie et se fera décimer.

Le matériel allemand fera la différence, la capacité opérationnelle de l'armée française sera atteinte... Au point peut-être de l'amener à admettre qu'elle ne peut vaincre. C'est là le but recherché : un but politique – stratégique – qui dépasse de loin une pure destruction de l'armée française à laquelle on a réduit le projet de Falkenhayn. ■ P.J.

BILAN DES PERTES HUMAINES (Verdun 1916)



SOURCE: WWW.LESFRANCAISAVEVDUN-1916.FR/
HISTO-VERDUN-BILAN.HTM

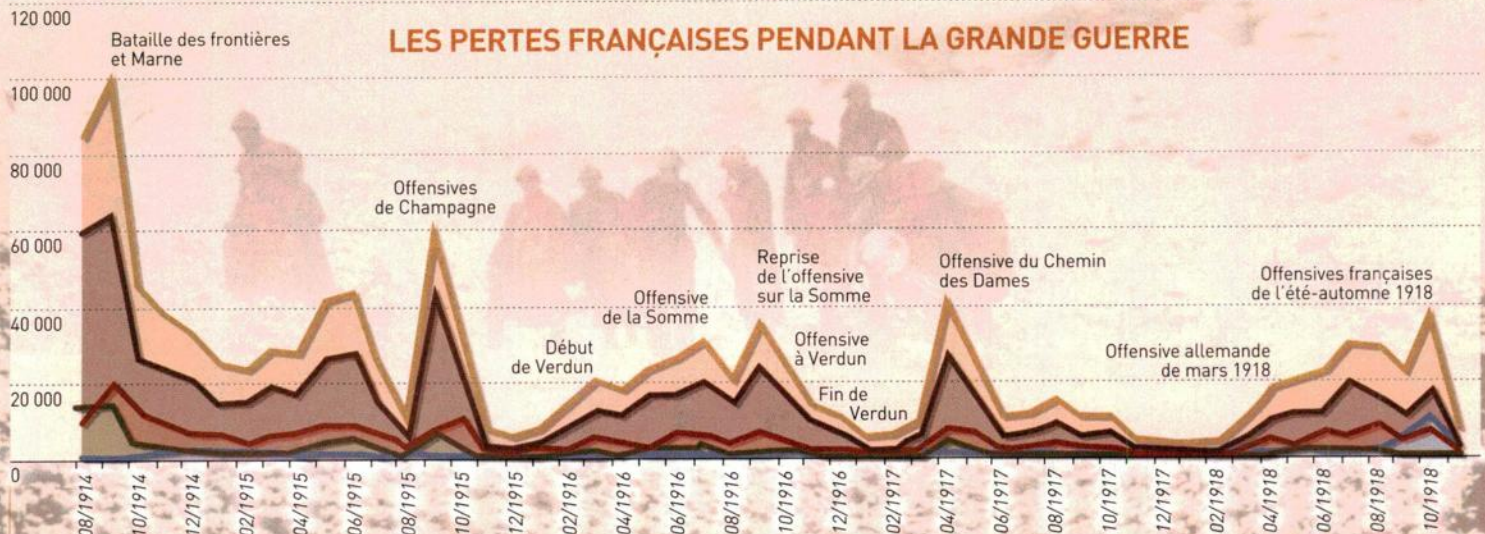
Il y a deux guerres de 14-18 : celle du mouvement, au début et à la fin, et celle des « offensives immobiles » de 1915 à 1917. Le graphe ci-dessous montre à quel point, pour les Français, la pire hécatombe est celle des cinq premiers mois de la guerre.

23 - Une guerre immobile

Dans l'inconscient collectif occidental, 14-18 rime avec « tranchées ». Une France balafmée quatre années durant, de la Suisse à la mer du Nord. Et pourtant, il faut le dire, cette guerre-là n'offre à peu près aucun intérêt militaire, où les gains des grandes offensives n'excèdent

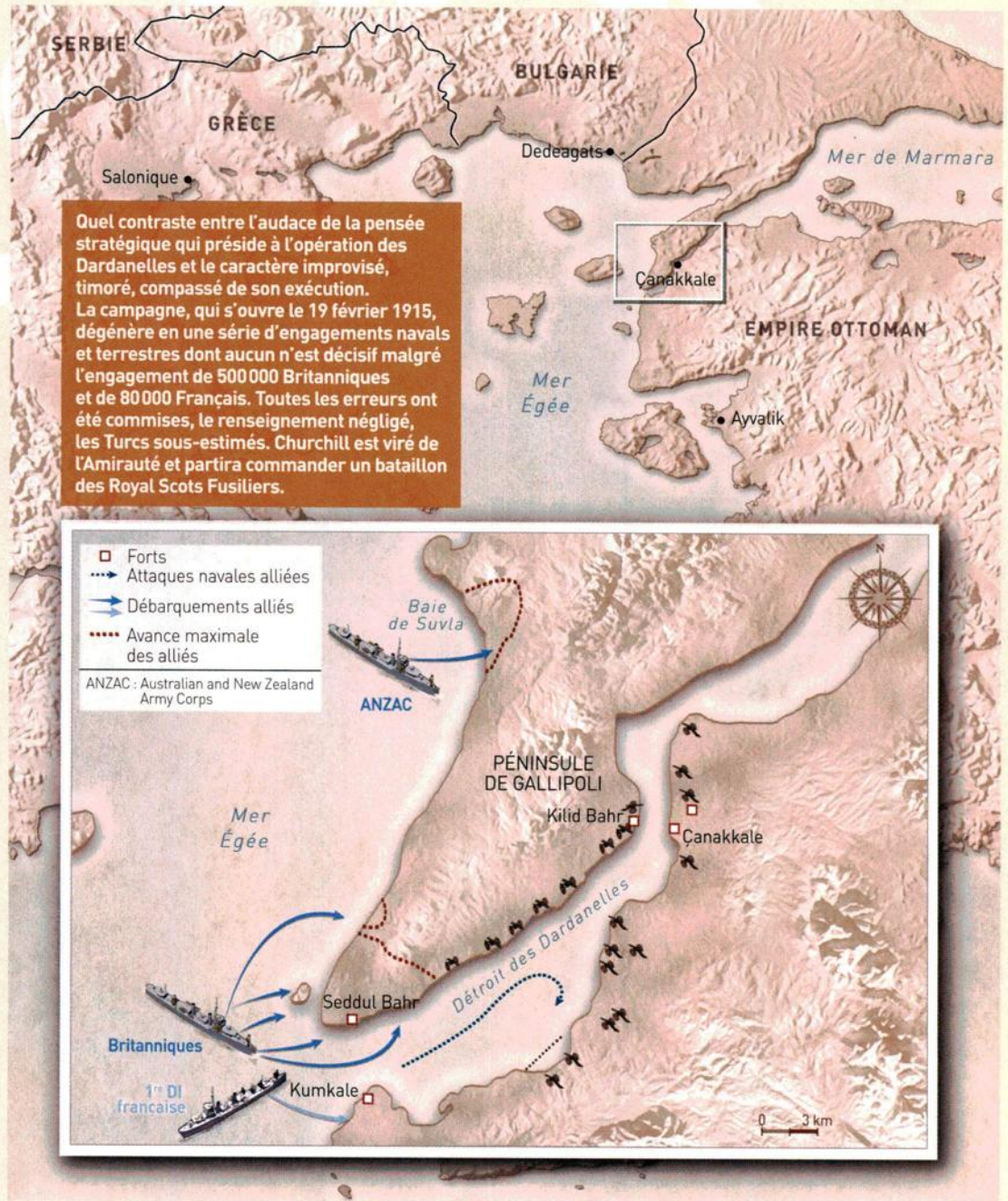
pas une poignée de kilomètres. Les deux périodes qui comptent dans le conflit sont ses extrémités, c'est-à-dire les campagnes de mouvement. D'août à octobre 1914 se sont succédé des opérations aussi importantes que la **bataille des frontières**, celle de la Marne et la course

Soldats français



24 - Les Dardanelles, l'idée stupide de Churchill

Idée stupide ? Mais elle fait sens, bien au contraire ! Fin 1914, les Franco-Britanniques sentent bien qu'il faut redonner de l'air à l'allié russe, culbuté fin août à Tannenberg (voir p. 39) puis début septembre aux lacs Mazures par Hindenburg. En outre, saisir les Dardanelles, passage obligé entre Méditerranée et mer Noire, infligerait un revers potentiellement fatal à la Turquie alliée aux puissances centrales depuis novembre 1914. Et permettrait de rétablir la liaison avec les ports d'Ukraine et de Crimée, par où transitent 75 % des exportations de céréales russes, la principale source de devises du tsar. Les gains stratégiques sont donc colossaux. Quant à Churchill, il n'est pas le premier à avoir l'idée d'un secours par l'Orient : c'est Aristide Briand, le ministre français de la Justice, qui évoque dès novembre 1914 une expédition dans le secteur, à Salonique. Mais Joffre refuse obstinément les effectifs indispensables, et c'est à Londres que les Russes trouvent le soutien nécessaire en janvier 1915. Kitchener, ministre de la Guerre, alerte Churchill, le premier lord de l'Amirauté [équivalent d'un ministre de la Marine], qui a fait bombarder l'entrée du détroit des Dardanelles dès la déclaration de guerre turque et s'est convaincu dans la foulée de la vulnérabilité ottomane. L'ennui est que la suite militaire donnée à cette idée défendable, sinon bonne, est calamiteuse. Mal planifiée, mollement menée, l'opération est trop étalée dans le temps, ce qui laisse aux Turcs le temps de se préparer : soixante-six jours s'étalent entre la première tentative de forcer le détroit par mer (19 février 1915) et le débarquement dans la péninsule de Gallipoli (25 avril) ! ■ P. G.



à la mer. Et à partir de mars 1918, le mouvement reprend avec les offensives allemandes de printemps, qui enfoncent d'abord le front avant d'être repoussées par les contre-attaques victorieuses de l'Entente (voir G&H n° 5, p. 38). Cette vision d'une guerre essentiellement immobile ne concerne cependant que le front Ouest. Car à l'Est, où s'affrontent, début 1917, 159 divisions russes, environ 70 allemandes et 40 autrichiennes (contre 340 pour l'ensemble des autres théâtres), la guerre de positions reste inconnue. Les combats débutent en 1914 sur le sol du Reich, en Prusse-Orientale, pour se déplacer ensuite vers les provinces baltes et la Galicie et finir, en 1918, à la faveur de l'éclatement de la Russie, en Ukraine et dans le Caucase. Même topo dans les Balkans pour la Serbie,

pour les fronts exotiques en Afrique et au Moyen-Orient et, bien entendu, pour la guerre navale. Le front italien, lui, est longtemps resté fixe car situé dans les Alpes, avant d'être enfoncé vers le sud en 1917, vers le nord en 1918. Il n'y a guère que l'expédition des Dardanelles qui évoque l'immobilité française de 1915-1917. Que la postérité se focalise sur cette guerre immobile parle moins de la réalité militaire que d'une certaine vision de la France : celle qui dit non, qui résiste, qui se recroqueville sur son pré carré, qui pense que le salut est dans le raidissement sur des positions acquises, échaudée qu'elle est par le mal venu de l'étranger ; une France dépassée par les événements et qui fait le gros dos en attendant que ça s'arrange. ■ J.-C. D.

La **bataille des frontières** désigne la première phase des opérations en août 1914. Ces opérations se déroulent le long de la frontière franco-allemande (où les Français attaquent en Alsace et en Lorraine) et sur la frontière franco-belge et germano-belge (où Français, Britanniques et Belges tentent en vain de résister à la manœuvre Schlieffen.



Les combattants

Le traumatisme subi par des millions d'hommes jetés en enfer provoque après guerre toute une série d'accusations. Certains auraient payé plus que d'autres le prix du sang. Souvent infondées, ces affirmations révèlent surtout l'ampleur – inacceptable – des pertes.

Un tirailleur sénégalais blessé au poste de secours de l'ouvrage de Froideterre, en juin 1916. C'est le point le plus avancé atteint par les Allemands à Verdun.

25 - Les troupes africaines, chair à canon

Le général **Charles Mangin** (1866-1925) est connu pour deux choses : sa superbe contre-offensive de Villers-Cotterêts en juillet 1918 avec la 10^e armée et ses plaidoyers passionnés pour la création d'une « force noire » à base de tirailleurs sénégalais. Très antiallemand, marqué à droite, il meurt dans des conditions mystérieuses.

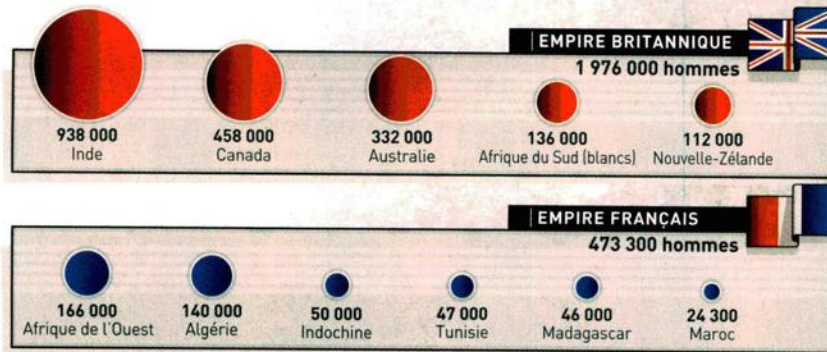
Blaise Diagne (1872-1934), né au Sénégal, est le premier député africain élu à la Chambre des députés, à occuper un poste de sous-secrétaire d'État et à endosser une haute dignité franc-maçonne. En janvier 1918, il est fait haut commissaire du gouvernement pour le recrutement des troupes noires.

« **L**es Noirs ont été massacrés durant la Première Guerre mondiale » ; « on a sacrifié les Noirs au lieu des Blancs dans les tranchées » ; « le sang des Noirs a permis d'économiser celui des Blancs » ; les officiers coloniaux, **Charles Mangin** en tête, auraient été les « broyeurs des Noirs » au point que leur commandement durant 14-18 serait la « chronique d'un racisme ordinaire ». Les années passent et les poncifs et clichés à l'égard de l'emploi des tirailleurs dans la Grande Guerre n'en finissent pas de s'amonceler. Avec la commémoration du centenaire du premier conflit mondial, il faut d'ailleurs craindre le retour du mythe de la « chair à canon » qui témoigne hier

comme aujourd'hui d'une analyse partielle et partielle. D'où vient cette idée reçue selon laquelle les tirailleurs sénégalais auraient servi de « chair à canon » ? D'abord de la littérature militaire, particulièrement de l'ouvrage de Charles Mangin, *La Force noire*, publié en 1910. Pour faire valoir son propos, l'officier se fait largement caricatural contribuant à asseoir des stéréotypes (races guerrières, Afrique terre à soldats...) qui se retourneront contre lui ensuite. Aux propos peu nuancés de Charles Mangin viennent s'ajouter ceux de **Blaise Diagne**, député du Sénégal qui, au lendemain du drame du Chemin des Dames marquant l'échec de l'offensive Nivelle, expose dans un comité secret (29 avril 1917) comment les troupes noires ont été utilisées comme de la « chair à canon ». De fait, 21 bataillons soit

près de 15 000 tirailleurs ont été affectés à la 6^e armée de Mangin. Or, en moins de trois jours, les pertes sont énormes : plus de 22 % de tués ou disparus. À la Chambre, Diagne élabore un sévère réquisitoire qui insiste sur l'ampleur et l'inutilité des pertes. Mais il ne remet à aucun moment en cause le bien-fondé du recours aux Africains. Deux ans plus tard, en 1918 lors de la défense de Reims, la propagande allemande reprend le propos assurant que « ce sont des Nègres que l'on sacrifie ». Enfin, l'idée de sacrifice des Noirs s'associe définitivement à Mangin avec le livre d'Henri Dutheil, *De Sauret la Honte à Mangin le Boucher, roman comique d'un état-major*, paru en 1923. Et pourtant, ces idées ne sont aucunement attestées par les chiffres, ni par l'ambiance de la sortie de guerre. Comparées avec celles des

fantassins originaires de métropole, les pertes des troupes noires sont plutôt inférieures sur l'ensemble de la guerre : de l'ordre de 21,5 % pour les seconds, un peu plus de 23 % pour les premiers. Et si le taux de perte apparent semble similaire, une analyse plus détaillée permet de constater que les tirailleurs sénégalais sont au moins autant atteints par les maladies pulmonaires que par les balles. La relative infériorité des pertes des tirailleurs par rapport aux métropolitains s'explique ainsi en grande partie par des mesures protectrices prises dès 1915 en faveur des Africains qui souffraient durement du froid. Expédiés en camps d'hivernage, ils sont éloignés du lieu des combats et mis partiellement à l'abri des rigueurs de l'hiver. Enfin, contrairement à une autre idée reçue, il n'a jamais existé de directives



LONDRES SOLLICITE À FOND LE JOYAU DE LA COURONNE
 L'Empire britannique mobilise près de 2 millions d'hommes issus des dominions - d'Inde à 50 % - contre quatre fois moins pour l'Empire français. Les Africains de l'Ouest, Sénégalais en tête, forment le gros des troupes coloniales avec les tirailleurs venus du Maghreb.

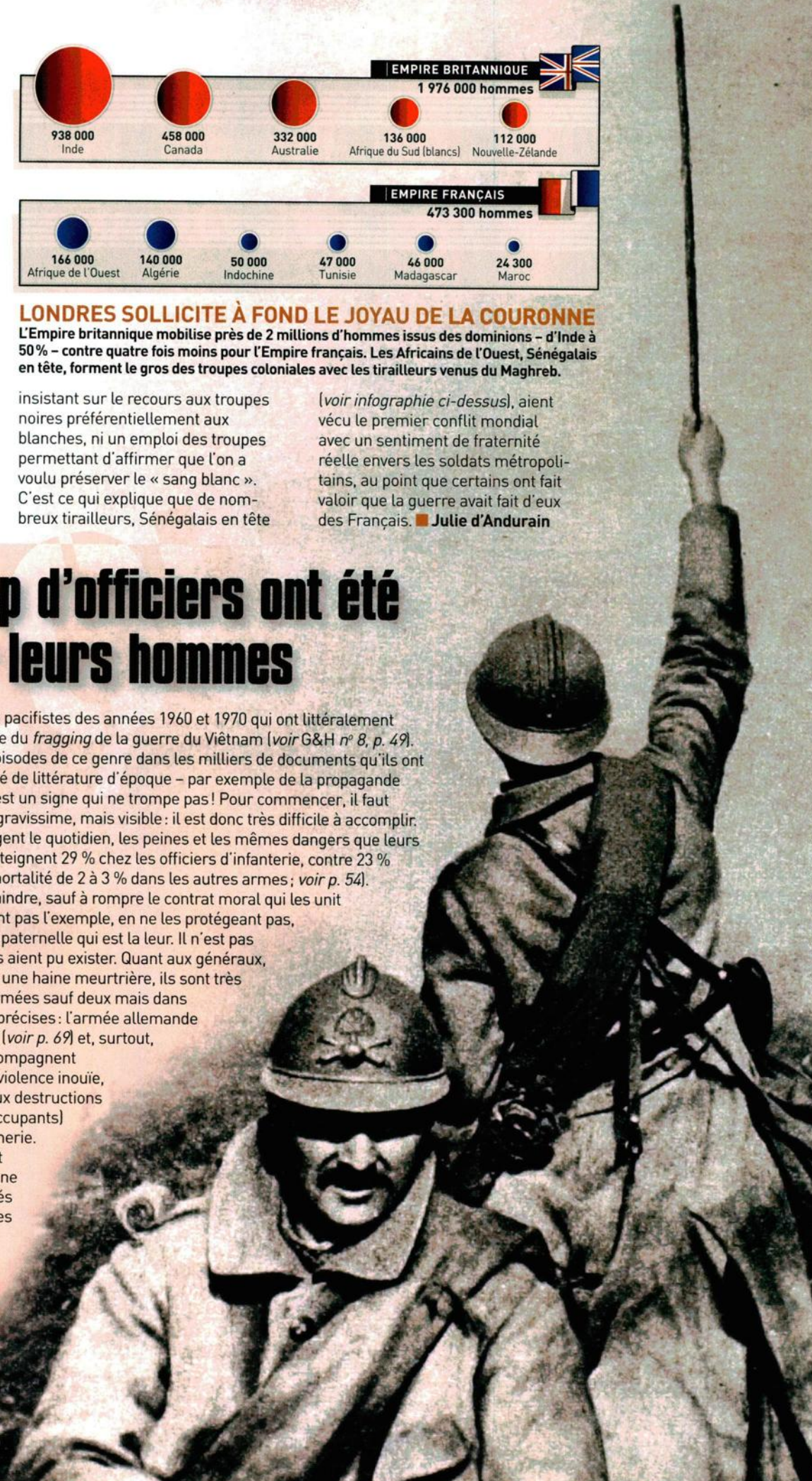
insistant sur le recours aux troupes noires préférentiellement aux blanches, ni un emploi des troupes permettant d'affirmer que l'on a voulu préserver le « sang blanc ». C'est ce qui explique que de nombreux tirailleurs, Sénégalais en tête

(voir infographie ci-dessus), aient vécu le premier conflit mondial avec un sentiment de fraternité réelle envers les soldats métropolitains, au point que certains ont fait valoir que la guerre avait fait d'eux des Français. ■ Julie d'Andurain

26 - Beaucoup d'officiers ont été tués par leurs hommes

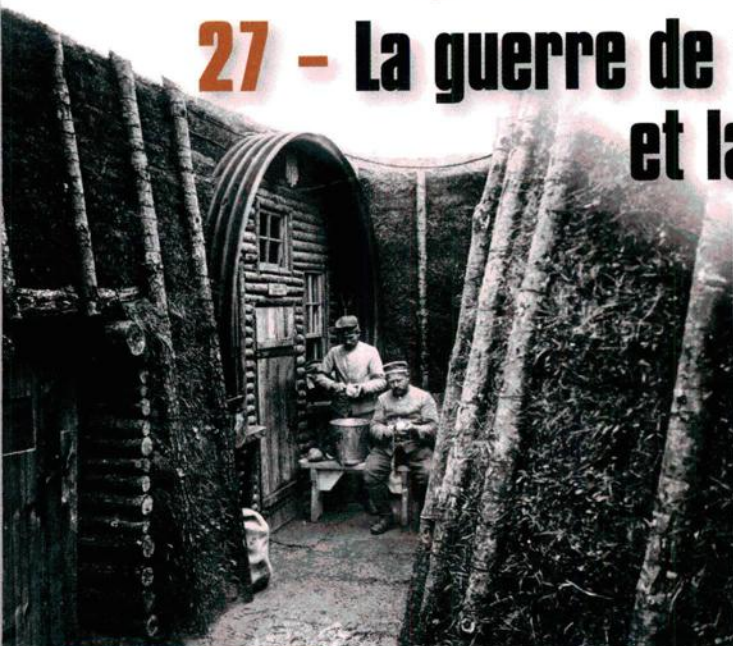
Il s'agit là d'un pur fantôme des milieux pacifistes des années 1960 et 1970 qui ont littéralement « plaqué » sur la Grande Guerre le mythe du *fragging* de la guerre du Vietnam (voir G&H n° 8, p. 49). Aucun historien n'a jamais rapporté d'épisodes de ce genre dans les milliers de documents qu'ils ont consultés. Et ils n'ont pas non plus trouvé de littérature d'époque - par exemple de la propagande pacifiste - inventant de tels faits, ce qui est un signe qui ne trompe pas ! Pour commencer, il faut savoir qu'un tel acte est non seulement gravissime, mais visible : il est donc très difficile à accomplir. En outre, les officiers subalternes partagent le quotidien, les peines et les mêmes dangers que leurs hommes, en pire : les tués et disparus atteignent 29 % chez les officiers d'infanterie, contre 23 % dans la troupe (et l'on retrouve une surmortalité de 2 à 3 % dans les autres armes ; voir p. 54). Lieutenants et capitaines n'ont rien à craindre, sauf à rompre le contrat moral qui les unit à ceux qu'ils commandent : en ne donnant pas l'exemple, en ne les protégeant pas, en n'étant pas dignes de la charge quasi paternelle qui est la leur. Il n'est pas impossible, donc, que des cas rarissimes aient pu exister. Quant aux généraux, les seuls officiers susceptibles d'éveiller une haine meurtrière, ils sont très protégés. Il en va ainsi dans toutes les armées sauf deux mais dans des circonstances révolutionnaires bien précises : l'armée allemande déliquescence d'octobre-novembre 1918 (voir p. 69) et, surtout, l'armée russe, où les mutineries qui accompagnent l'insurrection de février 1917 sont d'une violence inouïe, comparable en intensité et en horreur aux destructions de domaines seigneuriaux (et de leurs occupants) perpétrées spontanément par la paysannerie. Dans l'armée du tsar où les officiers sont en général d'une extrême arrogance, on ne compte pas alors ceux qui sont massacrés par leurs hommes dans des circonstances le plus souvent atroces. ■ L. H.

En signe de ralliement (ou de sortie de la tranchée), un officier français lève sa canne au début de la bataille de la Somme, en 1916. Jusqu'au grade de commandant, les officiers d'infanterie vivent comme leurs hommes dans l'intimité de la mort. Leur espérance de vie est encore plus réduite.





27 - La guerre de tranchées, la plus meurtrière et la plus horrible



Une tranchée allemande magnifiquement aménagée. Les installations germaniques ont fait l'admiration des poilus. Le fait s'explique aisément : dès le début de 1915, les Allemands se fixent durablement en défensive à l'Ouest, cherchant la décision à l'Est.

Les statistiques sont formelles. Alors que le nombre de machines à tuer, particulièrement le nombre de canons et de mitrailleuses, augmente continuellement au cours de la guerre, les pertes mensuelles ne cessent de... diminuer. Cet apparent paradoxe s'explique. D'abord, le feu sert aussi à neutraliser le feu adverse. Ensuite, les soldats ont creusé des trous et des tranchées, souvent spontanément dès que le front se stabilisait, parce que c'est le moyen le plus évident et le plus efficace de se protéger. La (relative) protection accordée par les tranchées se lit dans les bilans. Alors que 165 000 soldats français sont tués ou portés disparus en août 1914, puis autant en septembre, le nombre tombe à 60 000 en octobre. Clairement, la guerre à l'« air libre » est de loin la plus meurtrière. Suit pour les Français une première guerre de tranchées où

les forces sont fortement engagées dans de multiples attaques. Leurs pertes sont alors de 40 000 hommes par mois jusqu'en novembre 1915. La deuxième guerre de tranchées débute à l'hiver 1915-1916, quand les forces s'organisent pour durer selon un cycle secteur difficile-repos/instruction-secteur calme. Le soldat n'est plus exposé au danger aussi longtemps qu'en 1915 et, hormis lors des grandes batailles, le service de tranchées est souvent plutôt paisible. En 1916, année de Verdun et de la Somme, les pertes mensuelles françaises sont de 30 000 hommes. Elles descendent encore en 1917 à 15 000 hommes pour remonter ensuite à 30 000 avec le retour de la guerre de mouvement. Les tranchées, c'est leur rôle, protègent donc les soldats. Elles n'en

induisent pas moins de nouvelles formes de combat particulièrement dures. Ce sont les choses plus que les hommes que les combattants affrontent, sans guère de résultats perceptibles pour les sacrifices imposés. Les pertes sont désormais pour deux tiers le fait des obus, qui causent des blessures souvent plus horribles que les balles, et de nouveaux types de morts comme les ensevelissements. Quand ils ne tuent pas, ce qui est le cas de loin le plus fréquent, les obus éprouvent fortement les âmes. Les tranchées voient aussi apparaître des armes horribles comme les lance-flammes ou les agents chimiques, notamment liquides. D'où l'impression d'impuissance, les visions horribles, le temps qui passe dans l'immobilité, le froid, l'humidité, les poux... Autant de perceptions qui transforment rétrospectivement en enfer ce qui était, en réalité, un abri. ■ M. G.

L'INFANTRIE, PREMIÈRE SACRIFIÉE

Servir dans l'infanterie ou l'aéronautique laisse le moins de chances de voir le jour de la victoire, dans l'armée française comme dans les autres. Le train - où servent souvent les plus âgés - est l'arme la moins exposée.



INFOGRAPHIE: S. JUNGERS POUR « G&H »
SOURCE: « LA CHAIR ET L'ACIER » VOIR P. 691.

28 - Bretons, Flamands et Corses ont été sacrifiés

Les Bretons et les Flamands partagent une mémoire commune, celle d'un régionalisme militant qui a pu puiser dans la Grande Guerre de quoi alimenter son combat. Les Flamands ont la Tour de l'Yser, les Bretons le monument de Sainte-Anne-d'Auray... Chacun commémore le sang versé durant le conflit, parfois avec exagération (les Bretons revendiquaient 240 000 morts) et toujours en référence à la religion catholique. Dans les deux régions,

il existe une opinion qui veut que les soldats qui en sont originaires aient été sacrifiés à la guerre, plus que d'autres. Les Flamands auraient ainsi formé la masse des sans-grade de l'infanterie belge, envoyés au casse-pipe par des officiers francophones qu'ils ne comprenaient même pas. Les Bretons, eux, auraient été sacrifiés par la France, comme ils l'avaient déjà été en 1870, endurant un taux d'attrition supérieur à la moyenne. Dans les faits,

ils n'ont pas plus servi que les autres Français de chair à canon, ou à peine, et les Flamands n'ont pas été volontairement envoyés au massacre par une Belgique francophone. Une troisième région, non plus littorale mais insulaire, croit aussi que ses enfants ont payé trop cher le prix du sang en 14-18. C'est la Corse. Et pourtant, même si la carrière militaire était un débouché très prisé de la jeunesse corse à l'époque, les chiffres ne

distinguent pas particulièrement l'île de Beauté des autres régions françaises. En fait, penser que les soldats d'une région ont été délibérément sacrifiés par le pouvoir militaire ou politique va à l'encontre d'un principe en vigueur en 14-18: celui de l'unité nationale. Face à l'ennemi, il faut mobiliser toutes les énergies de la nation, éviter les divisions internes, ne pas prêter le flanc à la propagande adverse, comme les yeux doux adressés par Berlin à la Flandre. ■ J.-C. D.

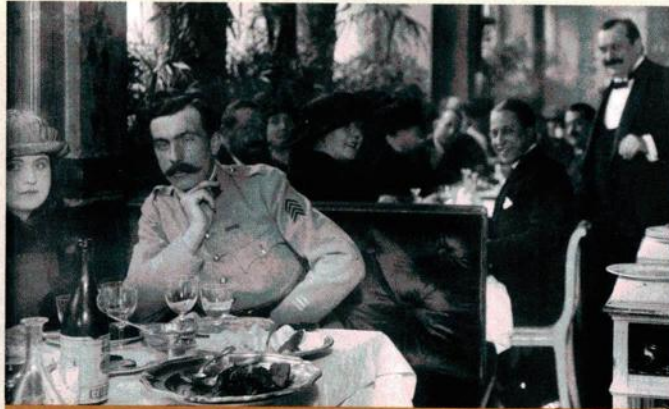
29 - Les embusqués étaient toute une armée

En août 1914, plus ou moins résignés mais animés par la foi civique, les hommes partent avec l'espoir de revenir « avant Noël ». Or, les pertes extrêmement élevées des premiers mois de guerre et le blocage de la situation stratégique dans les tranchées modifient les perceptions, alors même que la nécessité de tenir dans la durée se fait jour et que des priorités collectives contradictoires se développent. Début 1915, la critique des « embusqués » apparaît dans les journaux et fait l'objet de débats à la Chambre, qui s'empare (non sans arrière-pensées) de la « lutte contre l'embuscage ».

Mais qu'est-ce donc qu'un embusqué ?

La réponse varie évidemment en

fonction des époques, des lieux, des dangers et des durées de séjour au front, mais aussi des perceptions personnelles, évidemment discutables : le sapeur télégraphiste qui doit rétablir sous le feu les lignes sans cesse coupées par les obus est-il plus ou moins « embusqué » que le fantassin chargé de l'entretien du camp dans l'immédiat arrière-front ?



L'image du planqué : il se gave à l'arrière avec des « poules ». En fait, ce cliché paru dans *Excelsior* le 15 février 1917 veut illustrer le passage à une mesure de... restriction : pas plus de deux plats par repas !

Irréductible à une catégorie de personnel, d'affectation ou de grade, impossible à quantifier, l'« embuscage » n'en est pas moins réel. De multiples stratégies individuelles, préparées en amont ou à l'occasion d'une opportunité, se développent pour échapper en particulier à l'infanterie. Pour l'un, ce sera une affectation dans l'intérieur, obtenue à la suite d'une intervention familiale auprès d'un parlementaire. Pour l'autre, le choix de l'engagement volontaire afin de choisir au mieux son régiment d'affectation. Pour un troisième, un changement de spécialité qui ouvre droit à un stage d'une durée variable en arrière de la zone des armées.

Pour un quatrième, un franchisse-

ment de grade afin d'obtenir ensuite un poste considéré comme moins exposé. D'innombrables carnets et mémoires témoignent de l'inventivité en la matière. La prolongation de la guerre ne fait qu'accroître un phénomène général dans toute organisation civile ou militaire : la tendance très humaine à rechercher un poste moins contraignant. ■ R. P.

30 - Les corps francs, tueurs en série des tranchées

Les corps francs, unités spécialisées dans la pénétration au cœur des tranchées adverses, sont souvent associés à l'idée de « nettoyage de tranchées », lui-même supposé synonyme de massacre. La réalité est un peu différente. Le nettoyage des tranchées consiste, après que les éléments d'assaut ont dépassé la position attaquée, à éliminer les défenseurs non repliés. Cette mission occasionne relativement peu de combats, les défenseurs se constituant prisonniers dans la très grande majorité des cas. Et il est inutile de consommer dans cette mission secondaire des unités d'élite comme les corps francs.

Leur première mission, en réalité, est le renseignement. Dans la guerre de tranchées, le seul véritable moyen de l'obtenir est d'aller le chercher dans les positions ennemies, non pas en tuant mais en capturant des soldats, la meilleure source d'informations : lorsqu'en 1919, il décide d'écrire la synthèse de l'expérience des corps francs français, le capitaine Jean Callies (1896-1986) l'intitule d'ailleurs *L'Art de faire des prisonniers*. Les coups de main rapides, avec ou sans l'aide de l'artillerie, sont en fait très complexes. Il faut remplacer les tenues voyantes mais aussi l'encombrant fusil par des armes plus adaptées :

pistolets, **mousquetons** et surtout grenades à main, l'arme des tranchées (voir p. 42). Le poignard, souvent associé aux corps francs, n'est jamais utilisé : Callies n'y fait pas la moindre illusion dans son ouvrage pourtant très exhaustif sur l'organisation matérielle des raids. En revanche, il faut apprendre à franchir les barbelés avec échelles, cisailles ou charges explosives, le tout la plupart du temps de nuit. La précision de l'organisation de ces missions et les qualités pour les accomplir imposent rapidement la création d'unités spécialisées. Celles-ci se multiplient dans toutes les armées, comme les *Arditi* italiens ou les *Stosstruppen* allemandes, et trouvent leur maturité en 1916.

La capacité des corps francs à pénétrer les réseaux et défenses adverses amène d'ailleurs les Allemands à changer leur mission : ils se muent en « unités d'assaut », fer de lance des attaques, non avec un objectif de destruction (l'artillerie est bien meilleure pour cela) mais d'infiltration en profondeur. Les Français restent, eux, fidèles à la capture de prisonniers. Et avec de sérieux résultats. Un exemple ? Dans la nuit du 14 au 15 juillet 1918, un corps franc de la 132^e division d'infanterie capture 27 prisonniers allemands.

Leur interrogatoire révèle la date et l'heure de la grande attaque allemande contre Reims. Au moment où les assaillants se massent dans les tranchées de départ, l'artillerie française les matraque... Et la dernière offensive allemande de la guerre échoue. ■ M. G.

À la fin du XIX^e siècle, le **mousqueton** désigne un fusil raccourci : 96 cm pour la version mousqueton du Lebel, contre 130 cm au fusil (voir p. 43).

Deux farouches grenadiers français en 1915 avec plastron et cervelière en acier. Sans oublier revolver et arme blanche.





31 - Les trêves entre combattants, un phénomène exceptionnel

Une image rare des fraternisations entre Britanniques et Allemands à Noël 1914. Durant tout le conflit, les soldats se sont arrangés pour obtenir dans leur secteur une paix relative par consentement mutuel.

Consacrant ses recherches à l'histoire des soldats de la Grande Guerre – il fait paraître en 2003 *Fusillés pour l'exemple, 1914-1915* (Tallandier) –, le général **André Bach** a mené une étude fouillée des archives au sujet des fraternisations (voir G&H n° 4, p. 70). Il a dirigé la publication des *Carnets de guerre d'un hussard noir de la République* de Marc Delfaud (Éditions Italiques, 2009).

G&H: Y a-t-il eu des fraternisations entre combattants des deux camps en dehors de celles, bien connues, de Noël 1914?

A. Bach: Il y a eu épisodiquement des fraternisations entre Français et Allemands sur tous les secteurs calmes du front depuis le mois de

novembre 1914 jusqu'à la dernière heure du dernier jour de la guerre.

Pourquoi novembre 1914?

Car c'est à cette date qu'après trois mois de guerre de mouvement le front occidental se fige dans les tranchées.

Mais quel rapport y a-t-il entre le phénomène des tranchées et celui de la fraternisation?

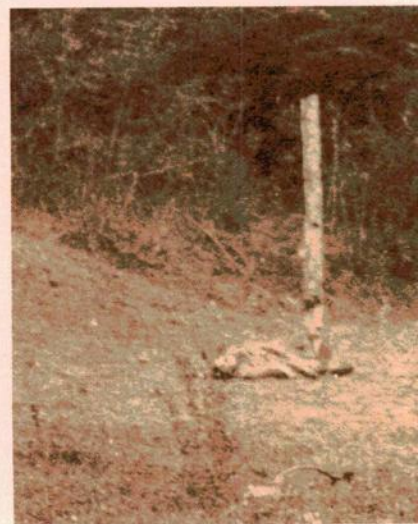
Ils sont consubstantiels l'un à l'autre. Les hommes des deux armées sont bien souvent à un jet de pierre, à portée de voix les uns des autres. On voit se déplacer en face les porteurs de soupe, les vagemestres, les civières portant malades et blessés, les bonshommes qui vont faire leurs besoins. Des deux côtés, la troupe convient spontanément qu'il

faut s'organiser un espace de survie, respecter une trêve tacite. C'est la promiscuité qui oblige à cela. S'arranger avec la mort signifie aussi s'organiser avec l'ennemi. On est si près qu'on se parle, on s'envoie des messages par chiens dressés, on s'écrit sur des pancartes... Quand une unité est relevée, elle passe à la suivante les consignes de cohabitation, de bouche à oreille bien sûr. Il ne s'agit pas de pacifisme: on s'arrange simplement pour survivre. D'ailleurs, si l'un des deux camps rompt la trêve, l'autre réagit aussitôt en reprenant le combat avec d'autant plus de férocité qu'on juge l'adversaire en infraction avec le code de conduite tacitement admis. Et lors des offensives, pas de problème: l'ennemi redevient l'ennemi et on y va. ■ **Propos recueillis par J. Lopez**

32 - On a fusillé à tours de bras

Longtemps passées sous silence, les exécutions de mutins sont devenues depuis quelques décennies un sujet à la mode, parfois polémique. Popularisé par le cinéma, le fusillé y apparaît souvent comme la victime d'une injustice. Pourtant, les cas de figure sont rarissimes. Les dénombrements se poursuivent et on s'accorde aujourd'hui sur le chiffre de 740 soldats fusillés dans l'armée française. Dans le même temps, la même armée a laissé sur le champ de bataille 1,4 million de morts. En d'autres termes, les fusillés représentent 0,05 % des victimes. Et encore, un exécuté n'est pas forcément un mutin. Parmi les 740 condamnés, il y a des fuyards ou des déserteurs, qui ne sont pas pour autant des mutins, et aussi des criminels

de droit commun, de (vrais) espions... Les fusillés « pour l'exemple », c'est-à-dire ceux victimes d'exécutions arbitraires, ne représentent finalement qu'une poignée d'hommes, au destin certes tragique mais exceptionnel. Cela dit, il est notable que la France partage, avec l'Italie, le record du nombre de fusillés. Ailleurs, seuls les Britanniques en ont aussi connu une quantité significative (de l'ordre de 300). Dans les autres pays, c'est négligeable. Attention toutefois, l'absence de données ne signifie pas l'absence du phénomène: on peut supposer que les Russes ont fusillé beaucoup, ne serait-ce qu'à l'occasion des bouleversements politiques de 1917 opposant des militaires de même nationalité. ■ **J.-C. D.**



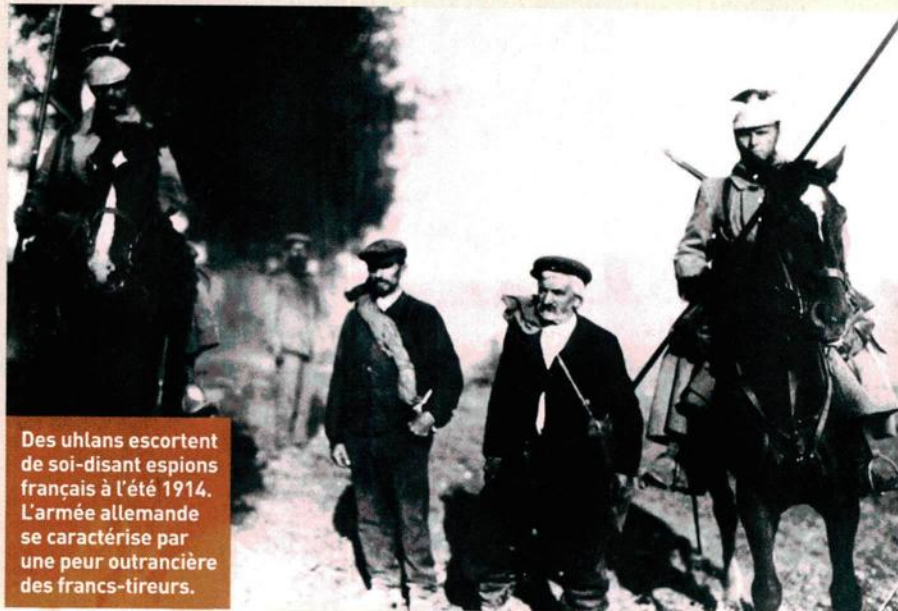
33 - Le uhlan, incarnation de la barbarie allemande

Dans les territoires envahis par l'armée allemande en 1914, le **uhlan** se taille une réputation exécrationnelle, accusé plus souvent qu'à son tour d'embrocher le civil

innocent au bout de sa lance. Rien n'est moins vrai ! D'abord parce que le uhlan, par nature, n'est pas pire qu'un autre cavalier allemand. Ensuite parce que la

cavalerie n'est guère mouillée dans les – vrais – massacres perpétrés pendant l'été 1914. C'est le fantassin qui fusille et brûle, en Belgique et en France. Dans l'affaire, le uhlan paie le délit de sale gueule. Rien que son nom évoque l'Europe centrale, aux mœurs supposées sauvages. Même cliché péjoratif pour l'usage de la lance. En outre, le premier soldat allemand aperçu avec frayeur est généralement le cavalier, à l'avant-garde de l'invasion. On saisit cependant la faiblesse de l'accusation quand on constate que le civil (voire le militaire) est bien incapable de distinguer un uhlan d'un dragon ou d'un chasseur... ■ J.-C. D.

Le **uhlan** (graphie allemande du terme polonais *ulan*, lui-même emprunté au turc *oglan*, « jeune homme ») désigne un cavalier armé d'une lance. La tradition apparaît en Pologne au XVIII^e siècle, ce n'est qu'après qu'elle est récupérée dans les armées prussienne et autrichienne.



Des uhlans escortent de soi-disant espions français à l'été 1914. L'armée allemande se caractérise par une peur outrancière des francs-tireurs.

34 - Les méridionaux, de piètres soldats

Le 21 août 1914, pendant la bataille des frontières (voir p. 51), deux unités françaises, le 20^e corps, composé de Lorrains, et le 15^e, composé de Marseillais, flanchent sous le feu des canons allemands. Dans ces premières semaines de guerre, les autorités cherchent des boucs émissaires. Mais comment blâmer les Lorrains, quand la France se bat pour libérer leurs frères assujettis en 1871 par le Kaiser ?

Ce sont donc les Marseillais, et par extension ceux qu'on appelle « soldats du Midi », qui trinquent. Parlementaires, presse, militaires, opinion publique se déchaînent. Seuls le temps et l'amalgame des soldats atténueront le problème... Cette affaire, qui relève de l'histoire des mentalités autant que de l'anthropologie, n'est pas un accident. Elle vient de très loin : depuis le XVIII^e siècle

et le démarrage de la révolution industrielle, les peuples du Sud de l'Europe sont progressivement dépréciés. Depuis Montesquieu et ses théories du climat jusqu'aux apologistes du racisme « scientifique » de la fin du XIX^e siècle, ces populations sont de plus en plus considérées comme sous-développées, aimant parler, dormir et prendre du bon temps, mais pas souffrir, travailler et défendre le pays.

La France qui souffre, celle qui s'apprête au sacrifice, c'est celle du Nord-Est. Le problème s'est déjà posé d'ailleurs en 1870, et cela n'est pas un hasard si le personnage caricatural de Tartarin de Tarascon, imaginé par Alphonse Daudet en 1872, rencontre un tel succès. On retrouvera ces préjugés dans l'entre-deux-guerres, dans les écrits de Céline ou les films de Marcel Pagnol. ■ L. H.

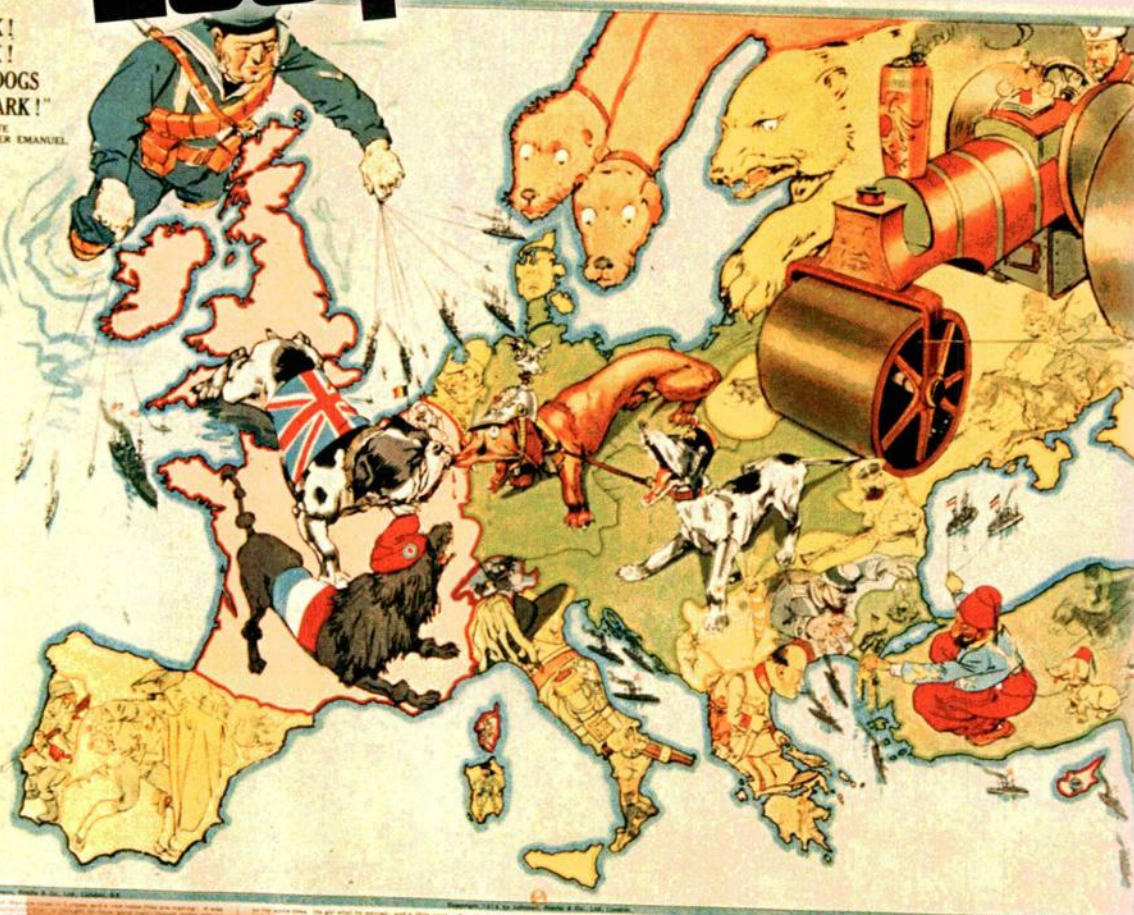


Un espion ou un déserteur français exécuté en 1916. Il n'a pas été possible d'en savoir plus sur ce cliché.



Les protagonistes

HARK!
HARK!
THE DOGS
DO BARK!"
WITH NOTE
BY WALTER EMANUEL



La Marne et Verdun sont les deux batailles symbole de la guerre. C'est oublier qu'elle s'est déroulée sur une multitude de fronts, où la valeur réelle des armées en lice dément souvent leur réputation.

très inférieur en proportion à l'effort de la France [environ 8,4 millions de soldats sur une population de 39 millions d'habitants, soit 22 %, NDLR]. L'autre point faible de l'armée russe réside dans ses chemins de fer. Au début de la guerre, le gouvernement tsariste est encore en train d'étendre le réseau, sous-développé. Ce qui pèse sur la mobilisation : par exemple, les Russes mettent un mois entier pour rassembler 744 bataillons d'infanterie et 621 escadrons de cavalerie, ce qui est très long. Il faut noter également que la production de fusils et de munitions est insuffisante à cette époque-là.

Mais vers la fin de 1915 – où l'on peut situer le début de la deuxième période – l'armée russe produit déjà suffisamment d'obus et de fusils. C'est aussi à cette époque que les officiers les plus nuls de l'État-Major général et des commandements des fronts sont remplacés par des militaires compétents. Ainsi, en 1916, les Russes sont en mesure de mener une guerre moderne et l'offensive de Broussilov (3 juin-16 août 1916), qui ruine de facto l'armée austro-hongroise, en offre un bon exemple. Ce succès se prolonge en août 1916, avec d'autres victoires importantes le long du Dniestr. La campagne de l'été 1916 à l'Est a plongé les empires centraux dans une véritable confusion : vers la fin août, les Austro-Hongrois ont perdu 614 000 hommes et les Allemands 150 000. Sans les turbulences révolutionnaires de 1917, avec lesquelles débute la troisième période, celle de la chute vers l'abîme, l'Empire russe aurait pu se sortir plutôt bien du conflit. ■ **Propos recueillis par Yacha MacLasha**

Sur cette caricature anglaise de 1914, les Russes sont représentés à la fois comme un ours et un rouleau compresseur. On notera que la machine écrase la queue du chien austro-hongrois, et non celle du teckel teuton.

35 - L'armée russe est restée impotente

Entretien avec **Norman Stone**, historien britannique spécialiste du front de l'Est à l'université Bilkent (Ankara, Turquie). Il a publié *The Eastern Front 1914-1917* (Penguin, rééd. 1998).

G&H : Peut-on dire que la guerre du tsar n'a été qu'un long fiasco ?

N. Stone : Bien sûr que non ! Je considérerais plutôt qu'il y a eu trois périodes. Quand la Grande Guerre éclate, la Russie n'est pas prête à mener une guerre moderne. Ainsi, sa loi de conscription, datée de 1904, n'est pas adaptée aux exigences du moment, car elle ne permet de mobiliser qu'un quart seulement de la population masculine disponible. Le père de famille, par exemple, est exempté de service militaire. Le résultat est qu'en août 1914

un million de paysans se précipitent à l'église pour se marier... La stupidité du ministère de la Guerre est alors telle qu'il voit dans ce mouvement un élan patriotique : les paysans s'épousent pour fournir de futurs soldats à la patrie ! Je n'exagère pas, j'ai vu ce document du ministère de mes propres yeux. Il faut ajouter que beaucoup de minorités nationales ou ethniques, comme les Finlandais, les Juifs ou encore les peuples de l'Asie centrale, sont exemptées de service militaire. La loi de conscription est changée seulement en novembre 1915 et elle permet alors de recruter plus de soldats. Malgré cela, entre 1914 et 1917, la Russie n'appelle que 14 millions de soldats sur 140 millions d'habitants (soit 10 % de la population), ce qui est

Entre juin et septembre 1916, quatre armées russes commandées par le général **Broussilov** (1853-1926) attaquent les Austro-Hongrois en Galicie et réussissent la percée. Mis en pièces, ceux-ci reculent de 200 km et ne se remettront jamais de cette défaite. Ils ne sont sauvés que par l'arrivée massive de renforts allemands et par l'incapacité des autres généraux russes à lancer des offensives de soutien à Broussilov.

36 - L'armée turque a été nulle

Cette habitude de dénigrement perdure encore. Pourtant, en dépit de son extrême dénuement, l'armée turque se bat souvent fort bien. Rustique, résistant, opiniâtre et courageux, le soldat ottoman tient tête victorieusement aux Franco-Britanniques à Gallipoli, et ne cède que pied à pied dans le Sinaï, en Palestine ou en Mésopotamie (où les Britanniques subissent un cuisant fiasco à Kut-el-Amara, en avril 1916). La garnison de Médine ne se rend sur ordre écrit du sultan que début... 1919. Certes, les bons résultats doivent beaucoup à l'aide militaire que le Kaiser dépêche à Istanbul. C'est

que les Turcs, à leur entrée en guerre le 29 octobre 1914, n'ont ni l'industrie d'armement, ni les unités spécialisées et techniques indispensables à la guerre moderne. L'assistance de Berlin compense en outre l'extrême médiocrité d'une partie du commandement turc. Si de rares personnalités se distinguent, comme le colonel puis général Mustafa Kemal, la plupart des officiers manquent de formation tactique et ignorent tout de la guerre moderne. Mais les Allemands ne font pas de miracles. Si leur mission améliorée, en quelques mois d'avant-guerre, les divisions stationnées autour d'Istanbul, les grandes unités déployées dans

les provinces méridionales et arabes de l'empire souffrent toujours des anciens usages orientaux, parmi lesquels la prévarication et l'habitude de mal payer la troupe. Enfin, le recrutement forcé parmi les minorités et les populations non-turques de soldats mal traités, mal nourris et mal équipés suscite de très nombreuses désertions. En 1918, les divisions n'ont parfois que l'effectif d'un régiment... Victime autant des Alliés que de son propre commandement, l'armée turque prouva cependant sa vraie valeur entre 1920 et 1923 lors de la guerre entre kémalistes et Grecs, toujours qualifiée à Athènes de « Grande Catastrophe ». ■ R. P.

Les **kémalistes** sont les partisans du général Mustafa Kemal (1881-1938), héros de la résistance turque dans les Dardanelles. Puis il commande face aux Russes dans le Caucase puis contre les Britanniques en Syrie. Quand l'Empire ottoman s'avoue vaincu le 30 octobre 1918, il entame une croisade nationaliste et moderniste qui l'amène, cinq ans plus tard, à devenir le premier président de la République turque. Le 29 octobre 1929, l'Assemblée nationale turque lui décerne le titre d'Atatürk, « Père des Turcs ».

Jouant sur des allusions grivoises (l'homosexualité supposée) et historique (le supplice de l'empalement), ce dessin est paru dans un journal satirique de Petrograd sous le titre « Plaisirs turcs ».

L'armée corrompue, mal équipée, mal encadrée et mal instruite, d'un empire déliquescents, troublé à l'intérieur et amputé de ses derniers territoires balkaniques et nord-africains... Les troupes ottomanes de la Grande Guerre n'ont pas bonne réputation : elles ne représentent aux yeux des médias européens de 1914 qu'une force de troisième ordre, piètre vassale de l'Allemagne...



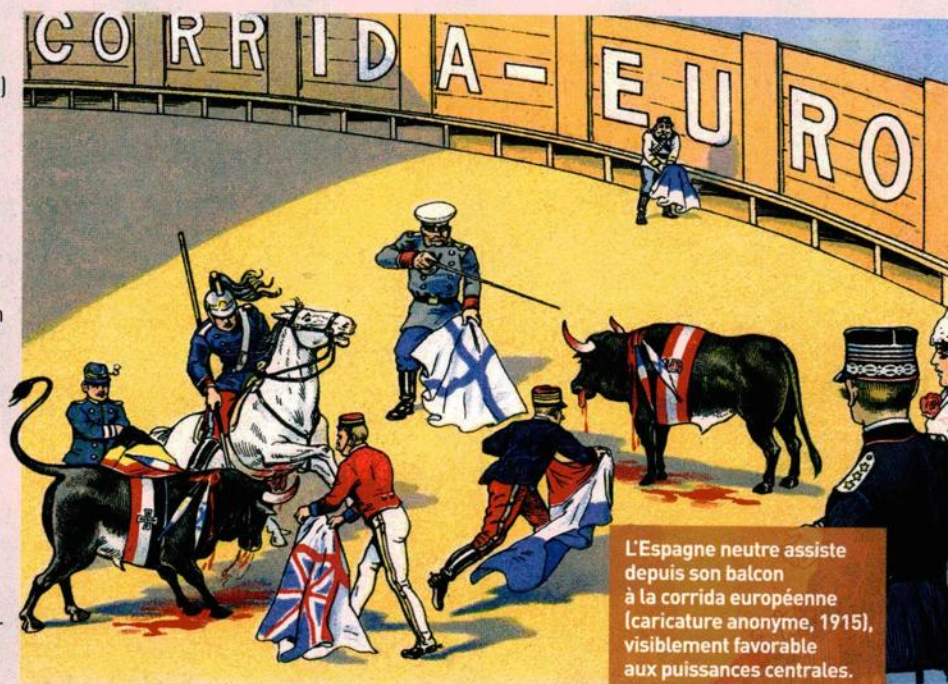
37 - Des neutres... vraiment neutres ?

On oublie souvent qu'entre 1914 et 1918 une majorité d'États souverains, y compris en Europe, reste neutre (même si leur nombre ne cesse de diminuer). Et que ces neutres, par la diversité de leur attitude vis-à-vis des belligérants, forment un élément indispensable de toute étude sur la Grande Guerre. Ainsi l'Espagne, la Suisse, les Pays-Bas et les États scandinaves évitent la guerre, tout en conservant une place importante dans la stratégie des deux alliances. Pour l'Entente comme pour la Triplice, les neutres sont à la fois des partenaires et des cibles, dont il s'agit de s'attirer les sympathies tout en empêchant que leurs ressources profitent à l'ennemi. Le premier qui comprend l'enjeu est le capitaine Doumenc, adjoint du service automobile des armées au GQG français : il propose à l'automne 1914 d'acheter des véhicules en Italie et en Suisse, pour équiper l'armée française mais aussi en priver l'Allemagne, tout en développant un sentiment favorable à l'Entente parmi les industriels et les ouvriers. De fait, les nombreuses commandes passées par les belligérants (produits agricoles et chimiques, matières

premières, produits finis, etc.) offrent aux neutres d'importants bénéfices. Aux États-Unis, plusieurs hausses de salaire sont accordées aux employés dès la fin 1914. Cette première période favorable aux neutres s'efface peu à peu avec le développement de la guerre économique (création du 5^e bureau en France) et du blocus imposé par les Alliés aux empires centraux. Un véritable bras de fer oppose le Royaume-Uni à la Norvège, à partir de 1917, afin de contraindre Oslo à mettre sa flotte de commerce à disposition de l'Entente. *A contrario*, le Danemark, sous étroite influence allemande, est le sas qui permet à Berlin d'acquérir des produits alimentaires ou du minerai suédois.

Les pays neutres constituent enfin de véritables plates-formes pour le renseignement et la propagande. Le Reich bénéficia à long terme d'un avantage en Espagne, tandis que les deux alliances se disputent les sympathies en Suisse. ■ R. P.

En décembre 1915, un 5^e bureau au sein du GQG (voir p. 36) est créé. Le 2^e bureau passant sous son autorité, il est chargé du renseignement, de la propagande et de la guerre économique.



L'Espagne neutre assiste depuis son balcon à la corrida européenne (caricature anonyme, 1915), visiblement favorable aux puissances centrales.



38 - 1918, une victoire américaine

Le saillant de **Saint-Mihiel** a été creusé dans les lignes françaises par une série d'attaques allemandes menées en septembre 1914 pour couper la route de Nancy à Verdun.

Une carte postale américaine de 1918 annonce au Kaiser Guillaume II que les boys viennent en France « pour le faire danser ». Le jour de l'armistice, les États-Unis déplorent 126 000 morts, dont la moitié par accident et maladie. Soit moins d'un dixième des pertes françaises.

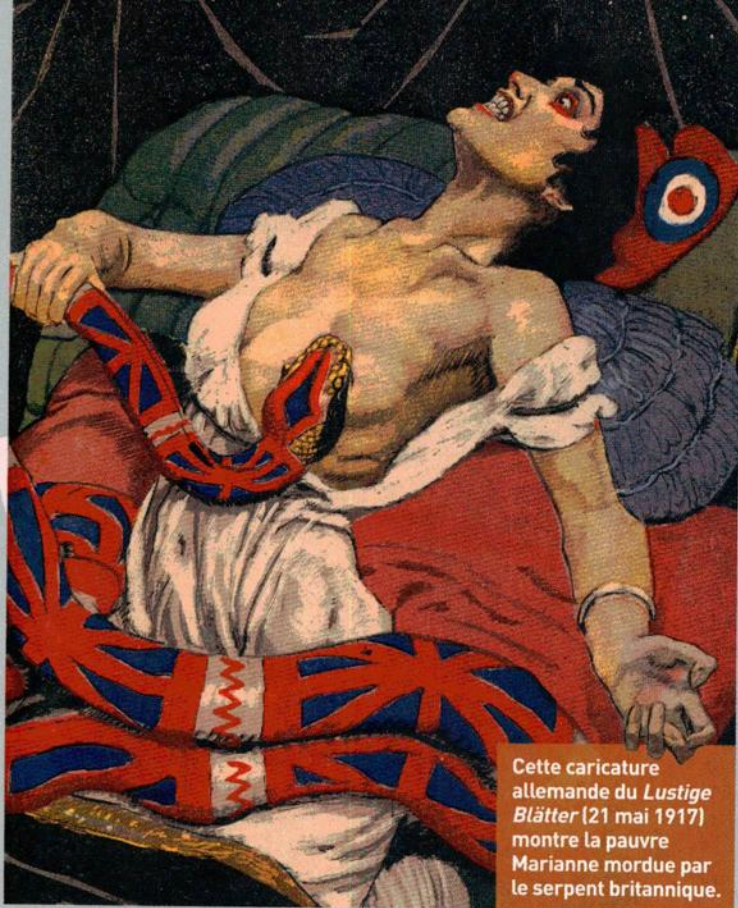
Les États-Unis rejoignent le camp de l'Entente le 6 avril 1917 suscitant beaucoup d'espoirs parmi les Alliés. Dans l'esprit de tous, l'engagement de la première puissance industrielle mondiale ne va pas manquer de faire basculer la guerre. En mai 1917, le général Pétain déclare lui-même attendre les Américains pour envisager la victoire. Mais, en réalité, les effets de cette entrée en guerre s'exercent surtout hors des tranchées françaises. Dans un premier temps, les Américains (et les pays d'Amérique latine qu'ils entraînent) aident à mettre en échec la campagne sous-marine allemande dans l'Atlantique. L'apport des flottes de commerce et surtout la production des chantiers navals compensent largement les destructions tandis que l'US Navy protège les convois et chasse les sous-marins (voir p. 44 et 45). Non seulement le Royaume-Uni, qui bénéficie désormais à fond

comme la France des exportations américaines de biens et de capitaux, n'est pas étouffé mais la pression économique s'inverse. L'US Navy participe au blocus naval de l'Allemagne et les exportations américaines vers les pays neutres qui servent de relais vers les empires centraux sont sévèrement contingentées. Au-delà de cet impact psychologique et économique, les effets de l'engagement sont réduits. Passer d'une armée de 200 000 hommes à plusieurs millions demande plus de temps que prévu. La lente militarisation de l'industrie impose de fait d'équiper presque entièrement les divisions expédiées en Europe en matériel local, surtout français, parfois retiré des unités tricolores. En 1918, environ un tiers des hommes qui servent les chars de la brigade Patton ou les canons lourds des divisions américaines sont des Français. Ainsi, l'arrivée des

Sammies contribue paradoxalement à affaiblir l'armée française pour des résultats militaires modestes. Si les premières divisions (issues de l'armée d'active) sont engagées contre les Allemands au printemps 1918, ce n'est que le 10 août qu'est formée une unité de masse, la 1^{re} armée. Elle n'intervient que le 12 septembre dans la réduction du saillant de **Saint-Mihiel**, opération relativement simple. Le 26 septembre, en Argonne, l'offensive qu'elle lance contre le nœud ferré de Mézières, point clé de la logistique allemande, s'arrête au bout de trois jours, stoppée par le raidissement allemand mais aussi par des difficultés logistiques non maîtrisées. Mézières ne tombe que le jour de l'armistice... Au 11 novembre, l'armée américaine compte 1,8 million d'hommes et 42 divisions, soit environ la moitié de l'armée française. Pas de quoi jouer les premiers rôles. ■ M. G.

IN FRANCE
WE'LL MAKE
HIM
DANCE





Cette caricature allemande du *Lustige Blätter* (21 mai 1917) montre la pauvre Marianne mordue par le serpent britannique.

40 - La résistance héroïque des Belges

La propagande alliée a fait œuvre durable en présentant la Belgique comme un héroïque petit peuple défendant crânement sa liberté face à l'ogre allemand. Quelques chromos illustrent à propos cette mythologie : la défense des forts de Liège, la bataille de l'Yser ou encore la stature du roi **Albert I^{er}**. La réalité est tout de même assez éloignée de cette vision angélique. La campagne de l'armée belge en 1914 n'est qu'une longue retraite, ponctuée d'arrêts chaque fois que l'ennemi est trop faible pour la repousser. On peut difficilement soutenir qu'elle a entravé la marche en avant des Allemands, notamment dans le siège emblématique de Liège, dont les forts ont été réduits par les obusiers Krupp dans les délais impartis par l'état-major de Berlin. Certes, l'armée royale a fini par s'arrêter sur l'**Yser**, c'est-à-dire à deux doigts d'entrer en France... ou de prendre le bateau pour l'Angleterre. Elle a pu s'y accrocher grâce au soutien de ses alliés et à l'inondation volontaire du champ de bataille qui a fini par avoir raison de l'offensive allemande. Elle est demeurée ensuite sur ce front, relativement tranquille, pendant quatre ans. Il faut dire qu'**Albert I^{er}**, qui commandait en titre la petite armée, n'était pas un foudre de guerre mais

Durant la seconde moitié d'octobre 1914, les forces allemandes tentent de s'emparer du port de Dunkerque. Les forces françaises et belges ne les en empêchent qu'en ouvrant les écluses de l'ancien canal de Furnes. L'eau de mer fige l'offensive allemande dans la boue le long du fleuve **Yser**.

Albert I^{er} (1875-1934), roi des Belges, commande l'armée de son pays. Celui qu'on surnomma le « roi chevalier » ou « le roi soldat » se retire avec ses troupes dans la place forte d'Anvers sans en informer les Alliés. Il est ensuite un élément de freinage dans la décision d'en sortir pour rejoindre la ligne de l'Yser et s'intégrer dans le dispositif allié. Pacifiste, attaché à la neutralité de son pays, le roi Albert a tout fait pour limiter l'engagement belge dans le conflit.

La glorieuse Belgique arrose de ses faibles forces la poudre de l'immonde Teuton destructeur, à la une du **Rire rouge**, le 5 décembre 1914.

39 - Les Anglais ont laissé les Français se battre pour eux

Près d'un million de sujets du Royaume-Uni sont morts pendant la Grande Guerre, soit 2,2 % de la population. C'est moins que la France (1,7 million soit 4,29 %), même s'il faut ajouter aux pertes purement britanniques celles de l'Empire (231 000 tués environ). De là à minimiser l'effort de Londres... Le Royaume-Uni, d'abord, n'a jamais été une puissance terrestre, mais navale. À la différence de la France et de l'Allemagne, il refuse la conscription et ne dispose en 1914 que d'une « armée régulière » d'environ 400 000 volontaires, dont la moitié est éparpillée dans l'empire. De sorte que seules quatre divisions d'infanterie et deux de cavalerie sont disponibles en août 1914 pour la *British Expeditionary Force* (force expéditionnaire britannique, BEF) commandée par le général John French. La montée en puissance passe par deux étapes : l'armée volontaire de 1914-1915, puis les conscrits à partir de janvier 1916. Mais la croissance est spectaculaire et représente un effort d'armement et d'encadrement colossal : au final, 5,7 millions de Britanniques sont mobilisés, auxquels s'ajoutent trois autres millions d'hommes issus de l'empire (voir p. 53). Les généraux français, d'ailleurs, ne s'y trompent pas : après des critiques négatives en 1914 portant surtout sur l'excessive prudence de French, le respect s'impose, puis fait place à la crainte que les Tommies ne prennent trop de poids dans l'Alliance. L'impression d'un déséquilibre des efforts est cependant accentuée par deux aspects. À la différence des Français, qui se battent dans l'Hexagone et les Balkans, les Britanniques mènent une vraie guerre mondiale. D'abord sur l'océan, où la Royal Navy (200 000 hommes à la mi-août 1914, 407 000 en 1918) s'oppose quasiment seule à la marine allemande. Ensuite, au Moyen-Orient (où servent deux millions de soldats, en Mésopotamie, Égypte, Palestine...) et encore en Afrique de l'Est où l'âpre lutte contre les Allemands ne cesse que le 23 novembre 1918. ■ P. G.

un pacifiste et un neutraliste convaincu qui a tout fait pour extraire, d'une manière ou d'une autre, son armée et son pays du conflit. On peut approuver ou pas son attitude, mais pas la qualifier d'héroïque. ■ J.-C. D.





Vrais et faux héros

La guerre est une grande fabrique de héros et un tombeau de réputations. Dans bien des cas, la réalité apparaît plus nuancée. Et 14-18 n'échappe pas à la règle.

Le titre d'as a été décerné pour la première fois par la presse française à **Adolphe Pégoud**, pour avoir abattu cinq avions ennemis. Le titre est attribué depuis aux aviateurs capables d'imiter ou de dépasser ce score.

René Fonck (1894-1953) est l'as des as allié de la Grande Guerre avec 75 victoires homologuées. La plupart ont été obtenues sur SPAD XII et XIII au sein de l'escadrille SPA-103 du groupe de combat n° 12 dit des Cigognes.

À l'origine, les escadrilles sont désignées d'après le nom de leur matériel. La SPA-163 est ainsi l'unité n° 163 qui vole sur des chasseurs de la Société de production des aéroplanes Deperdussin (SPAD). Les abréviations BL désignent Blériot, MS Morane-Saulnier, N Nieuport...

Manfred von Richthofen (1892-1918), connu sous le nom de Baron rouge, est le plus grand chasseur de 14-18 avec 80 victoires officielles sur Albatros ou Fokker. Couvert de décorations, abondamment utilisé par la propagande impériale, il est souvent présenté comme l'incarnation du héros chevaleresque. En réalité, comme Fonck, il est un prédateur qui tire pour tuer et ne vit plus que pour sa ration de victoires.

41 - Les chevaliers du ciel ont mené une guerre propre

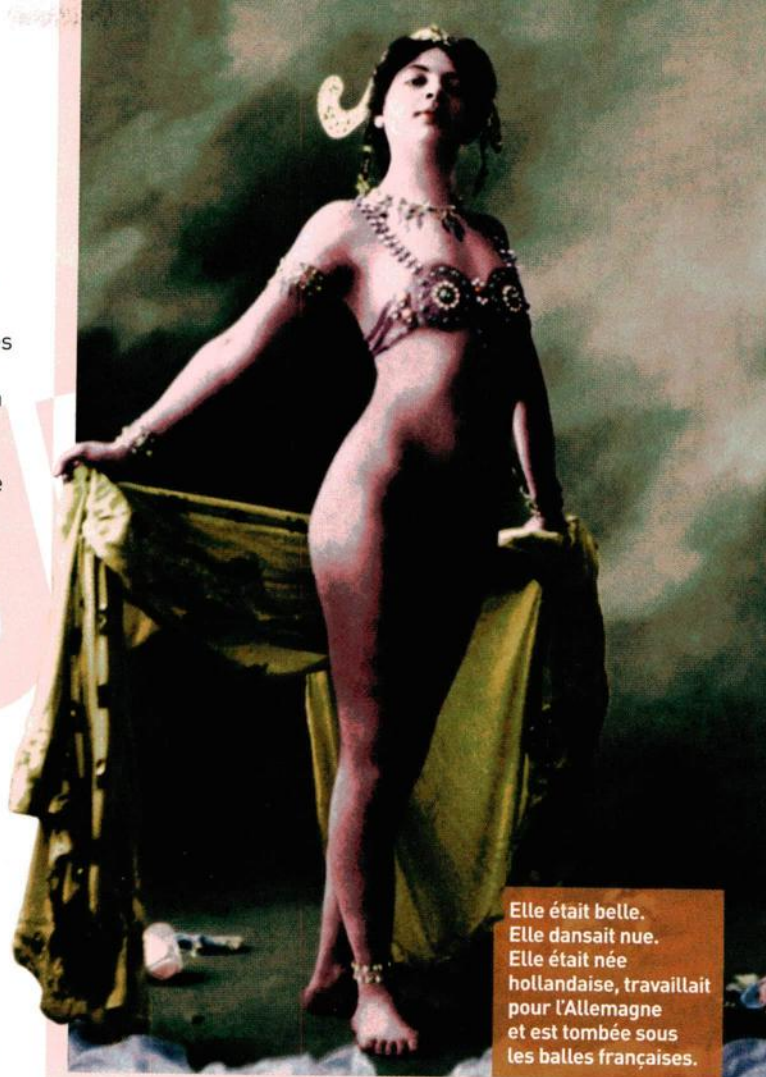
Tout n'est pas faux dans ce stéréotype. La proximité des hommes dans le ciel a plutôt tendance à engendrer un comportement plus « éthique » que le combat à distance au sol. Il n'y a que très peu d'exemples de tirs des hommes sautant en parachute et les gestes amicaux ne sont pas rares. L'as français Georges Madon (1892-1924) écrit en 1916 : « *Je me pose comme une fleur, évitant les trous. Pied à terre. Je remercie le ciel et j'adresse un salut amical à l'Allemand qui vient me survoler à douze cents mètres.* » En 1915, le pilote allemand qui a descendu **Adolphe Pégoud** vient peu après lancer une couronne sur la tombe de sa victime. Là où les fantasmes des tranchées, surtout victimes de l'artillerie, se battent plutôt contre les choses et doivent faire preuve de stoïcisme, le courage demandé à l'aviateur paraît encore homérique. Le lieutenant Marc, pilote de chasse, écrit : « *Quand l'aviateur est brave, sa bravoure est de même nature que celle du héros de jadis. [...] Au contraire, pour le fantassin moderne, la bravoure est tout simplement une des formes du sacrifice.* » Cette image

est encore accentuée par la culture du combat chevaleresque à l'arme blanche transposée dans l'aviation par les nombreux officiers pilotes issus de la cavalerie. La réalité est cependant un peu différente et c'est là que l'idée reçue pointe son nez.

Les cibles préférées de la chasse sont les avions d'observation qui représentent la moitié des engins volants. Pour remplir leur mission, ces appareils doivent survoler les lignes ennemies, ce qui arrange les prédateurs, car c'est là que se concentrent les témoins susceptibles de faire homologuer les victoires. Or, les lourds biplaces d'observation encombrés de matériels de TSF ou de photographie, même dotés de mitrailleuses, n'ont guère de chance face à un monoplace de chasse bien piloté. René Fonck l'avoue dans ses mémoires : « Il était nécessaire d'en abattre le plus possible. Je n'ai jamais distingué entre chasseurs, régisseurs ou photographes ! Tout est bon à supprimer. » Sur les 53 avions détruits par Georges Guynemer (1894-1917), un des pilotes les plus agressifs, une douzaine seulement sont des monoplaces de chasse. La réalité du pilote de chasse, ce n'est donc pas le duel : le combat tournoyant reste rare et les pertes sont pour 40 % environ le fait d'accidents et pour 20 % des tirs venus du sol.

Par ailleurs, l'esprit chevaleresque s'efface vite devant les impératifs du succès tactique. Les bons chasseurs privilégient l'attaque par surprise, par-dessous, par-derrière. Il est nettement plus facile de tuer un homme qui ne vous regarde pas et ne vous vise pas... Guynemer est resté marqué par l'image d'un mitrailleur continuant à lui tirer dessus alors que son biplace plongeait vers le sol. Le combat, comme le résume Jean Morvan, pilote à la SPA-163, n'a rien du face-à-face entre égaux : « Un combat aérien procède plus d'un guet-apens que d'un duel. On descend rarement un adversaire qui cabriole. On assassine le promeneur qui rêve. Par-derrière, sans qu'il s'en doute, de près si possible. » Ce comportement « assassin » a plutôt tendance à se généraliser avec le temps et avec la formation en masse des pilotes. La chasse se démocratise et s'industrialise... La traque et l'élimination en avril 1918 de l'as des as Manfred von Richthofen par l'escadrille du Canadien Roy Brown marque la fin d'une époque. Le combat aérien n'est plus individuel mais de plus en plus collectif, avec des hommes formés de plus en plus vite, et qui n'ont plus rien « d'aristocratique ». La guerre dans le ciel devient anonyme, industrielle et les vrais duels, déjà rares, relèvent de l'exception. ■ Michel Goya

En haut, sur cette photo truquée (une reconstitution avec des maquettes), un Nieuport 24 attaque un trio d'Albatros D.V. Ci-contre, un aviateur allemand pose dans sa combinaison d'hiver (avec masque) chauffée électriquement.



Elle était belle. Elle dansait nue. Elle était née hollandaise, travaillait pour l'Allemagne et est tombée sous les balles françaises.

42 - Mata Hari, double victime

Comme on aime à le croire aujourd'hui, dans la Grande Guerre, il n'y aurait eu que des victimes. L'espionne Mata Hari (née Margaretha Zelle en 1876) en serait une du seul fait qu'elle a fini ses jours devant un peloton d'exécution à Vincennes le 15 octobre 1917 et qu'elle n'a même pas de sépulture... Personne n'a en effet réclamé son corps, un comble pour cette danseuse néerlandaise dont les courbes voluptueuses avaient envoûté bien des amants. Mais quoi qu'on en dise, elle a bel et bien été recrutée par les services secrets allemands en 1915. Or, l'« intelligence avec l'ennemi » est passible de mort – et Mata Hari n'a pas été, d'ailleurs, la seule à être passée par les armes pour ce motif. La vision moderne la présente comme condamnée par un procès bâclé et, de plus, victime d'une chausse-trappe. Ses employeurs germaniques, la soupçonnant de travailler pour les Français, auraient ourdi une machination à son encontre : parler d'elle sur les ondes de façon à ce qu'on la reconnaisse, au moment même où les Français écoutaient les communications allemandes. De la sorte, les Allemands, qui voulaient se débarrasser d'elle, faisaient croire aux Français qu'elle les avait trahis et laissaient ces derniers exécuter leur propre agent. L'affaire est un peu confuse, comme on le voit, ce qui est souvent le cas avec les agents doubles. En réalité, cette légende d'une Mata Hari délibérément « brûlée » par ses employeurs ne repose sur aucune preuve matérielle. Au contraire, les Allemands l'auraient fait involontairement car ils ignoraient que les Français avaient brisé les codes de leurs communications. ■ J.-C. D.

1914
2014

43 - Marthe Richard, la putain affabulatrice

Ancienne prostituée, oui. Affabulatrice, non ! En dépit de plusieurs biographies, d'un film et d'un téléfilm, le souvenir de Marthe Richard (1898-1982) se réduit de nos jours à la loi qui porte son nom, celle qui a fermé les maisons closes (1946) au grand regret d'écrivains comme Alphonse Boudard ou Michel Audiard. Or, à l'origine, la Française s'est surtout fait connaître pour ses prouesses d'agent secret en Espagne pendant la Grande Guerre. Sauf que ses titres de gloire laissent dubitatifs les commentateurs, ceux d'hier un peu, ceux d'aujourd'hui unanimement. Dans leurs mémoires, Marthe Richard et son mentor en espionnage, le commandant Ladoux, chef de la Section de centralisation des renseignements (SCR), auraient confondu réalité et fiction. Ce regard incrédule se nourrit par ailleurs de l'incertitude qui entoure les activités ultérieures de l'espionne, des années 1920 à la Seconde Guerre mondiale. Pour ce qui concerne 14-18, il y a certes à toiletter le récit des aventures en Espagne. Mais pour le reste, Richard et Ladoux ont dit vrai ! L'espionne lorraine, pilote d'avion, veuve de guerre, a bel et bien agi à Madrid de 1916 à 1917 auprès des autorités allemandes. Elle y avait été infiltrée par Ladoux pour exécuter une mission de contre-espionnage offensif. Elle a aveuglé de ses charmes l'attaché naval du Reich, Hans von Krohn, l'a abreuvé en fausses nouvelles pendant des mois, lui a soutiré quelques informations utiles à sa patrie. Elle a aussi saboté une mission qui lui avait été confiée en Argentine par Krohn. Elle préparait pire, notamment avec l'aide des Russes, mais un grave accident de voiture, la méfiance des Allemands et sa propre lassitude ont mis un terme à ses exploits. Marthe Richard a tout de même conclu sa mission de manière fracassante, en révélant aux Allemands son double jeu, tout en leur filant entre les doigts. Ce qui a quelque peu écourté la carrière de l'attaché naval qui avait eu la faiblesse de lui faire confiance. ■ J.-C. D.

Marthe en aviatrice. Intelligence, panache, volonté de fer, beauté, cette superwoman de la Belle Époque a eu un destin exceptionnel. Qui a été porté à l'écran par Raymond Bernard en 1937.

44 - Le cuirassier Céline a vécu l'enfer



C'est l'histoire d'un cuirassier français qui traîne son dégoût du monde dans la Grande Guerre: *Voyage au bout de la nuit*, un sommet de la littérature paru en 1932. Celui qui se nomme Bardamu dans le roman n'est autre que l'auteur lui-même,

Louis Ferdinand Destouches (1894-1961), alias Céline. À son actif: trois mois de guerre. Mais contrairement à ce que la noirceur du roman et même quelques propos de l'auteur pourraient laisser penser, Céline n'a pas visité l'enfer. Il était cavalier au 12^e régiment de cuirassiers (*ci-contre, en mai 1914*). En 1914, à l'époque où la cavalerie est encore à cheval mais ne charge plus comme sous Napoléon, être cuirassier est le gage d'une vie tranquille. Ceux qui vont à la boucherie, ce sont les fantassins. Les cavaliers, eux, virevoltent dans les patrouilles de reconnaissance, par petits paquets. Et encore, pas tous. En 1914, l'été est brûlant. Les chevaux, usés jusqu'à la corde, s'affalent au bord des routes, la peau du dos collée

à la selle par la chaleur et le manque de soin. Le pire, c'est le cuirassier, parce qu'il faut au cheval porter un grand gaillard recouvert d'un casque et d'une cuirasse d'acier. Voilà pourquoi, ces soldats-là, on ne les emploie pas pour la reconnaissance. On les tient en réserve, à l'arrière, en vue d'une charge qui n'aura jamais lieu. Une guerre peinarde, en somme, que celle qu'a vécue Céline et qu'il a dû passer à attendre, activité la plus répandue en campagne. Certes, cette guerre s'achève près d'Ypres le 25 octobre 1914 par une blessure à l'épaule – alors qu'il porte un message, acte qui lui vaut d'être décoré. Mais le cuirassier servait cette fois... à pied. ■ J.-C. D.

Signé le 3 mars 1918 dans la ville du même nom, le **traité de Brest-Litovsk** met fin aux hostilités entre les puissances centrales d'un côté et le jeune État bolchevik de l'autre. Il ampute l'ancien empire russe d'un quart de son territoire européen, un tiers de sa population, 40 % de sa base économique.

ADOC PHOTO - AKG (PHOTO COLORISÉE)

45 - Lénine, cet agent du Kaiser

Entretien avec l'historien américain d'origine polonaise **Richard Pipes**. Spécialiste de Lénine et de la révolution russe, il a publié en 2013 *Les trois pourquoi de la révolution russe* (Éditions de Fallois).

G&H: Peut-on affirmer que Lénine était un agent du Kaiser ?

R. Pipes: Bien sûr que non. Mais il est vrai qu'il a reçu de très grosses sommes d'argent du gouvernement allemand lors de son retour en Russie en avril 1917, c'est-à-dire un mois après la révolution. Et ce, jusqu'à la fin de la Grande Guerre. Dans mon livre *The Unknown Lenin* [paru en 1996, NDLR], je publie une lettre de lui à Bérézine, son représentant à Berne, dans laquelle il souligne l'importance de diffuser de la propagande en Europe. Il ajoute: « Berlin vous donnera des fonds, mais s'il refuse, faites-le moi savoir. » Cela veut dire que Lénine avait des moyens de faire pression sur l'Allemagne.

Combien le parti bolchevik a-t-il reçu ?

Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, les archives du ministère allemand des Affaires étrangères ont été ouvertes, ce qui a permis de procéder à une estimation. La somme totale que l'Allemagne a allouée aux bolcheviks en 1917-1918 a dépassé 50 millions de marks-or, soit, en dollars actuels, quelque chose comme 100 à 200 millions de dollars. Selon Richard von Kühlmann [ministre des Affaires étrangères allemand entre 1917 et 1918, ainsi que principal négociateur de la délégation allemande pour le **traité de Brest-Litovsk**, NDLR], qui a été le trésorier principal de cette affaire pour la partie allemande, cet argent a été dépensé par les bolcheviks pour leur propagande et le fonctionnement de leur parti. On voit que les Allemands n'ont pas lésiné pour assurer la victoire de leur poulain.

Les Allemands ont-ils aussi financé d'autres partis russes ou des partis nationalistes antirusse, par exemple ukrainiens ou géorgiens, comme le Japon l'avait fait en 1904-1905 pendant la guerre russo-japonaise ?

Non, pourquoi auraient-ils financé les autres partis socialistes russes qui étaient tous très antiallemands ? Personne, à part les bolcheviks, ne voulait transformer la guerre contre les Allemands en guerre civile. Mais pour Lénine, c'était le seul moyen de déclencher la révolution mondiale, pour laquelle la Russie n'était qu'un tremplin.

Nous avons quand même l'impression que Lénine était au service de l'Allemagne !

Non ! Ne soyez pas naïf. Chaque camp poursuivait ses intérêts. Les Allemands savaient bien que Lénine n'était pas le représentant de la famille des Hohenzollern en Russie. Lénine, de son côté, était conscient que les Allemands ne financeraient pas la révolution socialiste mondiale. Pour les Allemands, la Russie était le maillon le plus faible de l'Entente. L'Allemagne avait besoin de mettre fin à la guerre à l'Est pour la gagner à l'Ouest. En 1915, ils n'ont pas réussi à faire sortir la Russie de la guerre par des moyens militaires, mais en 1918, ils y sont parvenus avec l'aide de Lénine. Leurs intérêts se sont croisés un moment, mais finalement, c'est Lénine qui a tiré le plus de profit de cette affaire: son État a survécu, pas celui de Guillaume II. ■ **Propos recueillis par Y. McL.**



Lénine, en août 1918, neuf mois après la prise de pouvoir par les bolcheviks. La main gauche dans la poche du Kaiser pendant la guerre, il tenait de la droite la torche de la révolution mondiale.

1914
2014

L'arrière

46 - Une guerre qui a respecté les civils

Sous l'impulsion de l'idéologie nationaliste du Comité Union et Progrès, l'armée, la gendarmerie et l'administration ottomanes déportent, massacrent ou laissent massacrer plus d'un million d'Arméniens entre avril 1915 et juillet 1916. Le prétexte: des désertions de soldats arméniens de l'armée turque vers les rangs russes lors des combats de Sarikamish dans le Caucase (décembre 1914 - janvier 1915).

C'est de 14-18 que date la distinction très nette entre le front (là où on se bat) et l'arrière (le pays des civils, celui qui vit comme en temps de paix). Il en ressort cette conviction: pour espérer vivre vieux il faut se trouver à l'arrière, surtout pas au front. Et la Grande Guerre, si elle reste un massacre, se borne à une tuerie entre militaires, circonscrite dans le temps et l'espace. Vision très parisienne de la réalité... Qui oublie l'existence de la zone occupée: pendant quatre ans, le Nord et l'Est de la France ainsi que la Belgique vivent sous la botte allemande. Pour les millions de civils concernés, ce n'est pas une partie de plaisir. Dès

On l'oublie, les Allemands de 1914 n'ont guère été plus corrects que ceux de 1940 avec les civils. Et la République, réputée soudée derrière le drapeau tricolore, cachait aussi de profondes fissures.

l'invasion, l'armée du Kaiser exécute près de 6000 civils (voir carte p. 67). Et la première période d'occupation qui suit est pire que celle de 1940-1944. Au milieu du conflit, les Allemands rafient tous les hommes pour les expédier au travail obligatoire, dans des camps ou derrière le front. Les plus récalcitrants ont droit au sinistre bagne de Sedan. Les conditions de vie précaires sont meurtrières: rien que chez les Belges, on estime désormais que les déportations ont fait 10000 morts. Et il faut encore se pencher sur le traitement réservé par l'occupant aux populations de la zone des « étapes », la bande de territoire de quelques dizaines de kilomètres de profondeur qui longe le front, de la Suisse à la mer du Nord. Les Allemands la transforment en camp de travail à ciel ouvert, où femmes, enfants et vieillards sont spoliés et astreints au travail agricole tout en étant nourris avec le minimum de calories nécessaire.

On sent déjà poindre dans cela la logique des camps de la guerre suivante, où la main-d'œuvre civile s'use jusqu'à mourir d'épuisement au profit du Reich. Reste toutefois que le taux de mortalité des civils ne peut se comparer avec celui de 39-45, même en y ajoutant les citoyens tués dans les bombardements de dirigeables et de canons à longue portée, ou encore les équipages et passagers de la marine marchande morts dans la guerre sous-marine. Les Allemands, en outre, ne sont pas seuls coupables d'exactions contre les civils. Plus d'un million d'Arméniens sont victimes du génocide perpétré par les Ottomans. Moins connu: les populations déplacées de Russie, par millions, dont certaines avec brutalité comme les Juifs. Et à partir de la fin du conflit, la guerre civile russe, avec son inimaginable bain de sang - entre 7 et 9 millions de morts, si l'on ajoute aux tueries les famines, le typhus...

La pire mortalité de masse pour les populations n'est pas due cependant aux combats ou aux massacres, mais à l'épidémie de grippe espagnole (ainsi baptisée à cause de ses symptômes - fièvre, maux de tête, courbatures... - et parce que la péninsule Ibérique semble la première touchée) qui frappe entre 1917 et 1919. Deux cents millions (peut-être 500) de personnes en sont atteintes, au moins 20 millions en meurent partout dans le monde. C'est au minimum deux fois plus que les victimes militaires des combats, et en quelques mois seulement. Certes, les virus (issus de la redoutable souche H1N1) ne portent pas de cocardes. Mais la guerre contribue puissamment à répandre le mal. Non seulement la médecine civile a perdu une partie de ses moyens mobilisés sur le front. Mais aussi les bateaux, qui transportent soldats et matériaux à travers le monde, véhiculent et répandent avec eux cet ennemi sournois. La promiscuité fait le reste et, bien sûr, la grippe n'épargne pas les militaires, mis hors de combat par dizaines de milliers. Reste que, tout bien compté, la Première Guerre mondiale n'a pas été plus favorable aux civils que la suivante. ■ Jean-Claude Delhez

Le soldat allemand tue femmes et enfants. Surmontée de l'exclamation « Kultur! », cette caricature anglaise fait référence aux atrocités allemandes de l'été 1914. Si la Première Guerre mondiale n'atteint pas les sommets de la sauvagerie contre les civils, elle annonce néanmoins la suivante: massacres, déportations, incendies, travail forcé et génocide sont déjà présents.



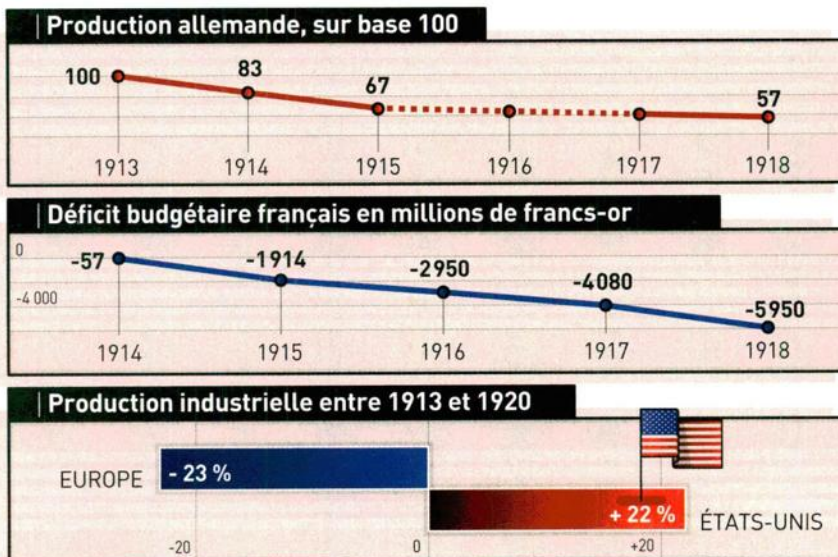
1914
2014

49 - La guerre est bénéfique à l'économie

Les souvenirs du réarmement de l'Allemagne hitlérienne ou du plan Marshall nous feraient trop vite penser que « rien ne vaut une bonne guerre » pour relancer l'économie. Et les conspirationnistes de tout poil ne demandent qu'à croire en un conflit déclenché uniquement pour remplir les carnets de commande des marchands de canons. La Grande Guerre est aux antipodes de cette vision. Car 14-18 n'est pas seulement un conflit, c'est aussi une crise économique. À l'été 1914, l'Europe jouit d'une croissance continue depuis des années. C'est la guerre qui met un terme à cette euphorie et plonge le continent dans la récession. Pourquoi ? Parce qu'elle ferme les frontières entre pays belligérants et fait reculer les échanges commerciaux. Ensuite parce qu'il faut mobiliser une partie des moyens de production : des millions d'ouvriers, de paysans et d'employés quittent leur travail pour endosser l'uniforme. Il faut par ailleurs réquisitionner chevaux, véhicules, bateaux... Ce qui entraîne automatiquement une chute de la production. Il en va de même pour la consommation : les soldats retirés à la société civile vivent sur les stocks militaires. Ajoutons à cela une hausse de la mortalité au sein des générations actives et une chute de la natalité. Sans parler du déclin d'activité des zones occupées et de la destruction du patrimoine civil et industriel par le conflit : régions sinistrées, flottes marchandes coulées... De son côté, le blocus naval des puissances centrales entraîne une baisse du niveau de vie de leurs populations parfois dramatique à la fin du conflit. On n'y pense pas mais, 14-18, c'est aussi le chômage, notamment en Allemagne. Alors qu'il y a un besoin vital de bras sur le front et dans les usines de guerre, le reste de l'économie est désorganisé et bien des entreprises doivent réduire ou cesser leur activité, par défaut d'approvisionnements ou de débouchés. Enfin, la guerre représente aussi un endettement abyssal pour les Européens, dont le remboursement va peser lourdement... ■ J.-C. D.

DES ÉCONOMIES PLOMBÉES

Ces graphiques montrent le désastre économique que représente la Grande Guerre pour le Vieux Continent. Contrairement à ce que l'on croit, la production industrielle elle-même a baissé partout (presque de moitié en Allemagne !), sans parler de l'agriculture plongée dans une pénurie catastrophique de main-d'œuvre et d'investissements. Le budget de la France, sa monnaie, ne s'en remettront jamais. La guerre n'a été une bonne affaire que pour les États-Unis et les pays neutres.



CRÉDIT NATIONAL

POUR FACILITER LA RÉPARATION DES DOMMAGES CAUSÉS PAR LA GUERRE



Affiche de 1920 appelant à souscrire des bons auprès du Crédit national pour relever les régions dévastées du Nord et de l'Est. 7 % du territoire métropolitain, correspondant à la zone des combats (dite « zone rouge »), ont été entièrement détruits. Les villages ont disparu, les sols – les plus fertiles du pays – ont été empoisonnés par les gaz et les explosifs, les mines noyées, les voies ferrées arrachées, les arbres fruitiers sciés. L'économie française portera longtemps ce fardeau. Sa prospérité des années 1920 doit tout à la conjoncture internationale stimulée par la croissance américaine et rien à la guerre.

50 - L'armée allemande est rentrée en bon ordre au pays

En octobre 1918, avant même l'armistice, l'armée allemande est au bord de la désintégration. Les unités ne sont plus que l'ombre d'elles-mêmes, décimées par les captures et quittées en masse par les déserteurs qui s'entassent dans les gares étapes, en Belgique et jusqu'en Allemagne. Ces derniers rejoignent les hommes qui ont abandonné les convois vers le front et ceux qui évitent de regagner leur unité après une permission. Ainsi se constitue, vivant autour des gares du pillage des trains et des dépôts militaires, une masse de 750 000 à un million d'hommes que l'armée tente de dissoudre par la force. Pas facile : à Charleroi et Namur, il faut recourir aux mitrailleuses pour dégager les gares, tandis qu'à Cologne, l'unité chargée de rétablir l'ordre est accueillie à la grenade et renonce. Ce n'est qu'un avant-goût : début novembre démarre une vague de mutineries et de meurtres d'officiers d'inspiration **révolutionnaire**.

La situation alarme les autorités militaires et civiles, inquiètes de voir des hordes de soldats débandés ravager les régions frontalières, Rhénanie et Palatinat en tête. Les regards se tournent vers l'Autriche, où des milices locales, les *Einwohnerwehren* (« troupes d'habitants »), se défendent contre les soldats fuyant le front italien. Dans les États qui composent le Reich, des ministres locaux, celui de la Guerre en Bavière puis son collègue de l'Intérieur en Prusse, autorisent à leur tour la création de milices. De son côté, le chef de l'armée, le général Groener, fonde des conseils de soldats chargés de renouer un lien entre troupe et officiers. La discipline ainsi rétablie dans les unités, Groener cherche à apaiser les esprits en organisant soigneusement le retour des unités dans la patrie. Le 18 novembre, il demande aux autorités civiles que les soldats soient accueillis avec pompe – il précise même : « avec des branches

de sapin », élément incontournable de toute solennité. Le message est reçu : en fêtant le retour des soldats battus, les populations s'épargnent leur ressentiment. Les villes, alors, se couvrent de drapeaux, dressent des arcs de triomphe, chantent le sacrifice des combattants.

Ces célébrations, à défaut d'être enthousiastes, sont d'autant plus cordiales qu'elles marquent un profond soulagement : les unités reprises en main succèdent à la masse des déserteurs, dispersés à l'annonce de l'armistice et dont le passage laisse des traces durables (on repèrera encore en 1919 des bandes de pillards). On s'empressera bien vite d'oublier ces pénibles moments pour garder en mémoire le retour sans violence d'une armée que la propagande proclamera bientôt invaincue. Chargeant les seuls soldats mutinés – et le gouvernement civil de la toute jeune république – du poids de la défaite. ■ P. J.

Le retour des troupes à Berlin en décembre 1918. En fanfare et avec le sourire ? Une image de propagande qui cache le chaos et l'indiscipline généralisés.



Pour en savoir +

- *Dictionnaire de la Grande Guerre*, R. Porte, F. Cochet (dir.), Robert Laffont, 2008.
- *Encyclopédie de la Grande Guerre*, S. Audoin-Rouzeau, J.-J. Becker, Perrin, 2012.
- *Douze mythes de l'année 14*, J.-C. Delhez, Economica, 2013.
- *Le Plan Schlieffen*, P.-Y. Hénin, Economica, 2012.
- *Les Somnambules. Été 1914 : comment l'Europe a marché vers la guerre*, C. Clark, Flammarion, 2013.
- *Aux racines du mal. 1918, le déni de défaite*, P. Jardin, Tallandier, 2005.
- *Pétain, le soldat 1914-1940*, G. Pedroncini, Perrin, 1998.
- *Joffre*, R. Porte, Perrin, 2014.
- *Sous le feu*, M. Goya, Tallandier, 2014.
- *Survivre au front 1914-1918*, F. Cochet, 14-18 Éditions, 2005.
- *Le Quotidien des soldats dans les tranchées*, J.-P. Soudagne, Soteca, 2009.
- *La Mobilisation industrielle, « premier front » de la Grande Guerre ?*, R. Porte, Soteca, 2006.
- *La Chair et l'Acier*, M. Goya, Tallandier, 2004.
- *Gaz ! Gaz ! Gaz ! La guerre chimique 14-18*, collectif, Historial de la Grande Guerre/5 Continents, 2010.
- *La Première Guerre aérienne : 1914-1918*, L. Kennett, Economica, 2005.
- *L'Émergence des armes nouvelles*, G. Pedroncini, C. Carlier (dir.), Economica, 1997.
- *The Last Century of Sea Power, Vol. 1*, H. P. Willmott, Indiana Univ. Press, 2009.
- *The Eastern Front 1914-1917*, N. Stone, Penguin, 1998.
- *Du Caire à Damas. Français et Anglais au Proche-Orient*, R. Porte, Soteca, 2008.
- *Le Service de santé de l'armée française – Verdun 1916*, J.-J. Schneider, Serpenoise, 2007.

La **révolution allemande** de 1918 intervient dans le dernier mois de la guerre et le trimestre qui suit. Elle s'inspire plus ou moins de l'exemple bolchevique et prend de multiples formes : grèves, mutineries, conseils d'ouvriers et de soldats, insurrections. Elle aboutit à l'abdication du Kaiser Guillaume II et à la proclamation de la république le 9 novembre 1918 par le ministre social-démocrate Philipp Scheidemann.

MUSÉE DE LA GRANDE GUERRE

Un nouveau regard sur l'un des conflits majeurs du XX^e pour mieux comprendre le monde

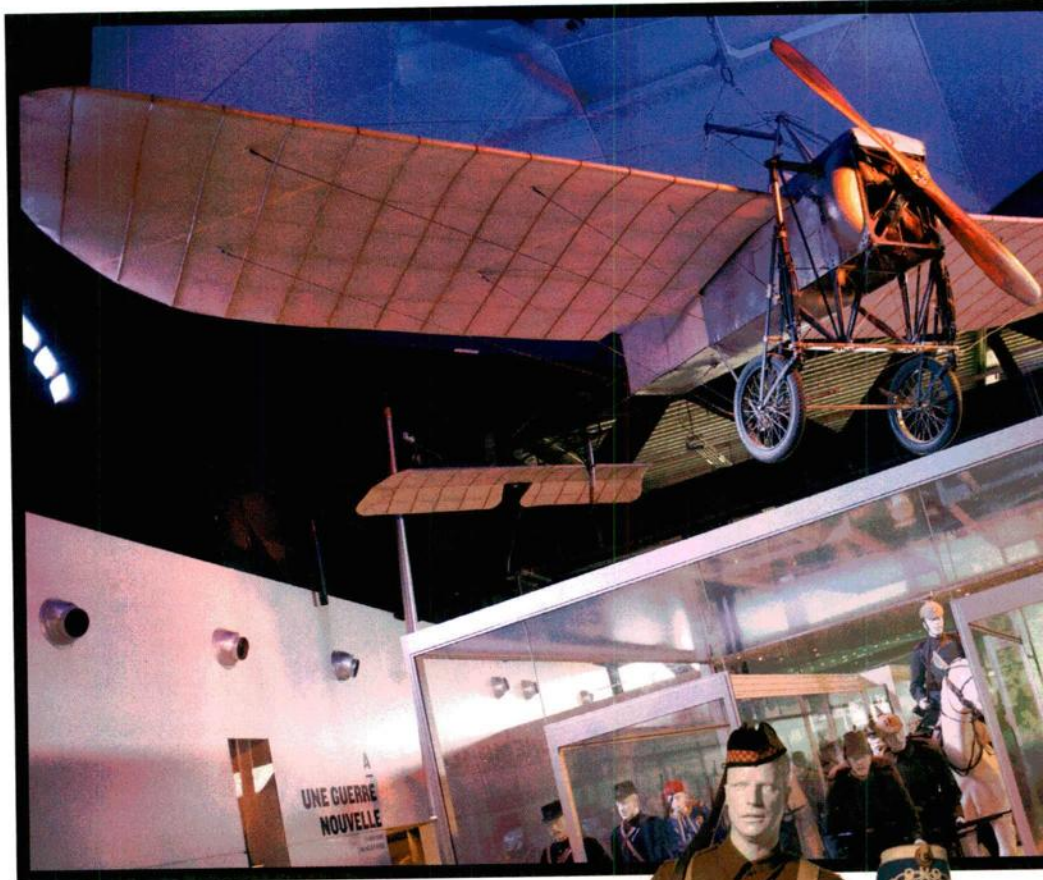
L'histoire du Musée de la Grande Guerre du Pays de Meaux, ouvert depuis le 11 novembre 2011, commence avec l'histoire d'un homme. Jean-Pierre Verney a, pendant 40 ans, rassemblé près de 50 000 objets, pièces et documents cherchant à comprendre l'homme, la femme en guerre derrière l'uniforme, l'objet, l'arme ou l'image. Plus qu'un musée militaire, le Musée de la Grande Guerre, par sa collection généraliste est avant tout un lieu d'histoire qui ouvre vers les autres lieux de mémoire consacrés au conflit.

LES HOMMES EN GUERRE

Le parcours immerge chacun dans le quotidien du combattant et de ses proches. L'émotion prend le visiteur dès l'entrée de la grande nef. Septembre 1914, il avance parmi les soldats, mannequins blancs à taille humaine, en uniforme, à pied ou à cheval, marchant ensemble. Ensuite



© Dennis de Smet



le spectacle est total : Blériot XI, taxi de la Marne, Camion colombier, canon de 75, canon de 120, FT17, Spad XIII, Berliet de la Voie Sacrée. Autres points forts : des tranchées reconstituées avec leurs objets et en face, des abris souterrains, sonorisés avec explosions et voix de soldats.

La nef se referme sur un nouveau groupe en marche en uniformes de juillet 18. Le voyage est saisissant. On assiste concrètement, au travers des matériels, des images, des films, au passage vers le XX^e siècle industriel et



© Musée de la Grande Guerre du Pays de Meaux

DU PAYS DE MEAUX

siècle, la Première Guerre mondiale, d'aujourd'hui.



© Sébastien Le Clézio / Hubstart Paris

ses machines puissantes et destructrices.

UNE COLLECTION UNIQUE EN EUROPE

Autour, le visiteur découvre une série de salles thématiques qui montrent la richesse de la collection : campement américain, hôpitaux de campagne, objets du poilu. Deux salles sont particulièrement riches. Celle des uniformes de chaque nation belligérante, tous d'époque, restaurés et complets. Le musée dans son ensemble en présente plus d'une centaine. On peut même toucher avec émotion un poilu grandeur nature et soulever son barda. Autre salle remarquable, celle consacrée aux armes,



© Valérie Bovio

de la fléchette d'acier lancée par les aviateurs

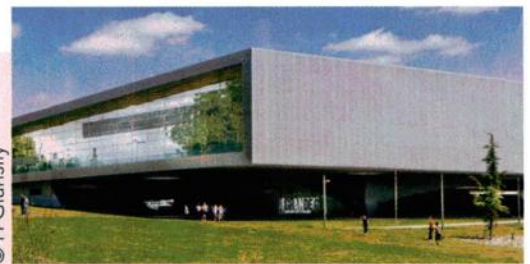
et qui transperce un homme à cheval, aux gaz, pistolets, fusils jusqu'aux obus géants et aux matraques fabriquées dans les tranchées.

A la sortie, le spécialiste est comblé par la richesse des objets, le curieux embarqué par la mise en scène vivante, les enfants trouvent aussi leur compte avec un parcours ludique qui leur est dédié, au travers des animaux dans la Grande Guerre.



3000 M² D'EXPOSITION PERMANENTE !

© H Giansily



Le Musée de la Grande Guerre du Pays de Meaux est aussi un équipement culturel majeur. Expositions temporaires, colloques, ateliers, représentations théâtrales, concerts ont lieu toute l'année.

L'équipe a fait preuve d'une créativité inédite en créant le profil Facebook du poilu Léon Vivien (Léon1914) aux 60 000 fans et en proposant des sessions de révision du bac et du brevet in situ en avril et juin prochains.

Musée de la Grande Guerre du Pays de Meaux, à 50kms de Paris
Rue Lazare Ponticelli 77100 Meaux - Tél. : +33[1] 60 32 14 18
www.museedelagrandeguerre.eu

MUSÉE DE LA GRANDE GUERRE

PAYS
DE
MEAUX



Bagaudes, les insurgés de la Gaule romaine

Par **Éric Tréquier**

Après la conquête par César, toute la Gaule est romaine, à l'exception d'un petit village peuplé d'irréductibles... Histoire bien connue. Mais qui se souvient des bagaudes ? Pourtant, ces bandes de rebelles ont défié les légions les armes à la main et construit un pouvoir qui a fait trembler l'Empire. Qui a dit que l'époque gallo-romaine était tranquille ?



**Les bagaudes frappent puis
se replient dans leurs forêts,
à l'abri des milices urbaines.**

Des bagaudes tentent de surprendre une colonne de légionnaires, en 285. Bien que sans formation militaire et souvent sans autres équipements que ceux qu'ils récupèrent, les insurgés résisteront plusieurs mois aux professionnels envoyés par l'Empire pour les réprimer.

ILLUSTRATION: GIUSEPPE RAVA POUR G&H

Leurs révoltes aux III^e et V^e siècles ont ensanglanté une partie de l'Armorique, du Nord de la Gaule et de l'Espagne. Certains de leurs chefs ont parfois été considérés comme des quasi-empereurs contrôlant un temps des territoires plus grands que la Belgique.

Ils ont rendu la justice, redistribué des terres, battu monnaie, dit-on. Et, bien sûr, levé des armées. Il a fallu mobiliser une demi-douzaine de légions pour en venir à bout, dans le sang. Ces insurgés sont connus sous le nom de « bagaudes », nom aux origines aussi floues (voir ci-dessous) que la trace qu'ils ont laissée.

Pourtant, cette trace évanescence démarrait à seulement un jet de pierre de Paris : à Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne). Là, entre une maison de retraite et un parc bien fleuri se dressent les vestiges d'une abbaye élevée, selon des manuscrits vieux de mille ans, à l'emplacement du fort des bagaudes, ou le *Castrum Bagaudarum*, où les révoltés auraient livré leur dernier combat. Hélas, cette belle histoire est une fausse piste : le fameux *Castrum* a été rajouté par un copiste trop zélé au XIV^e ou XV^e siècle dans un manuscrit du XI^e sur la vie de saint Babolin, premier abbé de Saint-Maur au VII^e siècle. De là à dire que les bagaudes n'ont jamais existé...

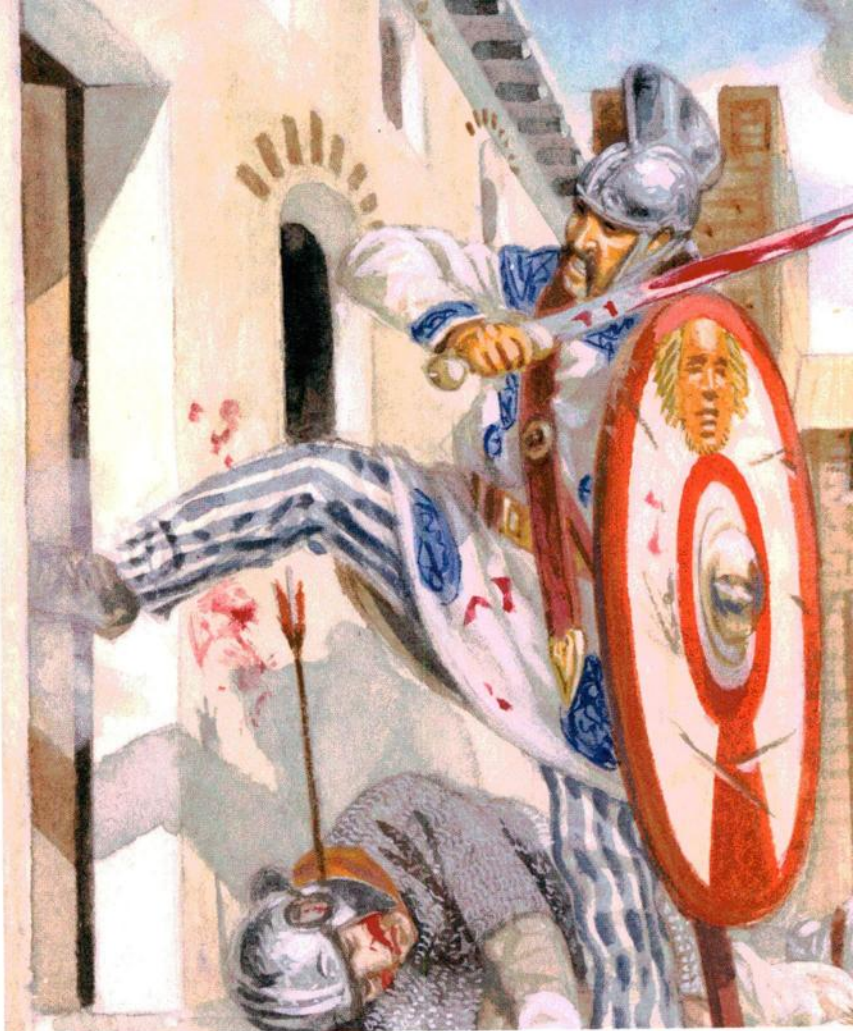
« *Je ne vois là qu'une pure légende*, affirmait au début du XX^e siècle l'historien Camille Jullian. *Il est vrai que des légendes de cette sorte montrent l'impression que l'affaire des bagaudes fit plus tard sur les chroniqueurs du Moyen Âge, qui, à la différence des historiens modernes, n'ont pu se résigner à ne rien savoir.* »

L'Empire vacille, l'instabilité gagne les campagnes

Ne rien savoir ? C'est un peu fort. Car les bagaudes ont bien existé, marquant les esprits et les manuscrits. Ils sont évoqués notamment par l'orateur romain Mamertin, par les historiens Eutrope (316-380), Aurelius Victor (2^e moitié du IV^e s.)

D'où vient le nom de bagaudes ?

Son origine reste obscure. Il pourrait venir, affirme l'historien espagnol Sánchez León, de *bagà* (« guerre » ou « troupe » en celte). À la fin du XI^e siècle, le moine brabançon Sigebert de Gembloux le fait dériver de *hachando* (« vagabonder »). La seule certitude, c'est qu'au III^e siècle, ce sont les révoltés eux-mêmes qui se donnent ce nom, alors qu'au V^e siècle, ce sont les autorités qui qualifient de « bagaudes » les bandes de citoyens en rébellion contre l'autorité de Rome.



et Orose (1^{re} moitié du V^e s.). Les historiens actuels disposent de bases, y compris locales : ainsi le chercheur espagnol Juan Carlos Sánchez León (université de Jaén, Andalousie) a-t-il retrouvé au palais madrilène de l'Escorial la fameuse *Cronica* de Hydace de Chaves, un moine du V^e siècle qui a relevé tous les mouvements des *bacaudas* ou *bagaudas*, version hispanique des bandes gauloises. Petit à petit, le voile se lève et révèle dans tout l'Ouest de l'Empire romain un scénario assez similaire : une explosion sociale suivie d'une répression brutale... et d'un effacement des mémoires. Une sorte de *damnatio memoriae*, lorsque les autorités, pour détruire toute trace d'un personnage, font effacer profil et nom de tous les monuments et documents existants. S'il n'y a pas de doute sur l'existence des bagaudes, savoir qui ils étaient exactement est une autre affaire. Pour tenter de les apercevoir, il faut se replonger dans la société gallo-romaine du III^e siècle. À cette époque, l'Empire a connu depuis longtemps son apogée et s'est replié sur des frontières plus faciles à défendre, le Danube et le Rhin. Mais sa richesse attire toujours autant les peuples voisins : à l'est, les Goths, alliés envahissants, accentuent leur pression.

Au sud, les Maures multiplient les razzias. Et à l'intérieur, l'instabilité gagne. Nous sommes alors en pleine « anarchie militaire », disait classiquement le grand historien russe de l'Antiquité Mikhaïl Rostovtsev au début du XX^e siècle : dans la période comprise entre les assassinats des empereurs Sévère Alexandre en 235 et Carin en 285, année qui voit Dioclétien accéder officiellement au trône et restaurer la stabilité. Un demi-siècle pendant lequel plus de soixante prétendants se disputent le pouvoir, lèvent des armées, annexent des provinces. Entre 260 et 274, il existe même des « empereurs » gaulois dans une Gaule indépendante. Les querelles de ces braves gens ruinent l'économie et affaiblissent le tissu social, tant à l'intérieur qu'aux frontières de l'Empire. Les légions sont mobilisées pour s'entre-déchirer et la sécurité dans les campagnes n'est qu'un souvenir. Comme l'explique l'historien Hervé Inglebert (université Paris X), les raids germaniques de 276 et une piraterie croissante sur le littoral de la Manche conduisent à l'abandon de nombreux villages et à la fuite des habitants vers les forêts. C'est dans les années 280 à 300, par exemple, que les ateliers de salaison installés sur le site de l'actuelle ville de Douarnenez (Finistère)



Le pillage des villes est une conséquence de la révolte. On ignore cependant tout de ses causes. Famines ? Refus de la pression fiscale ? Contestation de l'ordre social ? Les (rares) sources ne le précisent pas.

Né en Dalmatie, le général de cavalerie **Dioclétien** (245-313) est proclamé empereur par ses soldats en 284 à la mort de Numérien. Après avoir éliminé Carin, frère du précédent et autre prétendant, Dioclétien règne seul jusqu'en 286 puis partage l'empire avec **Maximien** (v. 250-310) qu'il nomme auguste. Grand militaire, Dioclétien repousse les invasions et rétablit la stabilité dans l'Empire. À partir de 293, la direction de l'Empire s'organise en une tétrarchie : Dioclétien, auguste d'Orient, et Maximien, auguste d'Occident, sont secondés par deux césars, Galère et Constance Chlore, appelés à leur succéder. Dioclétien abdique avec Maximien en 305, provoquant une nouvelle crise politique qui conduira à l'avènement de Constantin comme unique empereur (voir G&H n° 12, p. 70).

En 212, l'**édit de Caracalla**, empereur de 211 à 217, étend la citoyenneté romaine à tous les hommes libres de l'Empire. Les motivations en sont probablement fiscales (l'impôt frappe tout le monde, mais pas l'impôt sur la succession, exigé des seuls citoyens) et/ou juridiques (simplifier le droit).

La **Grande Jacquerie** est une révolte paysanne déclenchée en 1358 dans le Nord du royaume de France. Elle est probablement due à la crise économique-politique liée à la guerre de Cent Ans et à l'affaiblissement du pouvoir féodal causé par les défaites françaises. Elle tire son appellation des jacques, vestes courtes portées par les paysans et qui les font surnommer « Jacques Bonhomme ». La noblesse, qui se sent menacée, noie dans le sang cette proto-révolution.

cessent de fonctionner et que le sanctuaire gallo-romain du Haut-Bécherel (Côtes-d'Armor), élevé à la fin du I^{er} siècle, est abandonné et incendié. En 312, un notable d'Augustodunum (Autun, Saône-et-Loire), dans un discours remerciant l'empereur Constantin d'avoir allégé les impôts de sa ville, rappelle que nombre de ses concitoyens ont été réduits, dans les années précédentes, « à se cacher dans les bois ou même à partir pour l'exil ».

Cette crise politico-économico-militaire se déroule à un moment de mutations sociales. L'**édit de Caracalla**, en 212, a fait de tous les hommes libres de l'Empire des citoyens romains... mais pas égaux pour autant. En réalité, la société est, depuis longtemps déjà, scindée en deux. D'un côté, la classe des « *honestiores* » (sénateurs, chevaliers, militaires, fonctionnaires, prêtres et leurs familles) : ils détiennent les postes clés, la richesse et le pouvoir. Leur position les exonère de l'impôt et leur permet d'être jugés par des tribunaux spéciaux. De l'autre côté, l'immense majorité de la population, les « *humiliores* » : à eux l'impôt, les corvées et des droits civils réduits. Il leur est interdit de détenir des armes, de changer de domicile ou de métier. Il existe

enfin une troisième et une quatrième classe sociale, souvent négligées : celle des citoyens déchus pour dettes et celle des esclaves.

D'une révolte de paysans à une guérilla armée

Pour survivre dans cette préfiguration de la société médiévale, une seule solution : se placer sous la protection — on parle alors du « patronage » — d'une grande famille de propriétaires terriens. Ceux-ci vont peu à peu se substituer à l'État impérial pour gérer les affaires locales, tout en profitant de privilèges, notamment fiscaux, exorbitants. « *Ce n'est qu'en 440-444, lorsque la situation financière sera devenue critique en Occident, que les empereurs s'efforceront de remettre en cause l'immunité fiscale, les privilèges et avantages de toute nature que plusieurs générations de grands propriétaires terriens avaient arrachés au pouvoir central* », nous expliquait (juste avant son décès, intervenu hélas depuis) l'historien belge Daniel De Decker, spécialiste des bagaudes à l'université allemande de Bielefeld.

C'est dans ce contexte intérieur troublé qu'intervient l'insurrection des bagaudes. Quand ? Les auteurs classiques datent la première révolte de 285, pour des raisons fiscales selon les uns, à cause de famines selon les autres. « *Les motivations restent obscures*, admet Juan Carlos Sánchez León. *On suppose que le principal but était de se libérer de l'oppression de l'État et de ses représentants provinciaux mais sans aucune revendication*

Les cités, refuges des classes aisées, se mettent à trembler.

politique, sociale ou économique précise. » L'insurrection, expliquent les historiens romains, semble en tout cas dirigée par deux « généraux », Amandus et Aelianus, sans doute des petits propriétaires qui entraînent derrière eux des cultivateurs d'origine similaire et une masse de misérables : paysans sans terres, désœuvrés, ex-citadins déchus, déserteurs des armées impériales... « *Il est dur d'estimer leur nombre avec précision, on peut penser qu'il dépassait l'équivalent de deux voire trois légions classiques, c'est-à-dire entre 10000 et 15000 hommes* », explique Luca Montecchio, professeur d'histoire à l'université de



Les bagaudes ne sont pas seulement de pauvres paysans sans terres, mais aussi probablement de petits propriétaires, suffisamment aisés pour acquérir un cheval et quelques armes de qualité.

Pour en savoir +

À lire • *I Bacaudae. Tensioni sociali tra tardoantico e alto Medioevo*, Luca Montecchio, Elabora, 2012.

• « The Bacaudae of fifth-century Gaul » in *Fifth-Century Gaul: A Crisis of Identity?*, John F. Drinkwater, Cambridge Univ. Press, 1992.

• *La Bretagne romaine: de l'Armorique à la Bretagne*, Patrick Galiou, Gisserot, 1991.

• *Les Sources de l'histoire des Bagaudes*, Juan Carlos Sánchez León, Université de Franche-Comté, Les Belles Lettres, 1996.

• « La naissance du mouvement Bagaude », Daniel De Decker, Philippe Badot, in *Klio. Beiträge zur alten Geschichte*, vol. 74, 1992.

Modène (Italie) et auteur d'un récent ouvrage sur le sujet (voir bibliographie).

Accompagnée de pillage et d'extorsions, la révolte s'avère vite impossible à juguler et s'étend rapidement à l'ensemble de la « Lyonnaise seconde » [qui comprend alors l'Armorique et l'actuelle Touraine, cœur de la révolte]. La question de savoir si les chefs ont battu monnaie, sorte de proclamation officielle d'une sécession, fait débat (voir encadré). Ce qui est sûr, c'est que les cités, refuges des classes aisées et du pouvoir impérial, se mettent

à trembler... « Toutes les villes possèdent alors des milices urbaines, équivalent de nos polices municipales, qui traitent ce genre de troubles, reconnaît Jérôme France, professeur d'histoire romaine à l'université Michel de Montaigne-Bordeaux 3. Mais avec les bagaudes, les milices sont dépassées: il faut faire appel à l'armée et à l'empereur. » Dioclétien, qui vient de prendre (illégalement: il reste alors un usurpateur) le pouvoir en 284, est un homme à poigne. Pas question pour lui de perdre une province aussi riche et vitale de l'Empire qu'il vient de conquérir à la pointe de l'épée.

Maximien, un maître de la contre-insurrection

En juillet 285, Dioclétien s'adjoint un collègue, le général Maximien, qu'il nomme César puis Auguste d'Occident en 286. Sa mission: sécuriser la frontière rhénane et régler la question bagaude. Il est temps. La révolte s'étend jusqu'à Autun, ville qui subit

un assaut, sans toutefois être prise. Car les bagaudes ne sont pas une armée régulière: ils frappent puis se replient dans leurs forêts, à l'abri des milices urbaines. « Cette tactique de guérilla était sans doute la plus évidente, explique Luca Montecchio, pour des gens qui n'étaient pas des militaires de carrière, même s'il y en avait aussi parmi eux, et qui n'étaient pas prêts à affronter l'armée romaine en terrain découvert. » Les bagaudes n'en représentent pas moins un réel potentiel militaire, souligne l'historienne canadienne Isabelle Drouin, de l'université Laval (Québec): « Ce n'étaient pas de pauvres hères rendus fous par la faim: ils possédaient l'infanterie et cavalerie. Et leurs cavaliers n'étaient pas forcément d'humbles bergers mais des campagnards mieux nantis qui formaient la force principale du regroupement. » Mamertin reconnaît d'ailleurs que les bagaudes, tout « paysans ignorants » qu'ils étaient, « prirent goût à la chose militaire ».

Contre ces guérilleros, Maximien emploie une tactique — éprouvée par la suite, de l'insurrection vendéenne à la guerre d'Algérie en passant par la guerre des Boers: lancer des colonnes mobiles, composées de cavaliers. Militaire expérimenté et malin, il procède méthodiquement. Avec trois légions, il repousse peu à peu les bagaudes, non par une grande bataille mais par une succession de petits engagements. « Il agit avec une grande prudence, peut-être pour éviter des embuscades similaires à celle dans laquelle étaient tombés, en l'an 9, Varus et ses légions dans la forêt de Teutoburg, contre les Goths », note Luca Montecchio. Tactique efficace: Orose, toujours prêt à manier la brosse à reluire, parle d'un « succès facile ». Vraiment? Sept mois seront nécessaires aux vétérans professionnels de Maximien pour venir à bout des révoltés.

La suite montre toutefois que les Romains, sans avoir lu les théoriciens de la contre-insurrection douce comme David Galula (voir G&H n° 11, p. 84), ont pris conscience de la menace. Le général, en effet, se montre généreux: en d'autres temps, il aurait fait couper les mains, crever les yeux ou clouer en croix les insurgés le long des voies romaines. Mais là il se contente de les relâcher: « Il renvoie les laboureurs

rebelles à leurs champs et les bergers à leurs troupeaux », s'étonne en 1969 le chercheur italien Vito Antonio Sirago. L'initiative de Maximien est calculée et habile. C'est que l'Empire manque cruellement de bras et il y a grand besoin de stabiliser les campagnes en les couvrant de fermes.

Au V^e siècle, un nouvel embrasement

Grâce à la politique d'apaisement (et la reprise en main des frontières) assurée par Dioclétien, la flambée bagaude s'éteint pour un bon siècle. Le feu repart cependant au début du V^e siècle, pour des raisons légèrement différentes. Comme au III^e siècle, les Romains ne contrôlent plus l'intérieur du pays. Mais cette fois, ils ont installé des Germains en Gaule: les Alains sur les bords de la Loire, les Wisigoths en Aquitaine et en Espagne... Et ces peuples cherchent à prendre la place laissée vacante par le pouvoir impérial, suscitant des mouvements populaires dans

Sept mois seront nécessaires pour venir à bout des insurgés.

les zones floues que ne contrôlent plus tout à fait les Romains et pas encore ces Germains. Le mouvement est aussi signalé sur les bords de la Loire et l'Armorique par

l'écrivain gallo-romain Sidoine Apollinaire (430-486) et par le prêtre Salvien de Marseille (début V^e s. – 480), puis, à partir de 441, en Espagne par Hydace. Le fonctionnaire et historien grec de la fin du V^e siècle Zosime rapporte même que le chef goth Sarus, qui veut passer en Italie en 407 après avoir pillé Valence, doit abandonner son butin à des « bagaudes des Alpes » pour prix de son passage!

Qu'est-ce que ces mouvements tardifs ont en commun avec ceux de 285? Difficile à dire. En ces périodes troublées de l'Empire à l'agonie, les bandes armées essaient aisément. « Les auteurs postérieurs ont transformé ces rebelles en martyrs chrétiens innocents », note Juan Carlos Sánchez León. Or, ils n'étaient ni martyrs, ni chrétiens, ni, sans doute, innocents! « Bagaude » devient en fait un nom commun qui désigne toute révolte de paysans, comme la Jacquerie de 1358 désignera plus tard les soulèvements en province, jusqu'aux actuelles manifestations qui secouent encore l'Armorique. On ignore cependant si les bagaudes arboraient un bonnet rouge. ■

Les monnaies des révoltés

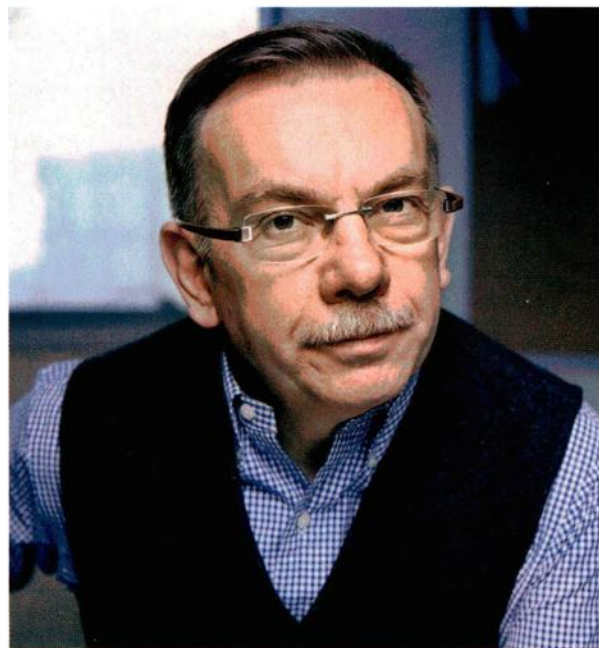
Les insurgés bagaudes ont-ils battu monnaie, façon symbolique de revendiquer leur rupture économique, et donc politique, avec l'Empire? Une dizaine de pièces ont en effet été attribuées aux deux meneurs de la révolte de 285, Aelianus et Amandus. Hélas, précise Lawrence Okamura, spécialiste des monnaies romaines à l'université du Missouri, « celles que l'on prête au premier sont en fait des solidi frappés pour le Gaulois Laelianus », éphémère empereur en 269. L'archéologue britannique Sir Arthur Evans (1851-1941) aurait détenu quant à lui une pièce de monnaie attribuée à Amandus. Mais plusieurs experts qui ont pu l'examiner l'ont déclarée fautive. Et il est d'autant plus difficile de les contredire qu'elle a disparu.

Du Guesclin et Boule de suif

Par Jean-Dominique Merchet

Les forces spéciales seront les grandes absentes des commémorations de 14-18. Durant des siècles, on a fait la guerre en se passant de ce qui est aujourd'hui le *nec plus ultra* de l'action militaire. L'armée française de 1914, pas plus que l'armée napoléonienne, ne comportait de telles unités dans son ordre de bataille et, dans la longue expérience militaire de la France, il faut chercher à la loupe pour trouver des opérations que l'on qualifierait aujourd'hui de « spéciales ». Un seul nom s'impose, celui de Bertrand Du Guesclin (1320-1380). Ce noble breton, le Dogue noir de Brocéliande dont la laideur est restée légendaire, combattit durant la guerre de Cent Ans (voir dossier G&H n° 10), avant d'être fait connétable de France — chef d'état-major des armées, dirait-on aujourd'hui — par le roi Charles V. Comme il se fit craindre des Anglais, laissons l'un d'entre eux, Sir Basil Liddell Hart (1895-1970), évoquer avec admiration sa stratégie* : elle « *consista à éviter toute bataille avec la principale armée des Anglais et à restreindre peu à peu leur liberté et leur zone d'action. Ce refus de la bataille participait d'une stratégie exploitant mobilité et surprise, par l'interception des convois, la destruction des détachements et la capture des garnisons isolées. De telles attaques effectuées par surprise, et souvent de nuit, furent facilitées par de nouveaux procédés d'assaut rapide et par un choix des objectifs judicieusement calculé en fonction de données psychologiques.* » Le résultat fut brillant : « *En moins de cinq ans, Du Guesclin réduisit les immenses possessions des Anglais en France à une étroite bande de territoire comprise entre Bordeaux et Bayonne. Il y parvint sans livrer une seule bataille rangée.* »

La leçon, pourtant, ne fut pas retenue, tant elle s'opposait à la culture nobiliaire de l'époque. Au plan tactique, Du Guesclin utilisait sa cavalerie comme une infanterie montée, lui conférant ainsi une grande mobilité, mais « rabaissant » du même coup les chevaliers qui ne jugeaient digne d'eux que le seul combat à cheval... Pourtant, au cours de la campagne militaire d'Henri V, qui culmina avec la défaite française d'Azincourt (1415), « *il suffisait aux Français de couper les lignes de communications anglaises pour être assurés de vaincre Henri V par la famine. Mais leurs chefs avaient déjà oublié les enseignements de Du Guesclin, constate Sir Basil. Bénéficiant d'une supériorité numérique de quatre contre un, ils estiment qu'il était déshonorant d'exploiter cet avantage autrement qu'en portant un coup direct.* » On sait ce qu'il advint : la chevalerie française fut massacrée par les archers anglais à Azincourt. Si les armées françaises eurent souvent l'occasion d'affronter des guérillas — que l'on songe seulement à la guerre d'Espagne de Napoléon (1808-1814) —, elles n'utilisèrent qu'exceptionnellement leurs tactiques, remarquablement étudiées dès le XVIII^e siècle par les théoriciens de la « Petite Guerre ». Plus rarement encore, elles se dotèrent d'unités destinées à ses missions. C'était en théorie le rôle dévolu à la cavalerie légère, mais l'armée française n'eut jamais à sa disposition l'équivalent des cosaques russes.



« *La leçon des succès de Du Guesclin — mobilité et surprise — ne fut pas retenue, tant elle s'opposait à la culture nobiliaire de l'époque.* »

Après Du Guesclin, il faut donc faire un bond de cinq siècles pour retrouver un épisode négligé par l'historiographie, mais dont on en retrouve la trace dans les nouvelles de Maupassant, *Boule de suif* en particulier. « *Des légions de francs-tireurs aux appellations héroïques : "les Vengeurs de la Défaite – les Citoyens de la Tombe – les Partageurs de la Mort" — passaient à leur tour, avec des airs de bandits. Leurs chefs, anciens commerçants en drap ou en graines, ex-marchands de suif ou de savon, guerriers de circonstance, nommés officiers pour leurs écus ou la longueur de leurs moustaches, couverts d'armes, de flanelle et de galons, parlaient d'une voix retentissante, discutaient plans de campagne, et prétendaient soutenir seuls la France agonisante sur leurs épaules de fanfarons ; mais ils redoutaient parfois leurs propres soldats, gens de sac et de corde, souvent braves à outrance, pillards et débauchés* », écrit le Normand peu connu pour son goût de la chose militaire. Ces francs-tireurs étaient le résultat de la loi Niel de 1868 par laquelle Napoléon III entendait moderniser l'armée. Elle donnait « *un statut légal à [des] corps de volontaires qui étaient tenus de s'habiller, de s'armer et de*

s'équiper à leurs frais », comme le raconte l'historien François Roth**. Après la défaite de l'été 1870, on assista à « *la formation d'un nombre incalculable de corps francs et de francs-tireurs* ». Unités de taille modeste, souvent très politisées, beaucoup ressemblaient à ce que Maupassant décrit. Mais certaines causèrent un vrai souci aux Prussiens, comme celles qui opéraient derrière leurs lignes. Ainsi, « *aux confins de la Normandie et du Bassin parisien, de nombreux groupes se sont formés et se livrent à une guerre d'embuscade contre les groupes ennemis isolés. En septembre-octobre, leurs actions créent un climat d'insécurité dans l'Est et le Bassin parisien* », poursuit François Roth. Le Prussien Moltke réagit vivement : « *Tout franc-tireur sera assimilé à un malfaiteur et sera passible du conseil de guerre immédiat qui peut prononcer la peine de mort.* » Des représailles sont prévues contre les civils des villages voisins. On cite le cas où des notables, pris en otages, sont installés sur les locomotives pour éviter les sabotages ou les attaques du chemin de fer. Dans la nuit du 21 au 22 janvier 1871, un groupe de « *chasseurs des Vosges* » parvient à interrompre le trafic ferroviaire entre la Lorraine et Paris, en faisant sauter le pont de Fontenoy-sur-Moselle. Toutefois, assure François Roth,

« *il ne faut exagérer ni le nombre, ni le rôle militaire de ces groupes que les autorités françaises ne contrôlent guère* ». De son côté, l'historien Philippe Masson estimait que ces francs-tireurs avaient « *immobilisé près de 120 000 hommes* » côté allemand. Autant de troupes que les armées levées par le gouvernement de la Défense nationale ne retrouvent pas sur le champ de bataille. Cela n'évitera pas toutefois la défaite finale. L'heure des opérations spéciales n'avait pas encore sonné. ■

* *Stratégie*, Basil H. Liddell Hart, traduction Lucien Poirier, Perrin, coll. Tempus, 2007.

** *La Guerre de 1870*, François Roth, Fayard, coll. Pluriel, 2011.

« Les mousquetaires sont voués »

Propos recueillis par Laurent Henninger

À rebours de l'image forgée par la littérature du XIX^e siècle, l'historien Rémi Masson redessine quel a été le vrai rôle de cette troupe d'élite attachée à la maison du roi. Guerriers de choc envoyés souvent en première ligne lors des sièges, les mousquetaires – fait plus surprenant – composent la « police politique » de Louis XIV.

Né en 1984, Rémi Masson est doctorant en histoire moderne à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et rattaché à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM). Il termine actuellement sa thèse sur la maison militaire du roi au XVII^e siècle, sous la direction du professeur Hervé Drévilon. Ses recherches ont donné lieu à un récent ouvrage paru chez Vendémiaire en 2013, *Les Mousquetaires ou la violence d'État (voir notre critique dans G&H n° 16, p. 100)*.

G&H : Quand on prononce le mot de « mousquetaire », les images qui viennent à l'esprit sont celles d'une troupe d'élite noble et experte dans le duel à l'épée ! Pourtant, pour avoir étudié la mutation militaire de la Renaissance et des temps modernes, un mousquetaire, ça n'est pas ça, à l'origine...

R. Masson : Vous avez raison ! Un mousquetaire, à l'origine, c'est bien un soldat qui porte un mousquet, l'arme à feu individuelle qui a succédé à l'arquebuse et qui sera supplantée par le fusil. Il est donc bien un fantassin tout ce qu'il y a de plus banal et humble. Dans les *tercios* espagnols (voir G&H n° 1, p. 84), les « mousquetaires » sont les soldats qui occupent les angles des grands carrés de piquiers. Il en est à peu près de même dans les formations de l'infanterie hollandaise ou suédoise, même si elles sont organisées de façon légèrement différente. Rien de bien prestigieux ni de « glamour » là-dedans...

C'est donc en France que le mot va prendre un sens différent

Oui, sous le règne de Louis XIII, dans les années 1620. Les rois

de France possèdent une petite armée personnelle, distincte de l'armée « normale », et qu'on appelle la « maison du roi », car ils font partie du « personnel de maison » au même titre que les domestiques, les valets, les cuisiniers, etc. Cette maison militaire du roi comprend traditionnellement plusieurs compagnies : chaque souverain crée en effet la sienne, qu'il chérit particulièrement et qui vient se surajouter à celles de ses prédécesseurs. Ainsi, en 1622, Louis XIII fait lever une compagnie dite « de mousquetaires » à partir d'une compagnie de carabins (cavaliers légers équipés de carabines) et qui est destinée à accompagner la compagnie des cheveu-légers de sa maison. Il s'agit donc de cavaliers légers qu'on a armés d'un mousquet. Mais ce dernier est une arme d'infanterie trop lourde pour être maniée à cheval. Les mousquetaires ont donc une double nature tactique, comme un peu plus tard les dragons : ils sont

des fantassins montés, capables de combattre à cheval comme à pied.

Mais ils se distinguent dès le départ de simples fantassins montés.

Oui car, outre leurs tâches d'escorte de la personne royale, ils sont voués à accompagner le souverain à la chasse. Une activité non seulement passionnante mais aussi prestigieuse et socialement intéressante

car, dans une société de cour, cela permet de côtoyer le roi dans des circonstances que l'on qualifierait aujourd'hui de « sportives », c'est-à-dire quasi intimes. Or, comme le recrutement est

noble, l'appartenance à la compagnie de mousquetaires est fort prisée, presque « à la mode ». Les jeunes nobles cherchent à y servir et cela constitue une place de choix pouvant favoriser des stratégies sociales personnelles. En outre, leur prestige est encore accru par le fait qu'en tant que garde d'apparat, ils portent un véritable uniforme — un luxe à une époque où les militaires sont le plus souvent vêtus comme ils peuvent, à la diable dirait-on. Cela leur confère aussi une identité forte, car on les reconnaît facilement. Ils contribuent de ce fait au processus de théâtralisation de l'État qui accompagne la montée en puissance de celui-ci.

Les mousquetaires proviennent-ils de toute la noblesse ?

De la petite noblesse, principalement : celle-ci cherche à se distinguer et à se faire une place dans le nouvel ordre politique et social qui est en train de se mettre en place à la faveur de la construction de l'État moderne.

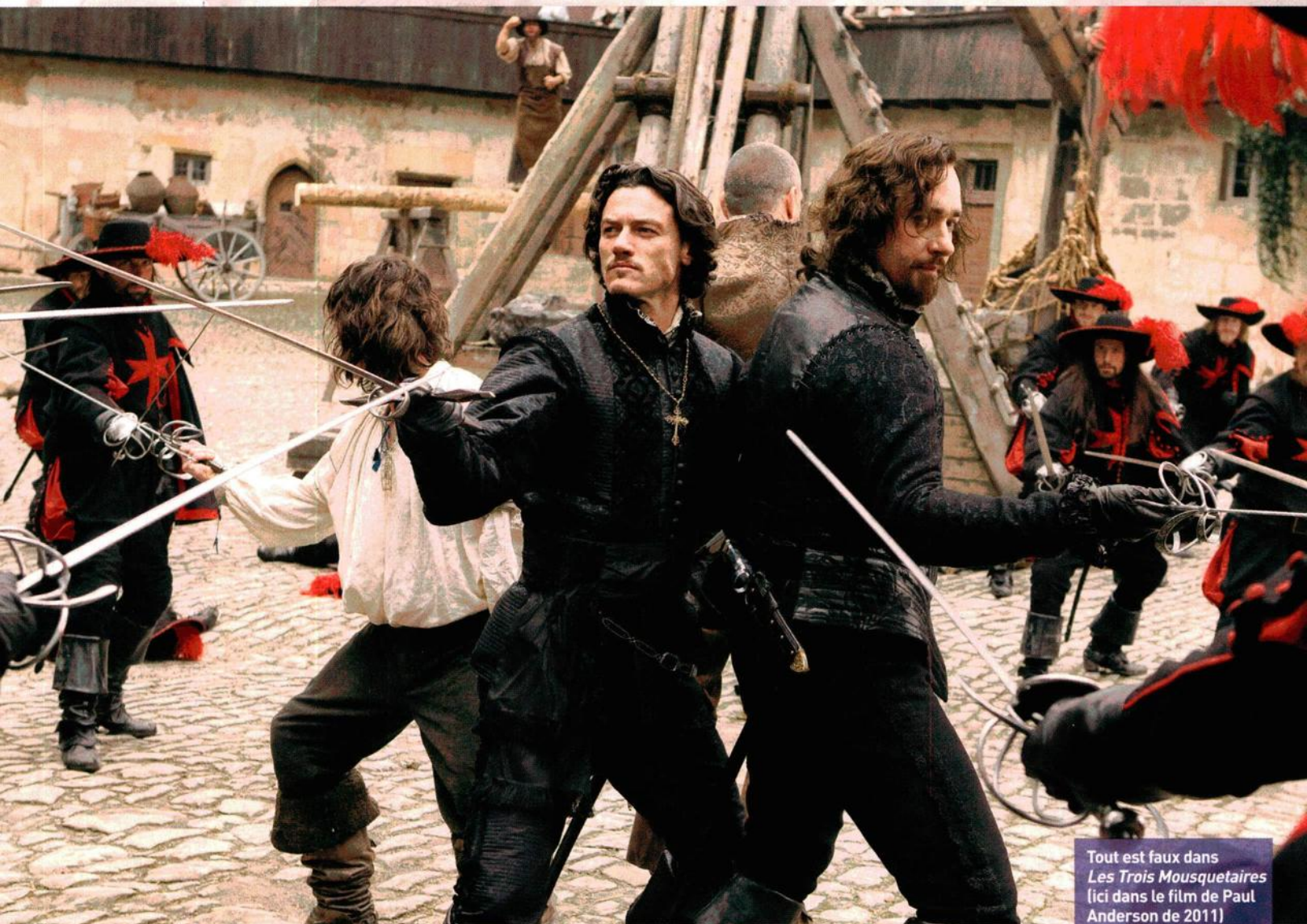
Pourquoi sont-ils originaires du Sud-Ouest ?

Cela n'est vrai que sous Louis XIII.

Dumas et Hollywood en ont fait des escrimeurs de légende. Mais comme leur nom l'indique, les mousquetaires sont des spécialistes des armes à feu !



és à la guerre de siège »



Tout est faux dans *Les Trois Mousquetaires* (ici dans le film de Paul Anderson de 2011) à part un élément : la rivalité entre mousquetaires du roi et gardes du cardinal. De là à tirer l'épée...

Il se trouve que les premiers capitaines de cette compagnie sont originaires de ces régions : Gascogne, Béarn, etc. À la faveur du clientélisme, qui est alors de mise, ils recrutent surtout des jeunes gens provenant de leur entourage plus ou moins proche et direct. Et puis, c'est une région où l'on trouve une petite noblesse pléthorique, pauvre, aux traditions volontiers batailleuses. Cela en fait un vivier de choix pour une unité de guerriers de choc. Mais cela ne durera pas et, à partir de Louis XIV, le recrutement s'étendra à l'ensemble du royaume.

Des guerriers de choc dites-vous ?

Oui, car on les réserve bien vite pour une tâche tactique très spécifique

et *a priori* bien peu en rapport avec leurs vocations premières : la guerre de siège, tout particulièrement l'assaut des brèches dans les fortifications ennemies. Autant dire qu'il s'agit d'une fonction tactique d'une grande violence et terriblement dangereuse, qui leur fera encaisser des taux de pertes très élevés. D'ailleurs, le plus célèbre des mousquetaires de tous les temps, **d'Artagnan**, mourra fracassé par un boulet, avec 80 de ses hommes, lors du siège de la ville hollandaise de Maastricht, le 25 juin 1673.

Mais nous sommes alors sous le règne de Louis XIV !

Exactement. Le Roi-Soleil a entre-temps réorganisé la maison militaire

du roi. Les mousquetaires sont alors plus que jamais voués à la guerre de siège, qui aura d'ailleurs une grande importance tout au long des guerres de ce règne. Avec lui, les troupes de la maison du roi vont au feu y compris hors de la présence du souverain. Elles sont devenues l'élite de l'armée et plus uniquement une troupe personnelle de gardes du corps. Elles sont donc perpétuellement au combat, ou presque. Ajoutons que ces troupes, à la différence d'autres unités de la garde, à d'autres époques ou dans d'autres pays, ne sont pas gardées en réserve — et donc économisées — pour intervenir au dernier moment lors des batailles, comme ce sera par exemple le cas avec la garde

Charles de Batz-Castelmore, **comte d'Artagnan** (1611-1673), provient d'une famille pauvre qui parvient à se glisser dans la petite noblesse. Il entre dans la carrière des armes en 1640 et dans les mousquetaires en 1644, soit après la mort de Louis XIII ! L'essentiel de sa carrière de mousquetaire et d'homme de confiance du pouvoir va donc se dérouler sous Mazarin, puis sous Louis XIV. Il meurt en 1673, au siège de Maastricht, en Hollande.

La **bataille de Fontenoy** (11 mai 1745), sur le territoire de l'actuelle Belgique, oppose les troupes françaises de Louis XV, commandées par le maréchal de Saxe, aux Anglo-Hollandais, durant la guerre de Succession d'Autriche. Elle débouche sur une brillante victoire française. C'est durant cette rencontre que, nous dit la légende, les officiers français lancèrent à leurs homologues britanniques : « *Messieurs les Anglais, tirez les premiers !* »

Gatien de Courtilz de Sandras (1644-1712) passe quelques années de sa jeunesse dans les mousquetaires, où il a probablement connu d'Artagnan, puis vit de sa plume mais son imprudence littéraire lui vaut d'être plusieurs fois embastillé. Il profite de ses nombreuses années en prison pour écrire des « Mémoires de M. d'Artagnan », dont il puise l'inspiration dans des récits que lui font des compagnons de l'ancien mousquetaire et qui sont publiés en 1700. C'est de ce texte qu'Alexandre Dumas s'inspirera pour écrire son roman.

Le vrai d'Artagnan est un homme du cardinal ! Pas de Richelieu mais Mazarin, dont il est l'agent dévoué de 1643 à 1651, avant de passer au service de Louis XIV.

impériale de Napoléon I^{er}. Elles sont le fer de lance de l'armée, sa pointe avancée, d'où leurs pertes énormes.

Je suppose que ces troupes d'élite ne peuvent soutenir bien longtemps une telle attrition.

Bien entendu. Et ce, d'autant plus qu'elles servent aussi *de facto* comme un vivier destiné à fournir des officiers à l'ensemble de l'armée. Bien vite, on ne va plus pouvoir les sacrifier en masse car on n'assèche pas un réservoir de cette

qualité. On créera alors la compagnie des grenadiers à cheval pour servir en quelque sorte de « tampon » destiné à être sacrifié dans les assauts et les tâches les plus dangereuses. À la fin du règne de Louis XIV, les mousquetaires sont au zénith de leur puissance et de leur prestige, même si la littérature du XIX^e siècle situe ce moment mythique sous le règne précédent.

Cela dit, en dehors de ces fonctions militaires proprement dites, ils ont aussi, à vous lire, des fonctions politiques de la plus haute importance.

Dès Louis XIII, les mousquetaires composent une véritable « police politique » au service du pouvoir, destinée à accomplir toutes les tâches de « haute police », ces missions spéciales qu'on ne confie qu'à des hommes dans lesquels on a une confiance absolue. Cette fonction va prendre sa plus grande ampleur sous Louis XIV. C'est d'ailleurs ce roi

qui confiera à d'Artagnan la tâche délicate et hautement politique d'arrêter Nicolas Fouquet, le surintendant des finances dont le pouvoir, la fortune et le prestige faisaient de l'ombre au Roi-Soleil. Les deux

« Ils sont le bras armé du pouvoir d'État dans ce qu'il a de plus glacial et de plus implacable. »

compagnies de mousquetaires du roi sont alors le bras armé du pouvoir d'État dans ce qu'il a de plus glacial et de plus implacable. En bref, ils sont en réalité à l'extrême

opposé de l'image que la littérature forgera d'eux : là où on les imagine joyeux bretteurs aimant la bagarre, le bon vin, les aventures picaresques, animés d'un esprit frondeur un brin rétif à la discipline et à l'autorité, ils sont des policiers sans états d'âme au service d'un monstre froid — l'État absolutiste.

Et après le règne de Louis XIV ?

Ils vont progressivement mais rapidement devenir une simple formation de cavalerie parmi d'autres et ne vont plus être employés dans la guerre de siège. À la **bataille de Fontenoy**, en 1745, sous le règne de Louis XV, les mousquetaires et la maison du roi chargeront comme n'importe quelle autre unité de cavalerie d'élite. En outre, si des officiers extrêmement méritants mais aux quartiers de noblesse problématiques voire inexistantes avaient pu faire leur chemin dans les compagnies de mousquetaires de la maison militaire du roi sous Louis XIII ou Louis XIV, il n'en est plus de même par la suite. Le XVIII^e siècle verra cette ouverture sociale se refermer au profit de la seule noblesse patentée. Les mousquetaires seront dissous en 1775 par le ministre de la Guerre de l'époque, le comte de Saint-Germain. Il est vrai que ces deux compagnies coûtaient fort cher et que, pour le même prix, on pouvait avoir plusieurs unités de cavalerie « normale ». Ce qui était un avantage certain à une époque où l'art de la guerre se massifiait toujours plus et où la quantité commençait à avoir plus d'importance qu'une qualité qui, d'ailleurs, était de moins en moins réelle. Ils seront très brièvement reconstitués en 1814, lors de la Première Restauration, mais l'expérience se révélera sans intérêt et sera vite arrêtée.



Mais alors pourquoi cette image totalement fausse qui apparaît à travers la figure du mousquetaire dans la littérature et le théâtre du XIX^e siècle ?

Cette image naît avec la publication des célèbres romans d'Alexandre Dumas, qui paraissent en feuilletons dans la presse à partir de 1844 et jusqu'en 1850. Dumas s'inspire pour cela des faux mémoires de d'Artagnan publiés en 1701 par Gatien de Courtilz de Sandras à partir de notes laissées par d'Artagnan lui-même, mais que Courtilz de Sandras va déjà embellir considérablement. Sur la base de ce substrat, Dumas écrit une épopée qui rencontre aussitôt un succès considérable et très large, puisqu'il concerne toutes les couches de la population. Son secret : tant les aventures racontées que les personnages dépeints sont idéalement consensuels et susceptibles de plaire à tous, de faire rêver tout le monde, y compris les personnalités les plus opposées dans le monde réel : aristocrates, bourgeois ou classes populaires lettrées, Parisiens ou provinciaux, conservateurs, libéraux, bonapartistes, républicains ou révolutionnaires. Dans cette France de la monarchie de Juillet, le souvenir de l'épopée des armées impériales est encore très vivace et constitue le fond légendaire où s'abreuvent tous les esprits jeunes ou fiévres de l'ère romantique. C'est cela qui apparaît en filigrane derrière les aventures de d'Artagnan, Athos, Porthos et Aramis telles que racontées par Alexandre Dumas ; derrière les exploits et le panache des mousquetaires du roi Louis XIII, il y a en réalité ceux des grognards de la Grande Armée... Et il en sera de même quelques décennies plus tard, en 1897, lorsqu'Edmond Rostand écrira sa célèbre pièce *Cyrano de Bergerac*, qui rencontrera un succès similaire. Mais là, en plus de l'épopée impériale, ce sursaut du romantisme se mêlera au nationalisme français militant de l'ère de la « Revanche ». ■

Pour en savoir +

- **À lire** • *Guerre et société à l'époque moderne*, Jean Chagniot, PUF, 2001.
- *La Guerre au XVII^e siècle*, John Childs, Autrement, coll. Atlas des guerres, 2004.
- *Le Vénérable d'Artagnan*, Jean-Christian Petitfils, Tallandier, 2005.
- *La Guerre de siège sous Louis XIV en Europe et à Huy*, Jean-Pierre Rorive, Bruxelles, Racine, 1998.

UN COMBATTANT POLYVALENT

Ce mousquetaire porte la casaque bleue (1) rétablie en 1657, quand Louis XIV ressuscite l'unité dissoute en 1646. Comme le dragon, il est un cavalier qui combat à pied. Son armement comprend une rapière à lame élargie et renforcée (2) pour le combat rapproché, une paire de pistolets (3) logés dans la selle et un mousquet (4) dont la mise à feu est assurée par une mèche allumée, abaissée par le levier sous la crosse. Rudimentaire mais bon marché et relativement légère (4 kg), l'arme n'offre qu'une cadence de tir d'un coup toutes les deux minutes.



■ Les gardes du cardinal, des rivaux que le roi récupère

En 1626, à la suite d'une nouvelle conspiration de la noblesse contre son Premier ministre, Louis XIII décide de fournir à Richelieu une garde personnelle pour veiller à sa sécurité. La menace qui pèse sur la vie du cardinal-ministre est si importante qu'en 1631, le roi décide même d'augmenter considérablement les effectifs de cette garde. Le principal ministre se dote dès lors non seulement d'une garde, mais encore d'une véritable petite armée privée. Ces compagnies forment un ensemble de troupe oscillant entre 300 et 420 gardes. La « garde à cheval » et les « hommes de guerre à pied », qui sont en permanence auprès de Richelieu, ont en commun d'être désignés respectivement comme « mousquetaires à cheval » et « mousquetaires » du cardinal, avant que ces termes

ne soient remplacés simplement par « gardes à cheval » et « gardes » du cardinal.

Créés sur le modèle des mousquetaires du roi, ayant des attributions similaires vis-à-vis de Richelieu, les gardes du cardinal sont immédiatement comparés aux mousquetaires. La rivalité que leur prête Alexandre Dumas ensuite ne tient certainement pas uniquement de la fiction romanesque. Les sources de l'époque sont en effet assez claires concernant une opposition qui semble naître rapidement entre ces corps se partageant la garde des deux plus importants personnages du royaume. C'est Mazarin qui hérite des gardes du cardinal de Richelieu. Il les lègue lui-même à Louis XIV, qui s'en sert alors pour créer sa deuxième compagnie de mousquetaires.

La hallebarde, une arme poly

Par Pierre-Henry Bas

À la fin du XV^e siècle apparaît la hallebarde. Si cette arme n'a, à première vue, rien de très original dans sa forme ni dans sa fonction — tailler (trancher) et estoquer (porter un coup de pointe) —, elle et ses descendantes s'imposeront en Europe pendant près de trois siècles... Retour sur ce couteau suisse de l'infanterie.

■ Une naissance marquée du sceau de la guerre moderne

La hallebarde fait partie des armes d'hast, c'est-à-dire des fers montés sur un fût en bois de frêne mesurant généralement entre 170 et 200 cm, le tout pesant entre 1,5 et 3 kg. Son utilisation dans toutes les armées d'Europe participe de la nécessité de réformer l'armement des troupes à la fin du Moyen Âge afin de mener une guerre moderne. Elle perdure jusqu'au XVIII^e siècle malgré une fonction martiale désuète. Ainsi, à l'instar de l'épée, la hallebarde incarne parfaitement les multiples rôles techniques et symboliques qu'arbore une arme au Moyen Âge et à l'époque moderne.

Son usage est aussi efficace en formation qu'en combat individuel.

■ Différents profils sous un même nom

Il existe plusieurs types de hallebardes. Originellement, il s'agit d'une évolution suisse du vouge du XV^e siècle. Ce dernier est constitué d'un fer semblable à une « feuille de boucher » muni d'une pointe supérieure, le tout fixé au fût par deux bagues métalliques. Puis le fer est directement forgé avec un croc arrière, auquel on ajoute une douille. La hallebarde ressemble alors à une hache : un fer aiguilé asymétrique composé d'une pointe, d'un taillant et d'un croc arrière. Son nom vient d'ailleurs du moyen haut allemand *Helmbarte* (suisse *Halenbarte*), qui signifie « hache (*barte*) à manche (*helm* ou *halm*) » (l'interprétation parfois donnée « hache pour casser un casque (*Helmet*) » est plus que douteuse). Mais la hallebarde se distingue de la hache d'armes surtout par l'absence d'éléments spécifiques comme un bec ou un marteau à la place du taillant, ou d'une protection pour la main. De plus, sa pointe a tendance à s'agrandir dès le milieu du XVI^e siècle afin de privilégier les estocs.

valente par excellence

Hallebarde du début du XVII^e siècle. Les estocs sont favorisés par la longue pointe, alors que le tranchant concave, le crochet et un fer allégé permettent d'agripper le corps de l'adversaire plus facilement.

La pointe épaisse de cette hallebarde du début du XVII^e siècle peut créer de larges entailles, tandis que la présence d'échancrures sur le fer conduit à privilégier le verrouillage du fer adverse.

■ ... comme au combat individuel

Dans les livres de combat et les traités d'escrime allemands, la hallebarde remplace progressivement la hache d'armes dès la fin du XV^e siècle. Le fonctionnaire d'Augsbourg, grand compilateur, Paul Hector Mair (1517-1579) ou le maître d'armes de Strasbourg Joachim Meyer (1537-1571) y exposent de nombreuses techniques. La jambe gauche est souvent posée devant, la pointe vers l'adversaire, tenue à hauteur de la poitrine ou des hanches. La main droite placée sur le talon (extrémité inférieure de la hampe) est la main directrice ; la gauche est sur le milieu du fût. Cette position favorise les estocs, tandis que les gardes hautes ou basses permettent les tailles. Le fer sert alors à verrouiller l'arme de l'adversaire en passant derrière celle-ci, à lui repousser le fût avec la partie supérieure du taillant, ou encore à crocheter le cou ou une jambe. Par exemple contre un chevalier armé d'une lance, le hallebardier peut essayer, après une parade du haut de son fer, de le désarçonner en l'attrapant par le cou.

■ Un symbole qui perdure

La hallebarde est le symbole de l'autorité des sergents de la police ou de l'armée. C'est une arme imposante qui offre indubitablement un avantage contre un simple épéiste. Ses moulinets permettent de contenir les foules ou de bloquer une rue. Sur le champ de bataille, les hallebardiers protègent les drapeaux et, à l'arrière des troupes, les sergents organisent les rangs d'un simple geste. Aussi, si la hallebarde commence à disparaître dans les armées à partir du début du XVII^e siècle, au XVIII^e siècle les sergents savent la manier pour leurs exercices quotidiens (ordonnance de Louis XV du 20 mars 1764). La hallebarde n'existe pratiquement plus sous la Révolution française : le fusil à baïonnette plus polyvalent – qui combine la puissance de feu et l'utilisation au corps à corps – a totalement remplacé son usage en même temps que celui de la pique. Cependant, la fonction symbolique d'arme de guet perdure à travers l'équipement des gardes suisses du Vatican ou des Yeomen Warders (les « Beefeaters ») de la Tour de Londres.

■ Une arme adaptée au combat collectif...

Après le succès des Suisses contre Charles le Téméraire dans les guerres de Bourgogne (1474-1477) (voir *G&H* n° 16, p. 70), Louis XI décide de doter les piétons de son armée d'un équipement similaire, à savoir de longues piques de quatre à cinq mètres pour les premiers rangs et des hallebardes pour l'arrière. Les flancs étant occupés par les arquebusiers. Cette tactique participe de la révolution de l'infanterie, qui consiste à pouvoir arrêter les charges de cavalerie tout en restant efficace contre les piétons. Or, une fois le corps à corps engagé, les piques trop longues ne sont plus utilisables. Les épées à une main telles que le *Katzbalger* sont alors employées. C'est à ce moment fatidique que les hallebardiers interviennent : traversant les piquiers devant eux, leur arme plus courte et plus maniable leur permet de donner des coups de taille et d'estoc à différentes distances.



Les monstres fantômes de la

Par Pierre Grumberg

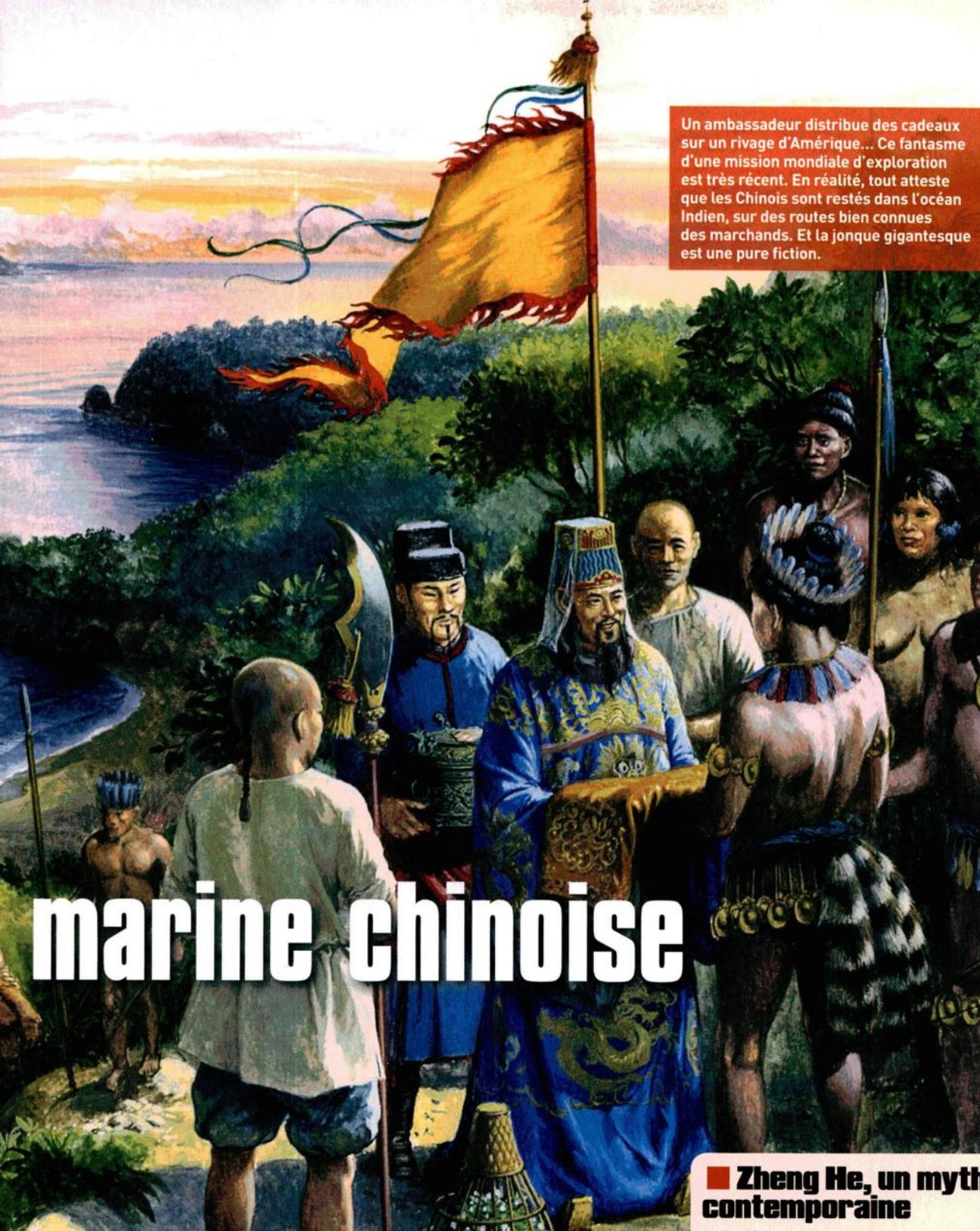
Au début du xv^e siècle, les jonques de l'amiral Zheng He sillonnent les eaux de l'Orient. Cette expérience diplomatico-commerciale aussi unique qu'éphémère a laissé dans la mémoire chinoise des traces brumeuses...

Où il est difficile de démêler le mythe de la réalité, à commencer par la dimension de l'exploit technologique.

Comme ceux de l'Arabe Sindbad, les sept voyages de l'amiral eunuque Zheng He sont devenus une légende, née paradoxalement de la volonté de ses ennemis d'effacer son souvenir.

Vasco de Gama, premier Européen à rallier l'Inde par mer, a bien fait de n'entrer dans l'océan Indien qu'en 1498. Quatre-vingt-dix ans plus tôt, les Portugais auraient pu croiser le chemin de l'amiral **Zheng He**. On imagine le tableau. D'un côté, 170 marins européens montés sur quatre navires, dont le plus gros, la caraque *São*

Gabriel, mesure 27 m et déplace 178 tonnes. De l'autre, 28 000 Chinois montés sur quelque 250 jonques dont une soixantaine de « navires trésors » (traduction littérale de *baochuan*) : des monstres dont la taille aurait atteint voire dépassé 135 m de long et 55 de large, pour un déplacement avoisinant les 20 000 t ! Pas difficile d'imaginer l'issue d'un éventuel combat. Et difficile de contredire le grand historien britannique de la Chine, Joseph Needham :



Un ambassadeur distribue des cadeaux sur un rivage d'Amérique... Ce fantasme d'une mission mondiale d'exploration est très récent. En réalité, tout atteste que les Chinois sont restés dans l'océan Indien, sur des routes bien connues des marchands. Et la jonque gigantesque est une pure fiction.

Né dans une famille musulmane du Yunnan, **Zheng He** (anciennement écrit Cheng Ho ; 1371-vers 1433) est capturé à 11 ans par les troupes des envahisseurs Ming et castré rituellement pour en faire un serviteur de Zhu Di, futur empereur Yongle. Loyal et excellent militaire, Zheng l'aide à usurper le trône en 1402, ce qui lui vaut la direction de la flotte et les plus hautes fonctions. Jaloué et critiqué en tant que chef des expéditions coûteuses dénoncées par les fonctionnaires, il meurt probablement pendant ou peu après le retour de son septième voyage et son œuvre est vouée aux gémonies.

La dynastie **Ming** (1368-1644) débute avec Zhu Yuanzhang, extraordinaire conquérant issu de la paysannerie misérable, qui profite des déboires (famines, épidémies) de la dynastie mongole des Yuan pour s'emparer de Nankin, en 1356. De là, il chasse les Mongols de leur capitale du Nord, Khanbaliq (ou Cambaluc, « Ville du khan », proche du futur site de Pékin) et s'autoproclame empereur sous le nom de Hongwu en 1368. Après 276 ans d'une (relative) stabilité présentée comme un âge d'or, les Ming sont détrônés par la dynastie mandchoue des Qing.

marine chinoise

« À son apogée en 1420, écrit-il, la marine **Ming** [la dynastie impériale fondée en 1368 et qui dure jusqu'en 1644, NDLR] aurait tenu plus que son rang face à n'importe quelle marine européenne ou même une combinaison d'entre elles. » Oui, mais voilà, il n'y avait pas l'ombre d'une voile chinoise sur l'océan Indien quand les Portugais y sont entrés... Où donc étaient passés les monstres flotants ? La réponse, étonnante, est l'histoire d'une vraie belle aventure,

avortée puis volontairement rayée des mémoires. Ce qui n'a fait qu'amplifier et embellir la légende.

Une flotte déjà maîtresse des eaux asiatiques

Tout commence par une ouverture splendide. Sous les empereurs Song (960-1279) puis sous leurs successeurs mongols Yuan (1279-1368), la Chine est déjà la superpuissance, unique à l'époque, que décrit

■ Zheng He, un mythe de la Chine contemporaine

Après l'éclipse interminable de la marine d'État chinoise qui va du milieu du **xv^e** au **xx^e** siècle, le personnage de Zheng He redevient un héros avec le renouveau nationaliste. Dès 1905, le journaliste et politicien Liang Qichao note avec fierté que les « navires trésors » étaient aussi longs (et deux fois plus larges) que le nouveau cuirassé américain *Minnesota*. Et l'empereur Yongle n'avait pas deux navires de ce type, mais soixante-deux, témoignage de la grandeur et du dynamisme chinois. Sun Yat-sen, premier président de la République de Chine en 1911, renchérit lui-même en des termes similaires, fondant ainsi une vénération qui a contribué à perpétuer la légende du gigantisme des *baochuan*. Récupéré par les communistes, Zheng He est célébré aujourd'hui comme le symbole d'une Chine pacifique, distribuant gratuitement connaissances et richesses. Et bien sûr dénuée de toutes intentions impérialistes. Une histoire officielle dont les chercheurs chinois sont, il faut le signaler, les premiers à contester la vraisemblance.

LES « NAVIRES TRÉSORS », ENTRE FICTION ET RÉALITÉ

Les historiens le confessent, ils ne savent rien de précis sur la nature des fameux « navires trésors » (*baochuan*) de l'amiral Zheng He. Les seuls chiffres contemporains évoquent des bateaux déplaçant 800 tonnes. C'est la moitié d'un vaisseau de ligne du XVIII^e siècle, mais une prouesse à l'orée du XV^e siècle. Se méfier toutefois des superlatifs accordés par les témoins, à une époque où la mention « grands comme des montagnes » qualifie des navires de 26 m...

Les « navires trésors » sont traditionnellement affublés de neuf mâts, chiffre probablement fictif. Les historiens penchent plutôt pour quatre mâts, grésés de voiles lattées de bambou (dont la rigidité donne un excellent rendement et qui sont manœuvrables depuis le pont) complétées de voiles de tissus. Cet équipement cadre avec l'effectif de 200 à 300 marins donné par un témoin direct.

Gouvernail

Les jonques n'ont pas de squelette comme les bateaux européens : leur rigidité est assurée par une série de cloisons verticales. Ce choix, s'il nuit à l'intégrité de navires très longs, délimite des caissons étanches avancés pour l'époque. Le gouvernail est connu depuis le II^e siècle, neuf cents ans avant son adoption en Europe. Il n'est pas fixé à la coque mais à un axe vertical tenu par des palans.

Cloison étanche

Canon

Sabord

Bossoir pour ancre

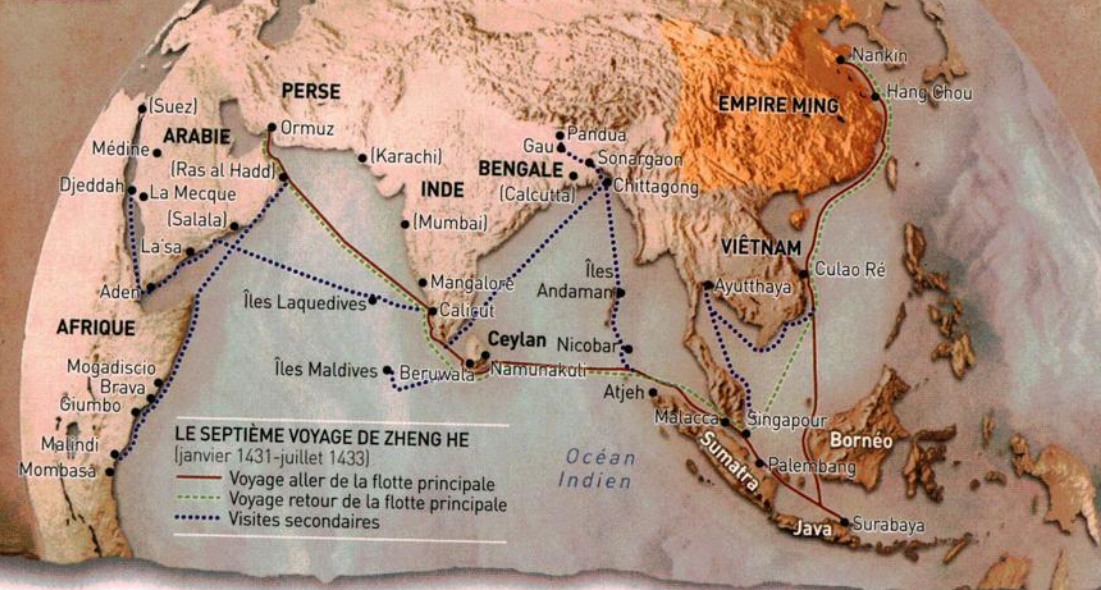
L'armement comporte peut-être des catapultes et des canons primitifs, mais peu précis et inefficaces, écrit l'historien J. V. G. Mills. À l'abordage, les Chinois préfèrent le combat à distance, criblant l'ennemi de traits d'arbalète, de flèches et autres projectiles incendiaires (pots à feu, fusées...). À l'époque de Zheng He, la marine chinoise est redoutée, mais sa réputation s'effondre, faute de pratique, dès le milieu du XV^e siècle.

Selon l'historien J. V. G. Mills, la plupart des bateaux militaires chinois sont des jonques de commerce reconverties, à de rares exceptions près. Dans ce dernier cas, les navires sont dotés de châteaux avant et arrière surélevés, la proue parfois renforcée de fer. Les témoins affirment qu'une escadre comportait plusieurs types de navires spécialisés : transports de chevaux, réservoirs d'eau, etc.

Pour la jonque, les Chinois se réfèrent plus au canard, animal flottant, qu'au poisson, animal immergé et référence occidentale. Ce qui donne des navires ventrus mais très marins. Le *baochuan* s'inspire probablement de la grande jonque océanique, le *fuchuan* (« bateau du Fujian ») à quille profonde, différent du *shachuan* (« bateau des sables ») côtier, à fond plat.

DES VOYAGES TOUS ORIENTÉS VERS L'OUEST

Les jonques de Zheng He poussent jusqu'à Malindi au Kenya, à 17 000 km de la base de Nankin. L'amiral réunit jusqu'à 250 navires de tous types (dont 62 « navires trésors ») servis par 28 000 marins et soldats, chiffre cependant en déclin (il reste toutefois 100 navires pour le 7^e voyage). La flotte obéit aux vents de mousson, qui poussent au sud-ouest en janvier et au nord-est en juillet. Zheng He en profite pour documenter rivages et routes, probablement déjà connus des marchands.



LE SEPTIÈME VOYAGE DE ZHENG HE
(janvier 1431-juillet 1433)
— Voyage aller de la flotte principale
- - - Voyage retour de la flotte principale
... Visites secondaires

Needham. Grâce à des innovations technologiques remarquables — boussole, gouvernail, compartiments étanches... —, les jonques se sont imposées sur toutes les routes maritimes des mers d'Asie et de l'océan Indien, écrit l'historien naval catalan Dolors Folch, chercheur à l'université Pompeu Fabra (Barcelone). Dans leurs vastes soutes, les *fuchuan*, grandes jonques effilées et à la coque profonde, exportent soie et céramiques et rapportent épices, produits médicinaux et chevaux, dont l'empire est friand. La capacité des chantiers navals chinois (et coréens) est phénoménale pour l'époque : l'empereur mongol Kubilaï Khan (1215-1294) rassemble plus de 4 000 navires pour se lancer à l'assaut du Japon en 1281 [voir G&H n° 11, p. 58].

Les Yuan, comme les Song, s'efforcent d'étendre la domination de l'empire du Milieu en maintenant, parallèlement aux échanges purement marchands, un « commerce tributaire » où des navires officiels collectent dans les États étrangers des présents et des ambassadeurs envoyés en signe de soumission.

Attention, cependant, la relation n'est pas à sens unique : l'empereur répond au tribut en distribuant des cadeaux de valeur supérieure, ce qui, en fait, aboutit à reconnaître une alliance. Et les ambassadeurs étrangers sont escortés de marchands, autorisés à écouler des cargaisons embarquées en plus des tributs.

La prise du pouvoir par les Ming en 1368 change ce *statu quo*. Le fondateur de la dynastie, Hongwu, désireux de monopoliser le commerce au seul profit de l'État, interdit dès 1370 tout trafic maritime libre. Ne subsiste que le « commerce tributaire », et encore, réduit volontairement en fréquence et à 17 partenaires. Ce premier repli catastrophique pour l'économie côtière chinoise est mis entre parenthèses par l'accession au pouvoir de **Yongle**. Ce remarquable monarque renverse en 1402 son prédécesseur et neveu Jianwen et privilégie un choix d'eunuques à sa botte au détriment de la bureaucratie de **mandarins** lettrés favorite de son défunt père Hongwu. Au rang des nouveaux favoris, un loyal militaire d'origine musulmane : Zheng He.

Le bras armé de l'empereur du Milieu

Yongle, à la différence de Hongwu, a une tout autre vision du monde. S'il ne renonce pas au monopole impérial sur le commerce maritime,

il veut étendre le réseau tributaire et continuer à profiter des échanges, en les concentrant dans trois comptoirs sous contrôle impérial. Aussi fait-il construire une énorme flotte océanique (250 navires, au moins au début), confiée à Zheng He pour six grandes expéditions [voir carte]. Entreprises de 1405 à 1422, elles atteignent Malindi, au Kenya, et Djeddah, le grand port arabe de mer Rouge, à plus de 17 000 km de la base de Nankin.

Le commerce n'est d'évidence pas la seule motivation de l'empereur : pas besoin pour cela d'une flotte aussi énorme,

ni de naviguer en escadre. Ses ambitions sont également — et peut-être avant tout — diplomatiques, explique Sally Church, spécialiste britannique

de la marine chinoise à l'université de Cambridge : « Comme tous les empereurs, Yongle est désireux de faire reconnaître sa suprématie. Et en tant qu'usurpateur, il est aussi soucieux d'asseoir sa légitimité, ce qui explique l'ampleur inhabituelle de l'effort naval. » Les croisières sont-elles pour autant les missions civilisatrices, d'échange pacifique et d'amitié

désintéressée que Pékin présente aujourd'hui ?

Comme le montre le *Yingyai Shenglan* (« Compte rendu des rivages de l'océan ») de Ma Huan (1380-1460), diplomate traducteur associé à trois expéditions, Zheng He reçoit, en plus de ses missions diplomatico-commerciales, des missions purement militaires — c'est ce que notait J.V.G. Mills, défunt historien et éditeur britannique de cette œuvre majeure [voir bibliographie]. D'abord, sécuriser les routes maritimes. Au retour de sa première croisière, en 1407, la flotte détruit ainsi à Palembang (Malaisie)

la bande du pirate Chen Zuyi, « tuant plus de cinq mille hommes, brûlant ou prenant 17 navires ».

Le chef, capturé, est présenté à l'empereur puis décapité. Sitôt

arrivé, Zheng He repart pour Java, puissance hostile à laquelle Yongle a demandé de réfléchir au sort de l'Annam (Viêtnam central) tout juste conquis par l'armée chinoise, avant d'exiger un tribut de 60 000 onces (environ 1 700 kg) d'or. Cette politique d'intimidation se double de missions d'arbitrage, où l'amiral fait parler la poudre. En 1411, à Ceylan

L'empereur **Yongle**, né Zhu Di (1360-1424), est le quatrième fils de Hongwu, premier empereur Ming. Après avoir en 1402 éliminé du trône son neveu, l'empereur Jianwen, il purge l'administration impériale et confie le pouvoir aux eunuques. Grand bâtisseur et militaire, il ne cesse de lutter contre les Mongols et d'agrandir l'influence impériale par la diplomatie et la conquête (l'Annam tombe en 1407). Yongle quitte définitivement la capitale Nankin pour Pékin en 1420, où il fait construire un immense complexe de palais, la Cité interdite.

Le terme **mandarin** vient du portugais *mandarim*, lui-même emprunté, avec une altération d'après le verbe *mandar* (« ordonner »), au malais *mantari* (« conseiller du roi »). Les mandarins sont de hauts fonctionnaires de la Chine impériale, choisis après un examen rigoureux parmi les lettrés et en principe compétents. Mais le recrutement est essentiellement effectué sur la base des connaissances des classiques confucéens (poésie, histoire, philosophie, rituels...), ce qui engendre une bureaucratie conservatrice.

Avec une telle flotte, les ambitions impériales sont aussi diplomatiques.

L'ex-sous-marinier britannique **Gavin Menzies** publie en 2002 un ouvrage (1421, l'année où la Chine a découvert l'Amérique, éd. Intervalles) dans lequel il affirme que les jonques de Zheng He ont contourné le cap de Bonne-Espérance, « découvert » l'Amérique, puis visité tous les rivages du Pacifique, avant de boucler le premier tour du monde. Cette thèse à succès a été immédiatement dénoncée par les historiens comme un tissu d'inventions.

L'aventurier portugais **Jorge Alvares** (naissance inconnue – mort en 1521) part en 1513 à bord d'une jonque chargée de poivre sur les ordres d'Alfonso de Albuquerque, le commandant de la base de Malacca. Premier Européen en Chine, il aborde l'île de Lintin, près de la future grande base de Macao.

Pour en savoir +

- *Els grans viatges de Zheng He*, Angle Editorial, 2008. Catalogue de l'exposition de Barcelone, avec traduction (anglais) des articles de D. Folch, S. Church etc.
- *La Marine chinoise du X^e siècle au XIV^e siècle*, J. Dars, Economica, 1992.
- *The Shorter Science & Civilisation in China*, vol. 3, J. Needham, Cambridge University Press, 1986.
- *Ying-yai Sheng-lan, The Overall Survey of the Ocean's Shores (1433)*, édité par J.V.G. Mills, White Lotus Press, 1997 (réédition).
- *Zheng He: China and the Oceans in the Early Ming Dynasty, 1405-1433*, E. Dreyer, Pearson, 2006.
- « Zheng He, an Investigation into the Plausibility of 450-ft Treasure Ships », S. Church in *Monumenta Serica – Journal of Oriental Studies*, vol. LIII, 2005 (pdf en ligne).
- « The Colossal Ships of Zheng He: Image or Reality? », S. Church in *Zheng He: Images & Perceptions*, C. Salmon et R. Ptak (dir.), Harrassowitz, 2005.

(actuel Sri Lanka), ses soldats débarqués écrasent un roi local présenté comme ennemi (Yongle le fait libérer, cependant) et le remplacent par un souverain plus favorable. Et en 1415, enfin, la flotte chinoise intervient au nord de Sumatra dans une querelle locale opposant le sultan déposé de Samudera Pasai et un usurpateur... Battu, capturé, ce dernier est traîné devant l'empereur et exécuté. Commerciaux, diplomatiques et/ou militaires, ces voyages n'en représentent pas moins un exploit. Si des marchands chinois (et arabes) ont probablement déjà couvert les routes suivies et si les jonques n'ont pas fait le tour du monde comme l'affirme **Gavin Menzies**, les croisières, par leur ampleur et les distances parcourues, sont des premières mondiales. Reste qu'à la différence de celles lancées par les Européens, elles sont sans lendemain.

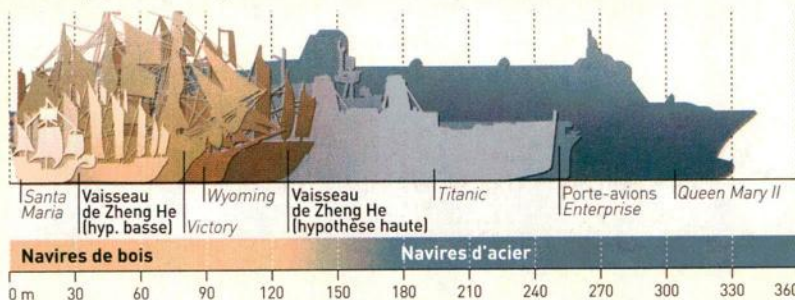
Un dragon effacé par le feu

Dès 1421, Yongle, critiqué pour ses coûteuses guerres contre les Mongols et les Vietnamiens ainsi que pour ses dispendieux travaux (dont la construction de la Cité interdite), freine l'effort,

sans pour autant empêcher la sixième expédition. Mais à sa mort en 1424, son successeur Hongxi bloque toute activité navale et rétablit au pouvoir une faction de mandarins conservateurs, partisans d'un recentrage sur les problèmes intérieurs. Hongxi, cependant, trépassa en quelques mois. La carrière de Zheng He va-t-elle redécoller ? Le nouvel empereur Xuande ordonne une dernière expédition, de 1431 à 1433, avec une centaine de navires. Mais Zheng He meurt dès son retour (ou pendant le voyage). Et rapidement, les eunuques dont il était un des illustres représentants perdent l'oreille du souverain. « *La suite n'est pas très claire*, note Sally Church. *On raconte qu'un mandarin a effacé les traces des expéditions. Difficile de le certifier. Mais elles disparaissent effectivement des archives du ministère de la Guerre entre 1465 et 1487...* » Puis une succession de calamités naturelles, conjuguées aux attaques mongoles venues du Nord, cloue le cerceuil des ambitions navales chinoises. Les Ming se détournent de la haute mer, placée sous un véritable interdit. L'océan devient le territoire des pirates nippons et des colonialistes européens.

Cet anéantissement brutal explique la très longue éclipse de la marine chinoise, un dragon qui ne renaîtra de ses cendres que sous Mao (voir notre dossier dans G&H n° 12). Il explique aussi les nombreuses incertitudes qui subsistent sur les aventures de Zheng He. Nul doute, les parcours des voyages sont documentés. Des Chinois ont bien accosté au Kenya et en ont rapporté des girafes, animaux dont l'aspect évoquant le *Qilin*, équivalent fabuleux de la licorne occidentale, émerveille la cour de Pékin. Mais le souvenir de Zheng He s'est dissous dans une brume d'incertitude. Alors qu'ils ont constitué une arme majeure de la Chine au début du XV^e siècle, on en sait paradoxalement fort peu sur les « navires trésors », dont les dimensions extraordinaires, quoique toujours colportées, sont aujourd'hui largement remises en doute par les scientifiques (voir ci-dessous). Cela n'enlève rien au mérite du grand amiral eunuque dont Vasco de Gama confondra les traces laissées en Inde avec celles de mystérieux prédécesseurs occidentaux. En 1513, **Jorge Alvares** est le premier Européen à aborder en Chine... Une autre histoire commence. ■

■ Des géants pas si colossaux que ça

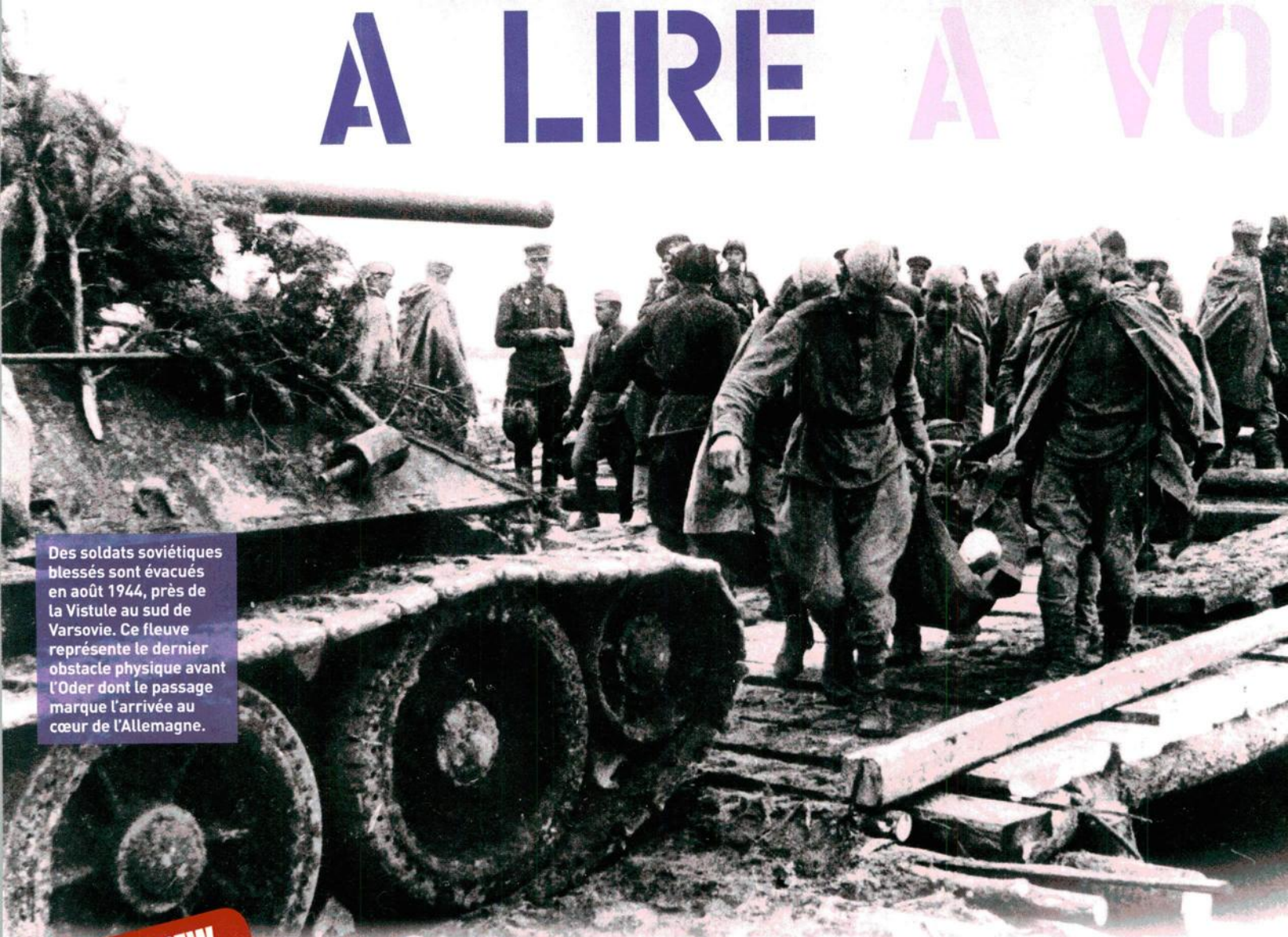


Une taille de 140 m ferait des *baochuan* les plus grands navires à voile jamais construits, un quart plus long que le *Wyoming* de 1909, qui a sombré en 1924, victime de ses faiblesses structurelles. Le déplacement de 20 000 tonnes parfois avancé équivaut à celui d'un porte-avions américain de 1940.

Les dimensions fabuleuses des *baochuan* de Zheng He – 135 m de long et 55 de large, neuf mâts, pour un déplacement de plus de 3 000 t (voire 20 000 t selon certaines estimations) – sont toujours considérées comme des références. Elles sont pourtant contestées de plus en plus, et pas seulement récemment, pour trois raisons. La première est que la taille de ces navires contredit la physique. À la fin du XVIII^e siècle, âge d'or de la construction 100 % bois, les ingénieurs navals constatent que les navires de plus de 60 m ne résistent pas aux forces exercées par la houle : ponts et quille s'arquent, la coque prend l'eau... Même renforcé d'acier au XIX^e siècle, aucun navire en bois n'a dépassé 100 m sans faiblesses structurelles rédhibitoires. Sans minimiser le talent des ingénieurs chinois, on doute cependant qu'ils aient trouvé en quelques années la solution d'un problème que les Occidentaux n'ont pas découverte en trois siècles de course aux armements effrénés.

La deuxième raison de douter de ces données est d'ordre agricole et logistique. Construire 60 « navires trésors » de 135 m aurait consommé 1,5 million d'arbres, calcule la spécialiste de la marine chinoise Sally Church, sans compter les autres bateaux. Et la flotte a été reconstruite plusieurs fois ! Au total, il aurait fallu ponctionner 6 millions d'arbres... Or, il ne reste aucune trace dans les archives

de ce prélèvement forestier et de l'effort colossal de livraison aux chantiers, ce qui est très étrange. Troisième cause de scepticisme : une stèle retrouvée à Nankin indique la capacité de deux types de navires emmenés par Zheng He en 1405 et 1409, chiffres qui, convertis en déplacement, équivalent à 800 et 600 t. Cette inscription, en partie effacée, n'exclut certes pas d'autres navires plus gros. Mais elle colle aux certitudes des historiens sur les équipages et les jonques de l'époque. C'est vrai, la découverte sur l'ancien chantier de Nankin d'une mèche de gouvernail (pièce verticale tenant le safran, la surface agissant dans l'eau) de 11 m en 1962 a relancé l'hypothèse des navires géants... mais en extrapolant le calcul à partir des proportions de cargos à hélice ! Alors, d'où viennent ces dimensions délirantes ? Sûrement d'une fiction sur la vie de Zheng He publiée en 1957. Elle aurait contaminé, par emprunts successifs, les éditions postérieures d'ouvrages considérés fiables, comme le compte rendu de Ma Huan, témoin direct des voyages, dont la première édition de 1451 ne donne pas de chiffres, et le *Ming Shi*, chronique de la dynastie rédigée à la fin du XVII^e s. « Selon toute vraisemblance, estime Sally Church, les *baochuan* ont pu mesurer entre 60 et 90 m, pour un déplacement de 800 à 1 000 t. » Taille déjà monumentale en regard des frêles caravelles portugaises !



Des soldats soviétiques blessés sont évacués en août 1944, près de la Vistule au sud de Varsovie. Ce fleuve représente le dernier obstacle physique avant l'Oder dont le passage marque l'arrivée au cœur de l'Allemagne.

INTERVIEW

« Bagration a un objectif politique majeur : mettre la main sur la Pologne »

Propos recueillis par Yacha Maclasha

À l'occasion des soixante-dix ans de l'opération Bagration, Jean Lopez, directeur de la rédaction de *Guerres & Histoire*, livre dans son nouvel ouvrage une relecture de l'offensive soviétique géante de l'été 1944, souvent éclipsée par le Débarquement.

G&H: Pourquoi avoir sous-titré votre livre « la revanche de Staline » ?

J. L.: Parce que, trois ans jour pour jour après l'attaque surprise de 1941, l'Armée rouge anéantit tout un groupe d'armées allemand en Biélorussie comme les Allemands avaient détruit le front Ouest et à peu près au même endroit. C'est la pire défaite de l'histoire militaire allemande. En trois semaines, 28 divisions sont détruites dans des proportions variant

entre 75 et 100 %. 400 000 tués et prisonniers ! Deux fois Stalingrad. Pour la première fois de la guerre, les pertes allemandes sont supérieures à celles des Soviétiques. D'un coup, le front est ramené des confins orientaux de la Biélorussie à la banlieue de Varsovie ! Sur les arrières, SS et Feldgendarmerie doivent monter des opérations pour rassembler déserteurs, fuyards et paniqués de tout poil qui se sont répandus jusqu'en Prusse-Orientale.

Le moral allemand a flanché, pour la première fois du conflit.

Quel est l'objectif stratégique de l'opération Bagration ?

Libérer la Biélorussie, c'est-à-dire s'emparer de Minsk et se rapprocher le plus possible de la frontière de 1941. Deuxième objectif purement milliaire : Bagration doit attirer vers le nord les réserves blindées que les Allemands ont

IR A JOUER

massées en Galicie. Ce déplacement doit faciliter la tâche du premier Front [équivalent d'un groupe d'armées, NDLR] Ukraine commandé par Ivan Koniev, qui doit libérer Lvov et surtout avancer au-delà de la Vistule et y conquérir une vaste tête de pont : la Vistule est le dernier obstacle physique avant l'Oder, fleuve dont le passage marque l'arrivée au cœur de l'Allemagne. Ces deux opérations combinées – Bagration et l'offensive en Galicie – ont un objectif politique majeur : mettre la main sur la Pologne. Je rappelle que l'opération Overlord commence le 6 juin, que Bagration se déclenche le 22 juin et que Staline se retrouve ainsi en concurrence avec ses alliés anglo-saxons pour le contrôle du centre de l'Europe. Il ne sait pas encore s'il pourra contrôler une partie de l'Allemagne, mais il doit au moins contrôler la Pologne, son ennemi numéro un depuis 1920.

Est-ce le début de la guerre froide ?

Non, je n'irai pas si loin, mais l'opération Overlord est à la fois un avantage et une menace pour Staline. Un avantage parce que, pour la première fois depuis 1941, les Soviétiques savent à l'avance que la Wehrmacht ne pourra pas tirer sur ses réserves stratégiques, écartelée qu'elle sera entre la Normandie et la Biélorussie. C'est donc le moment pour l'Armée rouge de planifier une avance considérable de 400 à 500 km, à la différence de la période précédente où l'on progressait de 200 km au maximum. Mais Overlord est aussi une menace pour Staline, car, selon lui, le débarquement peut provoquer un renversement des alliances. Staline est bien renseigné sur l'opposition interne contre Hitler et sur les préparatifs de coup d'État venant de la Wehrmacht. Il croit ainsi que l'installation d'un gouvernement allemand beaucoup plus présentable pourrait permettre aux Allemands d'entamer des négociations d'armistice avec les Anglo-Saxons tout en poursuivant les combats à l'Est. N'oubliez pas le précédent historique de la Première Guerre mondiale, quand le Président Wilson, dans ses quatorze points, a demandé d'écartier le Kaiser et de laisser la place à un gouvernement issu des partis démocratiques et avec lequel les Occidentaux entameront plus tard les pourparlers d'armistice. Selon Staline, les Allemands pourraient proposer aux alliés anglo-saxons d'évacuer l'URSS, en lui laissant ses frontières de 1941, et de discuter d'éventuelles réparations. Et c'est tout. Bagration s'inscrit dans ce nouveau contexte politique et stratégique : il faut absolument que le Kremlin prenne le contrôle de la Pologne par les armes. L'occupation de ce pays par

l'Armée rouge, la liquidation de l'armée de l'intérieur, l'installation d'un gouvernement communiste au lieu du gouvernement de Londres – le gouvernement polonais en exil –, voilà l'objectif politique de Staline.

Qu'y a-t-il de changé dans l'Armée rouge et dans la Wehrmacht entre le 22 juin 1941 et le 22 juin 1944 ?

Sans bien sûr parler de l'expérience acquise pendant trois ans de combat, il y a trois choses nouvelles côté soviétique. Tout d'abord, l'apparition d'une aviation performante dotée de meilleures communications et de pilotes expérimentés. Évidemment, cela a pour fond l'affaiblissement de la Luftwaffe.

Le deuxième point, c'est

que les unités subalternes de l'Armée rouge (jusqu'à la division), qui ont toujours été son maillon faible, commencent à bien maîtriser le combat interarmes. Elles ont enfin appris à coordonner les efforts de l'infanterie, de l'artillerie, du génie, des chars et de l'aviation. Et cela change tout. L'Armée rouge ne sera jamais aussi bonne que la Wehrmacht au niveau tactique (faiblesse plus que compensée par sa supériorité opérationnelle et stratégique), mais elle a quand même rattrapé le gros de son retard. Enfin, l'Armée rouge a beaucoup gagné en mobilité grâce aux dizaines de milliers de camions et de Jeep livrés par les États-Unis. Bagration est la première opération où cet avantage se fait pleinement sentir. La Wehrmacht, elle, reste redoutable. Ses chars, dans les combats défensifs, sont supérieurs. Le moral est bon, la troupe a confiance en ses chefs. Le seul problème est que les Allemands, n'ayant pas assez de divisions blindées, les ont toutes placées en Ukraine, devant Koniev. Et il n'y a qu'une seule malheureuse division Panzer (la 20^e) en Biélorussie, près de Minsk. Ce manque de réserves blindées a des conséquences dramatiques quand se déclenche l'offensive de l'été 1944.

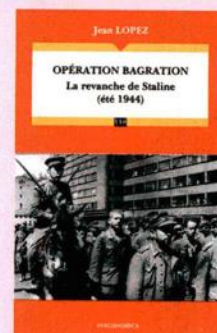
Quelle est la portée militaire et politique de l'opération Bagration ?

Une portée gigantesque ! Cette opération a non seulement détruit aux trois quarts le groupe Centre mais elle a aussi abouti à isoler le groupe d'armées Nord dans les pays baltes. Au sud, les Soviétiques s'emparent d'une énorme tête de pont à Sandomir : cela leur procure les meilleures conditions pour entreprendre la marche ultérieure sur Berlin. Enfin, ils installent à Lublin un gouvernement qui verra celui de la Pologne communiste. Par ailleurs, le surgissement des chars soviétiques devant Varsovie provoque l'insurrection de l'armée clandestine polonaise.

« L'Armée rouge s'offre des conditions idéales pour entreprendre sa marche ultérieure sur Berlin. »

Sa défaite – en octobre 1944 – signifie que la Pologne perd 200 000 hommes, ses meilleurs chefs militaires et... un ennemi redoutable capable de faire face à Staline. Autre conséquence de Bagration, l'attentat du 20 juillet contre Hitler. C'est un échec, nous le savons, mais c'est encore une victoire objective de Staline, car toute possibilité autre que la reddition inconditionnelle de l'Allemagne se trouve écartée. J'ajouterais que ce livre traite aussi en détail de la carrière et de l'action du plus grand chef allemand de la Seconde Guerre mondiale, le Feld-maréchal Walter Model. C'est lui qui, finalement, arrête les Soviétiques sur la Vistule à l'automne 1944. Son incroyable combat en retraite ponctué de contre-attaques et d'embuscades antichars fournira à l'OTAN un modèle dans les années 1950 et 1960. ■

NOS AUTEURS ONT ÉCRIT...



Opération Bagration – La revanche de Staline (été 1944)

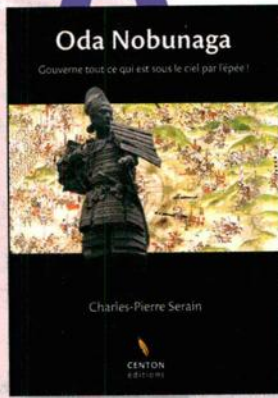
Jean Lopez
Economica,
409 p., 29 €.
Spécialiste du conflit germano-soviétique, Jean Lopez sort sa

très attendue lecture de l'offensive géante de l'été 1944. Éclipsée par Overlord, quasi inconnue en France, elle a pourtant vu l'Armée rouge se projeter de 500 km, traverser la Vistule, isoler le groupe d'armées Nord et infliger à la Wehrmacht son pire désastre. L'auteur s'attarde sur l'arrière-plan politique de l'opération concluant même qu'elle est « la première passe d'armes de la guerre froide » dont l'insurrection de Varsovie n'est que le climax. Il la replace dans l'enchaînement opératif, « diaboliquement habile », qui voit l'Armée rouge démanteler la Ostheer tout en s'assurant des gages stratégiques. On découvre que l'opération Bagration a été pensée comme une formidable attaque de diversion facilitant celle, décisive, plus au sud (opération Lvov-Sandomir). On pourra concéder que des passages, descriptifs et redondants avec les nombreuses belles cartes, auraient pu être économisés au profit d'études de cas des tactiques de l'armée et de l'aviation soviétiques mais ce détail n'occulte pas le travail accompli. Et la plume limpide de Jean Lopez analyse avec conviction les causes du succès puis de l'essoufflement des armées de Staline. Une lacune est comblée. ■ Nicolas Aubin

LIVRES

Oda Nobunaga. Gouverne tout ce qui est sous le ciel par Pépée !

Charles-Pierre Serain
Centon Éd., 320 p., 16 €. Raconter la vie de l'un des principaux généraux des longues guerres civiles d'unification du Japon, Oda Nobunaga (1534-1582), par le roman : tel est le pari, fruit d'une passion de trente ans pour le Japon médiéval, de Charles-Pierre Serain, animateur depuis 2001 d'un site internet très complet sur le sujet, samurais.fr. Celui-ci entreprend donc, au travers du parcours militaire et politique de Nobunaga, mais aussi des aspects privés connus de sa vie, de recréer l'ambiance et les ressorts



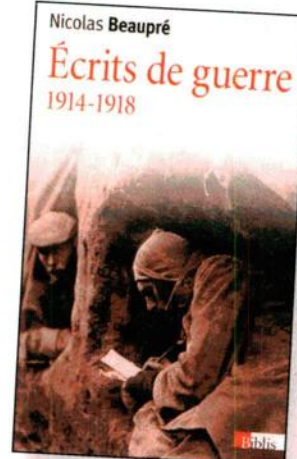
d'une époque majeure de l'histoire nipponne. Le pari est globalement tenu : solidement documenté, le roman restitue bien les principaux éléments de la vie et de la guerre dans le Japon du XVI^e siècle, et retrace de manière vivante la carrière de Nobunaga, de ses alliés, comme Toyotomi Hideyoshi (1537-1598) ou de ses adversaires. L'ouvrage relève cependant parfois autant des films de

Kurosawa que de l'histoire, et les incertitudes nombreuses qui perdurent dans l'historiographie du Japon médiéval sont nécessairement absentes d'un récit au demeurant desservi par endroits par quelques lourdeurs stylistiques. Mais au final, ce roman reste une trop rare introduction vivante au Japon médiéval pour ne pas être mentionné : l'on espère que son auteur récidivera. ■ **B. B.**

Écrits de guerre 1914-1918

Nicolas Beaupré
CNRS, Biblis, 475 p., 10 €. L'auteur décortique ici l'abondante littérature que ce conflit a suscitée parmi certains des plus grands écrivains français et allemands impliqués : Barbusse, Jünger, Werth, Genevoix, etc. Il se penche

non seulement sur le monde des écrivains face à la guerre et à la censure, mais aussi sur les représentations du conflit et du combat qu'on trouve dans leurs œuvres, la réception de ces livres par les opinions publiques et la valeur qu'ils ont acquise en tant que témoignages. Sans oublier l'instrumentalisation qui en fut faite,



alors comme depuis... Dommage que ce travail se borne aux littératures française et allemande. On attend avec impatience une étude similaire sur les cas américain, austro-hongrois, britannique, italien, russe, etc. ■ **L. H.**

Mémoires de la Grande Guerre, 1911-1915

Winston Churchill
Tallandier, 635 p., 21 €. « Une brillante autobiographie, déguisée en histoire de l'univers. » C'est ainsi que Balfour jugeait cette brique de cinq volumes et 2300 pages, qui paraît en 1923 et qu'on redécouvre utilement. Balfour avait raison... et Churchill aussi ! Car l'Angleterre régnait sur le quart de la planète, ses flottes y dictaient les lois, et Winston était

Nos collaborateurs ont écrit

Joffre

Rémy Porte
Perrin, 426 p., 23 €. Ah le petit père Joffre ! Mon grand-père, qui n'était pas français, avait son portrait sur la cheminée. « Il a sauvé la France, il a sauvé la République », disait-il avec son accent espagnol à couper au couteau. Pour d'autres, au contraire, il était l'incarnation de l'officier paresseux (« il dort dix heures par jour »), indifférent aux pertes (« je les grignote »), auteur d'un stupide plan XVII. Il fallait que Rémy Porte [l'un des auteurs de notre dossier sur 14-18] ramène tout le monde dans le droit chemin de l'analyse historique. Le parcours de Joffre ? Celui d'un républicain convaincu passé par la franc-maçonnerie. Polytechnicien ouvert aux nouvelles technologies, marqué par le désastre de

Rémy Porte

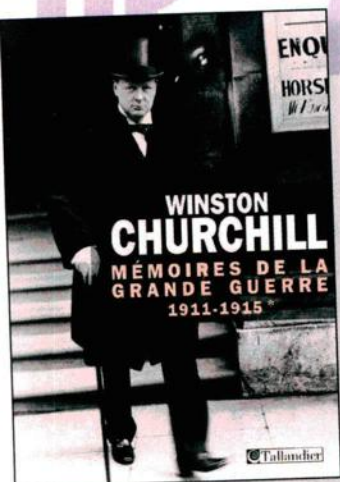
JOFFRE



1870, passé par la matrice des guerres coloniales, il hérite en 1911 de l'État-Major général des armées à la stupeur de beaucoup. Timide, parlant difficilement, sans éclat intellectuel, il s'impose néanmoins. Son adjoint, le général de Castelnau, dit de lui : « Je suis effaré de la sérénité avec laquelle cet homme assume les responsabilités les plus effroyables. » Tout est là : Joffre est le chef qu'il faut quand il faut. Il organise, modernise, écarte les faibles et les incompetents, prépare la guerre bien mieux qu'on ne l'a dit, et la Marne est sa victoire. Un grand chef, sans théâtre, respecté par les Alliés de la France. Mon grand-père avait raison. C'est ainsi que j'ai lu cette biographie. Mais Porte, lui, est plus nuancé, sans concessions aux pro ni aux anti. À lire absolument. ■ **J. L.**

Guerre du Vietnam : la faute à Kennedy ?

Laurent Pericone
Economica, 144 p., 19 €. Quatrième volume dans la nouvelle collection d'Economica Mystères de guerre, cet ouvrage s'attaque à un problème ressassé depuis quarante ans par les Américains : qui les a mis dans le pétrin vietnamien ? Laurent Pericone livre une enquête serrée sur les mécanismes qui ont amené le Président Kennedy à mettre le doigt puis la main dans un engrenage implacable. L'histoire est un cas extraordinaire d'aveuglement politique et de batailles d'égo alors même que Kennedy avait rassemblé autour de lui la crème intellectuelle du pays, les McNamara, Walt Rostow, McGeorge Bundy... Cela se lit comme un polar. ■ **Y. McL.**

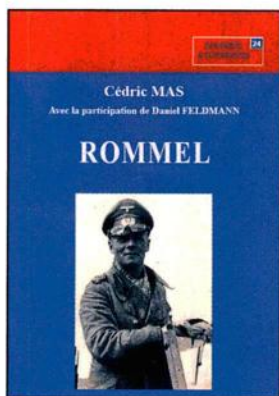


premier lord de l'Amirauté. Dès lors, comment deviser du monde et de la guerre sans parler de Churchill – et inversement ? Cela dit, ce premier tome a quelque chose d'irritant. S'il démarre avec l'ampleur de vues qui sied au personnage et aux événements titanesques, il glisse progressivement vers un long plaidoyer d'autojustification, où l'auteur cherche désespérément à effacer sa « terrible faute » de Gallipoli, brillante idée dont il rejette l'échec sur les autres (voir p. 51)... Mais Winston réfléchit vingt-cinq ans trop tôt : pour forcer les Dardanelles, il faudrait une planification stratégique et une coordination interarmes qui ne s'affirmeront... qu'en 1943 ! On nous dit que les tomes suivants quittent ce thème du « trop injuste » et décrivent superbement la suite du cataclysme. Très probable. En attendant leur (re)parution, on peut relire le deuxième round (1939-1945) du même Winston, muni cette fois des pleins pouvoirs et aux accents plus triomphants ! ■ **C. Turquin**

Rommel

Cédric Mas, (participation de Daniel Feldmann)
Economica, 160 p., 19 €. L'essence novatrice de cette nouvelle biographie d'Erwin Rommel tient à son format resserré de 160 pages qui séduit

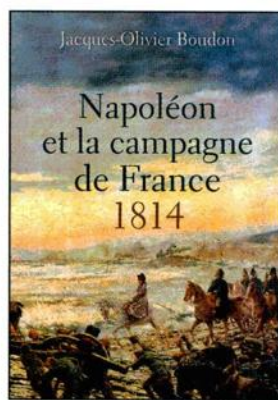
par sa cohérence et son accessibilité. L'auteur est contraint de privilégier l'analyse au récit, de renoncer aux anecdotes – au risque de décevoir les amateurs – pour mieux extraire cliniquement les traits saillants du soldat et souligner son évolution. Le résultat, riche, nuancé et nourri aux archives est aussi sec que limpide. On retrouve le tacticien inné, fonceur remarquable, plus intuitif que réfléchi. On découvre aussi un officier méprisant, un opportuniste égoïste prêt à toutes les compromissions qui s'épanouit dans le système féodal nazi, et un hyperactif incapable de gérer sa santé fragile au point de s'effondrer. Évoquant d'autres cadres de la Wehrmacht, le portrait dressé par Cédric Mas atteint son but : approfondir « la connaissance de la guerre à travers l'étude renouvelée de la vie de Rommel, un personnage central typique des ambiguïtés et des échecs de l'armée allemande ». Mais ce format empêche



aussi d'étayer des hypothèses fragiles tel ce sens nouveau de la délégation que l'auteur croit voir apparaître en Normandie et qui ressemble davantage à de la passivité. Un livre atypique et stimulant qui complète bien les autres biographies récentes, sans s'y substituer. ■ **N. Aubin**

Napoléon et la campagne de France, 1814

Jacques-Olivier Boudon
Armand Colin, 365 p., 20 €. 2014 ne marque pas seulement les 70 ans de la Libération et le centenaire de la Grande Guerre mais aussi le bicentenaire d'une brillante campagne napoléonienne, celle de 1814 en France. Vaincu à Leipzig et chassé d'Allemagne l'année précédente, après sa défaite de Russie en 1812,

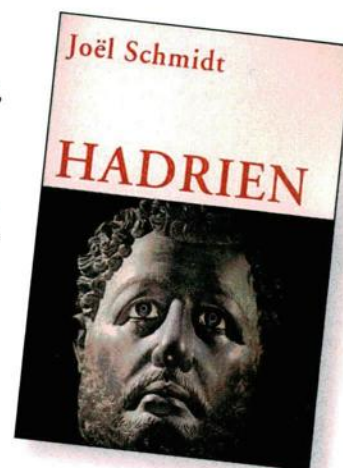


l'Empereur y montre à nouveau ses qualités de remarquable chef de guerre. Sans pouvoir cependant renverser le cours des événements, puisqu'il abdique à Fontainebleau le 4 avril 1814. De ces quatre mois de manœuvres militaires, mais aussi diplomatiques et politiques, Jacques-Olivier Boudon, président de l'Institut Napoléon, propose une synthèse classique. Les batailles – Montereau, Brienne, Champaubert, Montmirail – y sont passées en revue mais aussi leur environnement stratégique, bien moins connu. L'on y voit un Napoléon jonglant entre la tête de ses troupes et celle de l'État, et l'on y discerne une des causes majeures de la défaite : son refus de vaincre au prix d'une guerre civile en France. Ce qui ouvre la voie à plus de soixante ans d'hésitations françaises sur la forme à

donner à l'État : monarchie, empire, république ? Une lecture plaisante et une bonne entrée en matière sur un moment majeur de l'histoire de France. ■ **B. B.**

Hadrien

Joël Schmidt
Perrin, 360 p., 23 €. C'est l'histoire d'un général, soudain appelé à la tête de l'Empire



Nous avons reçu mais n'avons pas lu ou avons juste parcouru...

- **Le Monde selon Jaurès. Polémiques, réflexions, discours et prophéties**, Bruno Fuligni, Tallandier, 224 p., 19 €. Anthologie des grands textes de Jaurès.
- **Espions et espionnes de la Grande Guerre**, Philippe Valode, First Histoire, 302 p., 20 €. Des femmes, des espionnes et 14-18, triple recette pour éditeur en mal de ventes ?
- **L'Escroc**, Paul Lefort, Les Éditions Persée, 650 p., 27 €. C'est un sous-genre qui a ses adeptes : un médecin se penche sur la santé mentale d'Hitler et la nature du lien qui a enchaîné le peuple allemand à ses crimes. Vaste programme, mein Führer...
- **La Véritable Histoire de la bataille de Salamine**, textes réunis et commentés par Jean Malye, Les Belles Lettres, 200 p., 15 €. Tout bon pour les amateurs de péplum.
- **Le Maquis de Glières. Mythe et réalité**, Claude Barbier, Perrin, 462 p., 24,50 €. Une étude bien documentée qui démystifie la « bataille » de la fin mars 1944. On attend un essai général faisant le même exercice sur les résistances européennes vues comme des « romans nationaux ».
- **Les Poilus du Sud-Ouest**, Vincent Bernard, Éditions Sud-Ouest, 183 p., 18 €. Étude concise sur la contribution du Sud-Ouest à la Grande Guerre, avec moult chiffres et tableaux. L'auteur s'étend cependant beaucoup sur le contexte général et pas assez sur les aspects régionaux spécifiques.
- **Terre d'Afrique. Des officiers dans la tourmente. Les Saint-Cyriens de la promo « Terre d'Afrique » (1957-1959) témoignent pour l'Histoire**, Martine Cuttier, Dacres Éd., 625 p., 32 €. Intéressante coupe historique à travers les expériences guerrières d'hommes liés par le hasard d'une promo saint-cyrienne.
- **C'était ça, Dachau. 1933-1945**, Stanislav Zamecnik, Le Cherche Midi, 463 p., 21 €. Excellente monographie sur le camp bavarois où sont morts 41 000 hommes.
- **La Guerre secrète de Napoléon. Île d'Elbe 1814-1815**, Pierre Branda, Perrin, 470 p., 24 €. Intéressante visite du cerveau enfiévré de l'aigle enfermé sur son (premier) caillou.
- **Paris dans la Grande Guerre**, Manon Pignot, Parigramme, 190 p., 19 €. Un livre magnifique par ses photos parfois étranges, souvent nouvelles, toujours émouvantes. ■



A LIRE

romain, non par un de ces spectaculaires enchaînements de morts mystérieuses qui ponctuent l'histoire romaine, ni par la grâce de l'hérédité, mais par le choix d'un autre empereur : Trajan, qui le sélectionne et l'adopte pour ses seules capacités. Une fois empereur, en 117, Hadrien appliquera à son tour ce principe de la loi du meilleur porté au plus haut par la dynastie des Antonins. Certes, Hadrien n'aura jamais l'aura d'un Trajan, brillant général qui porte l'Empire à ses limites extrêmes. C'est d'abord un administrateur, qui réformera l'agriculture, avec sa loi Hadriana. C'est aussi un pragmatique qui, au contraire de son prédécesseur, ramène l'Empire sur des frontières « naturelles », comme le Rhin et le Danube, plus faciles à défendre, et fixe avec son fameux mur

l'expansion maximale de Rome au nord de l'Europe. Avec lui, et c'est une exception dans l'histoire de Rome, la *Pax romana* n'est pas un vain mot... Le récit de Joël Schmidt, historien et auteur d'un *Lutèce*, d'un *Sainte-Geneviève* et d'un *Les Gaulois contre les Romains*, est sans doute trop chronologique et manque un peu de souffle. Mais il éclaire une période peu connue de l'histoire de Rome, quand les maîtres du monde savaient aussi être des philosophes... On comprend mieux, en lisant cette biographie, comment Hadrien a pu inspirer Marguerite Yourcenar. ■ É. T.

Attention : Cyber ! – Vers le combat cyber-électronique

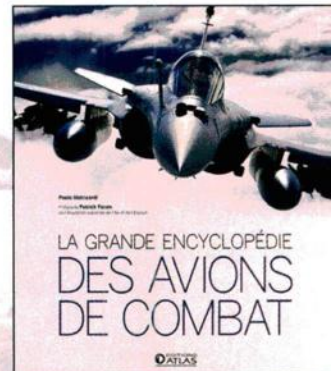
Aymeric Bonnemaïson, Stéphane Dossé
Economica, 224 p., 27 €. La « cyberguerre » est aujourd'hui une idée à la

mode. Pourtant, cette fois, force est de reconnaître qu'un élément majeur des changements à venir est bel et bien en train de prendre son essor. Comment s'y retrouver au milieu de la profusion de livres et surtout



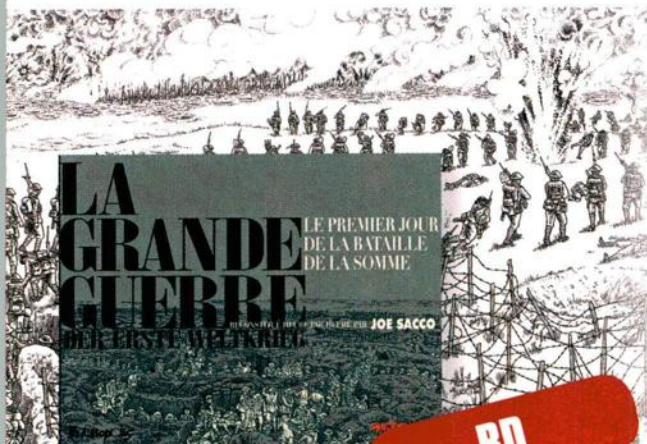
d'articles sur cette question ? Probablement en commençant par lire ce livre ! Les auteurs ouvrent avec une mise en perspective historique bienvenue – et qui manque presque partout ailleurs –,

nous rappelant que l'origine de ce phénomène est à rechercher dès le XIX^e siècle avec l'apparition du télégraphe, et n'a jamais cessé depuis de croître, en volume comme en intensité. Dans le prolongement de cette idée, ils considèrent la cyberguerre comme la continuation, à l'ère de l'informatique généralisée et des réseaux du type Internet, de ce que l'on a nommé précédemment la guerre radioélectrique puis la guerre électronique, faisant au passage de l'arme des transmissions l'un des outils majeurs du champ de bataille moderne. Enfin, avant de se lancer dans de grandes considérations théoriques sur le « règne du cyber », nos auteurs nous offrent une description analytique concrète et d'une immense utilité sur la réalité de tout ce que cela recouvre. ■ L. H.



La Grande Encyclopédie des avions de combat

Paolo Matricardi
Éditions Atlas, 448 p., 35 €. La taille des photos est bien le seul intérêt de ce « beau livre » bâclé, à la maquette absurde et dont le texte lourdingue est plombé par un manque récurrent de précision. Enfin, quoi, un chapitre sur le développement des moteurs dans l'entre-deux-guerres et pas une mention de puissance ? De qui se moque-t-on ? ■ P. G.



La Grande Guerre : le premier jour de la bataille de la Somme

Joe Sacco
Futuropolis, 88 p., 25 €. Sûrement l'ouvrage le plus étonnant publié pour le centenaire : en une fresque (dépliable) de 7 m de long, Joe Sacco, connu pour ses reportages dessinés, raconte avec un luxe stupéfiant de détails, l'entrée de l'armée britannique dans la bataille

de la Somme. Tout est y décrit : les avions, les chevaux, l'arrivée de fantassins, les canons, tranchées, les explosions, les morts, le cimetière. Entre tapisserie de Bayeux et grandes estampes japonaises, c'est la plus forte évocation de cette journée du 1^{er} juillet 1916 qui a coûté la vie à près de 20 000 Britanniques. L'album est accompagné

d'un livret qui explique les scènes avec précision. ■ S. D.

Notre mère la Guerre, intégrale

Kris et Mael
Futuropolis 280 p., 34,50 €. L'intégrale de cette oppressante enquête policière dans la tranchée vient de sortir. Difficile de lâcher l'histoire avant la fin tant l'intrigue est bien menée dans le décor des tranchées et de la vie quotidienne des poilus. Un chef-d'œuvre. ■ S. D.



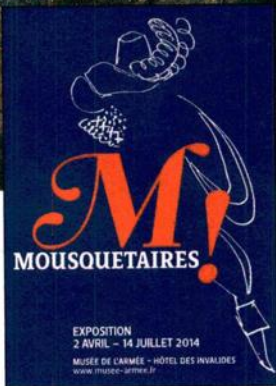
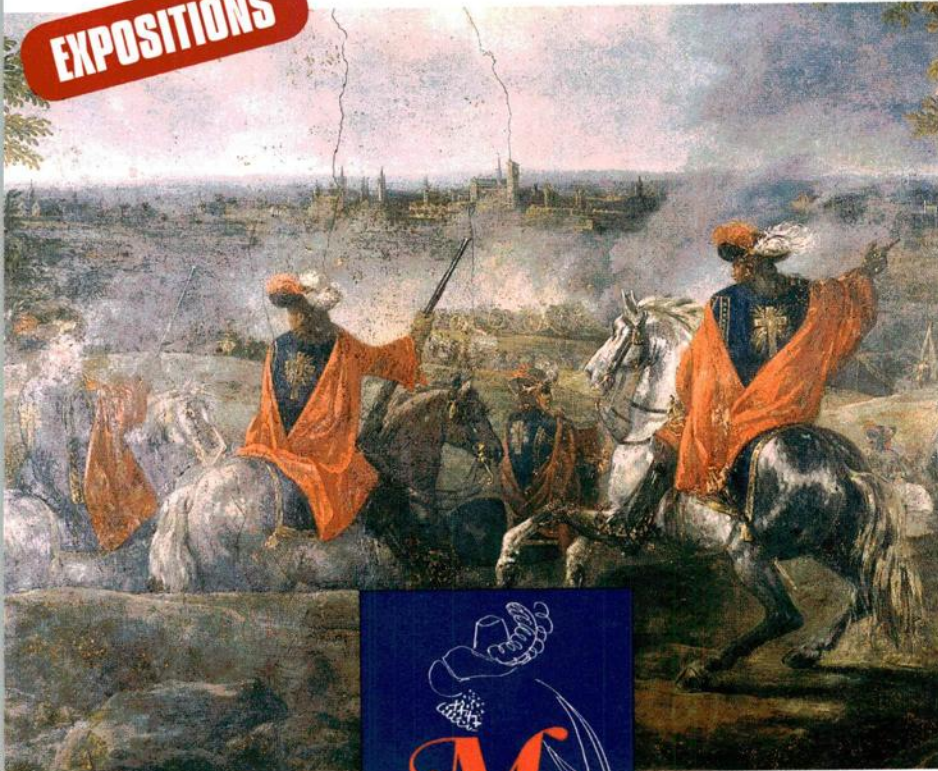
L'Ambulance 13, tome 4. Des morts sans nom

Ordas, Cothias, Mounier
Bamboo, 48 p., 13,90 €. Le dernier tome de *L'Ambulance 13* (voir critique dans G&H n° 7, p. 105) achève le combat du docteur Bouteloup pour la vie et l'honneur. Malgré l'horreur, les drames personnels, il va faire son devoir... Les personnages sont attachants et les évocations du conflit saisissantes. ■ S. D.



A VOIR

EXPOSITIONS



Mousquetaires !

Jusqu'au 14 juillet, au musée de l'Armée (Paris 7^e). Site: www.musee-armee.fr

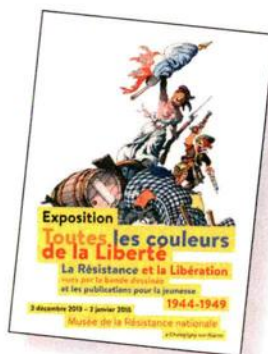
Un pour tous et tous pour un ! Alexandre Dumas a inscrit dans notre imaginaire l'image du mousquetaire du roi. Sans lui d'Artagnan serait resté un obscur soldat sans relief particulier. Cette belle exposition du musée de l'Armée est l'occasion d'interroger (comme notre entretien avec Rémi Masson, p. 80) le rapport entre mythe et réalité. « Mousquetaires ! » rétablit un certain nombre de vérités en répondant aux questions posées par la fiction. Qui sont vraiment d'Artagnan, Mazarin, Milady ? Qu'est-ce que l'escrime au XVII^e siècle ? Les ferrets de la reine sont reconstitués, une ballade virtuelle emmène dans les rues de Paris. Enfin, des dioramas grandeur nature restituent la vie dans les tranchées au siège de Maastricht en 1673. En plus des objets des collections du musée,

les concepteurs présentent une série de prêts exceptionnels comme les portraits d'Anne d'Autriche et du duc de Buckingham peints par Rubens. Le parcours s'achève sur l'évocation des grands acteurs qui jouèrent d'Artagnan comme Gene Kelly. Ateliers, projections, manipulations d'escrime raviront enfin les enfants. Dumas, même s'il a tout inventé, fait toujours rêver. ■ S. D.

Toutes les couleurs de la liberté. La Résistance et la Libération vue par la bande dessinée et les publications pour la jeunesse

Jusqu'au 2 janvier 2015, au musée de la Résistance nationale, Parc Vercors à Champigny (94). Site: www.musee-resistance.com

Célébrer la Libération avec des bandes dessinées est un projet original et osé. Pourtant le pari est réussi tant la matière est riche et foisonnante. Car, avant même la fin de la guerre, la bande dessinée sert déjà à édifier la jeunesse, à populariser les grandes figures, à affirmer le retour de la République... Bref, à divertir « utilement ». L'exposition présente une centaine de planches de magazines comme *Coq Hardi*, des histoires de *Fifi, gars du maquis*, du *Capitaine invisible* ou des *Trois mousquetaires au maquis* à côté de jouets, de dessins animés ou de films qui ont marqué la jeunesse et permis à la geste résistante de perdurer. Parfois au détriment de la réalité. ■ S. D.



DVD



Ce qu'ils savaient. Les Alliés face à la Shoah

Documentaire de Virginie Linhart

Éd. Montparnasse, 15 €.

Mais que savaient les Alliés de la destruction des Juifs d'Europe ? Pourquoi n'ont-ils rien fait ? Ce film répond à ces questions avec rigueur, sans donner de leçons. On comprend que, très vite, Anglais et Américains savent que les Juifs sont persécutés. Puis en 1942, les détails affluent, rapportés par

les émigrés juifs, les journalistes, les Russes non-juifs qui assistent aux massacres dans le sillage de Barbarossa. Le rapport de Lisbonne puis les rapports Reigener et Karski sont sans équivoque : les Alliés en savent beaucoup. Pourquoi tardent-ils à agir ? Parce que les États-Unis sont occupés dans le Pacifique, qu'une partie de l'administration est clairement antisémite... De Gaulle, lui, est aux prises avec Giraud en Algérie. Churchill ne sait comment réagir, d'autant que le mandat britannique sur la Palestine complique tout. Les choses semblent bouger (enfin) en janvier 1944 quand Roosevelt ordonne la création d'un organisme chargé d'organiser des filières d'évasion, en exerçant des pressions par l'entremise de neutres comme la Suède. 200 000 Juifs sont ainsi sauvés. Pas question toutefois de bombarder les voies ferrées vers les camps, ce qui occuperait des forces utiles ailleurs, et d'admettre que gagner la guerre rapidement est le meilleur moyen de sauver les Juifs en danger. Quant à viser les chambres à gaz, comment les cibler sans toucher les camps ? Calculs pas forcément rationnels, mais pas forcément infondés non plus. Le mérite de ce film est d'affirmer que rien n'est simple et de refuser les idées reçues. ■ S. D.

Super-héros, l'éternel combat

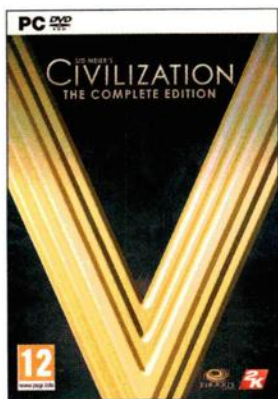
Documentaire de Michael Kantor
Arte Éditions, 20 €.

Les super-héros américains sont indissociables de la guerre. Nés à la fin des années 1930, ils cristallisent les aspirations américaines entre 1941 et 1945, puis durant la guerre froide. Fils de leurs époques, ils sont forts, invincibles comme Superman ou Iron Man, intelligents comme Wonder Woman, patriotes (et un peu stupides) comme Captain America. Les trois volets de ce documentaire explorent toutes les facettes de cette mythologie 100 % américaine en donnant la parole aux historiens et aux auteurs. Certains regrettent d'avoir dessiné les Japonais comme des animaux terrifiants. Mais comme ils le disent : « Nous étions à une autre époque et les super-héros véhiculaient l'idéologie dominante. » Entre nous, cela a-t-il vraiment changé ? ■ S. D.



JEUX VIDÉO

Par Nicolas Gavet



Civilization V – The Complete Edition

Support : PC

Éditeur : 2K Games

Prix : 40 €.

Petite piqûre de rappel. *Civilization* est une saga de jeux de stratégie lancée en 1991 sur l'ensemble des supports de l'époque : PC (sous DOS!), Amiga 500, Atari ST et même sur console Super Nintendo! Imaginé par le génial Sid Meier, son principe est aussi simple qu'efficace : au joueur de développer son empire à travers les âges, de 4000 avant J.-C. jusqu'à un futur imaginaire. Une mécanique immuable qui, aujourd'hui encore,

reste la base de chacun des épisodes de la série. Cette « Complete Edition » s'articule autour du cinquième opus, sorti en 2010, certainement le plus abouti de tous. À nouveau, tout commence avec une poignée de colons. Rapidement, le joueur prend la tête d'un minuscule village puis d'une cité. Il doit donc gérer une population de plus en plus nombreuse (et satisfaire ses envies) mais aussi développer ses performances commerciales, lancer des recherches scientifiques et technologiques ou encore soigner sa situation militaire et politique. Envoyer des espions dans les villes voisines pour surveiller et voler leur technologie fait également partie du jeu. Car ici, tous les coups sont permis, même les plus bas. Une bonne trentaine de civilisations sont proposées en début de partie. Parmi elles, les Aztèques, les Iroquois, les Français, les Japonais ou encore les Perses et les Romains. Logique, cette édition spéciale

fait le plein de bonus et d'extensions : *Civilization V Gods & Kings*, *Civilization V Brave the World*, *Civilization Pack* (Babylon, The Vikings, Spain & Inca, Polynesia & Korea) ainsi que des dizaines de cartes (Méditerranée, Amérique, Asie ou encore Mésopotamie). Forcément, cela fait du monde ! Les conditions de victoire sont au nombre de quatre : militaire (être la dernière civilisation à posséder une capitale), diplomatique (obtenir un certain nombre de voix aux Nations unies), culturelle (parvenir à mettre au point le projet Utopia) et scientifique

(être la première nation à envoyer une navette spatiale sur Alpha du Centaure). Un vaste programme, la garantie de centaines d'heures de jeu ! Les mécaniques de progression restent les mêmes : la partie se déroule au tour par tour, laissant au joueur le soin de décider d'une seule action par unité et par tour. Simple



IR A JOUER

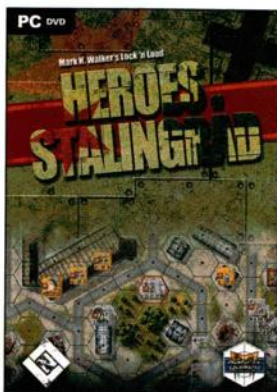
au début, beaucoup moins quand on avance dans la partie ! L'exploration est bien sûr au cœur du gameplay. Elle permet de mettre à jour les ressources nécessaires pour développer ses richesses (nourriture, or, etc.) et faire évoluer sa colonie. Parfois, le joueur mettra la main sur l'une des merveilles dispersées aux quatre coins du monde.

Il empochera alors

des bonus utiles et bien sentis.

Cet opus offre, enfin, un graphisme de toute beauté. Les cartes grouillent de détails et d'animations qui les rendent plus vivantes. Une évolution graphique qui ne concerne pas uniquement les personnages, les villes et les cartes mais aussi, et c'est essentiel, l'interface, beaucoup plus sobre et ergonomique que par le passé.

On comprend mieux pourquoi, vingt-trois ans après, *Civilization* reste encore, à ce jour, une référence du genre. ■



Heroes of Stalingrad

Support : PC

Éditeur : Matrix Games

Prix : 38 €.

LNL Publishing, célèbre pour ses jeux de plateau, se lance dans l'adaptation en jeu vidéo de sa série *Lock'n Load*. *Heroes of Stalingrad* est très loin des critères de beauté des productions XXL, à l'image de *Civilization V*. Ici, pas de graphisme haute définition, ni animations à couper le souffle, ni bande-son à se déchirer les tympans : rien que l'essentiel. Alors, oui, on est surpris par la vue du dessus (proche de celle que l'on a quand on joue à un véritable jeu de plateau façon *Risk*).

Par les bruitages semblant sortis d'un PC asthmatique de la fin des années 1980.

Par le graphisme rappelant les premiers jeux du genre, pauvres en détails. Par les animations très éloignées des grandes productions du moment – tout juste se contente-t-on

de quelques animations de pixels blancs quand les troupes échangent des coups de feu et de l'affichage d'images fixes à la manière d'une bande dessinée pour exprimer un fait de jeu.

Mais alors ? On n'en a que faire ! L'important est ailleurs. La force de ce *Heroes of Stalingrad* est de reproduire fidèlement, sans artifices, à la fois les mêmes mécaniques que le jeu de plateau et les éléments attendus de ce type de jeu sur PC.

Ce titre propose ainsi des attaques sur les flancs, des unités cachées ou encore des tirs de suppression de mitrailleuses qui sont très difficiles (voire impossibles) à simuler dans un « vrai » wargame. Les principes de progression étant différents des jeux de stratégie habituels sur PC, onze missions servent de didacticiel pour se familiariser avec la prise en main et les règles propres aux wargames. D'ailleurs, selon vous, vaut-il mieux investir dans un groupe de chars lourds, à la fois mobiles et résistants mais peu à l'aise dans les combats urbains, ou tout miser sur une infanterie moins puissante et moins rapide mais plus flexible ? Avec deux campagnes pour un total de 33 scénarios (18 du côté allemand, 15 du côté soviétique) articulés autour de la célèbre bataille de l'hiver 1942-1943, vous avez de quoi réfléchir la question. ■



A venir...

Retour vers le futur

Étherium est un jeu de stratégie en temps réel qui ne s'inspire d'aucun conflit connu. Et pour cause, son action se situe dans le futur. Il devrait néanmoins vous intéresser. L'histoire ? Défendre une planète riche en étherium, ressource devenue très convoitée, contre différentes factions qui souhaitent l'exploiter... Focus Interactive, l'éditeur, annonce des combats titanesques. Sortie prévue dans les prochains mois.

Made in China

L'éditeur parisien Focus Interactive est décidément très actif car il vient d'annoncer la sortie prochaine d'une nouvelle licence Wargame, son célèbre jeu de stratégie en temps réel. Sous l'appellation *Red Dragon*, cette série se déroule entre 1975 et 1991 et voit des troupes de l'OTAN, du Pacte de Varsovie et de leurs alliés débarquer en force sur le continent asiatique. Le jeu devrait être disponible à l'heure où l'on imprime. On en parle donc dans le prochain numéro.

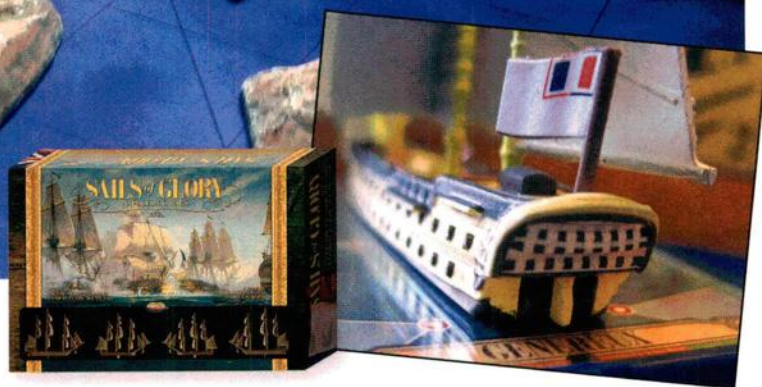
Et de trois

Le troisième opus de la saga *Age of Wonders* est attendu sur PC avant l'été. Là aussi, pas question de chercher un quelconque lien avec un conflit ayant existé puisqu'il s'agit d'un jeu de stratégie façon heroic fantasy. Pour une fois, on laissera de côté Sturmovik, canons de 88 ou kalachnikovs pour quelques dragons, de la magie et des sorciers. ■

A JOUER

WARGAMES

Par Frank Stora



Toutes voiles dehors !

La nouvelle création d'Andrea Angiolino et Andrea Mainini (Ares Games) est un véritable objet d'art. Les concepteurs sont partis de leur très réussi *Wings of Glory* (ex-*Wings of War*) pour créer *Sails of Glory*, jeu de combat tactique à l'époque des grands voiliers. Pour cela, il fallait fabriquer des miniatures de navires de guerre à voile agréables à l'œil et qui ne se cassent pas à la première manipulation. Le résultat est tout simplement magnifique.

C'est un joli trois-mâts...

Chaque boîte de base de *Sails of Glory* contient quatre figurines : deux vaisseaux de ligne et deux frégates (dans chaque catégorie, un navire anglais et un français). Les vaisseaux de ligne font environ 8 cm de long et 6 de haut, les frégates sont plus petites, mais tous sont un plaisir à voir,

à manipuler... et à lancer sur les barcasses de l'ennemi. Ares Games a sorti dans le même temps huit autres navires, quatre vaisseaux et quatre frégates, là encore répartis entre Anglais et Français. Chaque modèle peut représenter l'un ou l'autre de deux navires semblables. En théorie, on peut mettre en ligne 24 bateaux, tous ayant une véritable carte d'identité : nom, date de mise en service, équipage, armement... Le reste du matériel, très abondant, est aussi de grande qualité. L'éditeur a sorti divers accessoires, tapis de jeu, batteries côtières, etc. Il est possible de s'en passer mais, hélas, au détriment de la variété des scénarios.



La marine à voiles par étapes

Comme les avions dans *Wings of Glory*, ces beaux navires évoluent en suivant les indications portées sur les cartes de mouvement choisies par les joueurs, chaque navire ayant un jeu de cartes spécifique. Chaque carte permet trois types d'évolution selon que le navire emploie plus ou moins de voiles et selon son orientation par rapport au vent. Le choix des cartes de mouvement de façon secrète avant chaque tour permet d'obtenir une simultanéité des actions. À chaque navire correspond aussi une sorte de tableau de bord, qui indique notamment ses capacités de tir en fonction des dégâts reçus. Très simples dans leur principe, les règles deviennent vite plus compliquées lorsqu'on cherche à simuler tous les facteurs en jeu dans ces

combats. C'est pourquoi elles sont présentées par étapes : règles de base, standards et avancées, plus des règles optionnelles adaptées aux trois niveaux précédents.

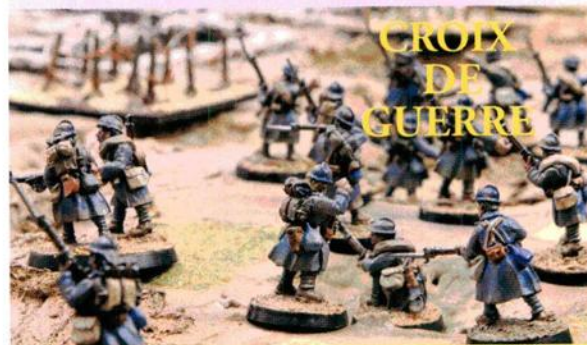
Seulement trente années de combats

Le principal reproche que l'on puisse faire à *Sails of Glory* est d'être (comme presque toujours dans

ce type de wargames) axé sur la période 1776-1815. Une trentaine d'années, sur cinq siècles de combats navals à voiles ! Mais des développements sont toujours possibles. Il y a, bien sûr, un autre reproche : le prix. Si on ajoute à la boîte de base tous les additifs et tous les navires, le total est impressionnant. Mais quand on aime... ■

Des poilus aux paras de l'Indo

À l'occasion de la commémoration du centenaire de la Première Guerre mondiale, la Société des amis du musée de la Grande Guerre de Meaux (leur site : www.sam2g.fr) publie *Croix de Guerre*, conçu par Sylvain Ferreira et Florian Frot. Il s'agit d'une règle de jeu pour figurines décrivant les combats d'infanterie (échelle : un homme équivaut à une figurine et un centimètre à un mètre environ) de 1914 à 1945. Cette règle se veut assez simple. Utilisable avec des figurines de 25 à 28 mm de n'importe quelle marque, elle tient en un livret de 24 pages très illustrées. Ce livret doit être complété par des cartes d'activation téléchargeables sur Internet (leur tirage permet d'activer les unités des deux camps dans un ordre aléatoire). Le tout pourrait bien faire naître des vocations de figuriniste, d'autant plus que le plateau nécessaire est relativement limité (180 x 120 cm).



CROIX DE GUERRE
RÈGLE DE JEU D'HISTOIRE POUR FIGURINES
PAR SYLVAIN FERREIRA ET FLORIAN FROT
DE LA SOCIÉTÉ DES AMIS DU MUSÉE DE LA GRANDE GUERRE

Pour son n° 113, la revue *Vae Victis* a choisi de rendre hommage à Bigeard et à ses hommes en Indochine avec *Indochine 1952 - Opération Bruno*. Ce jeu tactique « à zones » en solitaire retrace l'odyssée du 6^e bataillon de parachutistes coloniaux (BPC) à travers 80 km de jungle après les combats de Tu Lê (Haut-Tonkin). Le système de jeu gère les forces du Viêt-minh qui talonnent les paras. Le sujet est original et traité de façon très détaillée – pas vraiment pour les débutants, il faut le dire. ■



d'être tous de pauvres hères. Je rappellerai qu'ils s'étaient enrichis par le commerce entre l'Orient et l'Occident. Bref, tous les hommes aptes au combat avaient un équipement minimum et avaient subi un entraînement. Puisqu'aucun État n'existait pour les protéger par une armée professionnelle, chaque tribu devait se défendre par ses propres moyens, qui n'étaient pas désuets. C'est vrai, les premiers musulmans étaient peu nombreux et avaient peu de moyens. Cependant, Abû Bakr, futur premier calife, était un riche marchand capable de s'équiper et d'équiper d'autres combattants, de même que Uthman, futur troisième calife. Et les Arabo-musulmans connaissaient les armes

défensives : le texte de la Sîra (biographie de Mahomet) écrit au VIII^e siècle par Ibn Ishâq, qui est la principale source pour connaître la vie de Mahomet, évoque des cuirasses en cuir, des boucliers et des casques, ceci bien avant les grandes conquêtes musulmanes. ■ **Louis Chagnon, auteur de La Conquête musulmane de l'Égypte (Economica, 2008)**

Vous avez raison. Mais nos illustrations sont un parti pris en l'absence de texte permettant formellement d'attribuer des vêtements précis aux premiers combattants de l'Islam. Cela dit, les stèles (celles de Suadya en Syrie, de Sanaa au Yémen, d'Oman, du Louvre et du British Museum) montrent des combattants très peu

vêtus, très différents des conquérants de l'Espagne et de la Perse. Certes, les tribus étaient riches, mais leurs membres ne l'étaient pas toujours et, comme vous le soulignez, leurs chefs équipaient leurs hommes à leurs frais. Rien ne nous permet donc d'imaginer qu'ils étaient vêtus de pied en cap. Ni qu'ils avaient tous des cuirasses et des boucliers. Ni d'ailleurs qu'aucun n'en avait. ■ **Eric Tréguier**

Des légionnaires romains en moins...

Dans un encadré de l'article consacré à la bataille d'Andrinople (G&H n° 15 p. 78), vous écrivez que l'armée de l'empereur Julien en 355 ne comprend que 360 soldats. Il s'agit en réalité de l'escorte qui l'accompagne d'Italie en Gaule, alors qu'il vient d'être nommé César. Deux ans plus tard, en 357, il aligne environ 13000 soldats à la bataille d'Argentoratum (Strasbourg). Effectifs certes relativement réduits, mais suffisants pour remporter une victoire décisive contre les Alamans.



Quant à la diminution de la taille des légions, il me semble qu'il faut y voir plus un assouplissement tactique qu'un signe d'affaiblissement. L'Empire romain tardif est confronté, notamment sur les frontières du Rhin et du Danube, à des groupes de pillards très mobiles. Et l'armée romaine est forcée de s'adapter : des légions de 6000 hommes faites pour combattre en rase campagne s'avèrent beaucoup moins efficaces contre de petits groupes d'ennemis. D'où la multiplication de petites légions, aptes à des missions de surveillance et de défense mobile. De fait, le même

Julien, lors de sa campagne de Perse, sera capable de mobiliser environ 65000 hommes, ce qui prouve que l'Empire romain tardif est encore capable de rassembler des troupes en nombre. ■ **N. Gautherot**

Tout à fait exact. Il s'agit d'une évolution tactique essentielle de l'Empire. Cela dit, ces légions à effectif réduit faisaient rarement la taille annoncée et pouvaient tomber à quelques centaines de combattants, compte tenu des pertes et des absences. ■ **É. T.**

... Et des cantons en trop !

Je veux vous faire part d'une petite erreur glissée dans l'article « Les Suisses matent le Téméraire en trois coups », page 73 du n° 16, dans le rapide résumé du développement de la Confédération helvétique. En effet, la Confédération ne compte en 1848 que 22 « vrais » cantons (le Jura étant par exemple rattaché au canton de Berne jusqu'en 1979) et non 26 comme indiqué. ■ **Fabrice Dubosson, Troistorrents (Suisse)**



Une publication du groupe **MONDADORI FRANCE** Président : **Ernesto Mauri**.

RÉDACTION - 8, rue François-Ory - 92543 Montrouge Cedex. Tél. 01 46 48 48 48. Pour correspondre avec la rédaction : courrier.SVGH@mondadori.fr

Directeur de la rédaction : **Jean Lopez**, assisté de **Mireille Liebaux** • Rédacteur en chef adjoint : **Pierre Grumberg** • Directrice artistique : **Pascal Quehen**, **Davy Lopez** (par intérim) •

Première secrétaire de rédaction : **Guillemette Echalié** • Service photo : **Stéphane Dubreil** • Documentaliste : **Virginie Briffaut**.

Comité éditorial : **Benoist Bihan**, **Laurent Henninger**, colonel **Michel Goya**, **Yacha MacLasha**, **Maurin Picard**.

Ont collaboré à ce numéro : **Julie d'Andurain**, **Nicolas Aubin**, **Pierre-Henry Bas**, **Benoist Bihan**, **Patrick Bouhet**, **Jean-Claude Delhez**, **Patrick Facon**, **Nicolas Gavet**, **Michel Goya**, **Laurent Henninger**, **Pierre Jardin**, **Yacha MacLasha**, **Jean-Dominique Merchet**, **Maurin Picard**, **Rémy Porte**, **Frank Stora**, **Eric Tréguier**, **Charles Turquin**.

DIRECTION ÉDITION - Directrice du Pôle : **Carole Fagot** • Directeur délégué : **Vincent Cousin**.

DIFFUSION - Site : www.vendezplus.com • Directeur : **Jean-Charles Guérault** • Responsable diffusion marché : **Siham Daassa**.

MARKETING - Responsable : **Giliane Douls** • Chargée de promotion : **Michèle Guillet**.

ABONNEMENTS - Responsable : **Johanne Gavarini** • Chef de produit : **Clara Billand**.

PUBLICITÉ - Tél. 01 41 33 50 15. Directrice exécutive : **Valérie Camy** • Directrice commerciale : **Caroline Soret** • Directrice de la publicité adjointe : **Virginie Commun** • Directeur de clientèle : **Lionel Dufour** • Assistante : **Christine Chesse** • Planning : **Stéphanie Guillard**, **Angélique Consoli**, **Sabrina Rossi-Djenidi** • Trafic : **Stéphane Durand**.

Opérations spéciales : **Jean-Jacques Benezech**, **Anne-Sophie Chauvière**, **Grégory Gounse**.

FABRICATION - Chefs de fabrication : **Marie-Hélène Michon** et **Johann Gaisser**.

Directeur financier : **Hervé Godard** • Finance manager : **Guillaume Zaneskis**.

ÉDITEUR - Mondadori Magazines France. Siège social : 8, rue François-Ory - 92543 Montrouge Cedex. Directeur de la publication : **Carmine Perna**.

Actionnaire principal : **Mondadori France SAS** • Imprimeur : **Elcograf - Italie**.

N° ISSN : 2115-967X • N° de Commission paritaire : 0518 K 90842 • Dépôt légal : avril 2014.

Relations avec les **ABONNÉS** Par Internet : <http://abo.guerresethistoire.fr>

Tarifs d'abonnement France 1 an (6 numéros) : 29 euros • Relation clientèle abonnés par téléphone : 01 46 48 47 88 du lundi au samedi, de 8 heures à 20 heures ; par courrier : Service Abonnements Guerres & Histoire - CS 50273 - 27092 Evreux Cedex 9. Vous pouvez aussi vous abonner sur www.kiosquemag.com.
Vente anciens numéros France : par téléphone au 01 46 48 48 83 ou sur www.laboutiquescienceetvie.com • Belgique et Suisse : écrire à export.ventes@mondadori.fr

« Trop de murs, pas assez de ponts! »

Par Charles Turquin

C'est ce que déplorait Saint-Ex dans un de ses bouquins. Et certes nous l'approuvons quand nous manque un « pont » pour joindre un week-end à quelque jour férié. De même, ces problèmes de ponts ont toujours obsédé les stratèges...

L'importance du pont n'est pas niable dans le domaine civil ; elle devient cruciale dans la sphère militaire ! Sa capture ouvre la voie d'une percée ou annonce une déroute. Sa destruction sauve ou condamne une armée. Piles en bois ou arches de pierre, chevalets et tabliers ont porté ou trahi bien des capitaines. Le pont, c'est la victoire en chantant ou le sifflement de la rivière Kwai. Dans certains cas, son histoire prend valeur de mythe ! D'humbles passerelles en puissants viaducs, franchissons quelques siècles par des exemples fameux.

On commence très fort avec Xerxès le Grand, qui en 480 (avant J.-C.) veut sa revanche sur les Grecs. Mais une tempête disloque le pont de bateaux qu'il avait assemblé pour franchir les Dardanelles. Furieux, le Roi des Rois fait fouetter les eaux du détroit ! Cette crise de nerfs illustre les aléas

du métier de pontonnier. Pareillement soucieux de prestige, César lance un pont sur le Rhin, s'offre un petit raid en Germanie, repasse le fleuve et fait détruire son bel ouvrage. Voilà qui fournira un joli paragraphe à sa *Guerre des Gaules* — récit de propagande à l'usage du sénat. Mais on imagine les ronchonnements des légionnaires : « *N'exécutez jamais un ordre avant d'avoir reçu le contre-ordre !* »

Parfois la question prend un tour personnel. Flash-back en -507 avec l'exploit d'Horatius Coclès. Sitôt proclamée, la jeune république romaine subit l'assaut du roi étrusque Porsenna, qui veut rendre le trône à Tarquin le Superbe (*ancêtre probable de l'auteur de ces lignes...*). Expulsés du Janicule, les Romains se replient dans la ville par le seul pont du Tibre, passerelle en bois que Porsenna veut franchir à son tour. C'est compter sans Horatius qui a l'œil vif (il était borgne) et se plante en travers du passage. Seul contre tous, il ferraille bravement pendant que ses copains détruisent ce pont Sublicius. Puis arrive à s'échapper en plongeant dans le fleuve, car il était bon nageur. Inspiré par cet exemple, le chevalier Bayard fera de même en 1503 (après J.-C., cette fois) en interdisant à 200 Espagnols le franchissement du Garigliano !

Restons en Italie avec la bataille du pont Milvius en 322 (on se perd dans les dates...).

C'est là que Constantin s'assure l'Empire romain et prépare le triomphe de la chrétienté. Ignorant la brasse et le crawl, son adversaire Maxence se noie misérablement.

Prenons un raccourci pour aborder les guerres napoléoniennes, qui nous offrent un véritable catalogue de ponts providentiels ou calamiteux. Et d'abord celui d'Arcole : on sait que le jeune Bonaparte y risqua sa peau et conquiert une impérieuse renommée en le parcourant au pas de course, sous la mitraille, en brandissant un drapeau. Bel épisode que le tableau de Gros restitue avec fougue et romantisme. (*Signalons en passant que « le Pont d'Arcole » est une charmante fermette à chambres d'hôtes,*

située à Beauvechain, Belgique. Publicité non payée, sans rapport aucun, pour le plaisir d'un acte gratuit.)

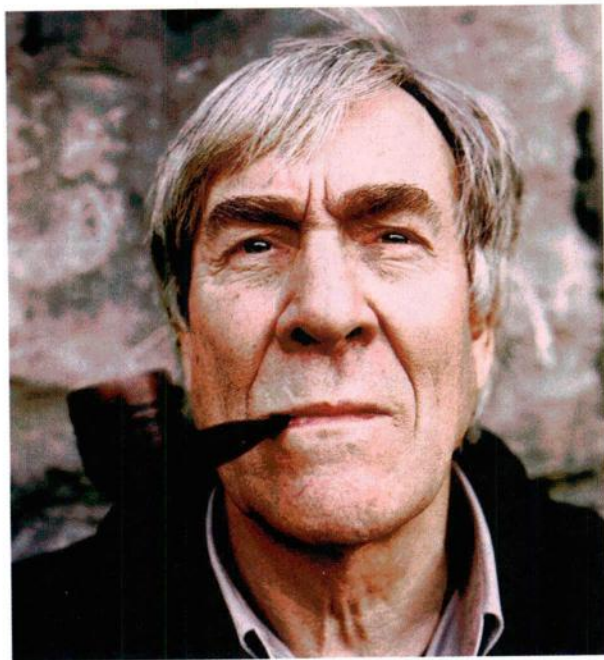
De toute aussi heureuse mémoire, citons les ponts de Friedland dont le brave Ney s'empara glorieusement, isolant ainsi les Russes de Bennigsen qu'on put alors découper en ch'tis morceaux. Datée du 14 juin 1807, cette belle journée annonçait la paix de Tilsit et l'apogée de l'Empire. Hélas, la fortune pontonnière est inconstante ! On le vit lors des années suivantes, quand une crue du Danube emporta les ponts de l'île Lobau, à la grande joie des Autrichiens ; quand ceux de la Bérézina donnèrent lieu à des bousculades hivernales qui éclipsent celles de nos soldes estivaux ; quand celui de l'Elster sauta prématurément, scellant le désastre de Leipzig et causant la noyade du maréchal prince Poniatowski. On lui a dédié un boulevard parisien. Un pont, bien que tardif, eût été plus indiqué...

Sautons hardiment à la Seconde Guerre mondiale, avec les paras de Student qui s'emparèrent du grand pont de Moerdijk, sur le Waal hollandais ; tandis que des planeurs, audacieusement crashés sur objectifs, en enlevaient deux autres, déboulant la défense belge du canal Albert. Détail consolant : les Allemands se firent pareillement surprendre cinq ans plus tard, lorsque quelques planeurs britanniques vinrent capturer les ponts (Pegasus) de l'Orne et du canal de Caen !

On n'en était pas là en mai 1940. Comme celui de Maastricht, les ponts de Dinant et Sedan avaient dûment sauté, mais cela ne freina guère la ruée germanique. De même en Russie, où un raid fulgurant de Manstein conquiert le passage de la Dvina, ouvrant aux panzers la route de Leningrad. Joukov prit sa revanche au pont de Kalatch, dont la prise scella l'encerclement de Paulus à Stalingrad. Un an après, les Allemands s'accrochaient à ceux du Dniepr tandis que les Soviétiques franchissaient ce fleuve à l'aviron, sur bottes de paille et radeaux.

Jusqu'à la fin, les ponts justifièrent leur importance stratégique. Lancé vers ceux de Nimègue et Arnhem, Montgomery donna la mesure de son incompetence. L'héroïsme des paras britanniques ne put en compenser les désastreux effets. Cinq mois plus tard, les Américains faisaient bien mieux en capturant le pont de

Remagen. Désespérément, les Allemands lancèrent tout ce dont ils disposaient encore : salves d'artillerie, avions à réaction (Arado, Messerschmitt), nageurs de combat, mines dérivantes... En vain : le Rhin était franchi ! Sans nul doute, ces exemples vous auront convaincus de la haute valeur militaire des constructeurs et dynamiteurs de ponts. J'eusse aimé y ajouter un survol des possibilités pontonnières présentes et futures. L'espace alloué à ma chronique ne permet pas ce développement. D'ailleurs, je dois m'absenter pour aller me faire poser un bridge dentaire. Tout de même moins déplaisant qu'un pontage coronarien ! ■



« Les guerres napoléoniennes nous offrent un véritable catalogue de ponts providentiels ou calamiteux. »